Le Monde



55e ANNÉE – N° 16872 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — SAMEDI 24 AVRIL 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

OTAN : un cinquantenaire dans la guerre

● Les alliés ont bombardé la télévision serbe au cœur de Belgrade ● Les dix-neuf membres de l'Alliance sont réunis à Washington pour son cinquantième anniversaire ● Ils jugent insuffisante la première offre de négociation faite par Slobodan Milosevic ● L'OTAN met à jour ses plans d'intervention terrestre au Kosovo

QUELQUES HEURES avant la réunion, vendredi 23 avril à Washington, du sommet célébrant son 50e anniversaire, l'OTAN a de nouveau bombardé le cœur de Belgrade, frappant l'immeuble de la télévision nationale serbe. Selon certaines sources serbes, l'attaque contre la RTS aurait fait une dizaine de morts parmi les journalistes et les employés.

L'OTAN a, d'autre part, jugé insuffisante une offre de négociation faite la veille par Slobodan Milosevic. Pour la première fois depuis le début des frappes, le président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) a laissé entendre qu'il était prêt à discuter. Au terme des entretiens qu'ils ont eus jeudi à Belgrade, Slobodan Milosevic et l'ancien premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine, l'envoyé spécial du Kremlin, ont publié un document commun. Belgrade accepte l'idée d'une *« présence internationale »* au Kosovo, sous l'égide de l'ONU et avec la participation de la Russie, et envisage une *« réduction »* des forces serbes dans la province. La formule est très éloignée de ce qu'exigent les alliés : une force militaire internationale – dominée par les Occidentaux – et le départ de toutes les troupes serbes du Kosovo. Bill Clinton et Tony Blair ont rejeté la proposition de M. Milosevic. Pour autant, le président américain n'a pas fermé la porte à la poursuite de la médiation russe.

A Washington, les chefs d'Etat et de gouvernement des dix-neuf membres de l'OTAN devaient débattre de l'éventualité d'une intervention au sol au Kosovo. Dans un entretien au *Monde*, Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, dénonce M. Milosevic comme l'incarnation de *« l'Europe des années 30 et 40 »* et affirme que son pays s'opposera à une attaque terrestre.



● L'OTAN rejette le plan de Slobodan Milosevic p. 2
● Les alliés réexaminent l'option terrestre p. 3
● Un entretien avec Joschka Fischer p. 3
● Bombardement sur la télévision à Belgrade p. 4
● Manifestation anti-OTAN au Monténégro p. 4
● Enquête : de Sarajevo au Kosovo p. 13
● Débats : trois écrivains dans la guerre p. 14
● Notre éditorial : l'enjeu du sommet p. 15

Belgrade s'offre une publicité gratuite dans la presse « ennemie »

UNE PHOTO en couleurs publiée, jeudi 22 avril, par le quotidien britannique *The Independent* montre l'extrême sophistication de la propagande serbe : un panneau d'affichage au premier plan et, au fond, l'immeuble bombardé du Parti socialiste de Slobodan Milosevic. Ce cliché, signé de l'Agence France-Presse, attire l'œil par son astuce graphique. Il montre le résultat des bombardements de l'OTAN à Belgrade. On voit, certes, la tour noircie du Parti socialiste, mais c'est un panneau d'affichage, à l'avant-plan, qui est censé capter l'attention des lecteurs occidentaux avec sa tour Eiffel en feu et son slogan accrocheur.

Comment Milosevic fait-il passer son message en anglais dans les journaux des alliés ? L'affiche, bien que professionnelle, n'est pas le fait de publicitaires. Europlakat, l'afficheur helvético-autrichien propriétaire du panneau, précise que l'affiche n'a pas été collée par lui.

Le groupe, qui gérait 50 % de la publicité affichée à Belgrade, a abandonné ses 265 panneaux depuis la fermeture, fin mars, de ses bureaux en Yougoslavie. Inquiets de voir leur enseigne associée à Milosevic, les responsables de la société accusent les photographes locaux, seuls désormais habilités à travailler à Belgrade depuis l'éviction des journalistes originaires des pays de l'OTAN, d'avoir organisé la mise en scène de la photo puisqu'il n'existe, selon Europlakat, qu'une seule affiche de ce genre « heureusement » placée au bon endroit.



L'AFP récupère chaque jour les images de l'agence European Press Photo Agency (EPA) à Francfort. Selon Cengiz Seren, directeur de l'EPA, l'auteur de la photographie est un photographe-pigiste serbe qui a déjà couvert le conflit bosniaque. L'affiche n'a pas été ajoutée par ordinateur et les autorités serbes n'ont pas de contrôle sur la transmission numérique des images. Le photographe, ajoute-t-il, *« n'est pas politisé »*. Il a fait la photo *« parce qu'il habite à côté »*. L'image a, en revanche, dû être *« autorisée »*.

Plusieurs photographes interrogés sur place confirment que leur travail est très contrôlé. Une fois accrédités au Centre de presse militaire, soit ils demandent, pour chaque cliché, une autorisation (*« yellow paper »*) de prise de vue, qui leur est accordée pour un délai variant d'une demi-heure à quelques heures, soit ils sont transportés en autocar sur les lieux que les autorités serbes veulent bien leur montrer.

Florence Amalou

L'europtimisme de la BCE

« L'EURO est une monnaie solide et stable » : tel est le credo de la Banque centrale européenne (BCE). Son vice-président, le Français Christian Noyer, en fonctions depuis le 1er juin 1998, s'en fait l'apôtre, dans un entretien accordé au *Monde*. L'euro flirte depuis quelques jours avec ses plus bas niveaux (autour de 1,06 dollar pour 1 euro) depuis son lancement, et le numéro deux de la BCE n'exclut pas que le conflit du Kosovo joue un rôle dans cette évolution. Pour M. Noyer, la baisse des taux, décidée il y a quinze jours par la BCE, était dictée par le souci d'*« aider au retour de la croissance la plus élevée possible »*, au moment où tous les indicateurs montraient que *« la stabilité des prix était durablement établie »*.

Lire page 16

■ Jean Moulin, une épopée

Daniel Cordier publie *Jean Moulin, la République des catacombes*, où il réussit à rendre intelligible l'épopée des responsables de la Résistance. *« C'est un devoir de memoire »*, explique au *Monde* l'ancien secrétaire de « Max ». p. 26

■ L'extrême droite en difficulté

Paralysés par leurs divisions et éclipsés par le conflit yougoslave, les deux Front national abordent en mauvaise posture la campagne des élections européennes. p. 8 et 9

■ Logement : le marché des taudis

Un rapport dénonce le fonctionnement pervers du système d'allocation-logement et les profits du marché de l'habitat insalubre. Il préconise un renforcement de la protection des locataires. p. 10

■ Désengorger la région PACA

Les principaux débats d'aménagement du territoire en Provence-Alpes-Côte d'Azur portent sur les difficultés de circulation. La suite de notre enquête sur les régions en chantiers. p. 12

■ Nucléaire : 2000 sans bogue

EDF vient d'effectuer, avec succès et sans bogue, sur un des reacteurs de la centrale nucléaire de Civaux (Vienne), un test grandeur nature simulant le passage du 9-9-1999, de l'an 2000 et du 29 février 2000. p. 23

■ La météo, de la télévision au Net

Ce sont les programmes les plus regardés en France ; aux Etats-Unis et au Canada, la météo peut tourner à l'obsession. D'où la présence de chaînes spécialisées et le développement de services interactifs. p. 18

■ Jardins : des pots, peu de nains

Jardins et balcons, considérés comme les derniers espaces naturels, se décorent sans compter : luminaires, pots, jardinières, statuettes... même si *« le complexe du nain de jardin est* [encore] *très fort chez nous »*. p. 24

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 424 - 7,50 F

Le retour de la révolution nihiliste

CURIEUSE Yougoslavie qui toujours semble prendre le contre-pied de la Russie dont elle demeure le miroir : dans le premier XXe siècle, elle incarne ce que la Russie révolutionnaire et internationaliste rejette, le panslavisme, la monarchie absolue, l'alliance à l'Ouest ; après 1948, la voici, pourtant semi-communiste, adonnée à la réfutation en acte de Staline et de ses successeurs, toujours alliée à l'Ouest. Fallait-il s'étonner dès lors qu'elle opposât ses violences ethniques et religieuses inouïes à la fantaisie pacifique et résignée avec laquelle les Russes se sont fait délester de leur empire ?

Miroir inversé de la Russie, mais aussi anticipation prophétique pour le meilleur ou pour le pire, car la résistance partisane de Tito a préludé au redressement soviétique post-Stalingrad, l'autogestion antistalinienne annonçait Khrouchtchev, et la désunion nationale dès 1980 à Belgrade évoquait déjà le Moscou de la fin de la perestroïka.

Ces théories d'Albanais désespérés peuvent donc aussi préparer de plus grands carnages au Caucase, en Ukraine ou au Kazakhstan, bientôt et de nos jours. Il suffira pour cela que la Russie, qui ne manque pas de génie en matière d'idéologie, nous prépare à son échelle, qui est celle du monde, cette nouvelle synthèse nihiliste que l'on voit bien se dessiner en filigrane des titubances de la guerre que mène l'OTAN au Kosovo.

Car c'est bien le nihilisme contemporain qui mène le bal depuis le déclenchement de cette crise, avec un triomphe local de la cruauté sur le droit, du solipsisme ethnique sur la simple humanité. Peut-on tenter de l'expliquer ? Il n'y a pourtant jamais de simplicité des causes dans les phénomènes humains, et l'explosion de ces haines destructrices n'est pas plus univoque dans sa signification que l'étaient, à la vérité, les enthousiasmes démocratiques conjoints qui ont fait de l'année 1989 le moment planétaire de la liberté. Car c'est l'évidence, Milosevic dépasse aujourd'hui les frontières historiques et morales de son petit domaine balkanique, et le mal terrible qu'il incarne s'inscrit dans un processus plus vaste de rejet de 1989.

Alexandre Adler pour Le Monde

Lire la suite page 15

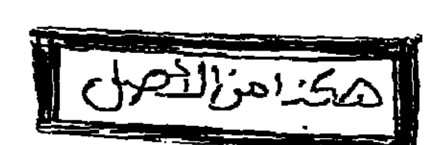
Football : la fièvre verte



PATRICK GUILLOU

TROIS SAISONS après sa relégation en deuxième division, l'AS Saint-Etienne, qui a dominé le football français dans les années 70, peut assurer son retour au plus haut niveau en l'emportant, samedi 24 avril, à Laval. Avec, comme symbole du renouveau, le défenseur Patrick Guillou, les Verts entendent renouer avec leur passé prestigieux.

Lire page 22



BALKANS Le siège de la télévision officielle serbe (RTS) a été touché, vendredi 23 avril, par un ou plusieurs missiles. Le raid aurait fait, de source serbe non officielle, une dizaine de morts et une dizaine de blessés. ● UN TEXTE prévoyant « une *présence internationale* » au Kosovo, a été proposé jeudi par Slobodan Milosevic et Viktor Tchernomyrdine, représentant spécial du président russe, Boris Eltsine. Il a été rejeté par les Occidentaux. ● L'OTAN réexamine les plans d'intervention au sol élaborés fin 1998 en fonction des nouveaux éléments du terrain, après quatre semaines de bombardements qui ont porté leurs premiers effets. ● JOSCHKA FISCHER, ministre allemand des affaires étrangères, explique dans un entretien au *Monde* qu'il n'y aura pas de majorité au Bundestag pour une intervention au sol *(Lire aussi notre éditorial page 15)*.

Les Occidentaux rejettent le « compromis » Milosevic-Tchernomyrdine

« L'offre est loin de répondre aux exigences de l'OTAN », ont fait savoir Bill Clinton et Tony Blair. Le président yougoslave se dit prêt à accepter au Kosovo une « force internationale » seulement constituée d'« une mission civile de l'ONU », sans les pays « qui participent à l'agression »

APRÈS la résidence principale du président yougoslave Slobodan Milosevic à Belgrade, l'OTAN a visé, vendredi 23 avril à l'aube, le siège de la télévision officielle serbe (RTS). Le représentant spécial du président Boris Eltsine pour la Yougoslavie n'a pas obtenu de M. Milosevic l'acceptation des conditions posées par l'OTAN pour arrêter sa campagne militaire.

● **Le siège de la télévision officielle serbe a été touché**, vendredi 23 avril à l'aube, par un ou plusieurs missiles tirés par des avions alliés. Selon la télévision privée Studio B, ce bombardement a fait au moins un mort et un blessé, mais d'après la chaîne de télévision privée, BK, qui citait de « *premières informations* » non officielles, le raid aurait fait « *une dizaine de morts et une dizaine* » de blessés. Une troisième chaîne faisait état de « *plusieurs blessés* ». « *Les sauveteurs craignent qu'il y ait des victimes* », ajoutait-elle. Quelques heures après le bombardement, la RTS a néanmoins diffusé un programme d'informations sur les ondes de Studio B.

● **Belgrade a accusé l'OTAN d'avoir cherché à tuer le président Slobodan Milosevic** en bombardant jeudi sa résidence principale dans la capitale. L'Alliance et le Pentagone ont démenti. D'après un responsable de l'Alliance, qui a souhaité garder l'anonymat, le bâtiment abritait un « *poste de commandement du président* » Milosevic. Le Pentagone a précisé que l'OTAN ne visait pas personnellement M. Milosevic mais voulait « *décapiter* » le régime, sans tuer son président. Dans la nuit de jeudi à vendredi, les avions de l'OTAN ont visé, outre la RTS, plusieurs cibles à Belgrade, notamment un pont ferroviaire et à Valjevo, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale.

● **Un texte commun, prévoyant « une présence internationale »** au Kosovo et adopté jeudi par M. Milosevic et Viktor Tchernomyrdine, le représentant spécial du président russe Boris Eltsine pour la Yougoslavie, a laissé penser un moment que le président yougoslave lâchait du lest au vingt neuvième jour des bombardements. Des précisions fournies par l'agence Itar-Tass ont toutefois dissipé la confusion. M. Tchernomyrdine n'a pas parlé de « *forces internationales* », mais d'« *organisations internationales* » et de « *mission* », en évoquant la présence étrangère acceptée par M. Milosevic au Kosovo, a précisé Itar-Tass. Mais Belgrade a accepté une présence militaire au Kosovo, selon l'émissaire russe Viktor Tchernomyrdine, cité vendredi par Interfax, alors qu'il avait parlé la veille uniquement d'une mission civile.

● **La Yougoslavie est prête à accepter** « *comme observateurs internationaux, après la fin des bombardements, une mission civile de l'ONU, bien sûr, sans représentants des pays qui participent à l'agression contre notre pays* », a déclaré M. Milosevic lui-même, dans un entretien à la chaîne américaine de télévision KHOU de Houston. « *Après la fin des bombardements* », les pourparlers pourront reprendre directement entre Serbes et Albanais « *et non entre le gouvernement yougoslave ou serbe et les représentants de la communauté internationale* », a ajouté le président yougoslave.

● **L'affaire du Kosovo figure au menu du sommet** des dix neuf pays membres de l'OTAN qui s'ouvrait vendredi à Washington à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Alliance. Les Alliés évoquent de plus en plus la possibilité d'une intervention terrestre, tout en continuant de privilégier une stratégie aérienne pour obliger M. Milosevic à accepter les conditions du retour de la paix au Kosovo. D'après eux, la campagne aérienne commence à « *produire ses effets* ». L'envol de troupes au sol n'est pas inscrit à l'odre du jour du sommet de Washington, ont précisé Paris et Bonn.

● **L'interdiction de la vente de pétrole à la République fédérale de Yougoslavie** par l'Union européenne devrait « *probablement* » être effective mercredi 28 avril, a indiqué un porte-parole de la Commission européenne. Celle-ci a préparé le réglement d'application qui prévoit l'interdiction de vente de pétrole et de produits pétroliers, y compris au Monténégro. Le réglement s'appliquera à l'intérieur du territoire de l'Union européenne (UE) et inclura les avions, les navires et les ressortissants des Quinze. L'UE va demander aux pays associés d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à Chypre, à la Norvège, à l'Islande et à la Suisse de faire la même chose. La France, a indiqué le Quai d'Orsay, juge impossible d'imposer un blocus pétrolier maritime à la Serbie. Les trois obstacles à un tel blocus sont qu'« *il n'est pas nécessairement efficace et peut entraîner des risques inconsidérés pour les forces chargées de sa mise en œuvre* », l'absence d'un « *fondement juridique* » et la nécessité de « *préserver le territoire du Monténégro* ». Paris souhaite que soient mises en œuvre « *par l'OTAN des actions de destruction des voies de transport des produits pétroliers situés sur le territoire de Serbie* ».

1 500 nouveaux réfugiés arriveront en France mardi

Trois cent vingt-six réfugiés du Kosovo en provenance de Macédoine sont arrivés, jeudi 22 avril au soir, à l'aéroport de Roissy - Charles-de-Gaulle. Ils ont aussitôt été pris en charge par une cinquantaine de bénévoles et professionnels de France Terre d'Asile, assistés d'interprètes et des équipes de la Croix-Rouge, de Médecins du Monde et du SAMU de Paris. Ils ont été dirigés en car vers sept centres d'hébergement collectif, deux en Ile-de-France (Vaujours, dans la Seine-Saint-Denis, et La Queue-en-Yvelines) et cinq en province : Noyon, dans l'Oise, Gaillon et Vernon, dans l'Eure, Sotteville-lès-Rouen et Oissel, dans la Seine-Maritime. Vendredi, l'administration devait leur délivrer une autorisation provisoire de séjour pour trois mois. Ils pourront circuler en toute liberté et seront aidés à trouver un projet. Un nouveau convoi de 1 500 réfugiés devrait arriver mardi 27 avril. « *Deux mille places, aujourd'hui, sont libres, et, s'il le faut, nous en trouverons d'autres*, a indiqué la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry.

Le président yougoslave n'a pas fait la moindre concession à l'émissaire russe

L'ÉMISSAIRE spécial du président russe, Viktor Tchernomyrdine, n'a rien obtenu de Slobodan Milosevic lors de sa visite à Belgrade jeudi 22 avril. M. Tchernomyrdine s'est certes flatté d'avoir dégagé un « *important compromis* » et il affirmait vendredi matin que désormais « *la balle est dans le camp de l'OTAN* ». Mais le texte commun mis au point entre les deux hommes, d'après le compte-rendu que M. Tchernomyrdine en a fait à l'agence Itar-Tass, non seulement n'apporte aucun infléchissement de la position yougoslave, mais il est même en recul sur certains points par rapport à ce qui avait été obtenu de Belgrade lors des négociations de Rambouillet.

Les six points de ce texte sont les suivants :

– après accord avec la Yougoslavie, présence internationale au Kosovo sous l'égide de l'ONU avec la participation de la Russie ;

– réduction possible de la présence au Kosovo des forces militaires et policières de la RFY, qui s'accompagnerait du retrait des forces de l'OTAN regroupées aux frontières de la Yougoslavie ;

– reprise du travail sur le cadre politique de la future autonomie du Kosovo ;

– retour dans la sécurité des réfugiés et personnes déplacées ;

– fourniture d'une aide humanitaire ;

– coopération internationale pour la reconstruction de l'économie de la Yougoslavie, y compris le Kosovo et la région dans sa totalité.

Dans un premier temps, différents dirigeants occidentaux, dont Bill Clinton, ne disposant pas encore du résultat précis de la mission de M. Tchernomyrdine à Belgrade, avaient exprimé un espoir prudent. Cet espoir est vite retombé lorsqu'on s'est aperçu que rien n'avait bougé sur le principal point de blocage depuis Rambouillet, à savoir le déploiement d'une force militaire internationale au Kosovo. Il est apparu que Slobodan Milosevic n'était pas disposé à la moindre concession. Après avoir expliqué que « *pour la première fois, la Yougoslavie acceptait une présence militaire au Kosovo sous les auspices de l'ONU* », M. Tchernomyrdine a corrigé le tir. Selon l'agence Tass, il n'avait pas parlé de « *forces internationales* », mais d'« *organisations internationales* ». « *Il reste à déterminer quelles organisations internationales et quels pays participeront à cette mission, mais le plus important est que la Russie doit y être représentée* », a-t-il déclaré selon Tass.

Dans une interview diffusée jeudi par une télévision de Houston et reprise par la première chaîne russe ORT, Slobodan Milosevic parle d'une « *mission civile, sans représentants des pays qui participent à l'agression contre la Yougoslavie* ». Il ajoute que ses pourparlers sur le Kosovo ne peuvent reprendre « *qu'après la fin des bombardements de l'OTAN* » entre Serbes et Alabanais et « *non pas entre le gouvernement yougoslave ou serbe et les représentants de la communauté internationale* ». Cette interview a été réalisée lundi par un universitaire américain, Ron Hatchett, âgé de quatre-vingt ans, qui dit vouloir « *une issue diplomatique à la crise* ».

On est très loin des conditions posées par les Occidentaux. Le président yougoslave n'accepte même plus que la communauté internationale se mêle des négociations entre Serbes et Albanais sur le Kosovo.

Pour que s'arrêtent les frappes, Slobodan Milosevic devrait, selon les Occidentaux, prendre les engagements suivants : la cessation immédiate de tous les actes de violence ; le retrait de toutes les forces militaires yougoslaves et de la police spéciale, selon un calendrier rapide et précis ; un déploiement d'une force militaire internationale (les Occidentaux ne précisent plus qu'elle doit être dirigée par l'OTAN) ; le retour de tous les réfugiés et l'acceptation d'un statut intérimaire pour le Kosovo fondé sur l'acquis de Rambouillet.

« Une opération terrestre envisagée depuis le début »

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, affirme dans une interview publiée vendredi 23 avril par *El Pais* qu'une intervention terrestre au Kosovo « *est envisagée depuis le début, avec deux objectifs : garantir la sécurité du Kosovo et le retour des réfugiés* ». « *Dans quelles conditions se déroulerait cette action ? Elle peut se produire dans un environnement plus permissif* (avec l'accord explicite ou tacite de Belgrade) *ou dans une situation plus difficile, dans laquelle l'accord n'aurait pas encore été atteint* », poursuit M. Solana.

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN, qui s'ouvre vendredi à Washington, n'a pas vraiment à prendre de décision sur la mise à jour des plans d'intervention terrestre « *car les plans s'actualisent de façon naturelle*, a dit M. Solana. *Une des obligations des chefs militaires est de mettre à jour toutes les options qui ont été approuvées politiquement. Donc, il n'y aura pas de décision dans cette direction pendant le sommet, car cela est déjà en train d'être fait* ».

De Rambouillet aux propositions Milosevic

● Le plan de paix de Rambouillet établi par le « Groupe de contact » :

- « **Autonomie substantielle** » du Kosovo, permettant notament des élections justes et libres en vue du fonctionnement d'élections démocratiques, la protection des droits de l'homme et des droits des membres des communautés nationales et la mise en place d'un système judiciaire équitable ;
- **Déploiement** d'une force internationale au Kosovo ;
- **Démilitarisation** du Kosovo.

● Les cinq « conditions » de l'OTAN pour interrompre les frappes sur la Serbie (avalisées par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU)

- **Retrait** de toutes les forces serbes du Kosovo, avec fixation d'une date limite ;
- **Acceptation** par Belgrade du déploiement d'une force internationale ;
- **Retour** au Kosovo des organisations humanitaires ;
- **Retour** au Kosovo des réfugiés ;
- **Mise en place** d'une administration provisoire sous la surveillance des Nations unies ;

● Les « *six propositions* » de l'accord Milosevic-Tchernomyrdine.

- **Présence** internationale (au Kosovo) sous l'égide de l'ONU avec la participation de la Russie, et après accord avec la Yougoslavie;
- **Réduction** possible de la présence au Kosovo des forces militaires et policières de la RFY, qui s'accompagnerait du retrait des forces de l'OTAN regroupées aux frontières de la Yougoslavie ;
- **Reprise** du travail sur le cadre politique de la future autonomie du Kosovo ;
- **Retour** dans la sécurité des réfugiés et personnes déplacées ;
- **Fourniture** d'une aide humanitaire ;
- **Coopération** internationale pour la reconstruction de l'économie de la Yougoslavie, y compris le Kosovo et la région dans sa totalité.

Washington ne ferme pas la porte à la médiation de Moscou

WASHINGTON
de notre correspondant

Avant l'ouverture du sommet de l'OTAN, Bill Clinton et le premier ministre britannique Tony Blair ont rejeté jeudi l'offre de Slobodan Milosevic sur une « *présence internationale* » au Kosovo, estimant « *tous les deux* », a déclaré un porte-parole britannique, qu'elle est « *loin de répondre aux exigences de l'OTAN* ».

Auparavant, le président américain avait accueilli avec une apparence d'optimisme l'annonce par Moscou de la proposition de compromis russo-serbe sur le Kosovo. « *Si c'est vrai, c'est enfin la première fois que M. Milosevic admet qu'il devra y avoir là une force de sécurité* (...) *et cela représente, je suppose, un progrès* », a-t-il déclaré, jeudi 22 avril, dans le jardin de la Maison Blanche où il recevait le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana. « *Ce qui m'intéresse, c'est quelque chose qui marche et qui aura le soutien de toutes les parties. Je pense que les membres de notre Alliance veulent que nous puissions aller là-bas, et que les Albanais du Kosovo veulent se sentir protégés et s'attendent à ce que nous soyons sur place* », a-t-il ajouté.

« *J'ai dit depuis le début que je souhaitais qu'il y ait des troupes russes, ukrainiennes, des pays slaves et des pays orthodoxes* [au sein de la force internationale] *parce que notre mandat sera de protéger tout le monde, y compris la minorité serbe* ». Par ces mots, Bill Clinton a voulu montrer son désir d'associer des Russes à une solution de sortie de crise. Sa rapidité de réaction semble indiquer, en outre, qu'il est toujours aussi désireux de trouver une solution négociée qui lui éviterait d'avoir à céder aux pressions des « faucons » qui le poussent à passer d'une guerre aérienne décevante à une guerre au sol. La « *stratégie correcte* », a-t-il rappelé, consiste en « *une vigoureuse poursuite de la campagne aérienne, une intensification des pressions économiques et la poursuite de nos efforts diplomatiques* ».

Cela ne l'a pas empêché d'apporter son soutien à la décision de M. Solana de réévaluer les plans d'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo. Ni de reconnaître qu'il « *existe des scénarios selon lesquels* » les troupes alliées pourraient entrer en ex-Yougoslavie sans un accord préalable de M. Milosevic, même s'il s'agit toujours « *d'une question hypothétique* ». La Maison Blanche souffle le chaud et le froid, et s'efforce de convaincre que Paris, Londres et Washington restent d'accord sur l'inutilité, aujourd'hui, d'envisager une intervention terrestre, contrairement à ce qu'a affirmé jeudi le *New York Times*.

La « réévaluation » de l'option terrestre ne devrait pas prendre trop de temps, a indiqué le Pentagone. « *Aucune décision n'a été prise d'abandonner la campagne aérienne*, a déclaré son porte-parole, *mais il faut étudier ce qui a changé depuis octobre dernier : le renforcement serbe, l'impact des bombardements et de la "dépopulation"* [l'exode des Kosovars et leur déplacement massif à l'intérieur de la région] ; *voir les conditions d'une entrée permissive à la lumière de ces changements pour une mission de maintien de la paix "plus" ; et regarder les autres plans incluant la possibilité d'envoyer des troupes au sol dans un environnement non permissif* (...). *L'estimation du nombre* [des forces terrestres] *dépendra des tâches qui leur seront imparties.* »

On est loin des dénégations de ces derniers jours même si, sur le fond, rien n'a officiellement changé. En clair, cela signifie que deux plans sont étudiés simultanément ; dont un – l'entrée en force au Kosovo dans un « *environnement non permissif* », c'est-à-dire sans accord avec Belgrade –, reste toujours officiellement tabou. Sur cet éventuel accord, Washington reconnaît aujourd'hui qu'il faudra peut-être bien traiter avec ce Milosevic, auquel on promet par ailleurs d'être déféré devant un tribunal pénal international en tant que criminel de guerre.

Le Kosovo dominera donc le sommet de l'OTAN qui s'est ouvert vendredi, tout comme la question des forces terrestres pourrait bien dominer les débats sur le Kosovo. Leur déploiement a beau ne pas être à l'ordre du jour, il n'en demeure pas moins le fond sonore de tout ce week-end. D'autant que les Britanniques, venus en nombre à Washington dès mercredi, sont en pointe dans ce domaine. Visitant une unité militaire américaine, le ministre de la défense de Tony Blair, George Robertson, a promis l'envoi de 2 000 soldats supplémentaires en Macédoine et discuté d'une entrée au Kosovo sans accord de Belgrade : « *Nous aurons besoin de plus de 30 000 hommes. Il nous faudra y entrer rapidement dès que les circonstances seront mûres* », a-t-il estimé, ajoutant qu'il portait là « *un jugement militaire* ».

Patrice de Beer



Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères

« Slobodan Milosevic représente l'Europe des années 30. Ce n'est pas la nôtre »

BONN
de nos envoyés spéciaux

« Quel est votre objectif dans la crise du Kosovo, alors que s'ouvre le sommet de l'OTAN ?

– Le but est d'obtenir une résolution du conseil de sécurité de l'ONU demandant à la Serbie le respect des cinq points que nous avons énoncés. Cette résolution ouvrirait la porte à un retrait des troupes serbes du Kosovo, à un cessez-le-feu et au déploiement d'une force internationale de paix et permettrait de préparer le retour des réfugiés.

» L'implication du conseil de sécurité est très importante. La Russie a bougé depuis l'intervention de Boris Eltsine. Le problème de Moscou n'est pas de savoir à quoi ressemblera la force de paix mais d'obtenir l'accord de Belgrade. Sinon, la résolution sera une résolution d'imposition de la paix selon le chapitre 7 de la charte de Nations unies qui autorise des interventions armées. Le deuxième problème de Moscou est de ne pas légitimer a posteriori ce qu'elle a rejeté, à savoir l'intervention de l'OTAN.

– La Russie bouge-t-elle vraiment ?

– Faute de solution politique, il y aura une solution militaire. L'Occident ne peut pas céder. On doit arriver à une décision politique pour éviter une escalade. Sinon, il n'y aura pas de changement de stratégie, les attaques aériennes seront renforcées et cela deviendra très difficile pour Slobodan Milosevic. La Russie ne veut pas perdre son influence dans les Balkans. S'il elle veut jouer un rôle politique, elle doit éviter une telle escalade militaire, où elle resterait simple spectatrice. Combien de temps la Russie veut-elle rester aux côtés de M. Milosevic ? Elle doit se poser la question dans son propre intérêt et dans celui de la Serbie. Enfin, la Russie sait très bien qu'elle a besoin de l'Occident pour son développement intérieur. Je pense qu'après le sommet de Washington il y aura un Oslo II, une nouvelle rencontre entre la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, et son homologue russe, Igor Ivanov.

– Croyez-vous qu'on puisse encore avoir une société multiculturelle au Kosovo ?

– Nous ne devrions pas discuter de qui doit vivre avec qui. Nous devons parler de la manière d'imposer rapidement les règles d'un pacte de stabilité pour les Balkans. Nous avons fait de grandes erreurs au début de l'implosion de la Yougoslavie. On aurait dû imposer, si nécessaire par la force, la manière dont on vit ensemble et la manière dont on se sépare. Là réside le secret d'une solution européenne dans les Balkans. On ne peut pas distribuer les peuples et fixer les frontières comme le faisaient jadis le grandes puissances. Il n'en sortirait que de la désunion. On doit imposer le règne du droit, pas celui des meurtres et des massacres. Le secret, c'est l'intégration de l'Europe, avec la domination du droit, de la coopération, du respect de l'autre. Pour cela, les armes doivent se taire.

– Comment évolue en Allemagne le débat sur l'envoi des troupes au sol au Kosovo ?

– En Grande-Bretagne et en France, la guerre n'est pas, comme en Allemagne, associée à la guerre totale. La population ici est très majoritairement hostile à l'envoi de troupes au sol. Il n'y aurait pas de majorité au Bundestag et nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un Parlement divisé sur ce sujet. Le gouvernement a expliqué à de nombreuses reprises son rejet de l'envoi de troupes au sol. Jeudi encore, le chancelier et moi-même avons rappelé au Bundestag notre refus. Nous n'avons pas de raison de discuter à nouveau de cette question.

– Quelle sera l'attitude des Verts lors du congrès du 13 mai sur le Kosovo ?

– Pour des raisons bien compréhensibles, la vie est très difficile pour les Verts, mais une grande majorité d'entre eux veulent continuer cette coalition. Je ne prévois donc pas le naufrage de ce gouvernement.

– Comment convaincre les délégués au congrès ?

– En argumentant sur le fond. Les Albanais, les Macédoniens, les Bulgares, les Roumains, les Turcs, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Hongrie, tous veulent entrer dans l'OTAN ou l'Union européenne. Tous veulent participer à l'intégration européenne. Il ne s'agit plus d'interventions hégémoniques de la France, de l'Allemagne, des puissances européennes dans les Balkans pour acquérir des zones d'influence. La question est de savoir sur quels principes l'Europe va vivre, ceux d'hier ou ceux de l'intégration européenne. C'est une question qui menace actuellement tout un peuple. L'OTAN ne serait jamais intervenue si M. Milosevic n'avait pas agressé les Kosovars. Je n'ai pas besoin de rappeler le destin terrible des musulmans bosniaques ; il y a presque eu un génocide.


JOSCHKA FISCHER

– Parleriez-vous, comme Tony Blair, de "nouvel internationalisme" ?

– Je préfère parler d'Europe. Milosevic représente une norme européenne, celle de l'Europe des années 30 et 40. Ce n'est pas la nôtre.

– L'Allemagne n'a t elle pas regretté de ne pas être coorganisatrice de Rambouillet ?

– Au contraire. C'était mon idée de proposer à la France et la Grande-Bretagne la coprésidence des négociations de Rambouillet. Pas parce que nous sommes des gens particulièrement réservés, mais parce je pense que c'était le rôle de ces deux Etats qui ont une tradition politico-militaire que nous n'avons pas.

– Avez-vous encore du temps pour penser à la réforme des institutions européennes ?

– Bien sûr. Nous pensons présenter au conseil européen de Cologne un rapport sur les questions institutionnelles pour avoir une Union en mesure d'agir. La France va devoir jouer aussi son rôle. Lors de sa présidence à la fin de l'an 2000, j'espère qu'elle pourra convoquer une conférence intergouvernementale.

– Etes-vous amer sur les résultats du conseil européen de Berlin qui a réformé les finances de l'UE ?

– Je ne suis pas amer. Berlin a apporté un bon résultat. Mais on a laissé passer une chance d'avoir un grand accord. C'est dommage. Mais nous ne devons pas nous décourager. Je pense qu'à côté de toutes les irritations qu'il y a eu après la réunion de Berlin, la crise du Kosovo montre que nous aurons besoin de l'union politique en Europe beaucoup plus vite que certains le croient. Il sera important, en dépit des différences de mentalité entre la France et l'Allemagne, en dépit de la méfiance née de l'Histoire, des incompréhensions, peut-être parce que nous sommes si antagonistes, que de cette tension naisse une force créatrice, d'où sortiront les progrès.

» C'est pourquoi nous devons penser à une réforme des relations franco-allemandes. Il ne s'agit pas de tout recommencer, mais peut-être de rénover le traité de l'Elysée. Il faut que la France et l'Allemagne mettent en place un dialogue très ouvert qui leur permette d'être le moteur du processus d'unification européenne. Les questions nucléaires, agricoles, ces sujets qui reviennent toujours, doivent être réexaminées. On ne peut pas toujours invoquer des accords passés dans les années 50. Il faut parfois les rénover ou en conclure de nouveaux. »

Propos recueillis par Arnaud Leparmentier et Daniel Vernet

L'OTAN met à jour ses plans de déploiement terrestre

APRÈS un mois de frappes aériennes, dont le succès est loin d'être total mais dont certains des effets commencent à être palpables sur le terrain, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a demandé aux états-majors alliés de mettre à jour leurs plans d'une éventuelle action au sol. Cette requête de M. Solana est antérieure à la rencontre, jeudi 22 avril, à Belgrade, entre Slobodan Milosevic et le médiateur venu de Moscou, Viktor Tchernomyrdine.

Ces plans avaient été établis dès octobre 1998, et, en mars dernier, les gouvernements alliés s'en étaient tenus à l'option aérienne. Aujourd'hui, les développements de l'opération « Force alliée » contraignent l'OTAN à réexaminer ses divers scénarios.

Les Serbes, selon des estimations alliées, ont perdu, à ce jour, la moitié de leur flotte d'avions Mig-29, le quart de celle des Mig-21 et le tiers de celle des Super-Galeb, un appareil de combat de fabrication locale. Les forces serbes au Kosovo sont de plus en plus figées dans une posture défensive, même s'il reste difficile de frapper une à une des cibles tactiques, les chars par exemple. Le système de commandement et de contrôle et la logistique ont été mis à mal. Les exactions contre les Kosovars ont contribué à faire quasiment le vide par la terreur au sein d'une population qui n'a pas été épargnée. En revanche, Belgrade aligne encore une défense antiaérienne qui peut menacer les avions de l'OTAN.

Dès le début de la crise, l'entrée de vive force des alliés au Kosovo a été envisagée, et aussitôt écartée en raison de sa lenteur d'exécution et des risques encourus. De même qu'a été examiné, puis rejeté un compromis avec Belgrade qui aurait abouti à installer une force de paix dans un rapport militaire défavorable pour l'OTAN face à des armées serbes ayant encore toutes leurs capacités de combat et insuffisamment affaiblies.

Selon les missions retenues, les différents scénarios relatifs à une action internationale au sol allaient du déploiement d'une force de 26 000 à 28 000 hommes, pour faire appliquer un cessez-le-feu suivi d'un accord de paix, jusqu'à une force de 80 000 à 90 000 hommes, censés contrôler le seul cessez-le-feu, en passant par une intervention brutale (en environnement hostile) de 200 000 hommes, pour occuper le Kosovo.

Aujourd'hui, outre les raids aériens qui continuent de viser les infrastructures civiles et militaires en Serbie et les forces de répression engagées au Kosovo, le dispositif de l'OTAN est à la périphérie. Il est stationné majoritairement en Albanie (6 000 hommes voués à l'aide humanitaire et 4 500 en soutien des hélicoptères Apache et des lance-roquettes multiples) et en Macédoine (12 000 hommes d'une force de sécurité, avec ses armements lourds prépositionnés en Grèce). Sans oublier les 30 000 hommes en Bosnie, mais dont la mission, spécifique, n'a, pour l'instant, aucun impact direct au profit de « Force alliée ».

L'objectif du réexamen, qui vient d'être autorisé par M. Solana, doit principalement s'attacher à reconfigurer un dispositif terrestre qui sera aménagé – certains experts militaires disent même qu'il pourrait être allégé par rapport aux premières versions – pour s'adapter à la nouvelle situation créée par un mois de campagne de frappes aériennes. Le théâtre des opérations a changé, observent les alliés ; les maquisards de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) tentent de s'organiser et les réactions des armées serbes, en protection de la police, des forces spéciales et de la milice, se font plus sporadiques.

Tout en laissant planer l'ambiguïté sur leurs scénarios les plus « *musclés* », c'est-à-dire les plans d'une action d'envergure au sol, les états-majors alliés commencent donc, avec peut-être un optimisme excessif, une réflexion destinée à déterminer les missions et le statut d'un nouveau dispositif international de sécurité au Kosovo et à en planifier l'organisation, la répartition et l'équipement.

Jacques Isnard

Des parlementaires italiens appellent à la trêve

ROME
de notre correspondant

Cent vingt députés et cinquante sénateurs appartenant à la majorité de centre gauche ainsi qu'à Rifondazione communista ont lancé, jeudi 22 avril, un appel à la trêve au Kosovo et demandé au gouvernement de Massimo D'Alema de se dissocier de l'OTAN en cas d'attaque terrestre.

Armando Cossutta, chef de file du Parti des communistes italiens, formation dissidente de celle de Fausto Bertinotti (Rifondazione communista), a également proposé à « *tous ceux qui aiment la paix* » de se rendre à Belgrade pour former des boucliers humains contre les bombardements. Cet appel s'adresse aussi bien aux ministres, qu'aux députés, aux syndicalistes, aux intellectuels, aux handicapés, « *à tous ceux qui ne veulent pas sacrifier la paix pour être des subalternes des Etats-Unis* ».

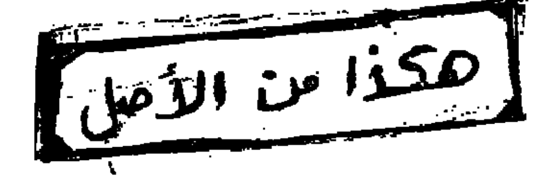
MENACE DE DÉPART

Armando Cossutta a promis qu'il retirerait ses deux ministres en cas d'intervention terrestre, laquelle doit d'ailleurs être approuvée par le Parlement. Il avait d'ailleurs menacé de le faire au début du conflit mais tout était rentré dans l'ordre à la suite des promesses de Massimo D'Alema d'oeuvrer en faveur d'une reprise du dialogue avec Slobodan Milosevic.

Face à la perspective d'une intensification de l'engagement des forces de l'OTAN, le courant pacifiste s'est étoffé et comprend désormais des membres du principal parti de la majorité, le PDS (Parti démocratique de la gauche). « *Il ne s'agit pas de faire chuter le gouvernement D'Alema*, a fait remarquer Francesca Izzo, membre du secrétariat du PDS, *mais de rouvrir la voie diplomatique* ». « *Après un mois de guerre, aucun des objectifs n'a été atteint et on risque, au contraire, l'élargissement du conflit* », a surenchéri sa collègue Gloria Buffo. Les Verts, eux aussi membres de la majorité, ont également fait savoir qu'en cas d'intervention terrestre, ils retireraient leurs deux ministres.

Cette minifronde pacifiste (120 députés sur 630) est un avertissement à Massimo D'Alema, qui a toujours répété que l'Italie respecterait ses engagements envers l'OTAN et a tiré une certaine fierté à ce que son pays accomplisse son devoir de façon satisfaisante. Enfin, Rome est redevenu un partenaire crédible. La perspective d'une intervention au sol risque de briser cette fragile unanimité.

Michel Bôle-Richard



مكنز من الأهل

Des milliers de manifestants contre l'OTAN à Podgorica

Entre les troupes serbes obéissant à Belgrade et la police monténégrine attachée au président Milo Djukanovic et opposée à Slobodan Milosevic, le risque d'accrochages violents est permanent

Une explosion a ébranlé, jeudi 22 avril, la capitale du Monténégro, Podgorica, au moment où retentissaient des sirènes d'alerte, ont rapporté des habitants. Un représentant du gouvernement pense que l'OTAN n'a pas attaqué la ville, et croit plutôt que l'armée yougoslave a fait sauter une bombe non explosée près de l'aéroport militaire. L'aviation alliée a bombardé le Monténégro pour la dernière fois il y a une semaine, en prenant pour cibles des aérodromes et des unités de DCA. Les dirigeants occidentaux disent éviter autant que possible de frapper la plus petite des deux Républiques yougoslaves, dont le gouvernement réformateur s'oppose à la politique de Slobodan Milosevic. Dans la soirée de jeudi, des milliers de personnes se sont rassemblées à Podgorica pour apporter leur soutien à Slobodan Milosevic, critiquer l'OTAN et dénoncer les « *traîtres* » au sein du gouvernement du Monténégro.

PODGORICA
de notre envoyée spéciale

Aux cris de « Yougoslavie ! », sous des pancartes proclamant « Belgrade, nous sommes là ! », plusieurs milliers de personnes se sont assemblées, jeudi 22 avril, sur la place centrale de Podgorica, la capitale du Monténégro, pour manifester leur soutien au régime de Slobodan Milosevic, après un mois d'« agression de l'OTAN ». Le rassemblement était organisé par le parti du premier ministre de Yougoslavie, Momir Bulatovic, originaire du Monténégro et fidèle de Slobodan Milosevic.

La manifestation s'est déroulée sans incident, mais dans un contexte chargé : sur des toits d'immeubles dominant la place, des policiers et militaires étaient déployés. A l'entrée de Podgorica, sur la route venant du nord, des forces spéciales de la police monténégrine et de l'armée fédérale effectuaient des contrôles de véhicules. Cela reflétait bien la délicate coexistence, dans cette République, de deux forces armées aux visées radicalement opposées : les troupes yougoslaves, obéissant à Belgrade, et la police locale, attachée au président monténégrin, Milo Djukanovic, qui s'oppose à Slobodan Milosevic. Ce face-à-face peut, à tout moment, donner lieu à des accrochages violents.

Sur la place, des banderoles proclament à l'adresse de l'OTAN, qui vient de bombarder la résidence de Slobodan Milosevic : « Vous ne vous rendez pas compte qu'il y a onze millions de Milosevic ! » Des manifestants font le signe de ralliement des nationalistes serbes : trois doigts tendus, signifiant la trinité orthodoxe. Une photo de Milosevic est accompagnée des mots : « Tu es le meilleur ! ». Une autre, de Radovan Karadzic, le chef serbe de Bosnie, proclame : « On va continuer ! »

A la tribune, des orateurs du Parti socialiste populaire, la formation de M. Bulatovic, dénoncent les « *traîtres* » au sein du gouvernement du Monténégro. Ils désignent ainsi à la vindicte populaire le vice-premier ministre de la République, Novak Kilibard, qui se trouve sous la menace d'un mandat d'arrêt des militaires, qu'il a publiquement critiqués. Il vit depuis sous haute garde rapprochée. « *Certains, dans le gouvernement, ont des sympathies pour l'OTAN* », dit dans le micro un militant. « *Traîtres !* », scande la foule.

> « Vous ne vous rendez pas compte qu'il y a onze millions de Milosevic ! »

La manifestation est surtout l'occasion, pour Momir Bulatovic, « *l'homme de Slobodan Milosevic* » au Monténégro, de livrer son premier discours public dans cette République depuis le début des bombardements de l'OTAN. Il appelle les Monténégrins à « *l'unité* » et à la « *solidarité* » avec la Serbie. « *La Serbie est unie, courageuse et déterminée à protéger le Kosovo en tant que partie de notre territoire.* » « *Maintenant*, dit-il à la foule, *on peut dire qu'une grande partie du Monténégro résiste à l'agression de l'OTAN de la même façon !* » Il accuse ensuite les dirigeants du Monténégro, qui s'opposent depuis deux ans à l'emprise de Belgrade, d'être « *soutenus par des puissances internationales* », tels des « *pions utilisés par les Etats-Unis pour déstabiliser notre pays* » (sifflets de la foule).

Le représentant de Milosevic formule ensuite son message principal, en forme de mise en garde : le Monténégro, qui « *ne verse plus un seul dinar pour le budget de l'armée yougoslave de la Yougoslavie (...) n'a pas besoin d'une telle force de police* ». *La police du Monténégro, poursuit-il, doit être placée sous l'autorité de l'armée, ainsi que celle-ci l'a demandé. Evoquant le refus des autorités de la République de se soumettre à une telle injonction, il déclare : « Ils doivent obéir, et ils vont obéir ! »*

Natalie Nougayrède

Le bâtiment de la télévision serbe et plusieurs relais ont été bombardés

QUELQUES HEURES après avoir visé la résidence du président yougoslave, Slobodan Milosevic, l'OTAN a bombardé, vendredi à 2 heures du matin, le bâtiment de la télévision serbe RTS au centre de Belgrade.

On ne connaissait pas, vendredi matin, le bilan définitif de cette attaque, qui a fait au moins deux morts et une dizaine de blessés, selon des sources serbes. « *Une dizaine* » de personnes ont été tuées et « *une dizaine* » d'autres blessées, a rapporté la chaîne de télévision privée BK, citant des « *premières informations* » non officielles. La télévision d'Etat a, pour sa part, fait état de dix-huit personnes blessées et hospitalisées au centre des urgences à Belgrade. Environ 70 personnes se trouvaient au siège de la RTS au moment du bombardement, selon des témoins. La télévision fonctionnait 24 heures sur 24 et il devait nécessairement y avoir au moment du raid des journalistes, des présentateurs et des techniciens dans les locaux.

La RTS diffusait, en différé, un entretien accordé par Slobodan Milosevic à la télévision américaine Houston KHOU-TV au moment de la frappe. « *Nous étions assis dans la salle d'édition lorsque nous avons entendu une énorme déflagration* », a témoigné le producteur Sava Andjelkovic. « *Un mur, dans mon dos, a littéralement volé en éclats et ensuite c'est toute l'aile du bâtiment qui s'est effondrée. Nous avons entendu les cris des personnes blessées.* »

« *Nous essayons de sauver le plus de gens possible. Il y avait beaucoup de monde dans l'immeuble* », a déclaré Dragan Covic, responsable de la défense civile à Belgrade. « *Plusieurs personnes ont été tuées et il y a beaucoup de blessés* », a-t-il ajouté, précisant qu'un nombre indéterminé d'employés de la RTS était sous les décombres.

Studio B a montré des images des secouristes évacuant des blessés du siège de la RTS. Un jeune homme gisait inconscient près de l'entrée du bâtiment. Il n'y a pas de flammes, mais une épaisse fumée s'échappe du bâtiment. « *La salle de contrôle a été touchée. C'est le centre névralgique des opérations de la chaîne* », a déclaré un employé de la RTS. « *Il semble qu'il s'agissait d'une bombe à guidage laser, nous avons entendu un avion* », a précisé une habitante. Des journalistes présents sur les lieux rapportent que les deux derniers étages de la tour ont été complètement détruits. En fin de nuit, les pompiers s'employaient toujours à maîtriser le sinistre au siège de la RTS, qui a toutefois repris ses émissions en début de matinée par un bref bulletin d'informations suivi d'une lecture de poésies après six heures d'interruption.

Les secteurs de Krnjaca et Avala – où se trouvent le premier relais de transmission de la Yougoslavie ainsi qu'un relais satellite de la RTS – auraient également été touchés, selon Tanjug. Des explosions ont également été entendues dans le petit massif de Fruska Gora, où se trouve un émetteur de télévision. Un autre relais, sur le mont Kopaonik, près de Kraljevo, aurait été frappé.

Le ministre serbe de l'information, Aleksandar Vucic, a rejeté la responsabilité de l'attaque de la RTS sur le président américain, Bill Clinton, et le premier ministre britannique, Tony Blair. « *Aucune mère n'a pu enfanter des criminels comme Blair et Clinton. Ils méritent châtiment. Ce sont des bêtes* », a-t-il déclaré. – *(Reuters, AP.)*

En Macédoine, les soldats alliés sont en veille

SKOPJE
de nos envoyés spéciaux

Sur un surplomb dominant la trouée de Kumanovo, un peu en arrière de la frontière serbo-macédonienne, l'adjudant Gillier et son peloton du 35e régiment d'artillerie parachutiste de Tarbes montent la garde. De leur VAB – véhicule de l'avant blindé – doté d'un radar d'acquisition de cibles, ils traquent le moindre mouvement des premières lignes de l'armée yougoslave, à trois kilomètres. Leur unité est à la pointe du dispositif mis en place par l'OTAN en Macédoine au cas où il aurait fallu garantir un accord de paix au Kosovo et qui permet de surveiller pour le moment que le conflit ne s'étende à la petite République voisine.

Pour cette mission, le lieutenant-général britannique Sir Mike Jackson dispose d'une force de 14 000 hommes du corps de réaction rapide de l'Alliance. Une force constituée principalement de 5 300 Britanniques, 3 000 Allemands, 2 600 Français, 1 100 Italiens et 600 Américains. Né en 1944, le général a servi en Irlande du Nord, en Bosnie. Grande taille, grandes pognes, grande trogne, tout est grand chez Sir Mike Jackson. Béret rouge formé à Sandhurst, il a installé au début de l'année un quartier général sommaire dans la zone industrielle de Skopje.

Direct et familier, le général a une gueule de dur à cuire grandiose qui ferait pâlir d'envie à l'Actor's Studio. Inutile de passer par le salon de maquillage, les rides sont profondes comme des failles sismiques et les poches sous les yeux tout simplement dantesques : Sir Mike Jackson renverrait presque Clint Eastwood ou Tommy Lee Jones à des rôles de jeunes premiers et le masque de Dark Vador à un accessoire de carnaval de sous-préfecture. Les plus bavards assureraient que vider une bouteille de whisky en laissant filer les heures de la nuit n'effraie pas ce « Prince des ténèbres » qui parle russe et maîtrise des rudiments de français.

STATUT BÂTARD

Sous ses ordres, le général Marcel Valentin, patron de la 11e division parachutiste, commande le contingent français. C'est lui qui est chargé, avec les Britanniques en appui, de prévenir une attaque serbe par le seul espace de manœuvre de la région, le long de l'autoroute qui descend de Belgrade et de Nis en suivant la vallée du Pcinje. Large de sept à huit kilomètres, la trouée de Kumanovo est le seul couloir d'échange naturel entre la Serbie et la Macédoine. Vers le sud, la plaine du Vardar, conduisant de Skopje vers le port grec de Salonique, permet de ravitailler les forces de l'OTAN.

L'arrivée des soldats de l'OTAN en Macédoine avait commencé avec l'envoi, en décembre 1998, d'une « force d'extraction » conçue pour protéger les observateurs envoyés au Kosovo par l'OSCE, l'organisation paneuropéenne pour la sécurité et la coopération, afin de surveiller un cessez-le-feu jamais respecté. Plus tard, lors de la Conférence de Rambouillet, les Occidentaux avaient renforcé leur dispositif afin d'être prêts à garantir un règlement. C'est ce dispositif, composé d'unités d'élites, qui est toujours en place malgré l'opération d'épuration ethnique lancée par les Serbes.

En l'absence d'accord de paix et de mandat de l'ONU, cette force a un statut bâtard. Officiellement, les contingents qui la composent sont là, à l'invitation du gouvernement macédonien qui danse sur des œufs. Les Macédoniens sont candidats à entrer dans l'OTAN pour assurer leur sécurité, mais leur majorité slave est hostile à la guerre. Dans la région de Kumanovo, les véhicules de patrouille français suscitent de grands cris joyeux des enfants dans les villages albanophones. Mais les villages slavo-macédoniens, qui cousinent avec les Serbes au-delà de la frontière, manifestent violemment leurs sentiments. C'est dans la région que les Français ont eu un véhicule incendié le 20 avril, que trois militaires américains ont été enlevés.

Les militaires sont sur leur garde. Les protections ont été partout renforcées. Le général Valentin a éparpillé ses hommes par petits groupes dans la montagne pour éviter de présenter une cible trop facile. Lors de leur arrivée à Kumanovo, en décembre, les Français s'étaient efforcés de nouer des contacts dans les deux communautés. Les légionnaires, dont certaines recrues d'Europe de l'Est parlent le serbe, avaient la cote. Depuis le début des frappes, toutes les sorties sont interdites. Seuls les Allemands, confinés à l'autre bout du dispositif dans la région albanophone de Tetovo, vont encore dans les cafés.

Les moyens mis en place par les alliés permettent de faire du renseignement sur les positions serbes et les mouvements de réfugiés à proximité de la frontière. De chaque côté de la vallée de Kumanovo, les postes d'observation analysent en permanence tout mouvement adverse. Allemands et Français disposent de drones d'observation. Tous ces renseignements remontent au quartier général de l'OTAN d'où sont dirigées les opérations contre la Serbie. En face d'eux, les Français estiment à 10 000 hommes le nombres des forces serbes déployées en défense, avec des positions d'artillerie et de chars enterrés. Elles ont été à plusieurs reprises la cible des A 10 américains.

Le dispositif en Macédoine a peu changé depuis le début des frappes aériennes. Seul le contingent britannique, qui dipose des moyens les plus lourds, a été renforcé par 1 800 hommes. Pour ne pas gêner le gouvernement macédonien, soumis à de fortes pressions par la propagande serbe, les Occidentaux se font le plus petit possible. L'intervention des militaires pour construire les camps de réfugiés, au plus fort de l'exode des Kosovars, a permis de faire diversion. Avec une belle unanimité, les responsables insistent sur leur posture défensive. Le colonel de Kersabiec, porte-parole du contingent français, un ancien de la campagne « tempête du désert » contre les Irakiens, est chargé de marteler le message. Pour une entrée en force sur le territoire yougoslave, insiste-t-on au quartier général allié, la phase préparatoire prendrait « *deux à trois mois* ».

Henri de Bresson et Gilles Paris

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

Attaques « terroristes » contre le « Palais blanc »

APRÈS avoir affiché une mire durant plusieurs heures, suite aux bombardements de l'OTAN qui avaient détruit son immeuble à Belgrade, la Radio-Télévision serbe (RTS) a repris ses programmes, vendredi matin, vers 8 heures, en utilisant l'émetteur de la radio privée Studio B qui diffuse uniquement sur la capitale. Nouvelles images des dégâts causés par les frappes aériennes, flash-back en noir et blanc sur les bombardements allemands de Belgrade en 1941, rappels historiques par la présentation de tableaux des rois serbes, reportages parmi les blessés dans les hôpitaux, sur les cortèges de réfugiés kosovars « *chassés de leurs foyers par les bombardements occidentaux* » avec un appel, en anglais, à l'OTAN, incrusté en lettres rouges sur fond noir : « *Au sol, il y a des êtres humains comme vous !* » Classique.

La veille, la télévision avait donné la priorité, jusqu'au journal de 17 heures, à la visite de médiation de Viktor Tchernomyrdine à Belgrade. Elle préférait à l'évidence montrer Slobodan Milosevic dans l'exercice de ses fonctions que de diffuser, avec peu de commentaires, le reportage sur sa résidence détruite – en fait un ancien palais royal, d'où son nom « Palais blanc », nationalisé en 1945 pour servir de résidence au maréchal Tito.

Les réactions sont venues plus tard, sous forme de déclarations des différents partis au pouvoir. Ivic Dacic, porte-parole du Parti socialiste, a tenu à rappeler que « *l'objectif des attaques est l'ensemble du peuple, c'est pour cela que l'on bombarde les colonnes de réfugiés, les trains et, comme vous l'avez vu, la résidence de notre président* ». Pour Vojislav Seselj, président du Parti radical (extrême droite), « *le bombardement de la résidence du président de la Yougoslavie est une reconnaissance de défaite de l'Alliance fasciste qui ne peut pas vaincre le peuple serbe* ». Ivan Markovic, le secrétaire de la direction de la Gauche unie (parti de l'épouse du président), est ensuite intervenu pour dire que « *les criminels de l'OTAN ont commis l'attaque la plus ignoble jamais commise dans l'histoire militaire* », et il reconnaît, en conclusion, avec une voix émue : « *Nous sommes sans mot pour exprimer notre dégoût* » face aux « *activités de ces criminels* » Au journal télévisé du soir, le reportage sur la résidence présidentielle détruite revenait à la « une » avec un long commentaire accompagnant les images. « *L'attaque criminelle et terroriste contre la résidence du président Milosevic, où a été atteinte la chambre à coucher, ce qui ne peut être le fait du hasard, est sans aucun doute un tentative d'attentat contre le chef légitime et démocratiquement élu d'un pays souverain.* » Pour sa part, Nebojsa Vujovic, adjoint du ministre des affaires étrangères, s'interrogeait : « *Est-ce que les prochaines cibles seront les maternelles ?* »

Retour sur la conférence de presse d'Ivan Markovic. « *Il est maintenant certain, après le crime d'hier*, dit-il, *qu'il désirent tuer la politique d'indépendance du pays (...) C'est pour cela qu'ils ont tiré sur notre président et sa famille, car ils veulent détruire celui qui symbolise la liberté et l'indépendance de la Yougoslavie (...) Il y a plus de 11 millions de Yougoslaves, s'ils veulent détruire toutes les valeurs, il faudra vraisemblablement qu'ils nous tuent tous.* »

Hector Forest

DÉPÊCHES

HUMANITAIRES INTERDITS
■ Diverses organisations humanitaires se voient, depuis plusieurs jours, interdire par la police macédonienne l'accès à une localité située dans la montagne où six mille réfugiés du Kosovo sont, pense-t-on, pris au piège sans vivres. Elles assurent qu'une nouvelle catastrophe humanitaire est imminente si personne n'est autorisé à se rendre rapidement sur les lieux. L'annonce, jeudi, du décès – probablement dû au froid – d'un enfant dans le hameau de Malina, perché à 1 500 mètres d'altitude, a confirmé leur inquiétude. – *(Reuters.)*

UNE SEMAINE DE MARCHE
■ Huit cent quarante Albanais du Kosovo sont entrés, jeudi 22 avril, en Albanie après un périple, à pied, d'une semaine à travers le Kosovo. Partis, pour la plupart, de Mitrovica, à une quarantaine de kilomètres de Pristina, chef-lieu du Kosovo, ils ont raconté avoir marché pendant trois jours et trois nuits, ballottés par les forces serbes, pour enfin s'arrêter à Zrze, à 120 kilomètres plus au sud. Mais ils ont dû rebrousser chemin plusieurs fois pour obéir aux forces serbes, parcourant, au total, plus de 150 kilomètres. – *(AFP.)*

OUI MASSIF DE BUCAREST AU SURVOL DES AVIONS DE L'OTAN
■ Le Parlement roumain s'est prononcé à une écrasante majorité, jeudi 22 avril, en faveur de l'ouverture de l'espace aérien roumain aux avions de l'OTAN pour qu'ils poursuivent leurs raids contre la Yougoslavie. – *(AFP.)*

ACCÈS RESTREINT À LA BULGARIE
■ L'OTAN aura libre accès « *à une zone de l'espace aérien bulgare s'étendant sur 120 à 150 kilomètres à l'est de la frontière avec la Yougoslavie* », a déclaré le Premier ministre, Ivan Kostov, de retour mercredi de ses entretiens avec de hauts reponsables de l'OTAN à Bruxelles. Toutefois, l'ouverture de l'espace aérien bulgare ne se fera qu'après un aval que doit accorder le Parlement bulgare au plus tard lundi prochain. – *(AFP.)*

LA FRANCE PRÊTE À ACCUEILLIR PLUS DE RÉFUGIÉS
■ Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, a annoncé jeudi 22 avril, depuis la Grèce, que la France pouvait accueillir de 5 000 à 10 000 réfugiés kosovars. « *Le Premier ministre a demandé qu'il y ait une montée en charge. Même si la priorité reste à l'assistance sur place, il est clair qu'il y a nécessité d'accueillir progressivement plus de réfugiés* », a-t-on souligné dans l'entourage du ministre. – *(Reuters.)*

MASSACRES AU KOSOVO
■ L'agence de presse de l'Armée de libération du Kosovo (Kosovapress) a annoncé, jeudi 22 avril, que plus de quarante Albanais avaient été tués par la police et par des unités paramilitaires serbes dans huit villages au sud de Pristina, la capitale de la province. L'agence donne la liste des personnes tuées et indique qu'il y a eu vingt-trois morts au village de Hallaq et dix-neuf à Ribar te Vogel. Un nombre indéterminé de personnes sont mortes dans six villages voisins. – *(Reuters.)*

LA HONGRIE A LIVRÉ DU PÉTROLE À LA YOUGOSLAVIE
■ La Hongrie, l'un des trois nouveaux membres de l'OTAN, a expédié au début du mois d'avril 8 000 tonnes de pétrole vers la Yougoslavie, rapporte vendredi 23 avril le quotidien *Vilaggazdasag*. Selon ce journal, le brut, acheté par la firme yougoslave Jupetrol à la société moscovite Nafta Moscow, est arrivé en Hongrie *via* l'oléoduc Droujba, mis en service au temps du Comecon. Il a ensuite vraisemblablement continué sa route au moyen de camions et de barges, mais le quotidien dit ignorer s'il est effectivement arrivé à sa destination finale, à savoir la raffinerie de Pancevo, non loin de Belgrade, bombardée par l'OTAN depuis le début des frappes. – *(Reuters.)*

Le fragile statut des Arabes de Jérusalem-Est

Le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou décide de fermer certains bureaux de la Maison d'Orient dans la ville sainte

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour les Palestiniens et Fayçal Husseini, ministre chargé de Jérusalem au sein de l'Autorité palestinienne, ce n'était qu'une réunion d'information ; mais pour les Israéliens, la rencontre qui, mercredi 21 avril, a rassemblé une quarantaine de diplomates étrangers dans la Maison d'Orient de Jérusalem-Est, était une « provocation ». Une nouvelle fois la Maison d'Orient, siège officieux de l'OLP à Jérusalem-Est, se retrouve au centre d'une polémique qui risque de déraper.

Fayçal Husseini avait invité les diplomates pour protester contre la politique que mène Israël à propos des permis de séjour délivrés aux habitants arabes de Jérusalem. Le lendemain, Benyamin Nétanyahou, qui a fait de la « bataille de Jérusalem » l'un des axes principaux de sa campagne électorale, a sauté sur l'occasion. Assurant qu'il ne tolérerait pas un *« ministère palestinien des affaires étrangères »* dans une ville où la souveraineté israélienne ne saurait être mise en cause, il a décidé de fermer certains bureaux abrités par la Maison d'Orient. Aussitôt, des policiers se sont installés aux alentours du bâtiment et un hélicoptère a entrepris de survoler le quartier. Dans la soirée, des diplomates européens sont allés apporter leur soutien à M. Husseini, qui a déploré que M. Nétanyahou prenne le risque de mettre définitivement en danger ce qu'il reste du processus de paix.

La « bataille de Jérusalem » a donc bel et bien repris, et c'est le statut des habitants arabes de la ville qui, cette fois, en est le prétexte. Ni totalement étrangers, ni totalement citoyens, tout en demeurant soumis à un statut de résident étranger permanent, mais néanmoins révocable, les 200 000 Arabes de Jérusalem sont dotés d'une carte d'identité israélienne et des avantages qui l'accompagnent. Mais ils demeurent soumis à la bonne volonté des autorités, parfois tentées de la leur retirer, selon des critères incertains.

« LE CENTRE DE LEUR VIE »

Jeudi, la Cour suprême examinait le recours de quinze Palestiniens qui, privés de la fameuse carte, au motif que Jérusalem n'est plus *« le centre de leur vie »*, sont désormais considérés comme des étrangers et menacés d'expulsion. Si cette décision devait faire jurisprudence, quelque 70 000 Arabes de Jérusalem, soit 35 % de ses habitants arabes, pourraient, théoriquement, connaître un sort identique.

L'épineux dossier des cartes d'identité remonte à 1967, lorsque Israël, à l'issue de la guerre de six jours, s'est emparé de la partie est de Jérusalem. La ville réunifiée fut bientôt annexée, tandis que les 60 000 Palestiniens qui y vivaient se virent offrir la citoyenneté israélienne, ce qu'ils refusèrent dans leur immense majorité. Ils reçurent alors un statut et une carte de résident permanent qui en firent des citoyens un peu spéciaux : contrairement à leurs compatriotes des territoires occupés, dont le sort dépend d'un statut d'exception, ils sont soumis à la loi israélienne commune et bénéficient des mêmes avantages sociaux que les Israéliens. Comme les Israéliens, ils ne sont pas soumis aux couvre-feux et bouclages chroniquement imposés aux territoires occupés.

RETRAIT DE PAPIERS D'IDENTITÉ

Trente ans plus tard, les Arabes de Jérusalem sont quelque 200 000 (contre environ 400 000 Juifs) et les autorités israéliennes sont tentées de revoir leur statut. Jusqu'en 1993, ils perdaient leur carte d'identité s'ils étaient absents de la ville durant sept années consécutives. Une période suffisante pour permettre aux milliers d'entre eux travaillant à l'étranger de remettre le « compteur à zéro », lors des retours au moment des vacances. Mais depuis 1993, Israël considère que la carte d'identité est délivrée aux Palestiniens dont Jérusalem est le *« centre de vie »*. Cette définition assez floue permet d'écarter les membres de la diaspora et les innombrables familles qui, à l'étroit dans une ville où ils n'obtiennent jamais de permis de construire, sont partis quelques kilomètres plus loin bâtir la maison dont ils ont besoin.

Ce qui n'était qu'escarmouches sous le gouvernement travailliste d'Itzhak Rabin est devenu, en 1996, avec le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, une guérilla, mettant dans l'illégalité des milliers de familles. *« Il s'agit d'une authentique épuration ethnique administrative »*, considère Michel Warshawski, responsable de l'une des quelque vingt organisations palestiniennes et israéliennes qui mènent campagne contre le retrait des cartes d'identité.

D'après le porte-parole du ministère israélien de l'intérieur, 788 Palestiniens ont été privés de leurs papiers en 1998 et 2 083 familles l'ont été depuis 1996, ce qui représente au moins 8 000 personnes. Aux dires des services de M. Husseini, ils sont une bonne trentaine qui, sans-papiers et plongés dans une situation administrative souvent insoluble, viennent chaque jour enregistrer leurs doléances.

Jeudi, la Cour suprême a donné quatre mois au gouvernement pour l'informer des critères qui président au retrait des papiers d'identité.

Georges Marion

L'ex-gendre du roi Hassan II quitte le groupe marocain ONA

LE PREMIER groupe privé marocain, l'Omnium nord-africain (ONA), contrôlé par le roi Hassan II et par ses proches, a changé de président. Fouad Filali, quarante-quatre ans, l'ex-gendre du monarque, a été remplacé, mardi 20 avril, à son poste de PDG par Mourad Chérif, un ancien ministre qui était jusqu'ici président de l'Office chérifien des phosphates (OCP), le premier producteur mondial de phosphates.

Ironie du sort, l'annonce du départ de Fouad Filali est intervenue le jour même où, au palais royal de Marrakech, Hassan II remettait à Abdellatif Filali, le père de Fouad, les insignes de l'ordre de grand officier du trône, la plus haute distinction marocaine. Premier ministre à trois reprises avant le gouvernement d'*« alternance »*, Abdellatif Filali avait démissionné, le 8 avril, pour des raisons de santé, de son poste de ministre des affaires étrangères dans le gouvernement d'Abderrahmane Youssoufi.

Marié à une fille du souverain, dont il a divorcé à l'été 1997, Fouad Filali était une personnalité contro[versée]. Arrivé à la tête de l'ONA en 1988, il s'était fixé comme objectif de transformer en un groupe transparent et moderne ce qui n'était jusque-là qu'un conglomérat fourre-tout abritant certains des investissements du roi. Avec un chiffre d'affaires de l'ordre d'une dizaine de milliards de francs, l'ONA est présente dans près de quatre-vingts métiers, des mines aux services financiers en passant par la distribution. Dans certains secteurs (sucre, produits laitiers), il bénéficie d'un quasi-monopole.

En 1998, constatant que le groupe avait grossi de façon anarchique, M. Filali avait décidé de recentrer l'ONA sur *« des métiers de base aux coûts maîtrisables »*. Etaient privilégiées les assurances, la grande distribution et les mines. Mais M. Filali n'a pas véritablement réussi à mener sa tâche à bien. En particulier, pour constituer un pôle d'assurances. On peut également supposer que, en divorçant, M. Filali se condamnait à terme à devoir quitter la présidence d'un groupe toujours contrôlé par le Palais.

Jean-Pierre Tuquoi

L'enquête sur le crash d'un avion d'El Al à Amsterdam n'a pas résolu tous les mystères

La commission parlementaire chargée du dossier critique plusieurs ministres

Plusieurs ministres néerlandais des gouvernements qui se sont succédé depuis l'accident d'un Boeing 747 cargo d'El Al en 1992 à Amsterdam ont été accusés de *« négligences »* dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire, publié jeudi 22 avril à La Haye. La commission n'a toutefois pas réussi à élucider tous les tenants et aboutissants de cet accident qui avait fait 43 morts.

LA HAYE
de notre correspondant

« Etablir la vérité et tirer les leçons pour l'avenir » : telle était l'ambitieuse double mission de la commission d'enquête parlementaire sur le crash d'un Boeing d'El Al, le 4 octobre 1992, sur une barre d'immeuble du Bijlmer, un quartier périphérique d'Amsterdam. Les travaux des six députés néerlandais ont duré huit mois. *« Il subsiste encore des blancs »*, a admis, jeudi 22 avril, Théo Meijer, président de la commission.

La catastrophe, qui fit au moins quarante-trois morts, était devenue un problème politique et diplomatique. Le peu d'intérêt des gouvernements successifs à faire toute la lumière sur les circonstances et les conséquences du drame, les réticences de la compagnie El Al à collaborer avec les autorités néerlandaises, la découverte par quelques journalistes entêtés d'informations pour le moins étranges (l'existence de plusieurs documents contradictoires sur le chargement, la preuve que l'avion transportait des éléments de fabrication d'un gaz toxique, le sarin) et, surtout, la multiplication des problèmes de santé des habitants du quartier et des sauveteurs ont suscité des interrogations.

La commission conclut qu'*« il existe un lien direct entre le crash et ces problèmes »*, sans pour autant identifier les causes avec précision. *« Vingt tonnes d'amiante, des soutes pleines, de l'aluminium, des couches de peinture, etc. Qui sait quels composants chimiques se dégagent d'un gigantesque incendie comme celui qui a suivi l'accident ? »*, se demande Théo Meijer. S'agisant de la présence d'hommes en tenue blanche, sur le site, le soir de l'accident, M. Meijer exclut formellement qu'il se soit agi de *« membres de services secrets étrangers »* – c'est-à-dire israéliens –, à la recherche d'éléments à dissimuler, comme le voudrait la rumeur publique.

Des témoignages ont également mis en lumière le fait qu'El Al bénéficie d'un statut spécial sur l'aéroport de Schiphol : douaniers et policiers auraient eu pour consigne de ne pas regarder de trop près les chargements de ses avions.

UN CHARGEMENT SECRET ?

Depuis le crash, il restait à identifier une vingtaine de tonnes de fret. L'avion transportait-il un chargement secret dont nul n'aurait eu intérêt à élucider la nature ? Bizarrerie supplémentaire, ce n'est que quelques jours avant la fin des auditions que la commission a récupéré des papiers manquants, en provenance d'une filiale américaine d'une société israélienne, décrivant une liste hétéroclite de produits électroniques. *« Nous avons croisé les informations. Aucun doute n'est possible »*, affirme à présent M. Meijer.

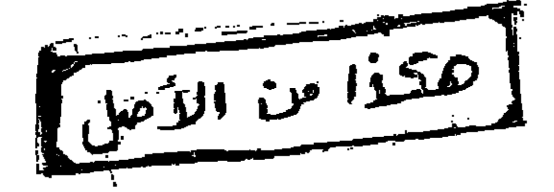
La commission n'a pas résolu quelques énigmes de poids : comment se fait-il que la boîte contenant les enregistrements des voix du cockpit (VCR) ait disparu, alors que l'avion s'est écrasé sur la terre ferme, et que l'on a retrouvé la boîte noire contenant les données de vol ? Comment expliquer la différence entre les enregistrements-radar de la tour de contrôle et ceux recueillis, justement, dans la boîte noire ?

Vincent Dekker, un journaliste qui fut l'un des premiers à pointer nombre d'incohérences, reste persuadé qu'il y a eu falsifications *« pour éviter de mettre en cause les contrôleurs du ciel, qui ont indiqué à l'avion en difficulté une route le faisant passer au-dessus de barres d'immeubles »*.

La publication du rapport aura sans doute des conséquences politiques. La commission reproche à Els Borst, ministre de la santé, de n'avoir pas pris au sérieux les plaintes des malades. Sa collègue des transports, Annemarie Jorritsma, se voit reprocher d'avoir mal informé le Parlement. Enfin, le premier ministre Wim Kok est critiqué pour son attitude *« passive »*.

Le sort des ministres dépend, entre autres, d'un débat parlementaire, prévu à la mi-mai.

Alain Franco



هكذا من الأصل

Le financement de la prévention du sida stagne, selon Onusida

LES SOMMES allouées dans le monde à l'action contre le sida entre 1990 et 1997 n'ont augmenté que de 165 à 273 millions de dollars (de 155,70 à 257,62 millions d'euros), alors que le nombre de personnes infectées avait plus que triplé dans le même temps, passant de 9,8 à 30,3 millions. Selon le rapport réalisé par le Programme commun des Nations unies sur le VIH-sida (Onusida) et le Centre François-Xavier-Bagnoud, rendu public jeudi 22 avril, si les Etats-Unis ont été, en 1996-1997, le principal bailleur de fonds d'aide publique au développement (APD) en valeur absolue avec 272,5 millions de dollars pour ces deux années (257 millions d'euros), la Norvège et les Pays-Bas se classent aux deux premiers rangs lorsque la contribution est rapportée au produit national brut (les données françaises ne sont pas disponibles). Malgré une augmentation des montants en valeur absolue, les montants débloqués par les organismes d'APD pour chaque personne infectée ont baissé de plus de 50 % entre 1988 et 1997. L'action contre le sida représente moins de 1 % des budgets annuels de l'APD des pays riches.

DÉPÊCHES

■ **JAMAÏQUE : après trois jours d'émeutes et de pillages** qui ont fait au moins sept morts, le premier ministre jamaïcain, Percival Patterson, a promis de reconsidérer la hausse du prix des carburants à l'origine de l'explosion sociale. Une commission, présidée par le chef du patronat Peter Moses, doit proposer d'ici à dimanche des sources de revenus alternatives. Le gouvernement a annoncé une augmentation de 30 % du prix de l'essence à la fin de la semaine dernière pour financer l'entretien des routes et les transports en commun. – *(Corresp.)*

■ **TIMOR : le Portugal et l'Indonésie ont reconnu des « progrès »** dans leurs négociations sur l'avenir du Timor-Oriental, mais ont prévenu que la signature, vendredi 23 avril, d'un accord sur le projet d'autonomie de l'ancienne colonie portugaise, annexée en 1976 par l'Indonésie, et sur la présence de l'ONU chargée d'organiser le vote, était improbable.

Après la signature, mercredi, de l'accord de paix entre les milices pro-indonésiennes, l'armée et les militants indépendantistes, le Portugal insiste pour des garanties de sécurité sur le vote qui sera déterminant pour l'avenir du territoire. – *(AFP.)*

■ **IRAK : un Irakien a été tué et quatre autres personnes ont été blessées** dans des bombardements américains contre des sites militaires dans la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak, a annoncé, jeudi 22 avril, un porte-parole militaire irakien. L'armée américaine à la base d'Incirlik (sud de la Turquie) avait indiqué auparavant que des appareils F-15 et F-16 américains avaient bombardé, jeudi, des sites de radar et de défense anti-aérienne dans le nord de l'Irak, agissant en *« autodéfense »*. – *(AFP.)*

■ **MAROC : les organisations de défense des droits de l'homme** ont dénoncé, mercredi 21 avril, la manière dont le pouvoir entendait *« tourner la page »* des années noires 1960-1980, et annoncé qu'elles avaient répertorié une liste de 582 cas de disparition forcée, soit 470 cas de plus que les 112 cas officiellement retenus par l'Etat. A l'occasion d'une conférence de presse tenue mercredi à Rabat, ces organisations ont souhaité que toutes les responsabilités soient clairement définies en soulignant que le premier responsable de ces drames était, à leurs yeux, le ministère de l'intérieur. – *(AFP.)*

■ **DJIBOUTI : neuf opposants politiques** (six hommes, trois femmes) poursuivent depuis vingt-cinq jours une grève de la faim dans la banlieue parisienne pour protester contre les conditions de détention d'une quarantaine de prisonniers politiques incarcérés à la prison de Gabodé, à Djibouti, a-t-on appris, jeudi 22 avril, auprès des contestataires. – *(AFP.)*

■ **PAKISTAN : l'ordre d'arrestation de Benazir Bhutto,** qui se trouve actuellement à l'étranger, a été transmis aux autorités responsables des quatre provinces du pays après la condamnation de l'ancien premier ministre par un tribunal anti-corruption, a annoncé l'agence officielle APP, jeudi 22 avril. Mme Bhutto et son mari, Asif Ali Zardari, ont été condamnés, le 15 avril, à cinq ans d'emprisonnement chacun et à une amende de 8,6 millions de dollars (95 millions d'euros). – *(AFP.)*

■ **INDE : le Parti du congrès de Sonia Gandhi** n'a pas obtenu, vendredi 23 avril, le soutien qu'il espérait pour former un gouvernement remplaçant celui des nationalistes hindous en Inde, aggravant la crise politique que connaît le pays depuis sept jours. – *(AFP.)*

Le pape invite les artistes à « redécouvrir la dimension spirituelle de l'art »

LE VATICAN a rendu publique, vendredi 23 avril, une *« Lettre du pape Jean Paul II aux artistes »*. Ce document se présente sous la forme d'une longue méditation aux accents personnels sur le travail de l'artiste et les relations entre art et foi. Dans la lignée de Paul VI, qui avait adressé à l'issue du concile Vatican II un *« Message aux artistes »*, Jean Paul II souhaite à son tour *« emprunter le chemin du dialogue fécond de l'Eglise avec les artistes »*. Parcourant l'histoire de l'art sacré des origines jusqu'à nos jours, il estime que *« même lorsque la culture s'éloigne considérablement de l'Eglise,* [l'art] *continue à constituer une sorte de pont jeté vers l'expérience religieuse »*. C'est pourquoi, affirme le pape, *« l'Eglise a besoin de l'art »*. Jean Paul II lance enfin un *« appel aux artistes »*, où il les invite *« à redécouvrir la profondeur de la dimension spirituelle et religieuse qui en tout temps a caractérisé l'art dans ses plus nobles expressions »*.

La police américaine soupçonne des complicités dans le massacre du lycée de Littleton

Horrifiée et stupéfaite, la population pleure et s'interroge

Les enquêteurs ont découvert plusieurs dizaines de bombes dans le lycée de Littleton qui a été, le 20 avril, le théâtre d'un massacre qui a fait treize morts. Les deux jeunes tueurs fanatiques de jeux de guerre, et qui se sont donné la mort, ont peut-être bénéficié de complicités. Des témoins vont jusqu'à se féliciter *« de ne pas avoir d'enfant »* susceptible de subir la violence scolaire d'une société *« malade des armes »*.

LITTLETON (Colorado)
de notre envoyée spéciale

Dans la petite ville de Littleton, couverte d'une couche de neige vierge, et entourée de montagnes blanches, il règne, ce jeudi 22 avril, un calme troublant. Sous le regard indiscret de centaines de journalistes, les étudiants du lycée Columbine, site de la fusillade meurtrière de mardi, errent sans but. D'autres, à genoux devant le mémorial improvisé couvert de fleurs, de poèmes, de rubans et de peluches, pleurent en silence. D'autres encore prient sur le sol glacé.

REPORTAGE

« J'étais là, caché dans le corridor. Je suis certain : ils étaient plus nombreux »

On a du mal à les approcher, ces jeunes gens traumatisés. Mais les équipes des télévisions américaines ont des heures et des heures d'antenne à remplir, et, micros à la main, fourmillent, cherchent, posent des questions. Les jeunes gens répondent gentiment. Ils disent tous la même chose : *« Je ne comprends pas, chez nous, ici dans notre école... je ne sais pas pourquoi. »*

Le lycée restera fermé pour une durée indéterminée. Personne n'a droit d'y rentrer. Trop dangereux. Ce matin encore, les enquêteurs – au nombre de cinquante-sept – ont trouvé deux nouvelles bombes à base de propane, chacune pesant seize kilogrammes. Au total, ils parlent d'une cinquantaine d'engins explosifs retrouvés. Comment les deux tueurs, Eric Harris (18 ans) et Dylan Klebold (17 ans), ont-ils pu réunir un tel arsenal ? Nul ne sait.

Dans la maison d'un des tueurs, une *« note finale »* a été trouvée. *« Ce n'est la faute de personne,* aurait écrit Eric Harris *nous avons choisi cette manière de quitter ce monde. »* Ils ont mis fin à leurs jours mais aussi à ceux de treize autres personnes. Ils voulaient faire encore plus : détruire leur lycée tout entier.

Pourtant, Littleton était fier de son lycée. Bâti en 1973, il venait d'être rénové, pour plus de dix millions de dollars. On le voyait de loin. Moderne, entouré de pelouses et de terrains de sports, pour quelque 1 900 élèves.

Les trois ou quatre bombes qui ont explosé ont causé des dégâts très importants : meubles endommagés, fenêtres soufflées, moquettes complètement brûlées. Des centaines de balles ont été tirées par les deux adolescents, qui portaient cinq armes à feu. Membres de la *« Mafia en trenchcoat »*, fous d'Internet et de jeux de guerre, ont-ils vraiment pu, à eux seuls, organiser un tel massacre ? Jeudi, les enquêteurs semblaient de plus en plus certains que les deux adolescents disposaient de complicités. *« Il y a des fortes chances que d'autres personnes soient impliquées »*, a commenté le shérif Steve Davis : soit qu'elles aient été au courant des préparatifs, soit qu'elles aient aidé à transporter l'arsenal dans le lycée. Mais, a-t-il ajouté, *« nous n'avons pas, pour l'instant identifié d'autres suspects et personne n'est en garde à vue »*.

« VOUS N'AVEZ RIEN COMPRIS ! »

Si le shérif Davis a des doutes sur le nombre de complices, Kevin Koiniger, lycéen de quinze ans, n'en a pas. En nous prenant par le bras, il confie : *« J'étais là, moi, caché dans le corridor, j'entendais des bruits de fusillades partout, de tous les côtés. Je suis certain, qu'ils étaient plus nombreux, je le sais. Dites-le, écrivez-le... »*, dit-il, les larmes aux yeux. *« J'ai perdu deux amis proches, je veux savoir pourquoi, aidez-nous ! »*

Son ami Dusty est moins ouvert. *« Allez-vous en ! »*, lance-t-il à un groupe de journalistes. *« Nous ne sommes pas des nazis, nous ne sommes pas des pédés ! Avec vos bouts d'informations, vous croyez avoir tout compris, eh bien ! vous n'avez rien compris ! Foutez-nous la paix, allez-vous en ! »*

« Enfin !, jette une femme d'un certain âge. *Je me demandais quand la stupéfaction allait faire place à la rage. C'est bien, il faut que ces jeunes gens expriment leur colère »*. Psychiatre volontaire œuvrant pour la Croix-Rouge, Teryn Tobin est à Littleton depuis les premiers instants de la tragédie. *« Dès que j'ai entendu la nouvelle à la télévision, je me suis rendue sur place. Le premier jour était horrible, les parents qui attendaient en dehors du lycée sans savoir si leurs enfants allaient sortir morts ou vivants, c'était horrible. »* Elle montre une vieille dame, écroulée sur un vieux camion délabré, couvert de fleurs, de peluches et des mots : *« John Tomlin 1982-1999 »*. *« Elle est là depuis mardi, elle ne bouge pas, cette voiture appartenait à son petit-fils John Tomlin. »* La souffrance de la grand-mère est insoutenable.

« Pour la première fois de ma vie, je suis heureux de ne pas avoir d'enfant. L'idée d'avoir des "teen-agers" dans nos écoles m'effraie », dit le correspondant de la chaîne ABC regardant la grand-mère. Il ne veut pas que l'on cite son nom. *« Il ne s'agit pas de moi »*, dit-il.

De retour, mercredi, de Kukes, en Albanie, ce journaliste spécialiste des *« guerres lointaines »* est né à Littleton, *« un petit village calme et tranquille que personne ne connaissait il y a deux jours »*. Il est rentré, dit-il, *« pour couvrir la guerre qui se déroule chez moi, à Littleton, pas au Kosovo mais au Colorado. Et chez vous ?* demande-t-il, *ce massacre intéresse les gens ? Ils doivent se dire que nous sommes un peuple fou, une nation malade des armes. Que pensent les Français de nous ? »*

Les obsèques de l'une des victimes auront lieu samedi. Comme tous les ans au 22 avril, comme toutes les petites américaines, comme le veut la coutume, elle aurait dû accompagner, jeudi, sa mère au travail.

Afsané Bassir Pour

Les sanglantes prémices du processus de paix en Sierra Leone

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Au quinzième étage d'un grand hôtel de Lomé, un vieil homme attend. Foday Sankoh, le fondateur de la rébellion sierra-léonaise, est arrivé dans la capitale du Togo, dimanche 18 avril, pour y rencontrer ses lieutenants afin d'amorcer un processus qui mettrait fin à la guerre civile qui, depuis huit ans, a ruiné la Sierra Leone. Mais, au soir du jeudi 22 avril, Foday Sankoh était toujours seul.

Depuis deux ans, le guérillero sexagénaire est prisonnier du gouvernement sierra-léonais et de ses alliés nigérians. Ceux-ci ont accepté de l'extraire de sa cellule afin qu'il convainque ses camarades de cesser le combat. Une fois la position de la rébellion clarifiée, des pourparlers devraient s'engager avec le régime du président Ahmad Tejan Kabbah. Mais ces chefs de guerre se font attendre. La composition de la délégation rebelle, les conditions de sécurité, de transport, tous les prétextes sont bons aux dirigeants du Front révolutionnaire uni (RUF), l'organisation militaire fondée par Sankoh, pour retarder leur arrivée à Lomé.

Le porte-parole du RUF, l'avocat Omrie Golley, diplômé d'Oxford, nie farouchement que ce retard soit la conséquence des divisions internes à la rébellion. Mais il semble bien que le mouvement traverse une passe difficile. Les pratiques du RUF ont provoqué l'horreur lorsqu'elles ont été connues : les rebelles ont mutilé des milliers de Sierra-Léonais, coupant pieds, mains, oreilles, nez ou lèvres à la machette afin de *« transmettre un message au gouvernement du président Kabbah »*, comme ils disaient à leurs victimes. Ces atrocités ont toujours fait partie de l'arsenal du RUF. Mais tant que Foday Sankoh assumait la direction effective du Front, elles n'étaient pas systématiques et servaient essentiellement à recruter de force des jeunes gens et des jeunes filles dans les rangs de la guérilla.

Après l'emprisonnement de Foday Sankoh au printemps 1997, le RUF s'est rapproché de l'armée sierra-léonaise, qui a chassé pendant presqu'un an le président Kabbah du pouvoir, avant que celui-ci ne rentre de Freetown dans les fourgons de l'armée nigériane.

LA GUÉRILLA TRANSFORMÉE

La fréquentation des militaires putschistes, souvent d'anciens jeunes urbains désœuvrés, recrutés au début de la guerre civile, semble avoir profondément transformé la guérilla. A sa fondation, le RUF reposait sur le culte du chef et sur un syncrétisme qui amalgamait quelques notions maoïstes (l'encerclement des villes par les campagnes...) et des pratiques magiques africaines. Mais les soldats délinquants ne se soucient pas d'idéologie. S'ils pillent, violent et terrorisent les populations, c'est pour mieux profiter de l'exploitation des diamants dont le sous-sol sierra-léonais est riche.

Privé de l'influence fédératrice de Foday Sankoh, le RUF a tourné le dos à la discipline de fer qui le caractérisait il y a encore quatre ans. Des baronnies locales semblent être apparues, dont les chefs n'ont rien à gagner à la paix. D'autant moins que la population, qui s'est toujours méfiée du RUF, lui voue désormais une haine inexpiable en raison des atrocités dont elle est victime. Au début de la semaine, l'Ecomog (la force d'interposition ouest-africaine dominée par le Nigeria) a repris Songo, une ville située à 40 kilomètres de Freetown. Avant d'évacuer la ville, les rebelles avaient tué au moins cent civils, à coups de machette ou en les brûlant vifs.

La persistance des atrocités affaiblit encore la position des rebelles lors d'éventuelles négociations. Le président Kabbah et le Nigeria en sont conscients, qui multiplient les opérations militaires, fût-ce au prix de la sécurité des populations civiles.

Thomas Sotinel

Amnesty International exhorte Pékin à enquêter sur les droits de l'homme au Xinjiang

AMNESTY International a exhorté le gouvernement chinois à effectuer sa propre enquête sur de *« graves »* violations des droits humains commises *« de manière systématique »* dans la région de l'extrême Ouest musulman chinois, le Xinjiang, peuplée de 17 millions d'habitants. Suggestion aussitôt repoussée par Pékin qui, jeudi 22 avril, a rejeté, par la voix du porte-parole de son ministère des affaires étrangères, les accusations portées par Amnesty comme *« dénuées de tout fondement et séditieuses »*.

Selon un rapport spécial d'Amnesty International consacré à cette partie très sensible de la Chine et publié le 20 avril, les atteintes aux droits fondamentaux *« témoignent du climat extrêmement répressif qui règne dans le Xinjiang »*. En outre, les faits inventoriés par l'organisation de Londres ne représentent peut-être que *« la partie visible de l'iceberg »* compte tenu des restrictions apportées à l'information.

Depuis janvier 1997, Amnesty indique avoir eu connaissance de deux cent dix condamnations à mort, dont cent quatre-vingt-dix mises à exécution, à l'encontre de personnes *« pour la plupart d'ethnie ouïghoure »* – l'ethnie dominante avant l'arrivée massive, récente, de colons chinois – *« reconnues coupables d'activités terroristes ou subversives »*. Le Xinjiang est *« la seule* [région] *de Chine où des exécutions de prisonniers politiques ont été répertoriées au cours des dernières années »*, affirme Amnesty.

TORTURE

L'organisation fait état de deux cents *« prisonniers politiques et prisonniers d'opinion »* arrêtés au cours des années 90, notamment lors de troubles survenus dans des localités particulièrement « chaudes » telles que Khotan (1994) et Yining (1997). Amnesty dénonce les pouvoirs discrétionnaires des forces de maintien de l'ordre (gendarmerie et police locale) et le réseau de bagnes. En outre, l'organisation affirme que la torture est pratiquée régulièrement en vue de contraindre des prisonniers à *« signer des confessions ou donner des informations compromettant d'autres personnes »*.

Les autorités chinoises elles-mêmes ont, ces derniers temps, laissé entendre que la tension montait à nouveau au Xinjiang. Amnesty indique que la situation semble s'être dégradée depuis la publication confidentielle, en 1994, d'une étude officielle qui énumérait une série d'*« incidents graves »* à caractère *« de rébellion ethnique »* survenus depuis l'appropriation complète de la région par Pékin en 1949.

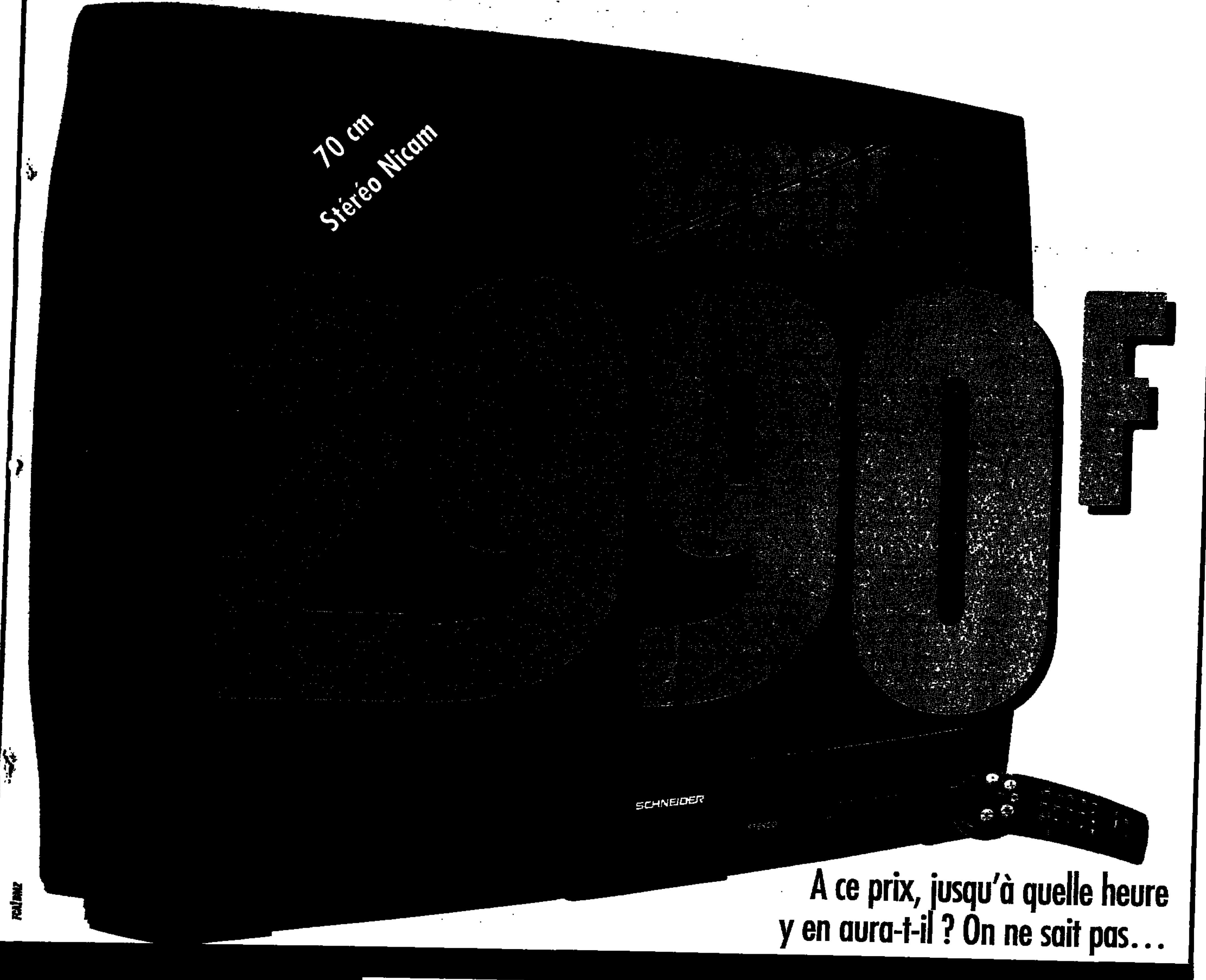
Amnesty appelle, pour conclure, les autorités chinoises à créer une commission spéciale qui serait chargée d'enquêter sur les faits incriminés. Ce serait, ajoute l'organisation, un gage de ses engagements à adhérer aux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme que Pékin a signés mais tarde à introduire dans sa propre législation.

Renvoyant les Occidentaux à leurs affaires, la presse officielle dénonçait vendredi, en termes très virulents, les opérations militaires de l'OTAN en ex-Yougoslavie. Les Occidentaux, dit la presse de Pékin, s'y livrent à une *« boucherie »* dont sont coupables non seulement les gouvernants, mais aussi tous ceux qui, dans l'opinion publique, partagent leurs vues à propos du Kosovo.

Francis Deron

Samedi 24 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

6 000 téléviseurs 70 cm Stéréo Nicam SCHNEIDER et pas un de plus.

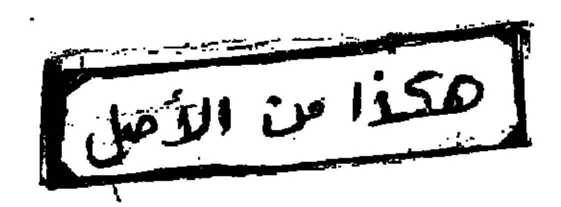


A ce prix, jusqu'à quelle heure y en aura-t-il ? On ne sait pas...

Réf. 70 TB 4394.
2 haut-parleurs 2 x 3 W.
Tube Blackline. Télétexte.
Garantie 2 ans.

Avec Carrefour je positive!

A SUIVRE...



هكذا من الأصل

FRONT NATIONAL A sept semaines du scrutin, les deux mouvements d'extrême droite abordent en très mauvaise posture les élections européennes. Depuis leur divorce, en janvier, le Front national pour l'unité française de Jean-Marie Le Pen et le Front national-Mouvement national de Bruno Mégret sont empêtrés dans leurs querelles judiciaires et financières. Les frères ennemis tentent, en vain, de trouver dans la guerre du Kosovo une occasion de faire entendre leur différence. ● LES MÉGRÉTISTES s'efforcent de rassembler dans un Front de la jeunesse l'ensemble des groupuscules de jeunes d'extrême droite. ● À TOULON, la municipalité dirigée par M. Le Chevallier est de plus en plus embarrassée par les enquêtes judiciaires sur sa gestion. Un proche du maire – et de M. Le Pen – a été incarcéré jeudi 22 avril. ● LES ASSOCIATIONS anti fascistes s'interrogent sur leur stratégie.

M. Le Pen et M. Mégret en très mauvaise posture pour les européennes

Les deux leaders d'extrême droite ne parviennent pas à reconquérir militants et sympathisants, démobilisés par la scission du FN. Leurs démêlés judiciaires et financiers, comme les mauvais sondages, ajoutent au trouble de la famille frontiste

LA PASSE difficile que traversent, depuis leur divorce, lepénistes et mégrétistes ressemble à un tunnel sans fin. Justice, banques, sondages : tout y contribue. La bataille juridique que se livrent Jean-Marie Le Pen, président du Front national pour l'unité française (FN-UF) et Bruno Mégret, président du Front national-mouvement national (FN-MN), afin de savoir qui des deux représente légalement le Front national, a pour conséquence de geler les fonds et en particulier l'affectation des 41,1 millions de francs (6,26 millions d'euros) de dotation de l'Etat pour 1999.

Réduits à louer un local modeste pour installer leur siège et à organiser à l'économie leur campagne électorale, les mégrétistes ne bouderaient pas cette manne, tandis que les lepénistes enragent de ne pouvoir en bénéficier. Mardi 20 avril, un huissier s'est présenté au siège lepéniste de la fédération des Bouches-du-Rhône pour une saisie conservatoire. Les dettes de la fédération avoisineraient le million de francs. Le 6 avril, le tribunal de grande instance de Lyon a placé la fédération du Rhône en liquidation judiciaire... Privés de toute crédibilité auprès des banques, le FN-MN comme le FN-UF en sont réduits à demander à leurs militants et sympathisants de leur consentir des prêts. Sans intérêt pour M. Mégret, au taux de 5 % l'an pour M. Le Pen mais tous remboursables au 31 mars 2000.

Même la presse proche des partis d'extrême droite subit les contrecoups de cette guerre fratricide. *National Hebdo* et *Présent*, qui connaissaient déjà un équilibre financier précaire, ont du mal à juguler l'hémorragie de leurs lecteurs : le premier parce qu'il est devenu le porte-voix du FN-UF ; le second à cause d'une neutralité voulue au sujet de la crise frontiste qui l'amène à ne traiter celle-ci que de façon lapidaire et frustrante pour son lectorat. Sans compter l'hebdomadaire *Minute*, passerelle entre la droite et l'extrême droite qui, après un long sursis, a été mis en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Paris, le 13 avril (*Le Monde* du 16 avril).

A ces tracas financiers s'ajoutent pour le fondateur du Front national des embarras judiciaires. Les derniers en date lui viennent de Toulon où l'enquête sur la passation du marché des cantines scolaires par la ville vient de déboucher sur la mise sous mandat de dépôt de Jean-Pierre Gendron, ex-mari de sa fille aînée, Marie-Caroline, mais resté proche de M. Le Pen (*lire ci-dessous*). Ce dénouement n'est pas pour déplaire aux mégrétistes qui avaient multiplié les mises en garde contre la gestion hasardeuse de la plus grande ville emportée par le FN en 1995.

Ces mêmes mégrétistes se remontent le moral en commentant abondamment l'élection cantonale partielle de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) qui a placé, dimanche 18 avril, leur candidat Christian Chaton (25,05 %) en tête du premier tour, devant le candidat radical de gauche mais surtout très loin devant le candidat lepéniste, Alain Coeurdevey (2,24 %) (*Le Monde* du 21 avril), dont toute la campagne mettait en avant M. Le Pen lui-même.

Depuis la scission, M. Le Pen comme M. Mégret sillonnent la France pour ramener vers eux des militants et sympathisants encore très désorientés par leur divorce. Le premier mise sur le réflexe extrémiste de la mise en rang derrière le chef incontestable et compte sur ses talents de bateleur dans les dîners-débats ou les meetings. Le second table sur des tournées organisées par et avec les représentants locaux de son parti, en général sur un thème collant avec les préoccupations du lieu. Tout cela en s'épiant l'un l'autre. Les mégrétistes décident de lancer des mesures sur la sécurité en cinquante points, les lepénistes se hâtent de faire de même. Les femmes du FN-MN montent une convention nationale, celles du FN-UF se précipitent pour en organiser une de leur côté. Pour les *« mutins »*, il s'agit de démontrer leur fidélité au programme du Front national et leur capacité à l'approfondir. Pour les fidèles du *« vieux »*, il s'agit de ne pas se laisser déposséder.

OPÉRATIONS SPECTACULAIRES

Pour tenter d'être audible, chacun y va de ses petites opérations spectaculaires. Parfois de façon assez surprenante. Ainsi, tandis que M. Mégret se rendait, début janvier, à Flers (Orne) pour apporter un soutien – non souhaité – *« aux enseignants du collège Jean-Monnet »* qui refusaient le port du foulard islamique à l'école, M. Le Pen laissait s'exprimer dans *Français d'Abord* (l'organe de son parti) le conseiller régional Sid Hamed Yahiaoui, en faveur du port de ce même voile.

De même, M. Le Pen n'a pas ménagé ses efforts pour rallier sur sa liste aux européennes l'un des petits-fils du général de Gaulle, également prénommé Charles. Celui-ci vient d'annoncer qu'il acceptait de figurer sur la liste du président d'un parti qui compte parmi ses responsables au moins un éminent responsable de l'OAS, Jean-Jacques Susini. Bruno Mégret qui craint que l'on ait de lui une image trop conciliante à l'égard de la droite en rajoute sur le thème de l'insécurité, de l'immigration et des dangers de *« l'islamisme »*, en allant, par exemple, dénoncer la construction d'une mosquée à Strasbourg (*Le Monde* du 14 avril). Seule la guerre du Kosovo fournit une diversion commune aux deux responsables d'extrême droite qui s'efforcent de jouer sur la fibre anti-américaine.

Pour l'heure, cette agitation semble vaine, si l'on se fie aux sondages. Loin de l'objectif de 20 % des suffrages aux européennes qu'il s'était fixé, M. Le Pen plafonne entre 4 % et 7 % des intentions de vote, tandis que M. Mégret végète entre 3 % et 5 %.

Christiane Chombeau

Samuel Maréchal en première ligne

Samuel Maréchal, membre du bureau politique et président du groupe Front national pour l'unité française (FN-UF) au conseil régional des Pays de la Loire, occupe les fonctions de directeur de la communication du parti d'extrême droite depuis lundi 19 avril. M. Maréchal, époux de Yann Le Pen, fille cadette du fondateur du FN, était le plus ardent défenseur de la candidature de Jany Le Pen comme tête de liste aux élections européennes en cas d'empêchement de Jean-Marie Le Pen. C'était également la cheville ouvrière de l'opposition à Bruno Mégret avant que celui-ci ne fasse scission. M. Maréchal, qui avait abandonné les fonctions de directeur du Front national de la jeunesse (FNJ) le 6 février pour les confier à Guillaume Luyt, ne figurait plus ni dans l'organigramme de la délégation générale ni dans celui du secrétariat général depuis leur restructuration, il y a près de trois mois. Il avait cependant en charge la communication de la campagne de M. Le Pen aux européennes.

Les mégrétistes s'efforcent de fédérer les groupes de jeunes d'extrême droite

ILS MANIFESTAIENT le 25 mars devant le magasin Disney de l'avenue des Champs-Elysées, le 27 sous le porche de l'Ecole militaire, le 29 devant le MacDonald de Cluny, à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue de La Harpe. Le 31 mars, sur le boulevard périphérique de Paris, ils ont déployé des banderoles sur lesquelles on pouvait lire *« Les jeunes avec Mégret »*, *« USA hors d'Europe »*. Le 7 avril, sur les Champs-Elysées à nouveau, cette fois devant le MacDonald, ils brûlaient un drapeau américain. Les bombardements de l'OTAN en Serbie et au Kosovo fournissent aux jeunes mégrétistes l'occasion de se faire les dents, de rassembler la jeunesse d'extrême droite autour du thème mobilisateur : « Non à l'hégémonie américaine ». Et cela au profit du Mouvement national de la jeunesse (MNJ) ou de celui du Front de la jeunesse qu'ils viennnent de mettre sur pied et qui regroupe des associations aussi diverses que la Jeunesse d'action chrétienne (JAC), Terre et peuple du très païen Pierre Vial, le mouvement fasciste Jeune Résistance ou les « nervis » du GUD (Groupe union défense).

Lancé lors d'un meeting qui a réuni, le 4 février, dans la salle des Agriculteurs à Paris, environ quatre cents représentants de l'extrême droite la plus dure, ce Front de la jeunesse a vu le jour lors d'« états généraux » le 27 mars. A cette réunion plus « intime », à laquelle n'assistaient que les responsables de la dizaine d'associations présentes en février, a été adoptée une « charte de bonne conduite » qui fixe l'objet, la structure et les règles du Front de la jeunesse.

Dans ce document, que nous nous sommes procuré, le Front de la jeunesse se définit comme une *« coordination informelle de la mouvance jeune nationaliste »* et s'engage à *« rompre l'isolement et les querelles de chapelles »* afin de *« regrouper ponctuellement les forces militantes »* pour des *« opérations (...) organisées en commun »*. Ses signataires se donnent comme objectif *« la défense de l'identité historique des peuples d'Europe ; le soutien aux peuples en lutte pour la reconnaissance de leurs droits légitimes ; la lutte contre le nouvel ordre mondial à dominante américaine, quelles que soient ses formes, et la reprise du terrain culturel en soutenant toutes les initiatives enracinées »*.

RAMPE DE LANCEMENT

Les décisions sont prises à l'unanimité par un « conseil » composé d'un représentant *« de chaque association, revue ou label musical »*. Il compte pour l'instant dix membres qui représentent le Renouveau étudiant (structure étudiante du FN-MN), le MNJ, la JAC, le magazine *Réfléchir et agir*, l'Art s'affiche, Terre et peuple, Jeune résistance, le GUD, le groupe de rock identitaire français In Memoriam, et Bleu Blanc Rock, une association d'entraide. Il est même prévu une *« autorité morale »* pour régler les conflits. Ce rôle a été confié à Bruno Racouchot, ex-chef de cabinet de Jean-Marie Le Pen, qui s'occupe aujourd'hui de la formation des mégrétistes.

Depuis sa création, le FJ ne chôme pas et trouve une rampe de lancement avec le conflit sur le Kosovo. Ses membres n'y voient pour le moment que des avantages, et tout particulièrement le GUD, qui peut à présent distribuer ouvertement ses tracts dans les meetings du FN-MN.

Ch. Ch.

La mairie de Toulon cernée par la justice

TOULON
de notre correspondant

Jean-Pierre Gendron, ex-gendre de Jean-Marie Le Pen et proche du maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, a été mis en examen par le juge Jean-Luc Tournier pour *« complicité de délit d'avantages »*. Il a été placé sous mandat de dépôt, jeudi 22 avril, à la prison Saint-Roch de Toulon dans le cadre de l'enquête sur la passation du marché des cantines scolaires par la ville.

Conseiller municipal à Roubaix et ancien conseiller régional (FN) dans le Nord, M. Gendron aurait servi d'intermédiaire entre la municipalité toulonnaise et Michel Bertrand, le directeur du développement de la Société générale de restauration (SGR), qui a obtenu en août 1997 ce marché de 14 millions de francs (2,13 millions d'euros) face à Eurest, l'autre candidat jusque-là attributaire et dont les offres financières et techniques étaient pourtant plus favorables. Selon M. Gendron, son rôle se serait limité à faire les présentations et à favoriser le rapprochement entre la SGR et M. Le Chevallier.

Dès le début de cette affaire, la SGR souligne que la commission d'appel d'offres s'est prononcée, à une large majorité de quatre voix (2 FN, 1 RPR, 1 PS) sur six, en sa faveur. En juillet 1998, le tribunal administratif, saisi par le préfet du Var, juge que l'appel d'offres des cantines est parfaitement régulier. Néanmoins, ce dossier prend une dimension toute particulière le 9 mars, à la suite des aveux de Sauveur Catalano, consultant de la SGR et ancien président du SCT, le club de football toulonnais. En détention provisoire pour *« établissement de faux bilan, abus de biens sociaux, faux et usage de faux »* à la suite de malversations dans des comptes du club, il déclare que le marché des cantines aurait généré un pot-de-vin de 8,5 millions de francs destiné *« à certains pontes du FN »*. Ses allégations sont immédiatement démenties par M. Le Chevallier.

Si M. Gendron est la première personne à être incarcérée dans le cadre de ce dossier, on y compte cinq autres mises en examen prononcées en décembre 1998 : celles de M. Le Chevallier, de Robert Gaïa, député (PS) et conseiller municipal, ainsi que celles de trois autres adjoints FN (Gérard Gantier, Jean Moura, et l'amiral Guy Nachin, ancien premier adjoint au maire). Joint par *Le Monde*, M. Le Chevallier, démissionnaire du FN le 26 mars, nous a déclaré qu'il s'agit d'un *« dossier qui est vide et que l'on cherche à exploiter politiquement »*. *« Ce sont des méthodes KGbistes en France, en 1999. C'est absolument scandaleux »*, a-t-il ajouté.

Ce nouveau rebondissement va embarrasser un peu plus une majorité municipale déjà paralysée par son éclatement et ses divisions. D'autant que la mairie doit faire face à de nombreuses autres affaires judiciaires dans lesquelles sont impliqués le maire et certains de ses élus.

José Lenzini

Un anti-américanisme renforcé par le conflit du Kosovo

L'EXTRÊME DROITE s'est emparée du thème de l'opposition à la guerre pour tenter d'élargir son audience. Dès le début de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, le 24 mars, les deux Front national, celui pour l'unité française (FN-UF) de Jean-Marie Le Pen et celui du Mouvement national (FN-MN) de Bruno Mégret, ont dénoncé des opérations menées *« sous la bannière du nouvel ordre mondial »* et engagé une guerre de communiqués. C'est à qui se montrera plus pro-serbe que l'autre, à qui dénoncera le plus vigoureusement *« l'Amérique dominatrice »*.

« Le spectacle de l'Europe (et de la France !) à la botte de Clinton dans cette guerre de lâches et de barbares moralisants est écœurant, ignoble, insupportable », commente M. Le Pen dans *National Hebdo* du 22 avril. *« J'ai été pour les Croates et contre Milosevic. Aujourd'hui, je suis pour la Serbie nationaliste, contre la dictature que les Américains imposent »*, clame-t-il avant d'enfourcher son thème favori sur le *« danger de voir se créer en Europe un noyau dynamique »* de l'islam. De son côté, M. Mégret dénonce la *« vulgaire et sanglante opération de police du nouvel ordre mondial »*. Dans un numéro bien rodé, il demande dans les réunions publiques : *« Pourquoi ne pas bombarder Istanbul à cause de la répression kurde ? Et Pékin à cause de la répression des Tibétains ? »*, avant d'agiter un spectre plus proche, celui des Américains bombardant *« la Provence »* parce que *« la République française refuserait de donner l'indépendance aux populations maghrébines devenues majoritaires »*.

Seul bémol dans ce concert de la nébuleuse frontiste, le journal *Présent*. Ce quotidien catholique traditionaliste, très engagé auprès des Croates – catholiques – contre les Serbes – orthodoxes –, montre depuis le début des bombardements une certaine gêne. Son directeur, Jean Madiran, signant sous le nom de Henri Hervé, vient ainsi de condamner les bombardements ; mais il estime aussi que *« la tradition, l'esprit, l'âme du mouvement national, tel qu'il existe en France, (...) n'est cependant ni d'épouser la cause serbe ni de servir la cause américaine »*. Il ajoute que, *« s'il y a un risque de constitution d'un Etat islamique dans les Balkans, c'est de préférence sur le rempart croate que l'on pourra compter, c'est lui qu'il faut aider »*.

« EXPLOITATION POLITICIENNE »

Alors que les deux Front agissent à visage découvert, la « Nouvelle Droite » utilise son subterfuge habituel : une pétition passe-partout contre *« l'agression de l'OTAN »*, *« pour l'ouverture de vraies négociations (...) autour d'un plan de paix durable »*, signée d'un collectif « Non à la guerre » (*Le Monde* du 1er avril). Beaucoup, à gauche comme à droite, s'y sont laissés prendre. Ils ont eu la surprise de voir leur nom accolé à un noyau de signataires venus de la galaxie d'extrême droite et surtout proche du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece), comme Laurent Ozon, directeur de la publication de *Recours aux forêts*, Charles Champetier, rédacteur en chef d'*Eléments*, la revue du Grece, et Arnaud Guyot-Jeannin, disciple du philosophe fasciste Julius Evola.

Certains ont retiré leur signature. La dernière en date, Solange Fernex, figure à la 76e place sur la liste des Verts aux européennes. Elle se dit *« révoltée par l'exploitation politicienne du martyre du peuple du Kosovo par la "Nouvelle Droite" »* et a écrit au *Monde* pour signaler qu'elle n'a pas assisté et n'a donc pas pris la parole au meeting du collectif, le 21 avril ; nous l'avions confondue (*Le Monde* du 23 avril) avec une ex-militante Verts, Ginette Scandrani. D'autres, comme le chanteur Renaud ou l'avocate Gisèle Halimi, ne semblent pas gênés par un tel voisinage.

Ch. Ch.

À VOTRE BON CŒUR!!
ENCORE!
ON TAPE TOUJOURS LES MÊMES!
PANCHO

Les associations antifascistes s'interrogent sur leur stratégie

LA SCISSION du Front national a relancé le débat, depuis le début de l'année, sur la stratégie de lutte contre l'extrême droite adoptée par les associations antifrontistes. Les manifestations qui précèdent les déplacements de Bruno Mégret et de Jean-Marie Le Pen restent-elles une arme pertinente ? L'affaiblissement des frères ennemis lepénistes et mégrétistes doit-il conduire à lever la garde ou, au contraire, à être d'autant plus vigilant ?

Eric Osmond, porte-parole du Manifeste contre le Front national (association créée par le numéro deux du PS, Jean-Christophe Cambadélis), a ainsi, récemment, été alerté par d'étranges e-mails adressés au Manifeste et signés du mouvement de jeunes mégrétistes. Dans un de ces messages, le Mouvement national de la jeunesse (MNJ) informe de la tenue d'un meeting de *« la jeunesse nationaliste »* en donnant l'heure et le lieu de la réunion. Dans un autre, il demande, non sans humour, au Manifeste de l'*« aider »* à *« lutter contre l'extrémisme de Monsieur Jean-Marie Le Pen »* en dénonçant *« l'intolérance, le fascisme et l'obscurantisme »* de celui-ci.

La démarche de ces jeunes est certes grossière. Les mouvements antifascistes n'ont en effet pas besoin de ces messages pour connaître les rassemblements frontistes. Il n'empêche qu'elle témoigne, selon Eric Osmond, *« d'une volonté de faire de nous des instruments dans la lutte entre les deux Front »*, ce qu'il refuse. Plus généralement, il remet en question les manifestations qui accompagnent systématiquement les déplacements en province de Bruno Mégret et – bien que plus rarement désormais – de Jean-Marie Le Pen. Elles n'aboutiraient qu'à remettre ces derniers dans l'actualité. *« Je préfère le silence à une manifestation qui, de toutes les façons, ne rassemblera que cinquante personnes »*, explique-t-il, avant de juger que l'ennemi ayant changé de visage, il convient de rechercher de nouveaux moyens de lutte.

Mais surtout, M. Osmond table sur un effacement – après les européennes – du FN-MN, voire du Front national pour l'unité française (FN-UF) de M. Le Pen. *« Le mouvement contre l'extrême droite s'est créé alors qu'il y avait un unique ennemi, le Front national. Pour la première fois, les différents courants de l'extrême droite française s'étaient trouvé un chef unique qui pesait électoralement. Aujourd'hui, nous avons deux Front national aux contours imprécis tant sur leur positionnement l'un par rapport à l'autre que sur leur puissance réelle »*, explique-t-il, avant d'ajouter : *« Il y a de fortes possibilités pour que l'on se retrouve dans un an avec un électorat de 15 % qui n'aura pas renié ses idées mais qui n'aura plus de parti crédible pour le représenter. »*

Le problème sera, alors, de veiller à ce que les partis de droite ne soient pas tentés de moissonner *« des terres laissées sans propriétaires »* en faisant de la surenchère sur les thématiques frontistes notamment la préférence nationale. *« Il nous faudra »*, explique le représentant du Manifeste, *« surveiller l'évolution de tel maire de droite ou de tel ex-FN, déceler les fusions de listes dès le premier tour, pendant la campagne municipale de 2001 »*.

Les collectifs de Ras l'front jugent que M. Osmond va un peu vite en besogne. Rémi Barroux, leur porte-parole, estime que si un mauvais score électoral est en effet possible aux élections européennes – surtout pour M. Mégret –, cela ne veut pas dire que l'appareil militant mégrétiste disparaîtra. Il n'écarte pas l'idée qu'il puisse *« se présenter de façon autonome »* au premier tour des municipales pour *« passer des alliances techniques »* au second tour, voir fusionner avec des listes de droite. *« Je n'écarte pas non plus la possibilité, d'ici deux ans, d'un rapprochement de type confédéral (...), surtout s'il y a une forte régression électorale »*, explique-t-il.

Ce militant de la Ligue communiste révolutionaire (LCR) n'est *« pas d'accord avec les partis politiques qui disent que le FN ne serait qu'un électorat de 15 %, orphelin et à récupérer. C'est un appareil militant, une capacité associative, qu'il faut surveiller »*. Ce que Ras l'front se pique de faire. Cette vigilance l'a d'ailleurs amené à alerter récemment les associations de locataires de HLM qui prendront part aux élections prévues à la fin de l'année, sur les intentions des mégrétistes de faire une offensive sur ce terrain où ils cherchent à s'implanter depuis des années.

> « Je ne suis pas d'accord avec les partis qui disent que le FN ne serait qu'un électorat de 15 %, orphelin et à récupérer. C'est un appareil militant qu'il faut surveiller »

Comme le rappelle M. Barroux, Ras l'front a toujours diversifié son action en essayant d'être présent dans les quartiers, notamment dans les villes détenues par des frontistes, et en organisant des réunions d'information et de formation. Cela ne l'empêche pas de considérer que les manifestations continuent d'être un maillon important dans la lutte et la mobilisation. *« Il n'est pas question de baisser la pression pour laisser les deux Fronts reconstituer leurs forces. De les banaliser par l'oubli »*, déclare-t-il.

A Réflexe, autre mouvement antifasciste qui regroupe différents courants anarchistes, on tient le même discours. *« Pas question de se résigner car ils restent deux pôles constitués »*, assure un de ses représentants. *« Nous n'avons pas l'intention de laisser le terrain à l'extrême droite »*, renchérit Laurent Esquerre, secrétaire national d'Alternative libertaire dont les militants ont fait l'objet, avec des représentants du Parti communiste, d'une attaque musclée menée par des jeunes mégrétistes, dimanche 28 mars, sur un marché du 20e arrondissement. Cette agression dénote, selon M. Esquerre, une volonté de la part du FN-MN de *« s'affirmer par la radicalisation dans la bataille pour l'hégémonie contre le FN Le Pen »*.

Enfin, Rémi Barroux craint qu'un mauvais score éventuel des deux FN aux élections européennes ne rassure les partis politiques et les incite à minorer le rôle des associations dans la lutte contre l'extrême droite, alors qu'elles conservent, à ses yeux, une crédibilité particulière dans ce domaine.

Ch. Ch.

La rivalité des trois listes de droite est aiguisée par les sondages les plus récents

Pour les européennes, M. Sarkozy souffre de la concurrence de M. Bayrou et M. Pasqua

Le bureau politique de l'UDF a confirmé, jeudi 22 avril, la tenue d'un conseil national, dimanche, afin d'avaliser la liste qui sera conduite par François Bayrou. La veille, le président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy, doit réunir les cadres du mouvement gaulliste pour marquer son entrée en campagne à la tête de la liste RPR-DL. Un premier sondage témoigne de la secousse provoquée par le retrait de M. Séguin.

HERVÉ DE CHARETTE n'en est pas revenu. *« Les bras m'en tombent »*, s'est exclamé le président délégué de l'UDF, jeudi 22 avril, au cours de l'émission « Direct » sur France 2, en évoquant le souhait formulé par Jean-Louis Debré (*Le Monde* du 23 avril) que Jacques Chirac ne reçoive pas François Bayrou pendant la campagne des européennes.

« C'est quand même quelque chose de l'entendre ainsi dénaturer la fonction présidentielle ! », a-t-il ajouté à propos du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, en se demandant si on était revenu aux temps du Second Empire, avec la liste RPR-DL dans le rôle de « la liste officielle ». Charles Pasqua, avec qui débattait M. de Charette, a indiqué de son côté que *« l'idée ne* [lui] *était jamais venue »* de vouloir être soutenu par M. Chirac.

Le ton de la campagne est ainsi donné à droite, où le RPR et l'UDF doivent entériner, samedi et dimanche, la constitution de listes rivales. Le premier sondage réalisé depuis que la perspective d'une liste autonome de l'UDF est nettement tracée, témoigne de la secousse provoquée par le retrait de Philippe Séguin et par la division de l'opposition. Effectuée par Ipsos le 20 avril, auprès d'un échantillon de 1 021 personnes, et publiée par *Le Point* (daté 23 avril), cette enquête doit être accueillie avec précaution : comme ses homologues, cet institut calcule les intentions de vote sur la base des personnes se déclarant certaines d'aller voter le 13 juin. Or, à plus de sept semaines du scrutin, elles ne sont encore que 56 %, soit un échantillon « utile » de moins de six cents personnes, parmi lesquelles, en outre, quelque 20 % n'ont pas exprimé d'intention de vote précise.

Il reste que la comparaison de cette enquête avec la précédente, effectuée sur les mêmes bases les 19 et 20 mars, est saisissante. Elle témoigne, en effet, d'un net tassement des intentions de vote en faveur de la liste RPR-Démocratie libérale. Lorsque celle-ci était encore conduite par M. Séguin, elle recueillait, selon Ipsos, 19 % d'intentions de vote. Avec Nicolas Sarkozy comme tête de liste, elle n'en recueille plus que 16 %.

43 % POUR LA GAUCHE

Les deux listes concurrentes à droite bénéficient visiblement de cet affaissement. Depuis qu'il a réaffirmé avec énergie sa détermination à se présenter sous ses propres couleurs, le président de l'UDF, François Bayrou, atteint, pour la première fois, la barre des 10 % d'intentions de vote (en hausse de 3 points depuis mars). De même, la démission fracassante de M. Séguin semble renforcer le camp des « souverainistes » : alors que Charles Pasqua et Philippe de Villiers étaient crédités, respectivement, de 7 % et 4 % en mars, ils recueillent aujourd'hui 13 % d'intentions de vote en faveur de leur liste désormais commune. Bref, ils ne sont pas loin de talonner la liste officielle du RPR.

Enfin, il est significatif de constater que la droite plafonne. Même avec ses trois listes clairement identifiées, elle ne recueille que 39 % d'intentions de vote et ne parvient pas à ratisser plus large que si une liste RPR-UDF-DL s'était constituée. Et elle reste nettement devancée par la gauche « plurielle » dont les trois listes – Hollande à 24 %, Hue à 9 % et Cohn-Bendit à 8 %, en hausse de 2 points – totalisent 43 % des intentions de vote. Quant à l'objectif initialement affiché par l'opposition de devancer la liste socialiste, il semble pour l'heure utopique : avec 8 points d'avance, la liste conduite par le premier secrétaire du PS paraît hors d'atteinte de celle du président par intérim du RPR.

Gérard Courtois

M. de Villiers et la « refondation » de la vie politique

***« Entre la liste de François Bayrou, qui proclame son fédéralisme, et la nôtre, qui propose l'Europe des Etats nations, Nicolas Sarkozy n'a pas de place. Je crains pour lui qu'il ne termine avec un os de poulet »*, déclare Philippe de Villiers dans un entretien au *Figaro* du 23 avril. Le président du Mouvement pour la France indique que la liste dont il est le numéro 2, derrière Charles Pasqua, est *« un point de départ »*. *« Notre liste s'appelle le Rassemblement pour la France »*, explique-t-il. *« C'est un appel pour un large mouvement de refondation de la vie politique française à partir de repères, de valeurs, qui, demain, redonneront ainsi un sens à l'engagement civique, un espoir à tous les Français attachés à l'idée de la France »*, ajoute M. de Villiers. *« La grande différence entre les militants du RPR et Nicolas Sarkozy – et c'est ce qui me fait penser qu'ils préféreront voter pour nous –, c'est qu'eux aiment la France, alors que Sarkozy aime la politique »*, assure le député de la Vendée.**

Changement de tête sur les affiches...

COMME il y a une semaine jour pour jour, le comité de campagne de la liste RPR-Démocratie libérale s'est réuni, jeudi matin 22 avril, à Paris. Au programme : le calendrier des déplacements, la préparation des réunions publiques, la commande des affiches, la confection de la liste, l'invention des slogans, la rédaction des argumentaires. Autour de la table, les représentants de la famille gaulliste et ceux des libéraux proposent, testent des idées, se répartissent les tâches. Roger Karoutchi et Brice Hortefeux, pour le RPR, font face à Alain Madelin, Claude Goasguen, Laurent Dominati, François Goulard et Xavier Chinaud pour DL. Seul changement, Nicolas Sarkozy occupe la place de Philippe Séguin.

Il y a huit jours, c'est-à-dire la veille du retrait de M. Séguin, les mêmes participants – moins un – avaient, sans se douter de rien, adopté un projet de logo, s'étaient mis d'accord sur une grille, encore incomplète, pour composer la liste et avaient donné leur *imprimatur* à la maquette de l'affiche de la campagne. Enfin ! ajoutaient certains d'entre eux, qui se plaignaient du manque d'entrain de leurs chefs de file.

UNE CAMPAGNE « ROULEAU COMPRESSEUR »

Une partie de ces décisions sont aujourd'hui à revoir. *« On ne peut quand même pas se contenter de remplacer la tête de Philippe Séguin par celle de Nicolas Sarkozy sur les affiches ! »*, ironise l'un des négociateurs. Cette fois, la bonne entente entre M. Sarkozy et M. Madelin aidant, et le temps pressant, ils ont décidé de boucler d'ici dimanche le choix des affiches, des slogans, du matériel de campagne, de la musique. Ils souhaitent également publier la liste au plus tard dans les dix jours à venir. Et se lancer au plus vite dans la campagne proprement dite.

L'objectif, c'est une *« campagne de type turbo, rouleau compresseur »*. *« Nous avons la volonté de couvrir intégralement le territoire »*, fait valoir M. Chinaud, grand intendant de DL. En revanche, les deux *« copilotes »* ne tiendront pas plus de deux ou trois grands meetings communs. La grande *« Euroteuf »* initialement prévue pour le 2 mai, déjà rendue quelque peu inconvenante par la guerre au Kosovo, a été définitivement annulée. Pour le RPR et DL, le temps n'est pas encore à la fête.

Cécile Chambraud

La gestion de l'impôt est plus coûteuse en France que dans les autres pays européens

QUAND ils veulent convaincre leurs troupes qu'une réorganisation est indispensable, les chefs d'entreprise demandent à des consultants extérieurs de comparer la situation de l'entreprise à celle de ses concurrents. Dans la même logique, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a commandé à l'inspection générale des finances (IGF) un rapport sur l'organisation des systèmes fiscaux étrangers. Transmis aux organisations syndicales jeudi 22 avril, ce document met en évidence le coût élevé de la gestion de l'impôt en France : 1,6 % des recettes collectées, contre 0,89 % en Espagne, ou encore 1,12 % au Royaume-Uni. Seules l'Allemagne (1,71 %) et l'Italie (1,52 %) font aussi mal. Si l'on tient compte des cotisations sociales, moins chères à prélever, le taux de gestion français tombe à 1,13 %. Il reste toutefois plus élevé que celui des Etats-Unis (0,49 %), de la Suède (0,52 %), de l'Irlande (0,83 %) ou des Pays-Bas (1,23 %).

Certains impôts, comme les impôts locaux, coûtent cher à l'Etat. De manière plus générale, la complexité et la multiplicité des impôts en France sont un facteur de surcoût. La TVA, par exemple, alimente à la fois le budget de l'Etat et le budget annexe des prestations agricoles. Conséquence : chaque chèque de TVA encaissé donne lieu à des écritures comptables multiples. Dans un autre registre, la France est la championne de la parafiscalité, un ensemble de « micro-impôts » qui alimentent des organismes publics variés et sont souvent chers à percevoir. On découvre ainsi qu'il existe une taxe de 6 centimes par hectolitre de jus de tomates pour financer un organisme de recherche agroalimentaire...

La France se distingue également par la multiplicité des organisations qui s'occupent de l'impôt. Elle compte ainsi quatre administrations fiscales : la direction générale des impôts (DGI), la comptabilité publique, les douanes et l'Urssaf. En dehors de l'Italie, tous les autres pays visités en comptent deux (Espagne et Royaume-Uni) ou une dans les autres cas. L'Allemagne, où les impôts sont collectés dans chacun des 21 Länder par une administration spécifique, est un cas particulier. Il y a, par ailleurs, en France, 65,5 points de collecte de l'impôt par million d'habitants, contre 36,1 en Irlande, 0,1 aux Etats-Unis, 5,2 en Espagne et 13,5 en Suède.

Enfin, la plupart des administrations fiscales étrangères se sont réorganisées en partant d'un double constat simple. Non seulement plus de 90 % des contribuables paient leurs impôts spontanément. De surcroît, plus le *« service au client »* est une réalité, plus les contribuables paient spontanément leurs impôts. Pour cette masse de personnes, physiques ou morales, qui respectent la loi fiscale, autant *« industrialiser »* au maximum la collecte de l'impôt pour la rendre la plus économique possible. Informatisation croissante, création de nombreux services téléphoniques et électroniques, utilisation d'un « identifiant » fiscal unique, mise en place d'un interlocuteur unique par contribuable, retenue à la source : autant de solutions qu'ont retenues nombre de pays pour simplifier la déclaration et la collecte de l'impôt.

MISSIONS À RESTRUCTURER

La leçon à tirer des expériences étrangères est la suivante : pour les contribuables qui ne font pas de difficultés, il faut organiser un recouvrement spontané de l'impôt et restructurer les missions de l'administration. La France est l'un des rares pays où le calcul de l'impôt puis sa collecte sont traités par deux administrations différentes : la DGI et le Trésor public ; le rapport de l'IGF milite donc pour une fusion de ces deux administrations.

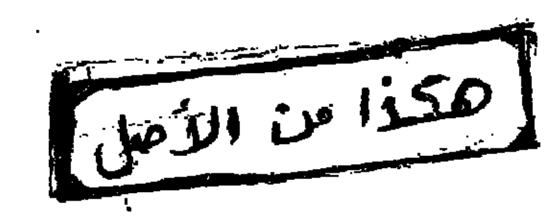
En revanche, pour la minorité des contribuables qui ne respectent pas la loi, les pays étudiés par l'IGF ont largement renforcé les moyens de recouvrement et de contrôle fiscal. Ainsi, les Canadiens ont-ils mis en place un centre d'appel national du recouvrement, assurant une relance téléphonique massive.

Comme le souligne le rapport de l'IGF, ces réorganisations, qui ont eu lieu partout, sauf en France et en Allemagne, depuis une dizaine d'années, se sont traduites par des baisses d'effectifs avec la montée en puissance de l'informatisation et des technologies de l'information. En France, les dépenses des administrations fiscales sont consacrées à 81 % au personnel, soit 13 points de plus que la moyenne de l'échantillon. A l'inverse, les dépenses informatiques sont deux fois moindres en France que dans les autres pays étudiés.

Virginie Malingre

La promesse prudente de « DSK »

***« Le gouvernement entend réduire les prélèvements obligatoires dans des proportions sensibles d'ici à 2002 »*, affirme Dominique Strauss-Kahn dans un entretien publié, vendredi 23 avril, par *France-Soir*. Pour le prochain budget, le ministre des finances ne s'engage toutefois qu'avec prudence : *« Qu'est-ce qui va être fait en l'an 2000 ? Je ne peux pas vous le dire aujourd'hui parce que cela dépendra des perspectives économiques et des discussions au sein du gouvernement et de sa majorité, qui n'ont pas encore commencé. Ce que je peux vous dire, c'est que si nous pouvons baisser les impôts en 2000, nous le ferons avant tout pour développer l'emploi »*, indique M. Strauss-Kahn.**



LOGEMENT Un rapport remis à Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, dénonce l'insuffisance de la législation sur le logement insalubre. Le document stigmatise en particulier le mécanisme pervers d'attribution de l'allocation-logement, indépendant de tout critère de confort. ● LE RAPPORT constate que l'*« on peut tout louer, tout vendre et tout habiter et à n'importe quel prix »* ● UN MARCHÉ du logement insalubre s'est ainsi développé dans les régions, comme le Nord, où de nombreux logements sans confort sont loués à des familles en difficulté par de petits propriétaires qui les rachètent à bas prix et réalisent un placement fructueux. ● À PARIS, un îlot insalubre squatté par des familles africaines est laissé à l'abandon. La Ville, qui en est propriétaire, ne déclenche pas la procédure de reconnaissance de l'insalubrité.

Comment l'allocation-logement finance le marché des taudis

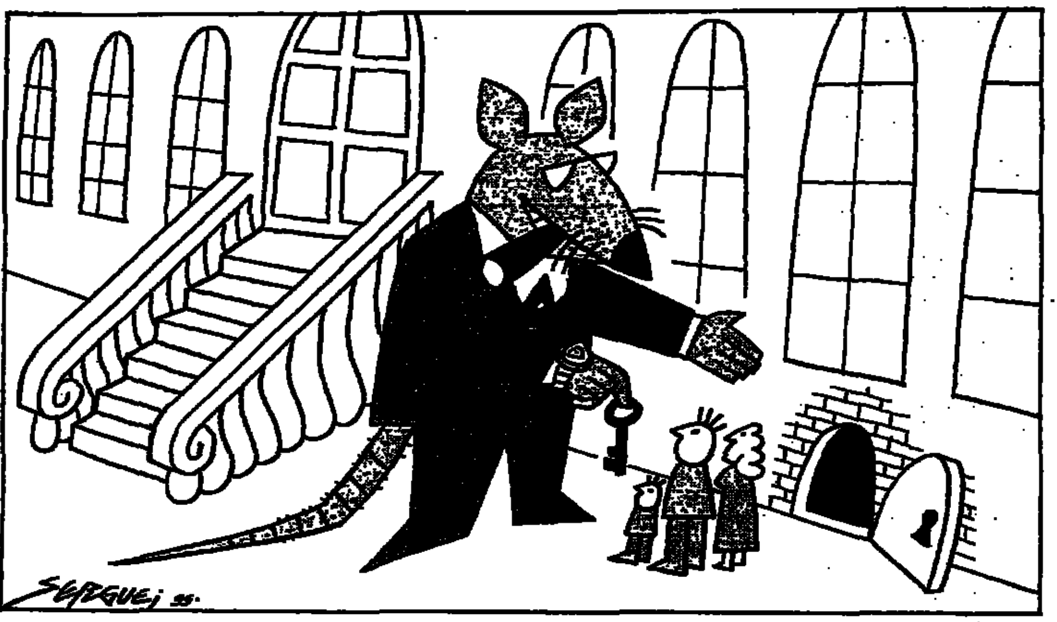
Un rapport remis à Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, dénonce le fonctionnement pervers du système des aides versées indépendamment de tout critère de confort. Il préconise un renforcement de la protection des locataires et la révision des critères de l'insalubrité

« LOUE À HAUTMONT, rue des Bassins, maisonnette sans confort, 2 000 francs par mois. Aucune caution exigée. » La petite annonce à laquelle Annie Colpin, trente-neuf ans, a répondu il y a un an aurait pu être rédigée ainsi. Avec ses deux enfants à charge, une demande de logement HLM depuis longtemps perdue dans les sables, 3 200 francs de RMI et 3 000 francs d'allocations familiales, elle ne pouvait guère faire la difficile. Ni sur l'état de ce logement dont les plafonds s'écroulent ni sur le montant du loyer, prohibitif pour cette petite commune sinistrée de la vallée de la Sambre, à la périphérie de Maubeuge (Nord).

Dans la ruelle barrée par une voie ferrée désaffectée et bordée d'entrepôts en ruines, subsistent trois maisons identiques accolées. Le propriétaire de l'ensemble possède quatre autres maisons dispersées dans la ville ainsi qu'un petit immeuble de chambres meublées louées à des célibataires.

Il pratique un prix unique – 2 000 francs mensuels – et n'exige ni paiement d'avance ni caution. C'est cela qui a décidé Annie Colpin, en plus de l'absence de charges, *« trop lourdes en HLM »*. Pour le propriétaire, c'est une aubaine : l'allocation-logement, qui couvre entièrement le montant du loyer, lui est directement payée chaque mois, par la Caisse d'allocations familiales (CAF). *« La CAF lui verse même 78 francs de plus, que j'ai toutes les peines du monde à récupérer »*, tient à préciser Mme Colpin.

La *« cuisine »* est, visiblement, un appentis transformé à la hâte, dont le toit, couvert de tôles ondulées vaguement transparentes, ne résiste pas aux grosses pluies. Une cloison de plâtre sépare la pièce du coin salle d'eau-WC, sans tout-à-l'égout ni aération. A l'étage, les sols s'enfoncent, *« on a posé des plaques mais ça ne tient pas »*, se plaint la locataire. Les murs sont rongés par l'humidité et les fenêtres ferment à peine.



Ce cas n'est pas isolé. A quelques kilomètres d'Hautmont, à Neuf-Mesnil, une autre famille en grande difficulté paye 2 500 francs pour une maison de quatre pièces, sans WC intérieur ni eau chaude. *« Pour le même prix*, constate Béatrice Pisson, directrice de l'association Habitat pour tous, *vous louez, sans difficulté, si vous êtes salarié, un grand trois-pièces dans un immeuble quasi résidentiel. »*

Mais les ménages très démunis qui font depuis dix ans la fortune des petits investisseurs dans la région n'ont pas la chance d'être salariés. Pour cette raison, ils sont à la merci des propriétaires peu scrupuleux qui ont su tirer profit des retombées de la récession économique qui a frappé la région. La CAF, qui, grâce au système du tiers-payant, leur verse directement l'allocation-logement (AL), cautionne, de fait, le système en transformant cette clientèle en grande difficulté en locataires parfaitement solvables. *« Aucun risque d'impayés*, souligne Béatrice Pisson. *Ces ménages qui vivent presque tous de revenus de transfert et qui sont entièrement couverts par l'AL sont très recherchés par les propriétaires. Bien plus, en tout cas, que les petits salariés. »*

Le système pérennise l'insalubrité parce que les Caisses d'allocations familiales (CAF) attribuent l'allocation-logement uniquement en fonction des ressources et de la composition de la famille, sans le moindre contrôle sur l'état des logements. Seuls sont théoriquement exigés la présence d'un point d'eau, l'évacuation des eaux usées, un WC *« même commun »* et *« la possibilité »* d'un chauffage. Un conduit de cheminée ou une prise électrique font donc l'affaire.

« L'effet pervers est tel que le loyer est fixé en fonction du montant de l'aide et non du logement, sans qu'aucun critère de confort – hormis un point d'eau – ne soit exigé par la CAF, explique Jean-Marie Allain, fondateur de l'association Habitat pour tous. *Le marché fonctionne un peu comme si les pauvres ne pouvant pas accéder à la médecine de ville, l'Etat autorisait les rebouteux à exercer la médecine et remboursait les frais de consultation. »*

Dans toute la région Nord, de Maubeuge à Lille, Roubaix ou Valenciennes, un véritable marché du sous-logement a ainsi prospéré. Il y a quelques années, des rues entières étaient à vendre dans les communes de la vallée de la Sambre, la crise industrielle ayant provoqué un exode massif. L'offre pléthorique de maisons individuelles à vendre a fait s'effondrer les prix, tandis que s'accroissait la masse des ménages pauvres en quête d'un logement locatif. Les petits investisseurs privés ont vite compris le parti qu'ils pouvaient tirer de cette clientèle rendue solvable par l'allocation-logement. Certains propriétaires parfois très modestes se sont ainsi spécialisés dans l'achat à bas prix d'immeubles qu'ils relouent. A Jeumont, par exemple, un immeuble vient d'être acheté 200 000 francs par un de ces spécialistes. Chacun des quatre logements sera loué 2 500 francs. Le retour sur investissement est imbattable : moins de deux ans.

Cette situation est dénoncée dans un rapport de l'inspection générale de l'équipement remis au secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson *(lire ci-dessous)*. Le document stigmatise notamment le système du tiers-payant *« qui facilite grandement la solvabilisation officielle de logements qui peuvent être considérés comme des taudis »*.

A l'étage, les sols s'enfoncent, « on a posé des plaques mais ça ne tient pas », se plaint la locataire

Ce système pervers cautionne en outre le rejet des familles les plus démunies par les organismes HLM. Il *« plombe »* aussi les dispositifs d'aides financières mis en place par l'Etat pour aider les propriétaires à réhabiliter leurs logements. Ainsi, dans le Nord, l'association Habitat pour tous peine à promouvoir le « bail à réhabilitation » qui permet pourtant aux propriétaires de toucher une subvention conséquente pour effectuer des travaux. *« Soixante baux de ce type seulement ont été signés dans les vingt-trois communes où nous travaillons*, constate M. Allain. *Tout simplement parce que les loyers sont plafonnés et donc très inférieurs à ce que rapporte, sur le marché non réglementé, un logement parfaitement vétuste. »*

Christine Garin

Squat pour 60 familles dans un îlot vétuste à Paris

C'EST UN CARRÉ d'une dizaine de petits immeubles vétustes, à deux pas du Parc de la Villette. S'y entassent, depuis dix ans, une soixantaine de familles, toutes d'origine africaine, qui squattent, faute de mieux, des logements minuscules. L'îlot Petit, dans le 19e arrondissement de Paris, condense tout ce qui caractérise la situation parisienne. Propriétaire depuis 1993, la Ville n'a jamais eu de projet pour cet îlot dont les logements ont été abandonnés aux squatters. Le sont-ils tous, d'ailleurs ? Certains locataires, déjà en place en 1993, auraient, après cette date, continué à verser des loyers à leur ancien propriétaire. D'autres assurent qu'ils ont été trompés par de prétendus propriétaires qu'ils ont payés pour entrer dans les lieux.

La confusion est totale, et, depuis huit ans, personne n'a véritablement tenté d'y voir clair. Quand un incendie se déclare – le dernier date du 21 avril –, le logement est muré et la famille sinistrée relogée à l'hôtel ou dans un foyer d'urgence... jusqu'à l'arrivée d'un nouveau ménage. Personne n'y comprend rien, personne n'est responsable et surtout pas la Ville. Elle s'est contentée, pour le moment, de réclamer l'expulsion des ménages mais aucun des 24 jugements d'expulsion obtenus n'a été exécuté. En dépit des efforts déployés par les associations de quartier, la situation s'enlise : les deux partenaires concernés, la Ville de Paris et la préfecture, restent fermes sur leurs positions.

La première joue l'usure, table sur le découragement des familles et avance, par la voix de Michel Bulté, adjoint au maire de Paris, chargé du logement, qu' *« on ne peut pas donner priorité aux squatters, qu'il faut d'abord expulser et procéder à des relogements, au cas par cas, si nécessaire »*. La seconde, soutenue par le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, attend du maire de Paris qu'il *« s'engage fermement et engage ses bailleurs sociaux sur le relogement de la moitié des ménages concernés »*. Entre les deux, Roger Madec, maire (PS) du 19e qui a succédé à Michel Bulté lors des élections municipales de 1995, réclame inlassablement *« une table ronde pour examiner au cas par cas le relogement des familles »* ainsi qu'un *« projet d'ensemble »* pour l'îlot.

Quand un incendie se déclare, le logement est muré et la famille sinistrée relogée à l'hôtel... jusqu'à l'arrivée d'un nouveau ménage

L'îlot Petit n'a jamais fait l'objet d'aucune procédure pour insalubrité alors que le maire de Paris a reconnu, dans une réponse à une question orale posée au Conseil de Paris le 22 mars, *« des signalements de saturnisme »* dans l'un des immeubles. Et pour cause : il faudrait, pour que soit pris un arrêté d'insalubrité, que la Ville saisisse, puisqu'elle est propriétaire, son propre service d'hygiène, qui a seul pouvoir d'instruire les dossiers en la matière.

La seule avancée récente est l'accord de principe de la mairie de Paris, au Conseil de Paris du 22 mars, pour *« une réunion de concertation »* sur le sort des familles. *« Cette procédure non prévue initialement aura des effets sur le calendrier de l'opération »*, a risqué le maire de Paris. La Préfecture, de son côté, laisse entendre qu'elle refusera les relogements massifs en hôtels. Le couple et ses deux enfants victimes d'un incendie le 22 mars a pourtant été relogé, par les services municipaux, au foyer d'urgence Baudricourt, dans le 13e arrondissement.

Ch. G.

Des locataires démunis sans protection légale

UN MARCHÉ OFFICIEL du logement insalubre existe en France. L'ampleur de ce « sous-marché » de « sous-logements » est impossible à évaluer car aucune enquête sur l'insalubrité n'a été menée depuis vingt ans. Parfaitement intégré dans les mécanismes économiques locaux, très rentable pour les propriétaires, il s'adresse à une clientèle très démunie et captive, qui n'a pas accès au parc HLM.

Ce constat introduit un rapport remis, en octobre 1998, à Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, par Nancy Bouché, inspecteur général de l'équipement. Il est connu et régulièrement rappelé par les associations. Dix ans après le vote de « loi Besson » sur le droit au logement, c'est la première fois qu'un expert se penchait sur l'incroyable maquis de textes régissant l'insalubrité et le péril et tentait de démêler les responsabilités des différents partenaires : administrations d'Etat, collectivités territoriales et propriétaires.

Selon le document, il y a urgence à inverser la logique actuelle, *« extrêmement protectrice de la propriété privée au sens le plus traditionnel du terme »* mais plus que désinvolte a l'égard des occupants. Juridiquement, en France, *« on peut tout louer, tout vendre et tout habiter et à n'importe quel prix »*, rappelle l'auteur. La législation en matière d'insalubrité est très ancienne, souvent mal appliquée et elle ne protège en rien – bien au contraire – les occupants des logements visés.

NORMES D'HABITABILITÉ

Un WC intérieur, un point d'eau, un chauffage : telles sont les normes de *« confort »* retenues par l'Insee, normes minimales mais auxquelles plus de neuf cent mille logements échapperaient encore. Mais l'état réel des habitations et leur niveau d'entretien n'est pas répertorié. Quand au Code de la santé publique, il limite *« aux combles, aux caves et aux pièces non éclairées »*, ce qui est – théoriquement – interdit à la vente ou à la location. Des normes minimales d'habitabilité sont bien prévues dans les règlements sanitaires départementaux (RSD) mais elles ne sont applicables que lorsqu'un propriétaire entreprend des travaux. Par ailleurs, la loi de 1989 sur les relations bailleurs-locataires n'oblige pas les propriétaires à louer un logement aux normes.

Dans tous les cas, le locataire lui-même doit prendre l'initiative pour faire valoir ses droits. Or les personnes concernées, généralement parmi les plus démunies, étrangers en situation irrégulière, ménages expulsés ou sortants d'hôtels meublés ne sont pas les mieux placées pour livrer bataille contre leurs propriétaires.

Plus paradoxal encore, souligne Nancy Bouché, les aides publiques, fonds de solidarité logement (FSL) et allocations-logement (AL), financent directement l'insalubrité, en toute légalité, concourant au maintien des populations les plus fragiles dans la fraction du parc privé la plus dévalorisée.

« La généralisation du tiers payant – qui permet à la caisse d'allocations familiales de verser directement l'allocation-logement au propriétaire – *a facilité grandement la solvabilisation officielle de logements qui peuvent être considérés comme des taudis »*, s'indigne Nancy Bouché. Pour les propriétaires, ce type de placement immobilier offre *« une rentabilité exorbitante, qu'aucun autre type d'investissement ne peut offrir »*.

Même la notification, par le préfet, d'un arrêté de péril ou d'insalubrité n'améliore pas le sort des occupants, bien au contraire. Un immeuble est déclaré insalubre sur la base d'un rapport de la Ddass ou du service communal d'hygiène – quand celui-ci existe. S'il est déclaré *« insalubre irrémédiable »*, le préfet peut décider une *« interdiction d'habiter »*. Si l'insalubrité est jugée *« remédiable »*, le préfet peut prescrire des travaux aux propriétaires. Mais il y a loin du principe à la réalité. Les procédures très longues et complexes, inadaptées, notamment, au régime de la copropriété, aboutissent rarement.

Lorsque des travaux sont prescrits, leur réalisation n'est pas contrôlée. Résultat : *« On retrouve, vendus par des marchands de biens, des immeubles insalubres et interdits à l'habitation où les travaux n'ont pas été faits et qui seront de nouveaux occupés ou qui, au contraire, après éviction des occupants, seront recyclés »*.

La protection des occupants, même locataires en titre, et leur droit au relogement sont en fait quasi nuls. Un arrêté de péril ou d'insalubrité *« irrémédiable »* fait perdre aux occupants le bénéfice du maintien dans les lieux, sans aucune indemnité ni droit au relogement. Du coup, souligne Nancy Bouché, beaucoup d'arrêtés d'insalubrité se limitent à interdire l'habitation après le départ des occupants, *« en attendant que les choses se règlent d'elles-mêmes »*.

Fort de ces constats, le rapport propose d'accroître la pression sur les propriétaires et de renforcer la protection des locataires mais aussi de tous les *« occupants réguliers et de bonne foi »*, à l'exception *« des squatters entrés par voie de fait »*.

REMISE À PLAT

Outre la remise à plat des critères d'insalubrité non revus depuis 1971, il suggère que les arrêtés préfectoraux d'insalubrité soit notifiés aux CAF et aux gestionnaires des fonds de solidarité logement (FSL). Leur contenu devrait porter obligatoirement la mention d'un organisme responsable des travaux et des conditions précises du relogement *« qui devrait incomber au propriétaire »*.

Autre proposition : conditionner l'octroi de l'allocation-logement en tiers-payant à « des *normes réelles d'habitabilité qui ne se limitent pas à un point d'eau, comme aujourd'hui »*. Il y a urgence, souligne Nancy Bouché, dans la mesure où l'instauration, au 1er janvier 1999, dans huit agglomérations, d'une taxe sur les logements vacants depuis au moins deux ans (*Le Monde* du 24 décembre 1998) devrait remettre sur le marché des logements *« qui ont peu de chances d'être en état d'habitabilité sans travaux »*.

Salutaire, le rapport Bouché sur l'insalubrité arrive paradoxalement près d'un an après le vote de la loi d'orientation contre les exclusions dont l'important volet logement se borne, en matière d'insalubrité, au problème central – mais non exclusif – du saturnisme. Le futur projet de loi sur l'habitat et l'urbanisme sera l'occasion, assure-t-on au cabinet de Louis Besson, de réparer cette lacune et de remanier l'ensemble des textes législatifs et réglementaires sur la question afin d'améliorer la protection des habitants concernés.

Ch. G.

Le régime particulier de la Ville de Paris

En matière de traitement de l'insalubrité et de péril, la Ville de Paris jouit d'un régime particulier, hérité du XIXe siècle. En plus de la commission des logements insalubres, créée en 1850, le conseil départemental d'hygiène instruit les affaires intéressant les îlots ou périmètres insalubres. Quant au service chargé de l'hygiène, rattaché directement à la direction du logement de la Ville de Paris, il instruit les dossiers pour le compte du préfet de Paris.

Les *« immeubles menaçant ruine »* relèvent, eux, du préfet de police de Paris qui prend les arrêtés de péril. Quarante-deux architectes de sécurité, recrutés sur concours, assurent la surveillance des immeubles. Quelque 120 immeubles parisiens font ainsi, selon l'inspection générale de l'équipement, l'objet d'une attention particulière. Dix mille lettres de mise en demeure de travaux sont envoyées chaque année. Cent à cent cinquante arrêtés de péril sont pris par an, 80 bâtiments font l'objet de travaux d'office.

Un rapport critique les dérives de gestion des mutuelles étudiantes

Il relève des « dépenses commerciales massives » de la MNEF et de dix mutuelles régionales

Dans un rapport remis au gouvernement, l'Inspection générale des finances et celle des affaires sociales critiquent la gestion des mutuelles étudiantes. Elles estiment que la MNEF et les dix mutuelles régionales de France ont touché un trop-perçu au titre des *« remises de gestion »* et dénoncent *« des dépenses commerciales massives risquant de peser sur la sécurité sociale »*.

DANS UN RAPPORT conjoint remis, au mois de février, à Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, l'Inspection générale des finances (IGF) et celle des affaires sociales (IGAS) offrent un nouvel éclairage sur certaines des dérives du mutualisme étudiant. Ce document qui examine les remises de gestion allouées par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) aux dix mutuelles régionales étudiantes et à la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) pour le paiement du régime obligatoire, estime qu'elles ont bénéficié de trop-perçus.

A la MNEF comme dans toutes les mutuelles étudiantes, les remboursements concernant le régime obligatoire de santé ne sont pas effectuées par la caisse primaire de sécurité sociale, comme dans les autres régimes, mais par la mutuelle elle-même. Tous les ans, la CNAM verse donc à la mutuelle des « remises de gestion » qui sont censées couvrir ces dépenses. Elles ne sont pas évaluées au cas par cas mais fixées, annuellement, grâce au calcul d'un coût moyen par étudiant. Pour la mission, la CNAM, qui a versé, en 1997, 491 millions de francs au titre des remises de gestion, devrait abaisser, dans les plus brefs délais, le coût moyen fixé par étudiant de 306 à 260 francs.

La mission stigmatise *« le manque de transparence de la comptabilité mutualiste »*, *« une mauvaise qualité de l'information de la CNAM et des administrations centrales sur la réalité des coûts de gestion du régime obligatoire qui a largement contribué à ce que les remises de gestion soient portées à un niveau trop élevé par rapport aux charges réellement assumées par les mutuelles »*, et *« des dépenses commerciales massives risquant de peser sur la sécurité sociale »*.

« Les conditions actuelles d'octroi des remises de gestion aux mutuelles d'étudiants, conclut-elle, *appellent plusieurs critiques, qui justifient, d'une part une réforme immédiate du calcul des montants accordés et d'autre part, la mise en place d'un dispositif de contractualisation et de suivi des objectifs assignés aux mutuelles. »*

Au titre des remises de gestion, la MNEF a touché, en 1997, 259 millions de francs, soit plus de 50 % des sommes versées par la CNAM à l'ensemble des mutuelles. Les reproches formulés par l'IGAS et l'IGF concernant l'utilisation de ces fonds dans le cadre d'une diversification commerciale incontrôlée rejoignent les conclusions du rapport provisoire de la Cour des comptes rédigées au mois de juillet 1998. S'estimant lésée, la CNAM s'est constituée partie civile dans le dossier de la MNEF, qui est instruit à Paris depuis septembre.

La mission souligne la confusion entre les dépenses liées au régime obligatoire de sécurité sociale, qui sont financées par la CNAM *via* les remises de gestion, et celles qui ont trait aux prestations complémentaires et annexes, qui sont théoriquement prises en charges par les mutuelles (loisirs, assurances ou logement). *« Ni le code des mutualités, ni aucune obligation contractuelle n'imposent aux mutuelles de distinguer les charges qui doivent être couvertes par les remises de gestion au titre des prestations obligatoires de celles induites par leurs activités de couvertures complémentaires ou par leurs autres activités »* regrette le rapport.

> « Cette logique commerciale est parfois bien éloignée des actions de prévention dont les mutuelles se prévalent »

Or ces remises de gestion représentent, en moyenne, 72 % des ressources des mutuelles d'étudiants.

A ce vide juridique s'est ajouté un flou comptable. Dix mutuelles sur onze ne présentent pas de comptabilité analytique. Les systèmes informatiques sont, selon la mission, défaillants et les contrôles de la CNAM sont conduits sur la foi *« d'éléments purement déclaratifs »*. Ce mélange des genres aurait permis d'engager des sommes importantes – 51,2 millions de francs pour la MNEF et 28,8 millions de francs pour les dix autres mutuelles régionales – en matière de communication. Pour l'ensemble des mutuelles, les enquêteurs chiffrent à 80 % la part consacrée à la promotion commerciale sans rapport avec la gestion de la Sécurité sociale. *« Non seulement la mission estime que ces dépenses ne peuvent être légitimement imputées au régime obligatoire, mais cette logique commerciale est même parfois bien éloignée des actions de prévention dont les mutuelles se prévalent, voire les neutralise, en matière de diététique notamment : des partenariats avec MacDonald's ont ainsi été relevés à la MNEF, à la MGEL, à la société mutuelle des étudiants Bretagne-Atlantique (Smeba),* souligne le rapport. *Une telle politique commerciale apparaît peu cohérente avec la mission d'organismes délégataires de la Sécurité sociale en matière de santé. »* La mission dénonce ainsi la coûteuse *« multiplication des dépenses modiques »* de communication au sein de la Mutuelle générale des étudiants de l'Est (MGEL)

« Les mutuelles, expliquent l'IGAS et l'IGF, *se livrent, dans un contexte de concurrence, à une course à l'immatriculé se traduisant par la multiplication des moyens d'information souvent déployés en parallèle avec certaines interventions des CPAM.* (...) *Les activités commerciales et de communication des mutuelles bénéficient d'un support financier qui ne semble affecté par aucun souci d'économie.*(...) *C'est ainsi que la Société mutuelle du Sud et de l'Outre-mer (Smeso) faisait réaliser du matériel promotionnel à Hongkong et à l'île Maurice, n'hésitant pas à envoyer sur place divers responsables à plusieurs reprises pour, selon elle, superviser la fabrication ou l'embarquement d'agendas ou de T-shirts. »*

Jacques Follorou

Le SNES dénonce des ratés dans les mutations des enseignants

LA PREMIÈRE PHASE « inter-académique » de mutation des enseignants, selon le nouveau système décidé par Claude Allègre pour *« dégraisser le mammouth »*, s'est achevée le 20 avril sur une polémique entre le ministère de l'éducation et le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), opposé à cette réforme. Selon le SNES, les demandes de mutation des enseignants titulaires ont régressé de 23 %, ces derniers craignant d'être affectés *« à l'aveugle »*. Pour le syndicat, le taux de satisfaction des demandes n'a guère augmenté, tandis que les jeunes enseignants auraient vu leurs possibilités d'affectation se réduire.

Dans un communiqué publié jeudi 22 avril, le ministère juge au contraire son bilan *« positif »*. *« Environ 76 % des demandes ont pu être satisfaites »*, contre 45 % en 1998, la déconcentration n'ayant *« pas entraîné de changement de comportement des enseignants »*. Cette différence d'appréciation s'explique notamment par le fait que le ministère et le SNES ne comptabilisent pas les mêmes catégories de personnels. Le bilan final sera tiré en juin.

Conflit avocats-magistrats : réponse de la bâtonnière de Paris à Eva Joly

LA BÂTONNIÈRE de Paris, Dominique de la Garanderie, a répondu à la lettre que lui avait adressée Eva Joly, le 13 avril, dans laquelle la juge d'instruction tentait de justifier les accusations de blanchiment d'argent qu'elle avait lancées à l'encontre des avocats (*Le Monde* du 3 avril).

Après avoir rappelé à Eva Joly que ses propos *« ont provoqué stupeur et indignation »* parmi les avocats, qui les ont ressentis comme *« un outrage »*, Mme de la Garanderie se déclare *« particulièrement sensible »* aux termes de sa lettre d'excuses. *« Il est évidemment capital pour la profession d'avocat que vous exprimiez votre absence de suspicion à son égard,* écrit la bâtonnière, *et je suis heureuse de constater que nous pouvons avoir une appréciation commune des valeurs que nous nous devons de partager dans une société démocratique et républicaine. »*

DÉPÊCHES

■ **VIOLENCE : six associations humanitaires ont décidé d'unir leurs forces,** jeudi 22 avril, pour mettre en place des *« cellules départementales d'urgence contre la violence »* et organiser deux *« journées nationales de lutte contre la violence »* les 1er et 2 octobre. L'Armée du salut, ATD Quart-Monde, la Croix-Rouge française, Emmaüs-France, le Secours catholique et le Secours populaire devraient organiser des actions concertées pour lutter contre tous les types de violence.

■ **ENVIRONNEMENT : un incident, classé au niveau 1 de l'échelle internationale des événements nucléaires (INES)** qui en compte 7, est intervenu mercredi 21 avril au centre de recherche atomique (CEA) de Cadarache (Bouches-du-Rhône). Un incendie, rapidement maîtrisé, s'était déclaré sur la station de traitement des effluents liquides et déchets solides du CEA. Selon la direction, les contrôles de radioactivité se sont avérés négatifs. L'*« incident n'a eu aucune conséquence sur le personnel et l'environnement »*, conclut la direction du CEA.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Mireille et Raphaël HADAS-LEBEL,
Inabeth et William MILLER,
Anne et Scott MILLER
ont la joie d'annoncer la venue au monde de

Clara,

le 31 mars 1999.

15, rue Las Cases,
75007 Paris.

– D'une blouse blanche et d'une robe noire est né

Hugo, Omar,

le 20 avril 1999.

Isabelle RATET
et Malik FARAJALLAH,
36, rue de la Noise,
92140 Clamart.

Michel BUTEL,
Béatrice LECA,
Catherine COT,
Ivan BUTEL,
Guillaume BUTEL,
Marianne MERLEAU-PONTY
accueillent avec joie immense, bonheur immense, espérance immense,

Jude,

fils de
Stephen BUTEL
et Thaïs GANS,

né le 21 avril 1999.

Birgit WISSEL
et
Jacques MORICE
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille,

Lou,

le 19 avril 1999, aux Lilas.

Armelle et Guilhem SALTEL
ont le très grand bonheur d'annoncer la naissance de leur fils,

Pamphile,

le 21 avril 1999, à 17 h 57, à Reims.

31, boulevard des Fossés-de-Ronde,
51150 Ambonnay.
E-mail : pamphile.saltel@wanadoo.fr.

Emmanuelle et Olivier CAMBESSEDES
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,

Victor,

le 15 avril 1999.

10, rue de la Chaise,
75007 Paris.

Adoptions

Isabelle et Philippe TOURAINE
ont l'immense joie d'annoncer l'arrivée de leur fille,

Alice,

née le 13 décembre 1998, à Temuco, au Chili.

90, rue Cambronne,
75015 Paris.

Anniversaires de naissance

– Joyeux anniversaire,

Raphaël.

Mireille, Anne, Jean,
Hélène, Emmanuelle, Laure, Clara.

Décès

– Claude Bickart,
son mari,
Catherine et Warwick Weemaes,
Bertrand et Mifa Bickart,
Elisabeth et Jacques Belghiti,
Anne et René Boulbes,
ses enfants,
Alexandre, Olivia, Cécile, Mathieu, Léonore,
ses petits-enfants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Mme Claude BICKART,
née Odile BLOC,

survenu le 20 avril 1999.

L'inhumation aura lieu le mardi 27 avril, à 16 heures, au cimetière Montparnasse.

– Le président de l'université de Perpignan,
Et l'ensemble de la communauté universitaire
ont le regret de faire part du décès de

M. Abdallah DAÏF,
directeur de l'IUT,
vice-président
du conseil d'administration.

– José Delbecq,
Marie, Denis, Benoît, Nathalie,
leurs conjoints et enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Henri DELBECQ,

survenu le 19 avril 1999, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Madeleine,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Claude FORIN,
officier du Mérite agricole,

survenu le 14 avril 1999.

Les obsèques ont eu lieu le 16 avril, dans la stricte intimité familiale.

8, rue Béranger,
75003 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis GACHON,
ingénieur agronome,
docteur ès-sciences,
directeur de recherches honoraire INRA,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,

survenu le 21 avril 1999, à l'âge de soixante-treize ans.

21, rue Ernest-Renan,
63400 Chamalières.

– Le président,
Les membres du conseil d'administration,
Et l'ensemble du personnel de Maison de la France,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Louis-André KREISS,
directeur général
de Maison de la France,

survenu le 21 avril 1999.

Durablement marqués par sa personnalité exceptionnelle, ils expriment à sa famille leur très sincères condoléances.

– Handicap international
s'associe à la tristesse des enfants et des amis du monde entier de

Yvette PIERPAOLI,

disparue accidentellement, dimanche 18 avril 1999, lors d'une mission d'assistance aux réfugiés du Kosovo en Albanie pour une ONG américaine.

Sans son soutien résolu lors des débuts de l'association en Thaïlande et au Cambodge, les actions de Handicap international ne seraient pas ce qu'elles sont aujourd'hui.

Yvette Pierpaoli a raconté son existence et son expérience aux côtés des réfugiés et des déshérités dans son livre *Femme aux mille enfants* (Robert Laffont, 1992). Sa générosité, son énergie et sa joie demeureront un exemple.

(*Le Monde* du 22 avril.)

– Le ministère de l'emploi et de la solidarité
a le regret de faire part du décès de

M. Jean-Marie SABATIE,
attaché d'administration centrale,

survenu le 29 mars 1999, dans sa quarante-huitième année.

Le ministère s'associe à la douleur de sa famille et de ses proches.

Remerciements

– Roland Assathiany,
Et sa famille
profondément touchés par les marques de sympathie et d'amitié reçues lors du décès de

Mme Marie-Geneviève ASSATHIANY,
née GRABER,

expriment leur reconnaissance à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Un regard, un geste,
une prière, une présence,...
quelques mots de soutien, ... des fleurs,...

Tous ces témoignages d'amitié lors du départ de

M. Jean GUÉNARD

nous ont apporté réconfort et encouragement.

Nous vous en remercions très sincèrement.

Mme Yvette Guénard,
M. et Mme Francis Guénard,
M. Jean-Christophe Guénard,
Mme Yvonne Baroux.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

Anniversaires de décès

– Le 23 avril 1996, mourait

Marie-Ange MONCHABLON.

Comment l'oublier ?

Anniversaires

Papa,

tu aurais eu cinquante ans aujourd'hui.

Tu nous manques.

Maman, Jean-Philippe et Fanny.

Cérémonies religieuses

– Mme Colette Krief,
Ses enfants, petits-enfants
font part des prières du mois de

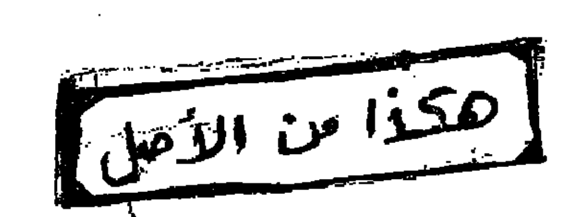
M. Georges, Ange KRIEF,

à la synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9e, à 11 heures, le samedi 24 avril 1999.

Colloques

RAMSES
(Réseau d'actions médico-psychologiques et sociales pour enfants sourds)
organise une journée d'études sur le thème : « **Surdité, génétique et généalogie** », le vendredi 7 mai 1999, au palais du Luxembourg, à Paris, de 9 heures à 18 heures.

Renseignements et inscriptions auprès de Jean-François Havreng, tél. : 06-62-50-35-23, fax : 01-41-14-90-46.

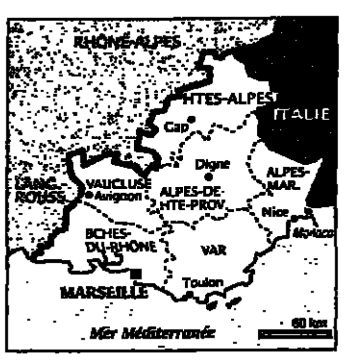


LES RÉGIONS EN CHANTIERS

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Développer les transports pour désengorger les métropoles

Faiblesse des réseaux ferroviaires, insuffisances des infrastructures routières.... Le casse-tête des déplacements est au cœur des principaux débats d'aménagement du territoire, dans cette région très urbanisée. Droite et gauche affirment leur foi dans les transports collectifs



MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le diagnostic est partagé de tous côtés : en matière de transport, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) est à la veille de choix lourds. Première raison : la demande de déplacements, générale, est particulièrement marquée dans cette région très urbanisée dont la fonction de passage – entre sud et nord ou est et ouest – est décisive sur le plan économique. De nombreuses voies routières sont déjà proches de la saturation. Autre raison : les transports collectifs connaissent, comme l'écrit justement la CGT des cheminots, *« un retard historique »*. Résultat : les effets d'engorgement atteignent des niveaux alarmants autour des métropoles. Le moindre accroc dans certains quartiers de Marseille provoque des embouteillages dans toute l'agglomération, jusqu'à Aix ou Aubagne. Et la situation n'est guère meilleure dans les Alpes-Maritimes autour de Nice.

Les schémas de réseaux locaux, que prépare et annonce actuellement la direction de la SNCF, révèle le retard de la région par rapport à ses homologues européennes. De leur côté, les départements alpins souffrent encore de liaisons difficiles avec leurs aires naturelles de développement, vers Marseille, Nice, l'Italie ou Grenoble. La faiblesse, historique elle aussi, des liaisons ferroviaires en direction de ces départements ne simplifie pas le problème. Et les élus locaux imaginent mal leur avenir sans un réseau routier plus développé.

Aux difficultés de circulation intrarégionales s'ajoutent celle des liaisons avec le reste du monde. L'abandon du grand canal Rhin-Rhône, condamné par les élus régionaux de toutes tendances, pèse sur tous les dossiers, comme le report de la déclaration d'utilité publique (DUP) pour l'autoroute A 51 dans les Alpes (Grenoble-Sisteron).

Cette accumulation de problèmes met la question des transports au cœur des principaux débats d'aménagement du territoire qui s'ouvrent – et bien sûr au centre du contrat de plan Etat-région en préparation. C'est à l'automne que l'institution régionale devra se prononcer. Les consultations vont se révéler délicates. L'Etat, s'il a fait connaître ses intentions générales avec sa directive territoriale d'aménagement (DTA), que pilote le préfet, n'a pas encore dévoilé le périmètre de ses interventions. Première difficulté, volontiers soulignée dans l'entourage du président de la région, Michel Vauzelle (PS) : les décisions à venir doivent prendre leur pleine dimension d'aménagement du territoire, vocation naturelle de l'institution régionale. Elles ne peuvent se réduire à une série de mesures destinées à satisfaire tel ou tel besoin local. Le maire de Vauvenargues et président de l'Union des maires des Bouches-du-Rhône, Christian de Barbarin-Paquet (PS), mettait d'ailleurs l'accent sur cette difficulté lors d'une consultation récente organisée par le conseil général, en évoquant *« l'absence de culture de l'aménagement de l'espace de la plupart des maires »*.

D'AUTRES PRIORITÉS

Christian Estrosi, élu des Alpes-Maritimes et président du groupe RPR au conseil régional, se méfie de cet argument de la nouvelle majorité régionale de gauche et y répond par avance : *« Rien ne pourra se faire contre ou même sans les conseils généraux »*, dont quatre sur six sont de droite. Réponse du berger à la bergère : Michel Vauzelle vante la qualité des relations qu'il entretient avec ces présidents des assemblées départementales, qu'il rencontre régulièrement. Mais, surtout, il table sur un schéma régional des transports, qui intégrera les réflexions de six « forums » qui se tiendront d'ici à juin. Elisabeth Guigou, qui préside une lourde commission de l'aménagement du territoire, en a résumé la philosophie : il faut *« combler les retards accumulés durant les contrats de plan précédents, et pour cela désenclaver et rééquilibrer »*. Il faut surtout *« sortir du tout-routier, du tout-côtier, du tout-individuel »*.

La visite, au conseil régional, le 12 avril, des ministres Dominique Voynet et Jean-Claude Gayssot, respectivement chargés de l'aménagement du territoire et des transports, a officiellement ouvert le débat – et les hostilités. La première avait émis des doutes, dans un entretien accordé au quotidien *La Provence*, sur la fonction de l'A 51, pendant que le second confirmait l'abandon du tunnel du Mercantour. Bernard Deflesselles, président du groupe DL au conseil régional, et Christian Estrosi, au nom de l'union de l'opposition, en ont déduit que *« la région voit son ouverture sur l'Italie et son inscription dans l'arc méditerranéen condamnées sans appel »*.

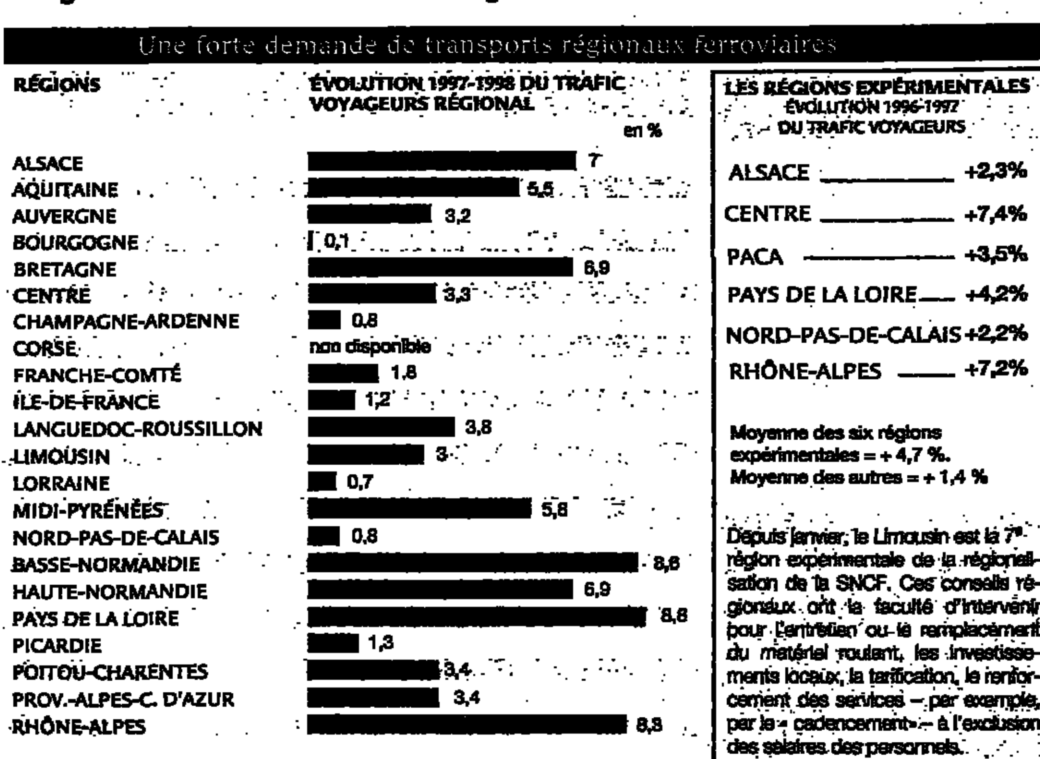
Les trois présidents de conseil général (Var, Hautes-Alpes et Alpes-Maritimes) se déclaraient *« saisi(s) du décalage entre les ambitions affichées en termes de désenclavement et de développement et l'irresponsabilité des décisions »*. Ils ajoutaient : *« Courtoisie des échanges, déjeuners conviviaux et grand-messes médiatiques trouvent leurs limites. »* C'est dire que les minorités de droite (qui ont renouvelé leurs critiques en séance plénière du conseil régional mercredi 21 avril) ont l'intention de peser de tout leur poids sur les choix de la majorité relative de Michel Vauzelle, qui a déjà dû adopter son budget à l'aide de la procédure du « 49-3 régional ».

La majorité de gauche affiche très fort sa priorité au *« changement clair en faveur du transport collectif »*. Gérard Piel (PC), président de la commission des transports et de l'énergie, annonce ses objectifs : la mandature actuelle doit mettre en route le début du doublement de la voie ferrée entre Aix et Marseille et le triplement de celle qui relie Cannes à Nice. Mais Gérard Piel voit au-delà et compte sur les « comités de ligne » mis en place pour faire avancer ses idées : ces comités regroupent, en réunions ouvertes, SNCF, région, élus locaux, usagers, et recensent les besoins. Le président de la commission *« souhaite bien du plaisir aux élus locaux qui s'opposeront aux avancées ou améliorations du rail chez eux : tout le monde sent que c'est un besoin vital »*.

En face, Christian Estrosi n'aime pas du tout entendre dire que *« la gauche, c'est le rail, et la droite, les routes »*. Il souligne que c'est la précédente majorité, sous la présidence de Jean-Claude Gaudin, qui avait demandé, et obtenu, que la région PACA soit l'une des six régions pilotes qui deviennent *« autorité organisatrice »* des transports ferroviaires *(voir infographie)*. Il se déclare donc volontiers *« en faveur du développement des transports collectifs »*. Cela ne l'empêche pas d'exprimer ses exigences sur le contrat de plan en matière de transports. D'abord, il demande que l'Etat ne triche pas en reportant les crédits non consommés dans le précédent plan sur le prochain. Il tient ensuite, en accord sur ce point avec toutes les autres forces politiques, à trois équipements routiers *(lire ci-contre)*. D'autres priorités se dessinent, selon lui, dans les Alpes, comme Gap-Briançon, ou pour la RN 202 *bis*, près de Nice, contestée par nombre d'élus locaux de gauche et dont le tribunal administratif de Nice vient encore d'annuler un acte de procédure.

Mais si l'on veut dépasser les déclarations de principe, dans ce vieux débat, il faudra pourtant déshabiller Paul-des-routes pour habiller Pierre-des-rails : les budgets ne sont pas extensibles. C'est l'un des enjeux majeurs des discussions actuelles entre tous les acteurs de la région et aussi avec l'Etat.

Michel Samson



La régionalisation de la SNCF, entamée début 1997, est considérée comme un succès (*Le Monde* du 21 avril 1998). Le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a annoncé le 31 mars son intention d'étendre à l'ensemble des régions cette régionalisation afin d'éviter les inégalités de traitement et un système « à deux vitesses ».

Un schéma bouleversé

Le volet transports du contrat de plan s'inscrit dans un schéma d'aménagement du territoire bouleversé par l'abandon du canal Rhin-Rhône, par les discussions sur les autoroutes et les percées alpines. Au-delà des affrontements politiques, trois équipements font, aujourd'hui, l'unanimité des élus régionaux : l'achèvement de la L2, la route qui contourne Marseille, la fin du tunnel de traversée de Toulon et la liaison ouest/est (LOE), « barreau autoroutier » qui relie, à hauteur d'Avignon, le nord des Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et le Gard. En matière ferroviaire, l'arrivée du TGV à Marseille en 2001 change toutes les données : tout le trafic ferroviaire va s'en trouver transformé. La SNCF est en train d'élaborer son nouveau schéma et a, par exemple, fait connaître il y a quelques jours ses ambitions pour le réseau autour de Marseille, avant de présenter celui de la région niçoise. L'aménagement des trains et voies à vocation régionale, enjeu décisif des vingt années à venir, en dépend très largement.

PROCHAINS ARTICLES :
l'Ile-de-France
et ses déséquilibres

Les financements croisés

C'EST L'ÉTAT qui, par manque de ressources financières, a, le premier sollicité le concours des collectivités locales pour monter des opérations qui pourtant relèvent de ses compétences : ainsi s'est installée la pratique des financements croisés. Parfois, ce sont des collectivités locales, pour boucler le budget d'une opération, qui viennent frapper à la porte des conseils régionaux ou des conseils généraux. Enfin, les diverses assemblées sont tentées, pour soigner leur image, de participer à des investissements « grand public », même si ceux-ci ne s'inscrivent pas directement dans leur champ de compétences. Manière de retrouver leurs logos sur des affiches de spectacles ou des bâtiments. Les financements croisés ont tendance à se multiplier au fur et à mesure que les capacités d'investissements de l'Etat et des collectivités se réduisent. Et la réalisation d'une opération n'est rendue possible que grâce à la présence de plusieurs partenaires : l'Etat, la commune, le département, la région, voire l'Europe.

● **Aspect positif.** Le financement croisé permet, parfois, de réaliser des économies d'échelle. Ainsi, la construction d'un gymnase est de compétence communale. Mais, en contrepartie de l'usage qu'en feront les élèves des collèges ou des lycées voisins, la municipalité va bénéficier de l'aide du conseil général et du conseil régional, respectivement chargés de la construction des collèges et des lycées. Dans ce cas, le financement croisé permet une rationalité dans l'investissement.

● **Aspect négatif.** La superposition d'intervenants ralentit la prise de décision, voire rend difficile la conduite des opérations. Il en est ainsi de la politique de la ville à laquelle Etat, régions, départements, groupements de communes et communes sont appelés à participer. D'où, souvent, une déperdition d'énergies sur le terrain.

Si l'un des partenaires rencontre des difficultés pour honorer ses engagements financiers, l'ensemble du projet est retardé. L'Etat pratique parfois ces reports de financements.

● **Chef de file.** De nombreux élus réclament aujourd'hui que la conduite d'une opération soit confiée à un *« chef de file »*. Mais cela changerait-il les pratiques ? Dans toute opération, une collectivité locale assure la maîtrise d'ouvrage. A ce titre, elle devrait piloter le dossier. La loi Pasqua de 1995 sur l'aménagement du territoire prévoyait d'introduire la notion de *« chef de file »*. Mais le Conseil constitutionnel a, le 27 janvier 1995, considéré que cette notion était anticonstitutionnelle, au motif qu'elle portait atteinte à la libre administration des collectivités locales.

Lors de l'examen au Sénat de son projet de loi sur l'aménagement du territoire, fin mars, Dominique Voynet s'est opposée à un amendement des parlementaires qui réintroduisait la notion de *« chef de file »*, au motif que cette notion *« doit faire l'objet d'un débat approfondi à l'occasion d'un texte sur la répartition des compétences »*.

Les recettes franc-comtoises de l'entente droite-gauche

BESANÇON
de notre correspondant

En détaillant l'accord conclu avec Jean-François Humbert, qui faisait de ce conseiller UDF le nouveau président de la région Franche-Comté, Pierre Moscovici (PS), lui-même élu dans le Doubs, avait eu ce commentaire, au soir du vendredi 3 avril 1998 : *« Nous avons offert un modèle à la France. »* Un an a passé, mais le ministre délégué aux affaires européennes ne remet pas en cause sa stratégie, même s'il en souligne les limites : *« La droite a eu tendance à abuser de son avantage, et cet accord, signé dans un certain contexte politique, a été déséquilibré à l'usage par l'exécutif. »* Et d'ajouter, à propos de l'ambiance atone des débats d'une assemblée, désormais condamnée à l'entente forcée : *« J'apprécie les discussions entre gens de bonne compagnie, mais je regrette qu'elles ne soient pas plus nerveuses... »*

Exception faite du FN, rejeté par les deux camps, et du Mouvement des citoyens – qui ne pardonne toujours pas à ses anciens alliés (PS, PC, Verts, divers gauche) de ne pas avoir soutenu jusqu'au bout son candidat, Christian Proust, alors que la Franche-Comté était la région *« réservée au MDC »* en cas de victoire –, les protagonistes de ce contrat républicain assurent tous que, *« si c'était à refaire »*, ils le referaient. Car, avec une stricte égalité entre droite et gauche (dix-sept conseillers chacune) et un FN en position d'arbitre (neuf élus), la région risquait de connaître le sort de Rhône-Alpes, de la Bourgogne et du Languedoc-Roussillon. Ou, autre hypothèse, d'hériter d'un président au bénéfice du plus âgé. Et l'UDF regorgeait de sexagénaires... Face à cette situation, M. Moscovici avait donc préféré *« laisser la droite choisir son exécutif »*.

En contrepartie, la gauche a arraché plusieurs présidences de commission et des moyens humains et matériels, ainsi que la création d'une commission mixte (aussitôt rebaptisée, par les ultras de l'intergroupe UDF-RPR, la « commission des Mickeys ») qui excluait le FN et le MDC. Cette commission recherche des consensus sur les dossiers avant les sessions. *« Il n'a jamais été question, pour nous ou pour nos adversaires, de renier nos convictions,* insiste M. Humbert. *Si un code de bonne conduite existe, il ne vaut pas accord politique sur le fond. Notre exécutif a pris en considération les propositions de la gauche, dès lors qu'elles lui apparaissaient utiles et acceptables. La région fonctionne et des décisions sont prises. C'est ce que la population attendait de nous. La clé du succès, c'est un esprit d'ouverture réciproque. »*

Yves Krattinger (PS), bras droit de M. Moscovici, pondère toutefois cet enthousiasme : *« L'image de la Franche-Comté est bonne, mais si la droite et la gauche peuvent s'en prévaloir, c'est le plus souvent la gauche qui a effectué les pas décisifs. »* Le 19 décembre 1998, le budget de 1,38 milliard de francs (210 millions d'euros), qui avait trouvé grâce aux yeux du MDC, a été adopté sans difficulté, à la suite de l'abstention de l'opposition, satisfaite d'avoir pu en infléchir différents points, notamment en faveur des lycées. *« Pierre Moscovici a dû mettre la pression, mais le résultat est là, nous avons obtenu des avancées »*, se félicite M. Krattinger.

Principale promesse de la campagne UDF-RPR, dont une pre-

> « La clé du succès, c'est un esprit d'ouverture réciproque »

mière mouture avait été recalée en juin par la gauche, le plan « Franche-Comté 2 000 emplois » a lui aussi été adopté six mois plus tard. *« Aujourd'hui, 70 % des personnes embauchées dans ce cadre relèvent de publics en difficulté,* note l'élu PS. *Si nous n'avions pas contraint l'exécutif à en améliorer les modalités d'application, cela ne serait pas le cas. »*

La coalition de gauche déplore encore *« que la droite ait tant rechigné à accompagner l'action du gouvernement, en particulier dans le domaine des 35 heures »*. Et elle se dit *« assez inquiète »* à la veille de la négociation du contrat de plan Etat-région. *« A l'heure où la Franche-Comté aborde cette période charnière, il est impossible de connaître les priorités d'un exécutif soumis à ses contradictions »*, se plaint M. Krattinger. *« L'atout de la région, c'est d'avoir trois ministres qui sont directement concernés,* renchérit M. Moscovici, *qu'il s'agisse de Dominique Voynet pour l'aménagement du territoire, de Jean-Pierre Chevènement pour l'intérieur, ou de moi-même pour les fonds européens. Nous entendons être des aiguillons positifs. Mais il faut que la droite accepte que le dialogue ne se fasse plus dans son seul sens. »*

La négociation à venir butait, ces derniers temps, sur un important contentieux routier : la mise à 2 × 2 voies de la RN 19, entre Langres et Belfort, dont M. Humbert réclamait le *« règlement préalable »* avant toute signature du contrat de plan. En visite à Besançon le 2 avril, Dominique Voynet a déminé le terrain en annonçant que le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, avait accepté de financer 75 % de ce chantier, en complément des crédits ordinaires et hors contrat de plan. *« On m'accuse de faire montre de défiance envers l'Etat, c'est faux,* s'insurgeait M. Humbert. *Simplement, le vrai contrat est, pour moi, celui dans lequel chaque parti peut apporter ce qu'il veut et non pas un simple contrat d'adhésion au catalogue des politiques nationales, comme on tente parfois de l'imposer ici. »* Afin de ne pas briser leur bon *« modèle pour la France »*, droite et gauche s'efforcent de conserver le *« compromis positif »* comme règle, à condition que *« le camp d'en face »* ne dérape pas. *« La Franche-Comté est de taille modeste,* rappelle M. Moscovici, *nous devons joindre nos énergies et jouer ensemble, dans le bon sens du terme, pour éviter qu'elle ne reste à l'écart... »*

Jean-Pierre Tenoux

ENQUÊTE

Kosovo-Sarajevo, les allers et retours de l'histoire

En 1992, ils ont vécu l'enfer du siège de Sarajevo par les Serbes. Certains se sont alors réfugiés au Kosovo. Ils accueillent aujourd'hui des Kosovars et ont un regard désabusé sur l'attitude des Occidentaux face à Milosevic

SUR la place des Héros, Jurica regarde le ciel, les avions de l'OTAN survolent Sarajevo. Un homme en chaise roulante traverse une allée. Faruk arrive, il a pleuré le premier jour des attaques *« à cause du sport, je supportais le Partizan Belgrade »*, précise celui-ci qui a perdu trois doigts. *« Tais-toi »*, lui dit, agacée, Jurica. La place des Héros ressemble à une cité d'immeubles ordinaires avec ses barres rectangulaires et cinq grandes tours. La guerre a commencé ici au printemps 1992. Les lignes serbes avaient entièrement encerclé la cité. Les obus sont tombés, les tours ont brûlé d'un seul coup. *« Sur cette place, les gens couraient, ne savaient pas où se cacher, certains ont sauté par les fenêtres. Les plus vieux ont péri dans les incendies »*, racontent Jurica et Faruk.

Mira, une voisine, les rejoint. Elle est inquiète pour sa sœur qui habite près d'une raffinerie à Belgrade. Une autre sœur vit à Banja Luka, capitale de la République serbe de Bosnie. Elle, la Bosniaque d'origine serbe, n'a jamais voulu quitter sa cité. *« Nous sommes des gens simples. On se prête des cigarettes, quelques marks. Moi je suis croate, lui est musulman, elle, elle est serbe. Jamais on va se poser la question "qui es-tu ?" »*, commente Jurica. Faruk est défiguré. Une balle de sniper a atteint son œil droit en 1996. *« Je ne sais pas haïr. Je peux me mettre en colère contre quelqu'un. La haine, non : je ne me sentirais pas humain »*, ajoute-t-il, songeur. Dans une cave transformée en tripot, des habitants, anciens combattants, tous au chômage, jouent aux cartes et aux échecs. Au fond, Zeljko, seul, les yeux vagues au-dessus de sa bière, dit en français : *« Je suis resté en vie, c'est complètement par hasard. »*

Au pied d'une des tours brûlées, un homme fume une cigarette devant des containers remplis d'ordures. Il vient de Pec, la deuxième ville du Kosovo. *« Il n'y a rien de pire que d'entendre un copain vous dire : fous le camp tout de suite, autrement je vais être obligé de te tirer dessus. »* Il a encore en tête les dernières heures vécues à Pec, les cadavres dans les rues, son magasin pillé, les chars pénétrant dans les jardins et tirant des obus, l'argent donné à des policiers pour assurer sa fuite, les éclats de rire de voisins serbes racontant comment la localité de Lodja s'appelle désormais le *« village plat »* après que les bulldozers l'eurent définitivement rasée. Sa femme n'a pas eu peur des premières bombes de l'OTAN, *« non, jamais »*, cherche-t-elle à convaincre. *« Seulement, les Serbes nous refusaient l'accès aux abris, ils étaient armés. A la fin, ils nous disaient : "dans cinq minutes on ne veut plus vous voir !" »*

Allers et retours de l'Histoire : lui, sa femme, sa mère, ses frères et sœurs, beaux-frères, belles-sœurs et les enfants, au total vingt personnes, sont hébergés chez Sadbera, l'une des sœurs, sarajévienne d'adoption, dans son appartement au huitième étage de la tour calcinée. Au moment du siège de Sarajevo, Sadbera s'était enfuie pour se réfugier chez lui à Pec. Dix ans auparavant, elle avait quitté le Kosovo pour aller à Sarajevo, expulsée de son foyer d'étudiants à Pristina par des extrémistes serbes. *« Ils commençaient à faire leurs manifs. J'avais décroché ma maîtrise de droit. Déjà, c'était impossible d'avoir un travail à Pristina à cause de la nationalité*, se souvient-elle. *A Sarajevo, je m'étais aperçue que je travaillais avec six Serbes. On était copains, on était témoins à leur mariage, aux baptêmes, on faisait des fêtes... »*, dit-elle encore, rêveuse. Kosovo-Sarajevo, Sarajevo-Kosovo, Kosovo-Sarajevo...

DANS l'appartement, tout le monde s'entasse et rit. *« On a fait des crédits pour s'acheter des lits, on n'a plus d'argent pour manger, tant pis on va manger les lits »*, plaisante-t-on. Un frère regarde Sadbera, et dit : *« Je comprends mieux ce qu'elle a ressenti quand elle est venue à la maison. »* Une belle-sœur hoche la tête : *« Je connais des Serbes, ils n'avaient même pas de quoi s'acheter à manger et ils allaient dans les meetings. Les enfants comme les vieillards, ils donnaient l'impression d'avoir lu le même livre : un livre de haine. Tout ça pour oublier que rien ne fonctionne là-bas. »* Un autre frère s'énerve : *« Pour l'ancienne Yougoslavie, j'aurais été le premier à me battre. Mais maintenant je vais me battre pour quoi ? Pour qui ? » « Contre toi-même »*, répond sèchement sa vieille mère, en moulinant du café.

A l'extrémité de Sarajevo, à la lisière de l'aéroport, Salko, soixante et un ans, un réfugié de Bratunac, un village près de Srebrenica, a repris espoir : *« Maintenant, je sens que je peux rentrer chez moi, peu importe ce qui s'est passé autrefois, je le sens dans mon cœur »*, s'enflamme-t-il. Sa femme Zuhra le tempère. Tant que Karadzic et le général Mladic, inculpés de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, demeurent en liberté, rien ne pourra changer en Bosnie. *« Mladic est passé à côté de moi en disant : ne vous inquiétez pas, avec moi vous êtes en sécurité. Ensuite, les hommes étaient fusillés, ils tuaient les enfants de douze ans »*, rappelle-t-elle. Pendant six mois, en 1992, elle a vécu dans les forêts, revenant dans son village la nuit pour y chercher un peu de nourriture. *« Beaucoup sont morts, à revenir comme ça au village. »* Le tri des hommes, la marche en cortège vers Tuzla, les attaques serbes sur la route, *« des cadavres de jeunes qu'ils avaient disposés en cercle autour des carrefours, tous ces morts... Ma fille Merja s'est évanouie trois fois sur la route »*.

Celle-ci, âgée de vingt-quatre ans, a en mémoire le regard des soldats de la Forpronu : *« Ils ont vu, la communauté internationale a vu. En ce moment, le monde entier et pas seulement la Yougoslavie est dans le jeu de Milosevic »*, ajoute-t-elle. Aujourd'hui, Bratunac, comme Srebrenica, font partie de la République serbe de Bosnie. *« Si le régime de Milosevic est cassé, les Serbes de mon village vont commencer à comprendre. Il y a des gens de "conscience" là-bas*, se persuade Salko. *Nous sommes obligés de vivre ensemble. Ce n'est pas : je veux ou je ne veux pas. Nous sommes obligés »*, répète l'ancien charpentier. Il s'est inscrit pour faire une première visite au cimetière du village. *« Pour l'instant, seul l'ancien maire a pu y aller. Nous, on espère. On a perdu la moitié de notre famille, la moitié de nos amis. »*

La nuit, à l'Avliga, un des bars à la mode de Sarajevo, on voudrait ironiser sur Belgrade. *« Biograd »*, rectifie-t-on, ce qui en serbo-croate veut dire *« la ville qui a vécu »*. L'humour est contenu, personne n'est totalement réjoui. *« On pousse un grand soupir de soulagement, on se dit : finalement, ces frappes, nous les attendions depuis le 16 avril 1992* (NDLR : début du siège de Sarajevo), explique Ozren Kebo, auteur de « Bienvenue en enfer », une chronique du siège. *Le monde semble décidé à régler ses comptes avec un régime criminel et fasciste. Mais nous, quand nous le dénoncions, on ne nous croyait pas, on disait que c'était notre propagande. On a payé un prix incroyable : 200 000 morts, 2 millions de réfugiés, Vukovar, Dubrovnik, Sarajevo, Mostar, Srebrenica, Gorazde, Bihac... »*, énumère-t-il.

Les sentiments sont mêlés. *« Ces images de réfugiés nous renvoient à ces quatre années où la communauté internationale, pour calmer un peu sa conscience à Sarajevo, a envoyé un peu de pain, un peu de soldats neutres, sans aucun mandat pour tirer »*, se désole Anna, professeur de géographie, dont le mari a été exécuté dans un camp de travail à Gorbavica. *« Comme au théâtre : après Sarajevo, le Kosovo. Cette machinerie mondiale qui vit des guerres avec ses observateurs, ses médecins, son HCR, me dégoûte »*, confie Zlata Bukviv, proviseur de lycée. *« Nous aussi, les premiers jours nous ne pouvions imaginer qu'on allait nous laisser agoniser... »*

« C'est trop peu ! Trop peu ! », marmonne, chaque matin, Gojko Beric, en écoutant le bilan des frappes à la radio. Chroniqueur au quotidien *Oslobodenje*, ce Sarajévien d'origine serbe estime qu'aucune technologie ne peut être supérieure au *« gusla »*, cet instrument à une corde qui, depuis six siècles, accompagne les poèmes épiques chantant le Champ des merles, la défaite transformée en victoire. *« Ce mythe conduit au suicide. Je ne vois qu'une seule manière pour les Serbes de vivre une catharsis historique, c'est que ce fascisme serbe connaisse une défaite militaire complète. Milosevic n'est que la métaphore d'une conscience collective. Si les membres de l'Académie, qui ont beaucoup voyagé, sont aveugles devant le monde moderne, s'ils ont théorisé l'épuration ethnique, que pouvez-vous attendre d'un paysan ? »*

Pendant les jours et les nuits de bombardements à Sarajevo, Hanifa Kapidzic Osmanagic, professeur de littérature française à l'université, s'est, elle aussi, interrogée sur la manière dont les Serbes pourraient vivre un *« après »*. *« C'est allé trop loin. Je ne sais pas ce qu'il faut faire pratiquement. Les criminels de guerre doivent être jugés, condamnés ; symboliquement, c'est important. On peut se demander dans quelle mesure les extrémistes auraient été aussi dangereux, s'ils n'avaient trouvé en Milosevic un exécutant aussi brillant. On s'en aperçoit encore aujourd'hui dans sa manière de profiter de l'OTAN pour vider le Kosovo. Pour autant, quand je vois toutes ces destructions, ça ne me rend pas heureuse. Faut-il tuer des gens ? Ce qui est terrible, c'est quand la télévision parle en Serbie : c'est l'icône, ce sont des mots saints qu'on ne discute pas. Goebbels était un gamin à côté. Le petit peuple serbe n'y est pour rien, il est manipulé, la tête dans le sable pour survivre matériellement. »*

ANCIEN combattant sur la ligne de front, puis infirmier à l'hôpital de Sarajevo, Enver, trente-deux ans, explique qu'à un moment donné on ne peut plus réfléchir sur *« la folie de l'autre, en face »* pendant une guerre. *« Les nuances n'existent plus. Ensuite, les vaincus n'ont plus le droit de parler, les vainqueurs mobilisent leurs artistes. Ce sont toujours les mêmes classes de gens qui meurent pendant une guerre. Chez moi, dans ma cité, on n'avait pas assez d'argent pour accumuler des stocks de nourriture, on avait seulement de quoi payer une arme pour défendre notre vie. »* Le chroniqueur Gojko Beric a vu se former une nouvelle classe de riches, *« des criminels de l'élite militaire, policière et politique, tous à l'intérieur des partis nationalistes »*. *« Arrêtons de parler de cadre politique à la guerre – la Grande Serbie ou la Grande Croatie –, le vrai motif, c'était et c'est toujours le pillage, exclusivement cela »*, poursuit-il.

> « Le petit peuple serbe n'y est pour rien, il est manipulé, la tête dans le sable pour survivre matériellement »

Parfois, on évoque ce rendez-vous manqué de l'Histoire, ce morceau de mur de Berlin mal tombé sur la Yougoslavie. Certains intellectuels reprochent aux Occidentaux d'avoir favorisé les nationalistes par anticommunisme, et trop vite accepté l'éclatement de la Yougoslavie.

Comme tant d'autres, Hanifa Kapidzic Osmanagic est nostalgique du Sarajevo cosmopolite. Elle continue de penser que le passé n'est pas insoluble. Elle aime d'ailleurs s'y référer pour évoquer la *« délicatesse »* de la Bosnie du Moyen Age, au moment du Schisme, quand ceux qui refusèrent de choisir entre Rome et Byzance se nommèrent les Bogomiles, *« les amis de Dieu »*, déjà capables de créer une troisième voie, de se dissimuler, de réapparaître, toujours en quête d'une alternative. Certains ont survécu à l'arrivée de l'islam, d'autres se sont convertis : leur Eglise était faible, étant par définition contre l'idée même d'institution. Juifs, orthodoxes, catholiques, musulmans allaient ensuite façonner des idées de nations différentes dans une même région. *« L'esprit de la Bosnie est dans cette possibilité de vivre avec des gens qui ne sont pas tout à fait différents mais pas tout à fait identiques, c'est-à-dire enrichissants. On a souvent parlé d'esprit de tolérance sans insister sur le fait, pour les gens, que c'était tout à fait normal, ils n'y pensaient même pas. »*

Hanifa est surprise de voir à quel point, parfois, *« on ne pense plus aux mauvais souvenirs, que la tendance au bonheur l'emporte »*. Elle persiste à penser qu'un avenir est possible *« ensemble, dans une communauté de langues, de cultures »*, s'inquiète de ce que l'on a gagné de voir un voisin économiquement détruit et épuisé. Elle aimerait que *« le pardon soit libre et pas imposé »*. Elle insiste : il faut aller voir les tombes des Bogomiles. Elles reposent devant le Musée de Sarajevo, là où les Bosniaques, Serbes et Musulmans se sont pour la première fois rencontrés pour négocier. On y distingue de frêles silhouettes d'hommes et de femmes à moitié effacées dans la pierre, le long d'un boulevard que l'on appelait pendant la guerre la « Sniper Allée ».

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Nicolas Vial

هكذا من الأصل

Lumières du ciel dans la non-guerre *par Bruno Bayen*

JURIDIQUEMENT, nous ne sommes pas en guerre. Cela est dit. Ce qui se passe actuellement ne correspond pas à la définition que la Maison Blanche a de la guerre. Ni à celle du gouvernement français, qui parlerait d'action de coercition. Ni à celle du ministre allemand des affaires étrangères, pour qui nous menons une action de résistance... (Et de citer la Pasionaria.) Voilà donc la dernière invention postmoderne de fin de siècle : la non-guerre. Dernière porte dans le vide par où s'engouffre le vent.

Ne stockez pas de sucre – comme au temps de la guerre de Corée –, ne videz pas les théâtres – comme au temps de la guerre du Golfe –, n'affichez pas une mine inquiète, vaquez, nous sommes en non-guerre. La non-guerre, c'est l'ultime concept furtif du millénaire, le comble de l'*Aufklärung*, l'apocalypse des Lumières.

Fille de la Raison, des Lumières, guidée par le droit d'ingérence supérieur à la souveraineté des Etats, la non-guerre transforme les Etats civilisés en cour martiale aux sentences immédiatement exécutoires et va résoudre la contradiction notée par Péguy : *« Kant a les mains pures, mais il n'a pas de mains. »* Clinton a les mains savonnées, et il a des mains. Et la non-guerre a ses premiers héros : les drones (sans pilotes), les avions furtifs, les Predator, bientôt téléguidés depuis le Nevada.

Selon le principe de la non-guerre, nous restons les amis du peuple serbe (amitié historique), même si l'on doit provisoirement couper les ponts. Du moins coupe-t-on les leurs, en faisant sauter, par exemple, un pont historique de Novi Sad, au centre de la ville, là où les rues sont si étroites qu'un camion pourrait à peine l'emprunter. Toute pure qu'elle soit, la non-guerre est un enfant conceptuel trop jeune pour ne pas confondre les objectifs militaires et les objectifs civils.

La non-guerre est un prototype : pas tout à fait au point. Elle fait cadeau de ses lumières aériennes, les populations entendent le bruit de son passage, mais elle est sourde. Elle a pour mission impossible de faire se rencontrer deux époques qui ne se rencontrent pas. Elle entame le potentiel militaire du régime condamné, mais elle n'ébranle pas la *« soldatesque serbe »*, parce que les Serbes ne connaissent pas ce concept : ils sont encore en guerre.

La non-guerre est hâtive : au-delà de soixante-douze heures (à peu près le temps recommandé par notre ministre des affaires étrangères), elle perd sa direction, dès lors que le condamné n'admet pas qu'il a reçu la bonne correction méritée. Lui, le condamné, semble renvoyer à « Force alliée » le proverbe espagnol célèbre chez nous : donnez du temps au temps.

Condamné à quoi ? On ne demande pas à des rois de voter le régicide. Et, malgré l'escalade verbale (comme on dit), les auteurs de la non-guerre ne tiennent pas à ce que leurs mains pures soient tachées du sang de Milosevic. *« Un des grands criminels du siècle »*, déclare le ministre allemand de la défense, mais peut-être devra-t-il (Milosevic) rester un interlocuteur, car la politique réelle *« ordonne parfois des choses différentes des sentiments personnels »*, dit le ministre. Il ne suffit pas de dire que Milosevic est matériellement inatteignable. C'est le corps de chacun des chefs d'Etat et de gouvernement en non-guerre avec lui qui serait personnellement exposé par son éventuelle condamnation à mort et par l'exécution de la sentence. N'est-ce là qu'un détail de la Realpolitik ? Il suffit pour que se perpétue la non-guerre. On vous dira qu'un Milosevic mort dans le cycle balkanique pourrait prendre la place d'un archiduc. On vous dira aussi que derrière lui se cache un autre Milosevic, et encore un autre, ce qui oblige à châtier le peuple tout entier.

Après soixante-douze heures, la non-guerre n'a plus de centre. Elle n'occasionne pas, par malheur, par méprise, des dégâts collatéraux ; elle est, par principe et tout entière, collatérale, gigantesque attentat centrifuge, qui accélère l'expulsion des Kosovars et sacrifie le peuple serbe pour que son chef et ceux qui exécutent ses ordres finissent par comprendre la sentence.

Il ne faut pas croire que la non-guerre, issue de la famille Raison, soit un quelque chose de purement rationnel. Elle a pour marraine la transparence, pour parrain le secret

Il ne faut pas croire cependant que la non-guerre, issue de la famille Raison, soit un quelque chose de purement rationnel. Elle a pour marraine la transparence, pour parrain le secret. Chaque jour apporte son lot de photos aériennes de charniers et de rapports accablants, mais le tribunal des Etats civilisés les garde par devers lui (en attendant le Tribunal de La Haye). Au public il déclare seulement : *« Qui ne voit que ?... Qui ne croit que ?... »* Devenu un pilier de la foi, le chancelier allemand, interrogé sur les images montrant le stade vide de Pristina – où l'on avait dit qu'étaient regroupées 10 000 ou 20 000 personnes – répond : *« Qui voit et veut voir la misère de la fuite et de l'expulsion (déportation) ne doit pas attendre les documents aériens – la Luftaufklärung, les « Lumières du ciel »* pour voir clair.

A qui, à quoi servent ces secrets ? Nous qui voudrions voir, n'avons pas le droit de voir, du moins voyons-nous les auteurs (ou non-auteurs) de la non-guerre, gouvernants à la mode humanitaire. Et là, c'est étonnant : ils ne sont pas seulement propres, ils ont l'air, oui, ils ont l'air de bébés, de bébés parfaitement savonnés, se promenant au-dessus du gouffre dans un air sans danger : regardez l'hôte de la Maison Blanche, le faux jeune porte-parole de l'OTAN, pour ne prendre qu'eux, des bébés rapides, hébétés, écarquillés ou jouisseurs, c'est selon, face à un autre bébé tyrannique si affreusement maussade qu'on ne peut même pas provoquer un effet saisissant en lui accolant la petite moustache sous le nez. Ce n'est là qu'un sentiment dû aux images (mais *« Qui ne voit que ?... »*), si triste qu'il rend plus humaine, plus vraisemblable, plus généreuse la sagesse alcoolique de l'homme du Kremlin.

La non-guerre, cependant, n'a pas rien à voir avec la guerre. Elle est un dépassement de la guerre, mais elle engendre une parole plus belliqueuse que celle de la guerre. Elle entraîne une non-censure. Des points de vue opposés à la non-guerre offrent des alibis. Mais à ces points de vue répondent les anathèmes. Qu'importe, les tirages de la presse augmentent. (Les fabricants de savon y trouvent aussi leur compte, car les journaux laissent beaucoup d'encre sur les doigts.) Dans la presse, les politiciens de profession sont distingués des non-politiciens. Ceux qui s'opposent à la guerre sont *« souverainistes »* s'ils sont politiciens, *« munichois »* ou *« proserbes »* et même *« négationnistes »* s'ils ne sont pas politiciens. La non-censure de la non-guerre est véhémente. On se brouille plutôt que de parler, ce sont souvenirs de jeunesse. Des grammairiens s'étonnent certainement de voir l'information se développer pour l'essentiel au mode conditionnel, et combien d'adjectifs déroutés de leur sens... Mais les grammairiens restent silencieux.

La non-guerre et son non-langage laissent curieux de savoir ce qui fut dit à Rambouillet dans les négociations parrainées par le groupe de contact. Là-bas, c'était la non-paix. N'a-t-il pas manqué 16 heures et 16 heures encore de parole pour épuiser l'interlocuteur récalcitrant – à l'image de ces marathons de la parole que pratiquaient les députés italiens pour empêcher le vote d'une loi – au lieu d'avoir à épuiser physiquement des peuples ? Il fallait qu'il y eût des ultimatums, le temps pressait, plus que deux heures. Rideau. Et maintenant ?

Qui ne croit que ?... Je crois la femme expulsée du Kosovo qui garde la tache de sang sur sa chaussure, parce que c'est la seule trace de sa mère. Je crois le réfugié kosovar qui au cours du voyage a oublié le prénom de son père. Je crois la femme de Belgrade qui retire, le soir, son appareil auditif, préférant mourir sans entendre les bombes.

Maintenant, la non-guerre est lente pour être plus profonde, adieu Orient. Approchons-nous de l'intervention au sol ou de la phase 3, destruction tous azimuts, baptisée « Dresde » aux premiers jours ? (On ne lit plus le mot « Dresde », des communicateurs alliés ont-ils laissé entendre que certains d'entre les alliés *« apprécieraient »*, comme on dit ?)

La non-guerre est nostalgique, comme les soixante-huitards : que n'avons-nous agi plus tôt ? Elle achève l'oecuménisme. Si Enzensberger a raison, c'est lorsqu'il conseille de regarder plutôt que les images de CNN les récits de la guerre de Trente Ans. Il a bien cité la guerre de Trente Ans. Que durera la non-guerre ? Il est plus difficile encore – j'allais dire plus sidérant – d'imaginer la durée de l'après non-guerre.

Bruno Bayen *est écrivain et metteur en scène de théâtre.*

Kosovo : le « crime annoncé » *par François Maspero*

LA guerre que mène l'OTAN est le résultat d'erreurs accumulées en dix ans d'irresponsabilité. Cette guerre absurde est la continuation par d'autres moyens d'une politique absurde.

La guerre rôdait là depuis des années – depuis la suppression par Belgrade en 1989 de l'autonomie du Kosovo. Un simple passant en transit dans les Balkans en sentait la menace. Des souvenirs, parmi d'autres :

– Un dimanche de 1993, au poste frontière de Kumanovo : des centaines de voitures attendent le bon vouloir des policiers serbes pour passer de Macédoine en Serbie, ou plus exactement dans la province serbe du Kosovo, sous l'oeil débonnaire de soldats danois installés sur des chaises longues. Visite dominicale, devenue cauchemar hebdomadaire, de familles albanaises à des parents dont jamais, au cours de l'histoire de la Fédération yougoslave, elles n'auraient pu imaginer qu'elles seraient séparées par une frontière. Je demande à un père de famille bloqué avec femme et enfants comment il voit l'avenir. *« La guerre, monsieur. »* Pour lui c'est l'évidence.

– Printemps 1994, à Skopje : une jeune pianiste venue de Belgrade parle de la vie dans la capitale yougoslave : *« Nous avons vécu tout l'hiver dans l'obsession des bombardements américains. »* Pourtant, je me dis qu'il y a encore tant de recours politiques, avant d'en arriver là. Les leçons de la guerre de Bosnie, qui bat son plein, seront-elles perdues ?

– 1994 : Ibrahim Rugova, l'autorité morale et politique des Albanais du Kosovo, multiplie les appels : *« Il faut prendre des mesures d'urgence. Je demande une protection internationale pour quelques années afin de calmer un peu la situation, installer des institutions démocratiques. Après, on pourrait parler du statut du Kosovo. »* Il parle de *« crime annoncé »*, de *« prélude à la catastrophe »* : *« Les militaires serbes agissent comme ils le veulent, et ils savent comment cela va se passer au Kosovo... Il leur suffira d'appuyer sur un bouton. »* Il n'a pas prévu qu'ils n'en auront même pas besoin : l'OTAN se chargera d'appuyer sur le bouton. Il ne restait pas d'autre issue ? Mais cette issue, l'OTAN y a été conduite par l'obstination à ne pas comprendre quand il était encore temps.

Pendant dix ans, l'atermoiement. Depuis l'éclatement de la grande Yougoslavie, jamais la situation des Balkans dans son ensemble n'a été prise en compte. Là, comme dans les ex-démocraties populaires, le coût de l'aide économique que l'on pouvait apporter aux peuples de la région, livrés après l'effondrement des régimes dits socialistes au libéralisme sauvage et victimes du vide structurel vite rempli par les nationalistes, apparaissait, certes, exorbitant. Moins exorbitant que ne sera le coût de cette guerre. Et cette aide aurait pu éviter la guerre – comme elle aurait pu éviter d'autres désastres ailleurs, pour autant qu'elle eût été assortie de précautions politiques, et non laissée à la merci des vieux *apparatchiks* et des jeunes loups – comme en Russie et ailleurs – vite mués en nouveaux hommes d'affaires, passant de la mafia politicienne à la mafia tout court.

On a ratiociné sur des conflits « ethniques », là où les poussées nationalistes venaient en fait se greffer sur la crise économique désespérée. Les dernières élections en Bosnie, avant l'éclatement, ne recoupaient pas tant des clivages « ethniques » que sociaux, et le plan de partition Vance-Owen a joué le rôle d'un accélérateur pour le triomphe des extrémismes nationalistes, qui sont toujours l'échappatoire ultime dans des situations sans issue.

Depuis dix ans, on savait que le Kosovo était une région dont 90 % des habitants étaient traités en âmes mortes. Qu'a-t-on fait ?

Pouvait-on traiter verbalement Milosevic de criminel de guerre et le traiter politiquement en chef d'Etat ? Pouvait-on croire réellement que le fait qu'il se garde d'une présence directe dans le conflit bosniaque le dissociait de ses acolytes de la « République serbe de Bosnie » ? Que s'il n'y engageait pas ses forces en première ligne, c'était pour autre chose que pour les ménager dans la perspective de l'enjeu autrement capital qu'était le Kosovo ? Que l'on pouvait inculper des responsables du génocide, Mladic, Karadzic et autres, sans l'inculper du même crime, lui l'instigateur et complice ? Que l'impunité, assurée jusqu'à ce jour, des inculpés, ne pouvait être prise par lui que comme la garantie de sa propre impunité ?

Si, comme il apparaît, l'intervention militaire était inéluctable, il ne fallait pas attendre des années, qui ont permis à Milosevic de museler une opposition démocratique guère soutenue de l'extérieur, voire de la rallier à la cause nationaliste. Et, cette intervention décidée, il fallait tenir compte de ces évidences :

– Elle donnerait immédiatement le feu vert à Milosevic pour l'opération programmée de longue date : vider le Kosovo des Albanais pour y installer les centaines de milliers de réfugiés de Bosnie, dont la réinstallation en Serbie même avait été interdite dans cette perspective.

– Elle priverait de crédibilité les seules forces politiques albanaises capables de sauvegarder une perspective de paix, en laissant s'y substituer des forces extrémistes aux origines et au financement douteux, apparues au moment même où étaient organisées des élections clandestines dont on aurait dû comprendre que, soutenues à fond par la communauté internationale, elles étaient l'ultime chance d'éviter le conflit.

Pouvait-on traiter verbalement Milosevic de criminel de guerre et le traiter politiquement en chef d'Etat ?

– Dans l'impossibilité de dissocier le dictateur de son peuple, elle ne punirait pas Milosevic mais le pays. Le peuple serbe est un peuple souffrant et humilié, dans un pays où il ne restera aucune infrastructure permettant de reprendre une vie normale et décente. Et que dire de l'absence de discernement qui consiste à bombarder le Monténégro au moment même où il se déclare neutre ?

Le peuple albanais du Kosovo est dans des camps, quand il n'est pas massacré. Le peuple serbe est sous les bombes. Le peuple monténégrin aussi. La Macédoine, où tant d'efforts ont été faits pour maintenir un équilibre, et l'Albanie sont incapables de faire face à l'afflux de réfugiés. Arrêtons là l'énumération. Mais rappelons une autre leçon de la Bosnie : la guerre n'est pas une catastrophe pour tous. Elle est une immense source de gains pour certains – à la fois seigneurs de guerre et affairistes – qui deviennent maîtres de fiefs territoriaux et économiques. L'aide humanitaire, si elle maintient aux limites de la survie ceux auxquels elle s'adresse, crée autour d'elle une zone qui engraisse les mafias et gangrène la société. Une fois la guerre commencée, ces mafias-là, même si elles s'entretuent sur le terrain, se retrouvent autour d'un intérêt commun : qu'elle dure.

Je n'ai aucune solution, aucun *« y-a-qu'à »*, à proposer. Je souhaite seulement qu'on en finisse avec l'hypocrisie.

L'hypocrisie, c'est de prétendre que l'exode des Albanais du Kosovo n'était pas prévisible. En 1994, j'ai rencontré à Tirana le délégué du HCR. Il était là pour préparer l'arrivée de réfugiés *« au cas où »*. Qu'a-t-il préparé ?

L'hypocrisie, c'est de prétendre se battre pour la liberté des Albanais du Kosovo, les parquer dans des camps et envisager leur exode à des milliers de kilomètres.

L'hypocrisie, c'est de prétendre rétablir la démocratie en bombardant le peuple et en attendant que le dictateur accepte une solution diplomatique.

L'hypocrisie, c'est de prétendre qu'une guerre peut être menée sans morts chez ceux qui la mènent. De la faire à moitié, avec pour résultat le plus clair de limiter les victimes aux civils.

L'avenir est noir. Car ou bien il existe encore une solution diplomatique, et elle passe toujours par Milosevic : le but de la guerre est ajourné *sine die*. Ou bien il existe une solution militaire, et elle passe par ce principe que l'OTAN a prétendu obsolète : *to kill or to be killed*, c'est à dire la guerre au sol, et l'on aura en face, soudant sa nation, Milosevic. Ou bien les bombardements se prolongeront (des mois, nous dit-on), et Milosevic aura réalisé ce qui est le fondement de sa politique : durer. Et la démocratie dans tout cela ? Et le retour des Albanais chez eux ? Et l'avenir du peuple serbe ?

Le gâchis semble irrémédiable. On pourrait espérer une issue si les nations qui font la guerre – et au premier chef l'Union européenne – préparaient enfin, pour après les bombardements et les camps, le plan économique qui irait plus loin qu'une aide à la survie en permettant aux peuples de la région de se penser en termes d'avenir. Un avenir européen, bien sûr. Sinon, c'est quoi, l'Europe ?

François Maspero *est écrivain et traducteur.*

La fin de l'Europe, le début du monde

par Frédéric Beigbeder

C'EST chouette d'être un écrivain. On peut donner son avis sur la guerre sans la faire – sauf quand on se nomme Hemingway ou Malraux.

Ainsi, moi aussi, je peux être un écrivain engagé dans ma chambre. Y a pas de raison. Moi aussi, je veux que tout le monde sache ce que je pense du Kosovo.

Alors voici ce que j'en pense. Cette guerre, c'est la fin de la France, la fin de l'Europe, la fin des Etats-Unis, la fin de la Serbie et du Kosovo. Mais c'est le début du monde.

Pourquoi ? Très simple. Cette guerre illégale (car engagée sans l'ONU) entérine l'existence d'un droit d'ingérence en cas de violations graves des droits de l'homme dans n'importe quel pays (en principe). Il s'agit donc de la première étape d'un processus qui conduit à la création d'une police planétaire.

Avant, les guerres servaient à s'entretuer au nom des nations. Cette guerre-là est différente. Elle sert à supprimer les nations. C'est bien plus qu'une guerre mondiale : nous vivons en ce moment la première guerre de la mondialisation.

Voilà pourquoi cette guerre commencée sans l'ONU doit être arrêtée par l'ONU. Ensuite, quand le Kosovo sera pacifié et les criminels serbes jugés par le Tribunal de La Haye (en même temps que le général Pinochet et les camarades de jeu de Pol Pot, entre autres), l'ONU devra être réformée pour devenir un véritable gouvernement mondial : un mode de fonctionnement plus souple et plus démocratique permettra d'éviter un droit d'ingérence à deux vitesses (on intervient quand les horreurs se passent en Europe, on ferme les yeux quand elles ont lieu en Afrique ou en Asie).

La guerre actuelle marque un pas historique dans l'histoire de l'humanité : on se dirige vers la fin des pays et la suppression des frontières. J'en suis personnellement très heureux car si je me sens français et européen, aujourd'hui, je me sens surtout habitant de la planète Terre.

Techniquement, avec l'Internet et surtout l'e-mail, le téléphone portable mondial (le réseau Iridium), l'instantanéité des flux financiers, la baisse foudroyante des prix des billets d'avion, les satellites et les télévisions globales, nous sommes tous aujourd'hui des terriens. Les tragédies de demain – atrocités racistes, guerres de religions, désastres écologiques, déséquilibres Nord-Sud, krachs boursiers chaotiques, pouvoir croissant des mafias, crise de l'approvisionnement en eau, manipulations génétiques ou médiatiques, surpopulation – concernent les habitants du monde entier.

C'est là que Chevènement se trompe : dans ce village global qu'est devenue la planète, il est de notre devoir de nous mêler de ce qui ne nous regarde pas. Il ne s'agit pas d'une utopie mais d'une réalité : pour affronter le futur, il nous faut accepter d'être des citoyens du monde.

C'est pourquoi les élections européennes sont totalement obsolètes. Même si l'on parvenait à organiser d'ici à 2050 la fédération européenne avec sa monnaie unique, il serait déjà trop tard. La question de l'Europe est tout simplement dépassée : l'Union européenne est morte au Kosovo.

L'enjeu du XXI[e] siècle est beaucoup plus vaste. Il s'agit d'organiser une démocratie planétaire qui ne soit pas la propriété privée des Etats-Unis d'Amérique. Il s'agit d'inventer la monnaie unique mondiale (l'eular ? le doro ?) et d'élire le président du monde (Kofi Annan ? Nelson Mandela ?). Il s'agit de créer une armée mondiale de casques bleus qui ne soit pas l'OTAN. Il s'agit de construire les bases juridiques, administratives, constitutionnelles d'un gouvernement international capable d'intervenir immédiatement, partout dans le monde, en cas de massacre ethnique (exactement comme un flic vous arrête dans la rue si vous trucidez votre voisin et violez sa fille). Il s'agit d'accepter l'idée que la Terre est désormais un seul pays. En bref, il s'agit de sauver la planète. Il me semble qu'il y a là de quoi s'occuper pendant un bon millénaire.

Frédéric Beigbeder *est écrivain.*

Heurs et malheurs du Mercosur

ERIGÉ sur les décombres des dictatures militaires de ses quatre pays membres (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay), le Marché commun du Sud (Mercosur) affronte actuellement la crise la plus grave depuis sa fondation, en mars 1990, par le traité d'Asuncion. La sévère dévaluation du real brésilien, qui accuse encore, malgré le net redressement constaté ces derniers jours, une perte de près de 30 % par rapport au dollar depuis la mi-janvier, trouble en effet dangereusement les flux commerciaux au sein du bloc régional, surtout entre ses deux piliers, le Brésil et l'Argentine. Malgré les gages d'apaisement fournis de part et d'autre, les sources de contentieux se multiplient. Au point que le ministre brésilien des relations extérieures, Luiz Felipe Lampreia, a menacé de saisir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au cas où Buenos Aires maintiendrait sa récente décision d'exiger le règlement au comptant des importations en provenance des autres pays du Mercosur. La banque centrale argentine a jugé plus prudent de différer au 4 juin l'improbable application de cette mesure on ne peut plus protectionniste...

Définie le 12 avril dans ses lignes maîtresses, la révision des objectifs macro-économiques de l'accord triennal liant l'Argentine au Fonds monétaire international (FMI) traduit l'impact déstabilisateur du déphasage des taux de change résultant de la baisse du real. Alors que la grogne monte chez ses agriculteurs contre le crédit trop cher, Carlos Menem, le président argentin, s'engage à durcir davantage sa politique fiscale et budgétaire pour compenser la perte brutale de compétitivité des produits de son pays destinés au marché brésilien, débouché de 30 % de ses exportations. La « loi de convertibilité » qui arrime, depuis huit ans, à parité fixe, le peso au dollar dans le système du « currency board » ne lui laisse guère de marge de manœuvre sur le front monétaire.

INCITATIONS FISCALES

Au cours du premier trimestre, les ventes argentines au Brésil ont, de fait, chuté de 34 % d'une année sur l'autre. Alors que son équipe économique tablait, fin 1998, sur une croissance annuelle de 3 % du produit intérieur brut, la dévaluation du real devrait entraîner, selon les dernières prévisions officielles, une récession de l'ordre de –1,5 %.

L'onde de choc provoquée par l'effondrement de la devise brésilienne frappe tout particulièrement l'industrie automobile argentine. Convaincus des potentialités du Mercosur et abreuvés d'incitations fiscales, les principaux constructeurs mondiaux y ont investi, avec l'appoint des fournisseurs de pièces détachées, quelque 27 milliards de dollars (environ 25,5 milliards d'euros). Les stratégies d'implantation ou d'expansion doivent être précipitamment rectifiées en fonction de la trajectoire du real : de janvier à mars, les exportations de voitures argentines vers le Brésil, qui absorbe la moitié de la production de son voisin (457 000 véhicules en 1998), ont dégringolé de 51 %.

RETRAITE STRATÉGIQUE

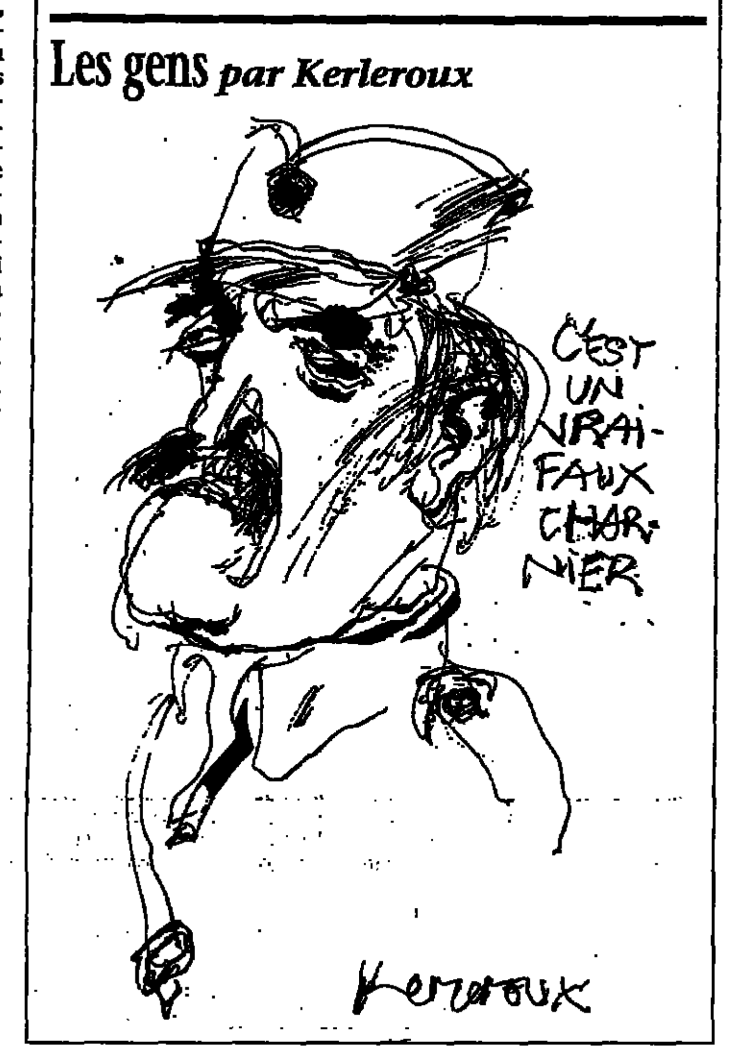
« Dans un marché unique où un pays est plus compétitif de 25 % que l'autre, il est logique que les investissements se dirigent vers le Brésil », constate, avec appréhension, l'ancien secrétaire argentin au commerce, Roberto Lavagna, dans les colonnes du quotidien économique brésilien *Gazeta Mercantil*. En transférant il y a quelques semaines le montage de son modèle Siena Mille de son usine de Cordoba (Argentine) vers celle de Betim (Brésil), Fiat a apparemment amorcé une retraite stratégique, qui risque de faire tache d'huile. Pris au piège du peso fort, les sous-traitants argentins militent, dans l'espoir d'une hypothétique normalisation du marché, en faveur de la prorogation pour deux ans du « régime automobile » commun, accord tarifaire globalement favorable à l'Argentine, qui arrive à terme à la fin de l'année.

Comment mettre le jusque-là florissant Mercosur, dont le volume d'échanges a quasiment décuplé au cours de la décennie, à l'abri de telles tempêtes monétaires ? M. Menem prêche obstinément la dollarisation pure et simple des économies du cône Sud. Son ancien « super-ministre » de l'économie, Domingo Cavallo, s'emploie de son côté à convaincre le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, des vertus du « currency board », grâce auquel il est venu à bout de l'hyperinflation en Argentine. En attendant que le débat lancé sur l'adoption d'une monnaie commune (repoussée diplomatiquement aux calendes à Brasilia) fasse son chemin, les chefs d'entreprise argentins et brésiliens s'efforcent de désamorcer de concert les crispations protectionnistes. Des négociations ont même commencé dans les secteurs les plus sensibles (agroalimentaire, textile et habillement) en vue de préserver, y compris par l'application de quotas temporaires, la dynamique du Mercosur.

Soumis à des turbulences économiques inédites, le Mercosur est en train de prendre la mesure de ses insuffisances structurelles avec la volonté de sauvegarder les acquis. Sur le plan politique, la crise institutionnelle déclenchée au Paraguay par l'assassinat du vice-président Luis Maria Argaña a contribué à renforcer la cohésion de l'axe Brasilia-Buenos Aires dans leur zone d'influence diplomatique. Menacé de destitution, l'ex-président Raul Cubas, remplacé à la tête de l'Etat par le président du Congrès, Luis Macchi, a trouvé refuge au Brésil. Son « parrain », le général (de réserve) rebelle Lino Oviedo, protagoniste majeur des derniers événements, s'est résigné, lui, à l'asile diplomatique en Argentine. Depuis la Déclaration d'Ushuaia (Argentine), paraphée en juin 1998, la rupture du processus démocratique dans l'un des pays membres est passible de son expulsion du Mercosur. L'issue pacifique et constitutionnelle de la crise paraguayenne fournit opportunément l'occasion à Joaquim Falcao, professeur de droit à l'Université fédérale de Rio, de renvoyer l'Europe à ses horreurs du Kosovo. *« Ces dernières années, nous avons appris en Amérique du Sud,* écrit-il dans une tribune libre de la *Folha* de Sao Paulo, *à régler nos problèmes politiques par le droit et la négociation »...*

Jean-Jacques Sévilla

Les gens *par Kerleroux*



Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

OTAN : l'enjeu de Washington

LA guerre froide finie, l'OTAN veut une nouvelle raison d'être. Pacte défensif contre l'URSS, formé en avril 1949, l'Alliance atlantique souhaite survivre à la disparition de la menace venue de l'est. Ses dix-neuf membres entendent maintenir la plus puissante organisation militaire du monde. Ils jugent qu'elle s'est admirablement acquittée de sa tâche, que c'est un modèle à préserver, pour la stabilité de l'Europe et pour que les Etats-Unis restent engagés sur le Vieux Continent. Pour cela, le sommet réuni à Washington vendredi 23 avril, à l'occasion de ce cinquantième anniversaire, devait attribuer à l'OTAN une nouvelle mission. En jargon otanien, on parle de « nouveau concept stratégique ». L'OTAN reste, bien sûr, en charge de la défense collective de ses membres. Mais elle se verra aussi confier un autre rôle : maintien de la paix et gestion des conflits sur le théâtre européen.

Or l'Histoire est allée plus vite que le calendrier diplomatique. Depuis un mois, l'OTAN s'essaie, au Kosovo, à sa nouvelle mission, avant même d'en avoir été officiellement chargée. Sans grand succès. Cette « première » est un échec. Face au type même de conflit dont on entend lui donner la responsabilité, l'OTAN, assurent les pessimistes, s'est trompée de moyens. Elle fait ce qu'elle a appris à faire, une guerre de haute technologie, lourde, exclusivement aérienne, contre un ennemi qui, lui, emploie la terreur, se « bat » au sol contre des populations civiles. S'il fallait faire rapidement céder Slobodan Milosevic pour enrayer l'épuration ethnique, l'OTAN a manqué son premier test d'après-guerre froide.

Les optimistes font valoir qu'il s'agit précisément d'une première, ils réclament un temps de rodage ; ils demandent qu'un jugement définitif ne soit pas porté avant plusieurs semaines. Mais il est un point sur lequel les uns et les autres sont d'accord : la crédibilité de l'OTAN, celle de son avenir, se joue au Kosovo. Si elle veut réellement prendre en charge les conflits à venir, l'OTAN doit changer, très vite.

Tout aussi urgent, sinon plus impératif encore, est le deuxième sujet du sommet de Washington : l'européanisation de l'OTAN. Cette évolution-là est d'un besoin criant. Car il y a tout de même quelque chose d'extraordinairement dérangeant dans l'affaire du Kosovo. Voilà un conflit européen, qui engage l'avenir de l'Europe, au « traitement » duquel les Européens ont pris une part primordiale, mais pour lequel ils ont dû demander l'assistance militaire des Etats-Unis. Le gros de l'action militaire au Kosovo est réalisé par les Américains. Répétons-le : en Bosnie comme au Kosovo, les Etats-Unis n'étaient pas demandeurs. Ce sont les Européens qui ont sollicité l'assistance américaine, parce qu'ils n'avaient pas les moyens militaires de leur diplomatie. Dans la décennie à venir, les Européens doivent consacrer à l'Europe de la défense – dans ou à côté de l'OTAN – la même énergie et le même talent qu'ils ont dépensés, ces dix dernières années, au service de l'euro. Sauf à renoncer à être une puissance politique.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le retour de la révolution nihiliste

Suite de la première page

Au moment même en effet où la Serbie rouge-brune défie l'Europe, la Turquie voisine consolide un nationalisme certes plus légitime parce que plus intégrateur, un Kurde de Turquie ne sera jamais traité comme le sont les Albanais de Serbie, mais lui aussi caractérisé par la convergence de valeurs de gauche et de droite en une synthèse potentiellement destructrice et suicidaire. Le Venezuela est à présent gouverné par un général libertador, Hugo Chavez, synthèse caraïbe de Peron et de Guevara, qui semble avoir passé un temps considérable à réfléchir aux moyens de libérer le terroriste Carlos des prisons françaises.

Bien plus important encore, les habitants de Tokyo ont massivement voté, il y a deux semaines, en faveur d'un gouverneur indépendant, le nationaliste Shintaro Ishihara, qui a infligé une défaite totale au candidat éminemment humanitaire du Japon officiel qu'est l'ancien responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés, Yasushi Akashi. On ne saurait plus clairement exprimer un rejet, déjà potentiellement violent, des politiques de conciliation des Etats-Unis et de la Chine exprimées par l'establishment japonais et qu'Ishihara, en excellent falsificateur, présente comme directement responsables de la crise japonaise. Un véritable programme commun anti-mondialiste, anti-humaniste, anti-libéral est ainsi en train de bouillir dans les cornues de la nouvelle pensée populiste-autoritaire à l'échelle de la planète. La crise serbe est l'occasion de sa première sortie dans le monde.

Essayons brièvement d'en établir la généalogie véritable : le chef néocommuniste russe Zyouganov a parfaitement raison de tout faire remonter aux dernières années de Staline, de 1944 à 1953, qu'il salue comme les meilleures de son point de vue, car c'est bien là, au cœur pourtant de la victoire sur ce mal absolu que fut le nazisme que tout commence... par l'aveu d'une défaite imminente.

Car Staline a beaucoup mieux compris que ses adulateurs que cette victoire n'est pas la sienne, mais celle de ces grands hommes qu'il a détruits, Trotski et Toukhatchevski qui ont bâti l'armée rouge de Joukov, Boukharine qui a reconstruit l'université soviétique de Kapitsa et de Sakharov, Trilisser et Orlov qui ont tissé le meilleur réseau de renseignement de la planète, et il n'aime pas tous ces communistes d'Europe centrale, ces survivants de la guerre d'Espagne, si semblables aux vieux bolcheviks russes qu'il vient tout juste d'exterminer et que, pourtant, faute de mieux, l'armée rouge est en train de mettre aux commandes de la moitié du continent européen.

« COSMOPOLITE »

Contre eux, bientôt, puis contre tous ceux qui les protègent encore, l'infidèle Beria compris, il va lâcher ses chiens. Car le patron a l'oreille fine : dans la marche de plus en plus résolue qui clôt le premier mouvement de la *Symphonie Leningrad* de Chostakovitch, il a bien entendu l'immense poussée libératrice et démocratique de 1945, comme il a perçu avec effroi l'enthousiasme naïf de son peuple pour la Grande Alliance avec ces Etats-Unis dont la technique impressionne tant les soldats du front.

Alors, Staline invente : le tiers-mondisme, lorsqu'il confie à un Chou Enlai interloqué que les Russes ne sont plus révolutionnaires ; le nationalisme-révolutionnaire chauvin, lorsqu'il fait du beau mot de *« cosmopolite »* l'accusation suprême et définitive ; le darwinisme national lorsqu'il annonce froidement dans l'écrit sur la linguistique que certaines petites langues meurent tout naturellement de leur mort naturelle au profit des grandes et qu'il instaure à l'échelle du grand empire une table officieuse des rangs pour toutes les nationalités, qui va du sommet grand-russe jusqu'au dépotoir des peuples punis collectivement, Tchétchènes, Tatars de Crimée, sans compter les juifs destinés après le complot des médecins de 1952 à occuper qui sait quelle ultime et peu enviable travée.

Trop de gens ont entendu dans l'empire soviétique cet évangile de haine pour en être totalement immunisés lorsque l'on ranime, comme aujourd'hui à la Douma, ses thèmes majeurs. Recyclée en dehors des frontières communistes par le tiers-mondisme le plus simplet, cette idéologie de synthèse a nourri la nostalgie de l'autre « Grande Alliance », celle de Ribbentrop et de Molotov qui permet d'admirer tout ensemble Hitler et Guevara, le général Tojo et Kadhafi, Peron et Subhas Chandra Bose, le rival malheureux et pro-nazi de Gandhi.

Pour autant, peut-on parler ici de synthèse active du communisme et du fascisme ? En aucun cas. Si je préfère, depuis le début, évoquer le nihilisme, terme sans doute vague mais avantageusement vierge de souvenirs historiques trop précis, c'est parce que ce mouvement relativement nouveau, rompt de manière radicale avec au moins un trait constitutif commun de ses deux matrices d'origine, communiste et fasciste : l'optimisme historique prométhéen, la volonté de puissance et le solide dogmatisme qui l'accompagne. Ni les coupe-jarrets serbes, ni leurs admirateurs moscovites, ni les partisans d'Ishihara au Japon, ni les petites frappes au pouvoir à Caracas, ni leurs copains littéraires parisiens émules de feu Hallier ou disciples de Benoist, ni d'ailleurs le misérable traître qu'était devenu Staline à la grande époque, n'en mènent large : tout au contraire, ils se sentent terrassés, et durablement, par des forces plus grandes, universelles, telles que le commerce, la technique, le droit, la démocratie, la promotion des femmes.

Aussi ne les verrez-vous pas appeler les peuples à les suivre, prendre l'avenir à témoin de la justesse de leur cause. Précisément, de l'humanité, ils ne veulent connaître qu'eux-mêmes, du temps qu'ils vivent ne retenir que le passé, du monde qui advient ralentir l'avènement le plus longtemps, sans proposer la moindre utopie salvatrice : leur politique est celle du ressentiment, leur stratégie repose sur l'usage immodéré de la pulsion de mort. Le nihilisme ethnocentrique, version faible des grands opéras totalitaires du siècle qui s'achève peut ainsi se révéler d'autant plus redoutable à combattre qu'il demeurera sans doute longtemps décentralisé, déliquescent, et pour finir délinquant. Ce combat contre les petits particularismes gangstéristes et retors n'a rien d'exaltant – Mladic n'est pas Manstein, Patrick Besson n'est pas Céline, et Alain de Benoist n'est pas Heidegger non plus – mais il sera de plus en plus nécessaire.

Alexandre Adler
pour Le Monde

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les postulats de la radiesthésie

LA RADIESTHÉSIE postule que tous les corps sont entourés d'un état spécifique de l'espace, d'un champ d'action analogue à un champ électrique ou électromagnétique, bref, qu'ils émettent une énergie de nature inconnue dont la baguette ou le pendule permettent la détection.

Les mouvements que prend le pendule, quand il pénètre dans ce champ, auraient en effet une cause physique extérieure et la sensation qu'éprouve le pendulisant aurait un seuil bien différent de celui des perceptions grossières : ces phénomènes surviendraient quand il y a résonance, accord, syntonisation entre la substance explorée et le système pendule-pendulisant.

Pour les expliquer, les comparaisons les plus courantes sont empruntées à la TSF : le corps humain serait un ensemble de condensateurs par ses muscles, de circuits oscillants par ses cellules, etc. Il va sans dire qu'il s'agit là de suppositions purement gratuites : aucune expérience n'est venue jusqu'à présent justifier ces hypothèses.

Mais ce qui frappe le lecteur impartial, par-delà les divergences doctrinales souvent grandes, c'est l'appel constant à la comparaison, c'est-à-dire au raisonnement paralogique, qui n'est jamais que plus ou moins probable et d'une probabilité indéterminée. C'est aussi l'incessant verbiage pseudo-savant, l'emploi de mots à consonance scientifique par des gens, dit Louis de Broglie, *« dont la plupart confondent les notions les plus distinctes et interprètent les théories de la physique moderne de la manière la plus fantaisiste »*.

André Lemaire
(24-25 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

MONNAIE UNIQUE **Alors que l'euro avoisine son plus bas niveau – il cote autour de 1,06 dollar pour un euro – depuis son lancement début janvier, la Banque centrale européenne (BCE) réaffirme sa confiance dans une monnaie *« solide et stable »*. Il n'exclut pas que le conflit du Kosovo joue un rôle dans les fluctuations de l'euro. ● CHRISTIAN NOYER, le vice-président français de la BCE, estime que *« l'euro est une monnaie très solide, parce que notre politique monétaire est orientée vers la stabilité des prix et que son pouvoir d'achat est donc préservé »*. ● LA BAISSE DES TAUX, décidée jeudi 8 avril, par la BCE, se justifiait par le souci d'*« aider au retour de la croissance la plus élevée possible. »* ● LE NUMERO DEUX de la BCE souhaite que le dialogue puisse se développer avec les milieux politiques sur l'analyse de la situation.**

La BCE invite à ne pas sous-estimer « la force intrinsèque de l'euro »

Dans un entretien au « Monde », Christian Noyer, le vice-président français de la Banque centrale européenne, affirme que la monnaie unique est « solide et stable » et se montre serein face à ses fluctuations actuelles

CHRISTIAN NOYER, quarante-huit ans, est vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). Il fait partie des six membres du directoire qui pilote, aux côtés des présidents des banques centrales nationales, la politique monétaire de la zone euro. Cet ancien directeur de cabinet du ministre des finances, de l'économie et de l'industrie Jean Arthuis, de 1995 à 1997, fut aussi directeur du Trésor de 1993 à 1995. Il est en fonctions à la BCE depuis le 1er juin 1998. Jeudi 22 avril, la BCE a maintenu son principal taux directeur à 2,5 %.

« Que pensez-vous de la baisse de l'euro, qui fluctue ces jours-ci autour de 1,06 dollar pour un euro ?

– Une certaine volatilité est normale entre les grandes monnaies. Cette volatilité reflète notamment la position des grandes économies dans le cycle. Mais il faut garder à l'esprit que, fondamentalement, l'euro est une monnaie très solide, parce que notre politique monétaire est orientée vers la stabilité des prix et que son pouvoir d'achat est donc préservé. Par ailleurs, la zone euro dispose d'un confortable excédent de sa balance des paiements, ce qui constitue un fort soutien de l'euro.

– Le conflit du Kosovo joue-t-il un rôle ?

– C'est un facteur qui peut avoir une influence.

– L'effritement de l'euro ne risque-t-il pas d'affaiblir sa réputation ?

– Naturellement, nous sommes extrêmement attentifs à ce que la volatilité des taux de change n'atteigne pas la confiance dans l'euro. Ce n'est pas le cas : l'euro, je le répète, est une monnaie solide et stable, qui est déjà formidablement utilisée par les investisseurs du monde entier. Les marchés auraient tort de sous-estimer la force intrinsèque de l'euro.

– Songez-vous à intervenir pour soutenir le cours de l'euro ?

– C'est une question à laquelle je ne répondrai pas.

– Revenons à la baisse des taux de 0,5 point, à 2,5 %, décidée voilà quinze jours. Pourquoi cette décision, alors que l'économie de la zone euro devait reprendre de la vigueur au second semestre ?



CHRISTIAN NOYER

– Cette décision a été prise en parfaite cohérence avec notre stratégie de politique monétaire. Nous avons eu confirmation du ralentissement survenu fin 1998 et les premières indications sur le tout début 1999. Nous avons eu une idée plus précise sur la vitesse à laquelle le redressement était susceptible de se produire au cours du reste de l'année 1999. Les deux piliers de notre stratégie monétaire nous indiquaient clairement que la stabilité des prix était durablement établie : l'agrégat de monnaies ne signalait pas de risques et les autres indicateurs nous montraient une moindre pression à la hausse des prix du fait du ralentissement économique. Il y avait donc place pour une décision de baisse des taux.

– L'ampleur de la baisse ne peut-elle pas, au contraire, laisser entendre que la situation économique est particulièrement dégradée ?

– Nous n'avons pas du tout voulu envoyer ce signal-là ! Nous avons voulu envoyer un signal très clair, le plus tôt possible, de façon à réduire les incertitudes, à provoquer une modification des comportements et à aider au retour de la croissance la plus élevée possible. Dès lors que nous étions décidé, il était préférable de baliser le paysage monétaire pour une période aussi longue que possible et ne pas procéder par petites étapes, ce qui aurait entretenu l'incertitude.

> Notre mission prioritaire, c'est le maintien de la stabilité des prix

– Quel impact sur la situation économique peut avoir le conflit du Kosovo ?

– Pour l'instant, les événements n'ont pas de conséquences mécaniques notables sur la conjoncture. Ils ont plus une influence au jour le jour sur les marchés, qui peuvent avoir une réaction dans un sens ou dans l'autre, pendant quelques heures. Il est sans doute encore trop tôt pour faire un constat.

– Votre décision a été interprétée par certains comme un changement de philosophie par rapport à la logique monétariste incarnée par la Bundesbank. Où vous situez-vous ?

– J'insiste beaucoup sur le fait que cette décision est totalement en ligne avec la stratégie que nous avons adoptée. Notre mission prioritaire, c'est le maintien de la stabilité des prix. Nous sommes convaincus que garantir la stabilité à l'ensemble des acteurs est une des conditions fondamentales pour exploiter au mieux le potentiel de croissance de la zone. Nous ne voyons pas de contradiction entre cet objectif prioritaire et la meilleure croissance possible. La meilleure croissance, sans heurts inutiles, est une croissance non inflationniste. Lors d'un ralentissement économique, les pressions sur les prix sont plus faibles : la cohérence avec notre objectif sur les prix est d'avoir une politique monétaire un peu plus accommodante.

***– Cette baisse ne traduit-elle* pas le rapport de force entre "faucons" et "colombes" au sein du conseil des gouverneurs ?**

– Cette classification ne m'a jamais convaincu. Nous décidons en fonction des données. Il me semble que c'est un sentiment partagé par tous mes collègues. Je me sens à l'aise pour participer à une décision aussi bien de baisse que de hausse des taux.

– Dans quelle mesure le chômage est-il pris en compte dans vos réflexions ?

– L'activité économique a un effet sur le chômage conjoncturel : la croissance génère des emplois. En ce sens, le fait d'avoir une politique monétaire qui vise le maximum de croissance non inflationniste est un critère favorable à l'emploi. Toutefois, l'essentiel du chômage en Europe ne provient pas d'une activité insuffisante, mais du fait que nous ayons des dysfonctionnements dans l'organisation des marchés du travail, des biens et des services. Si nous voulons avoir un potentiel de croissance plus élevé, et surtout un contenu en emploi de la croissance plus élevé, il faut que nous procédions à un certain nombre de réformes. Quand je dis "nous", évidemment, cela dépend des gouvernements. J'ai été très heureux de constater, lors de la rencontre des ministres des finances de l'Union, le week-end dernier à Dresde, que ces derniers entendaient aborder les questions de fond.

– Comme la réduction des déficits budgétaires ?

– Sur ce plan, j'espère que les économies dégagées sur le service de la dette grâce à la baisse des taux serviront au désendettement, car la baisse des déficits est un élément essentiel de la confiance, donc de la croissance.

– La démission du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a-t-elle facilité la baisse des taux ?

– Nous n'avons jamais pris et nous ne prendrons jamais une décision en relation avec la vie politique dans l'un ou l'autre des états de la zone euro.

– Comment fonctionnent vos relations avec les milieux politiques ?

– Autant la possibilité de coordonner la politique monétaire avec eux est exclue en raison de notre indépendance, autant nous avons toujours dit que nous étions prêts à entretenir un dialogue sur l'analyse de la situation et sur l'explication de nos orientations. Nous sommes particulièrement heureux que ce dialogue puisse se développer dans les réunions de l'Euro 11, et de temps à autre, lorsque le ministre des finances du pays qui préside l'Union participe au conseil des gouverneurs. Au début, on tâtonnait un peu. Nous commençons à entrer dans le vif du sujet. C'est un processus qui va mûrir. Avec le Parlement européen, nous sommes au-delà de ce qui est prévu par le traité, puisque le président de la BCE, Wim Duisenberg, va rencontrer quatre fois par an les parlementaires. Il faut que les citoyens soient convaincus que leur banque centrale prend en charge leurs intérêts, qu'elle défend la valeur de leur monnaie. Nous voulons être le plus proche possible de l'ensemble des citoyens.

– A Dresde, les ministres ont évoqué le renforcement du pilotage économique de la zone euro ? est-ce un danger pour l'indépendance de la BCE ?

– Non. Ce qui a été dit à Dresde est cohérent avec ce que je viens de rappeler. Il est utile que les ministres des finances coordonnent leurs politiques économiques, et, par ailleurs, que l'on dialogue ensemble.

– L'idée d'une conférence annuelle entre gouvernements et partenaires sociaux vous intéresse-t-elle ?

– Elle rejoint notre souci de dialogue. L'indépendance avec laquelle le conseil des gouverneurs prend ses décisions n'est pas incompatible avec le dialogue, à condition que chacun garde ses responsabilités. Que l'on demande, par exemple, à la BCE son expertise d'analyse macro-économique sur les évolutions salariales, on ne la refusera pas. »

Propos recueillis par Philippe Ricard

Le CMF joue l'apaisement entre la BNP et SG-Paribas

CEUX QUI ATTENDAIENT un geste du Conseil des marchés financiers (CMF) pour clarifier les modalités des offres publiques d'échange (OPE) concernant la BNP, la Société générale et Paribas devront attendre un peu. Jeudi 22 avril, le garant de l'orthodoxie boursière a repoussé à la mi-juin une éventuelle décision sur les dates de clôture des différentes offres en cours. Dans un avis, il s'est borné à indiquer qu'elles interviendraient ensemble et au moins huit jours après l'arrêt de la cour d'appel de Paris. Celle-ci doit se prononcer sur le recours déposé par la Société générale contre la décision du CMF de déclarer recevables les OPE présentées par la BNP. Les trois offres en cours pourraient théoriquement se terminer la dernière semaine de juin.

Cette position d'attente du conseil suscite les critiques. *« Le CMF s'occupe plus de ses relations avec les entreprises concernées que de l'intérêt des actionnaires, comme c'est son rôle »*, tempête un analyste. Les porteurs de titres de Paribas se trouvent dans une situation délicate. Ils ne peuvent pas se décider *« sereinement »* entre les deux offres de la Générale et de la BNP, en raison du flou qu'entraîne la clôture simultanée des offres. Un flou qu'on ne manque pas de souligner du côté du clan SG-Paribas.

Pour justifier son attitude, le conseil fait valoir que, *« dans les circonstances actuelles »*, les calendriers des offres *« ne peuvent être arrêtés de façon détaillée »*. L'autorité boursière ne souhaite pas établir un échéancier, qui risque d'être caduc si la cour d'appel de Paris donne raison à la Société générale ou si une surenchère boursière est déposée sur l'une des offres. Le CMF ne veut pas non plus céder aux pressions dont il fait l'objet pour intervenir dans le débat. Ainsi, il ne donne pas l'impression de favoriser un des protagonistes en clôturant une offre avant une autre alors que le calendrier était présenté par les différentes parties comme un enjeu de première importance.

Comme il l'avait fait, cet été, dans le conflit Bouygues-Bolloré, le CMF essaye de calmer les esprits. Dans son communiqué, il a tenu à rappeler *« qu'il revient aux parties concernées d'assumer avec loyauté la libre confrontation des offres dans le respect de la transparence et de l'intégrité du marché »*. Cette mise au point fait suite aux accusations – venues de toutes parts – de manipulations des cours de Bourse des banques impliquées.

ACCORDS SECRETS

Le conseil a été également irrité par la découverte de pactes d'actionnaires entre Axa et Paribas d'une part, la Société générale, Peugeot et Pernod Ricard d'autre part, qui avaient été jusqu'à présent cachés aux marchés. Ces accords secrets auraient dû normalement figurer dans les notices d'information visées par la Commission des opérations de Bourse (COB), publiées à la mi-février, après que la Société générale et Paribas eurent annoncé leur mariage.

Ce manquement grave aux règles d'information des actionnaires pourrait d'ailleurs faire l'objet de l'engagement d'une procédure administrative par la COB contre la Société générale et Paribas. Théoriquement, André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, et Daniel Bouton, président de la Société générale, qui ont engagé leur responsabilité en signant les notices d'information, pourraient chacun écoper d'une amende de 10 millions de francs au maximum.

Joël Morio

Nantes : journée banque morte très suivie à la Société générale

NANTES
de notre correspondant

« La mobilisation a été importante, surtout compte tenu du grand nombre de personnes en vacances. » Jean-Marc Fralin, directeur des ressources humaines du département des titres de la Société générale, qui emploie un millier de personnes à Nantes, ne chipotait pas, jeudi après-midi, sur la participation des salariés à la grève à l'appel de plusieurs syndicats. Dans le réseau des vingt-trois agences dépendant de la direction locale de Nantes, la participation aurait approché les 70 %, obligeant vingt d'entre elles à fermer. Toujours selon le DRH nantais, un tiers des mille salariés travaillant au département des titres ont quitté à 13 heures le grand bâtiment en forme d'escalier qui surplombe la sortie est de la ville et ne sont pas revenus de la journée. *« Cette participation est d'autant plus significative que la grève dans un service comme le nôtre n'a aucune visibilité à l'extérieur et n'est pas médiatisable, ce qui ne pousse pas les gens à la faire »*, ajoutait-il, sans craindre le contre-emploi, sûr de percevoir dans ce mouvement *« un signe sans équivoque de solidarité du personnel vis-à-vis de la direction »*.

> **REPORTAGE**
> Les grévistes s'inquiètent des conséquences d'une fusion, quelle qu'elle soit

Côté grévistes, la soudaine sollicitude des dirigeants de la banque sur le maintien des effectifs suscitait l'ironie. *« Ils ne nous ont pas habitués à ce genre d'attentions »*, remarquait en souriant Jacques Cordron, élu CFDT au département des titres et représentant des salariés au comité de groupe. *« Nous n'avons pas fait grève pour Bouton, mais contre les conséquences sociales inévitables d'une fusion. Il est vrai que le projet de la BNP nous inquiète plus que l'autre, mais nous étions déjà opposés au rapprochement avec Paribas »*, ajoutait-il, en témoignant de l'inquiétude régnant chez les salariés : *« C'est un sujet de discussion permanent. On a l'impression de compter pour rien, même si les directions respectives se jettent à la figure des arguments sur le social. »*

L'exemple du département des titres de Nantes est typique du risque encouru aux yeux de Philippe Renaudineau, syndiqué CFDT lui aussi : *« La BNP a exactement le même centre à Dinan. Elle y gère les portefeuilles du même type de clients. Paribas en a un à Créteil pour des portefeuilles plus importants. On ne peut pas croire qu'avec une fusion il resterait trois départements titres, avec trois services informatiques différents et au bout du compte le même nombre d'emplois. »*

Cette certitude ne semblait pourtant pas partagée par les salariés des trois banques. A Nantes, la CFDT avait renoncé à élargir le mouvement au sein de la BNP, faute de mobilisation chez les intéressés. *« Nous avons discuté avec nos collègues du syndicat de la BNP. Malheureusement, la rivalité des patrons se ressent aussi chez les salariés, surtout dans l'encadrement. Dans une OPE, il y a la proie et le prédateur. Les salariés de la BNP pensent que leur emploi sera moins menacé parce qu'ils sont chez le prédateur »*, constate Philippe Renaudineau.

Les grévistes du département des titres de la Société générale sont d'autant plus dépités par les perspectives de fusion que l'activité a nettement repris en 1998, obligeant même la banque à embaucher, alors qu'elle avait dû passer en force à deux reprises pour réduire l'effectif ces dernières années, avant de signer un accord local de réduction du temps de travail à 32 heures entrant dans le volet défensif de la loi Robien.

Dominique Luneau

Une mobilisation forte, un motif ambigu

POUR UNE FOIS tout le monde, direction et syndicats, était d'accord sur le taux de grévistes. La quasi-totalité (environ 98 %) des 2 000 agences de la Société générale sont restées fermée, jeudi 22 avril après-midi, en raison de l'opération « banque morte » organisée par l'intersyndicale de l'établissement pour dénoncer la logique des fusions et des suppressions d'emplois, et particulièrement la fusion SG-BNP-Paribas (SBP). Au siège de la banque, à la Défense, les débrayages ont également été nombreux, y compris parmi les cadres, et notamment ceux qui ont adhéré à l'Association contre le raid de la BNP (plus de 4 000 adhésions) animée par Yves Tuloup, directeur des activités actions à la SG. *« A 14 heures, les gens sont sortis de la tour, jusqu'à 16 heures, et ont fait une marche dans le quartier de la Défense. Nous nous sommes retrouvés pour une photo de famille sur les marches de la Grande Arche »*, explique M. Tuloup.

BIENVEILLANCE

Mais cette unanimité de façade cache une grève d'un genre un peu particulier où, dans certaines agences, l'initiative de fermer le rideau est venue des directeurs eux-mêmes. Car au-delà des revendications syndicales, cette journée banque morte conforte aussi la direction dans son opposition à la double offre publique d'échange (OPE), lancée par la BNP. C'est pourquoi elle a fait preuve d'une certaine bienveillance, même si elle a démenti que les heures de grève seraient payées.

Aussi, certains syndicats ne cachaient pas leurs craintes de récupération du mouvement. Revendiquant le *« grand succès »* de la journée qui marque *« l'irruption du social dans le Monopoly boursier »*, les syndicats de la SG ont rappelé que leur action *« ne doit pas être confondue avec celle de la direction, qui s'inscrit pour sa part dans la logique des marchés et des fonds de pension »*. Pour Michel Marchet (CGT), cette action va *« créer une situation nouvelle, susceptible de faire échouer l'offre BNP, mais aussi de contraindre l'opération SG-Paribas à se faire sur d'autres bases »*.

Les syndicats vont déterminer les suites à donner à leur action, qu'ils souhaitent voir *« mûrir en puissance »*. Ils veulent accentuer la pression, même si la plupart d'entre eux sont divisés sur cette fusion, en fonction de leur origine professionnelle. Par ailleurs, la remise à plat de la convention collective et l'accord de branche sur les 35 heures, signé par le seul SNB-CGC, ont provoqué de vives tensions internes. Dernier épisode en date, la dissolution, jeudi, de la fédération CFTC de la banque. Même si cela préfigure un regroupement de l'actuelle fédération et des syndicats CFTC de la Banque de France et du Crédit foncier de France, cette réorganisation tombe dans une période troublée, où des équipes de la CFTC s'opposent à leur fédération.

Sophie Fay et Stéphane Lauer



Les patrons de Deutsche Telekom et Telecom Italia présentent leur alliance comme un mariage d'amour

Ron Sommer et Franco Bernabè codirigeront la future société

L'ancien monopole allemand et son homologue italien ont décidé de se regrouper pour créer le numéro deux mondial des télécommunications.

Si tout se passe comme prévu, les deux groupes fusionneront avant le 31 décembre, et pourront se prévaloir d'un parc de 100 millions d'abonnés.

Les patrons des deux groupes ont présenté leur projet sous son meilleur jour, jeudi 22 avril, mais de nombreux obstacles subsistent.

LONDRES
de notre correspondant

A les observer sur l'estrade, mitraillés comme des stars hollywoodiennes, souriants, décontractés, complices déjà face à la meute de journalistes et d'analystes financiers sceptiques convoqués pour l'occasion, on se disait, jeudi 22 avril à Londres, que les fiançailles entre l'Italien Franco Bernabè, administrateur délégué de Telecom Italia, et l'Allemand Ron Sommer, président du directoire de Deutsche Telekom, pourraient bien avoir des chances de se révéler harmonieuses.

Les deux fringants quinquagénaires – *« nous sommes le contraire de dinosaures bureaucrates »*, plaisante l'Italien – devraient se partager à égalité la direction du couple en gestation. Pour l'heure, ils donnent l'impression de s'entendre comme larrons en foire. *« Nous savons ce que nous allons faire... Nous avons étudié tout cela de près... Nous avons l'intention de... »*, etc. La relation apparaît sans nuage, les épousailles sont fixées, au plus tard, *« au quatrième trimestre 1999 »*. Si tout se déroule comme prévu, évidemment...

Le problème est que rien n'est encore définitivement joué pour la plus grosse fusion de l'histoire, donnant naissance à un opérateur fort de cent millions d'abonnés. Présenté comme *« une intégration »* non seulement salutaire *« pour l'Europe des télécommunications, pour les actionnaires et pour les employés »* des deux anciens monopoles publics, le grand mariage annoncé cache mal le déséquilibre qu'il recèle. En chiffre d'affaires, Deutsche Telekom pèse presque deux fois plus lourd que son consort transalpin et les actionnaires du premier pourront d'ailleurs échanger leurs titres sur la base d'un pour un tandis que ceux de Telecom Italia devront en sortir trois pour obtenir une action de la nouvelle entité. Après la fusion, les actionnaires de l'opérateur allemand détiendront 56 % du capital, ceux de l'italien 44 % seulement.

LE DERNIER MOT D'OLIVETTI

Les uns et les autres joueront-ils le jeu ? L'union envisagée doit être approuvée par 90 % des actionnaires de chacune des firmes. Ce n'est pas gagné. Par ailleurs, le petit Olivetti qui a lancé une OPA, en cash, sur le groupe italien offre certes une somme légèrement inférieure (11,5 euros par titre) à celle de l'Allemand (12,03 euros), mais d'une part, et cela montre bien que les marchés ne sont pas convaincus, l'action Deutsche Telekom a baissé de 1,25 % jeudi, après une chute de plus de 3,5 % mercredi à Francfort – ce qui diminue d'autant son offre d'échange – et, d'autre part, Olivetti n'a pas dit son dernier mot : après le feu vert des autorités boursières italienne, son OPA démarre le 30 avril. Quant au gouvernement de Rome, qui détient une « golden share » dans Telecom Italia, il peut encore s'opposer aux épousailles.

Que diront par ailleurs les organes de contrôle de la concurrence européen et américain ? Mystère toujours... En tout cas, jure M. Bernabé, *« non »*, ce grand raout ne vise pas à faire pression sur les autorités italiennes. *« Nous allons les convaincre dans les prochaines semaines que notre projet est bon pour tout le monde et notamment pour l'emploi en Europe. »*

« Une vision, un management, une identité. » Tout sourire derrière leurs micros, les deux compères se disent *« très excités et ravis de travailler ensemble »*. Ils sont, ô surprise, *« pour la croissance, l'augmentation de la productivité et la rationalisation »* de leurs activités. Ils ont tout anticipé, tout prévu. *« Nous avons déjà défini notre processus de rationalisation pour créer de nouvelles opportunités. »* Economies d'échelle, synergies, regroupements : le refrain de rigueur en pareille circonstance est connu. Faut-il s'attendre à des licenciements parmi les trois cent mille employés du futur groupe ? *« Je ne peux pas affirmer que nous n'envisageons pas de nouvelles restructurations »*, répond M. Bernabé, rappelant au passage que *« cinquante mille personnes »* ont déjà dû quitter le groupe allemand, *« mais nous espérons qu'avec les nouvelles opportunités qui vont s'ouvrir, le bilan global de l'emploi sera positif »*.

POLYGAMIE

Qu'allez-vous faire avec Telecom Italia que vous ne pouviez pas faire avec France Télécom, interroge un empêcheur de tourner en rond ?... Pas de réponse. La question est posée une seconde fois. *« Notre fusion n'est dirigée contre personne »*, finit par lâcher Ron Sommer. D'ailleurs, les deux promis ne sont pas des forcenés de la monogamie. D'autres accouplements sont possibles à l'avenir. Car se limiter à un tête-à-tête germano-italien, continue-t-il, *« ne nous permettrait pas d'atteindre l'allonge globale que nous recherchons »*. Qu'on se le dise, le couple en gestation entend bien encore *« s'agrandir »*...

Patrice Claude

La colère de France Télécom

« *La prise de contrôle de Telecom Italia par Deutsche Telekom, réalisée sans la moindre concertation préalable avec France Télécom, est une violation explicite des accords entre France Télécom et Deutsche Telekom* », a indiqué l'opérateur français, jeudi 22 avril, dans un communiqué. Allié depuis 1990 à l'opérateur allemand, France Télécom avait procédé avec lui à un échange de participations, en décembre 1998, pour sceller cette coopération aux résultats pourtant modestes. L'opération l'avait amené à débourser 8,2 milliards de francs. Surpris par le revirement de Deutsche Telekom, l'opérateur français « *regrette ce comportement et entreprend toutes les démarches nécessaires pour défendre ses droits et les intérêts de ses actionnaires* ». Il exclut donc toute perspective de réconciliation, même en cas d'échec de la fusion annoncée, et affirme retrouver désormais « *de nouvelles marges de manœuvre dans sa stratégie internationale.* »

L'alliance avec Deutsche Telekom, pour des raisons de concurrence, interdisait à l'opérateur français d'avoir des activités outre-Rhin. Ce verrou a désormais sauté. France Télécom a précisé que la filiale commune, Global One, continuera à fonctionner normalement.

■ **NOMINATIONS**

Après le rachat de Nissan, Renault met en place un nouvel organigramme

L'ENTRÉE de Renault dans le capital de Nissan modifie les structures de direction du constructeur français. On le savait : l'intérim de Carlos Ghosn,



numéro deux du constructeur français, devenu directeur général de Nissan, est assuré par Shemaya Lévy, jusqu'à présent directeur général adjoint. Par ailleurs, Pierre Poupel, directeur du projet industriel Brésil, deviendra le 3 mai membre du comité de direction du groupe et directeur de la qualité. Il remplace Patrick Le Quément, directeur de la qualité et du design industriel qui, au côté de M. Ghosn, doit favoriser la créativité du design de Nissan. Autre départ pour Tokyo : celui de Patrick Pélata, directeur du développement de l'ingénierie véhicule, qui deviendra directeur général adjoint de Nissan, chargé du produit et de la stratégie. Il sera remplacé par Michel Faivre Duboz, actuellement directeur du programme I (Twingo, Clio).

Enfin, Martine Boyer-Chamard, actuellement directrice du prix de revient à la direction du contrôle de gestion, prendra la direction du contrôle des investissements en remplacement de Thierry Molonguet, devenu directeur financier adjoint de Nissan.

■ **PARIBAS : Michel Péretié** (45 ans, DESS en économie de l'IAE) a été promu responsable mondial du métier taux, changes et dérivés de Paribas, après avoir dirigé les activités produits financiers et changes à Londres.

■ **PECHINEY : Olivier Naudin** (39 ans, Polytechnique), succède à Bernard Pierre (64 ans) comme PDG d'ECL, filiale de Pechiney, leader mondial des équipements et systèmes destinés aux usines d'électrolyse d'alumine. Depuis 1992, il a assumé la direction générale pour l'Asie-Pacifique de filiales de Rhône-Poulenc et Lucas Varity.

■ **GEDAS FRANCE : Pierre Jodiou** (38 ans, X-Télécoms) est nommé président de Gedas France, filiale de la société de conseils et de services informatiques créée en 1983 par Volkswagen. Pierre Jodiou a travaillé pour France Télécom, la Sligos et Andersen Consulting.

■ **ALGECO : Jean Snaudeau**, anciennement directeur général Europe du groupe Avis, devient président du directoire d'Algeco. Jean-Marie Thomines-Desmazures est nommé président du conseil de surveillance.

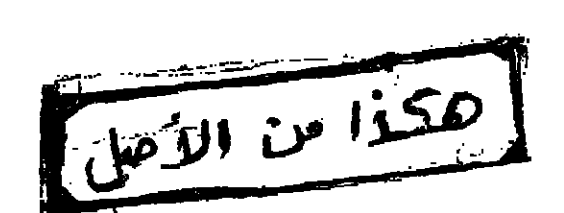
■ **SGE : Christian Péguet**, jusqu'alors administrateur-directeur général du groupe GTIE, pôle d'équipement électronique de la SGE (filiale de Vivendi), en devient le PDG.

■ **GESTETNER : Clem Garwey**, un Irlandais de 34 ans, jusqu'à présent directeur général adjoint de Gestetner France, devient directeur général de Gestetner et Nashuatec, deux filiales du groupe japonais Ricoh.

■ **BDDP CORPORATE : Anne-Sylvie Schneider**, dernièrement conseillère technique, chargée de la communication au cabinet de Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, est désormais en charge du nouveau département communication publique à destination des collectivités locales créé par BDDP.

■ **BUDGET FRANCE : Philippe Seghers** vient d'être nommé PDG de Budget France, filiale de Budget Rent a Car. Il avait pris en 1997 une participation majoritaire dans le premier franchisé de Budget France, le groupe Collinet.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouet. Fax : 01 42 17 21 67.



هكذا من الأصل

Les chaînes météo nord-américaines veulent profiter de l'embellie Internet

Les télévisions spécialisées dans l'information météorologique aux Etats-Unis et au Canada ont renoncé à exporter leur concept en Europe et concentrent leurs investissements sur les services interactifs dans la perspective de la convergence entre le petit écran et l'ordinateur

QUÉBEC
de notre envoyé spécial

Ce sont les programmes télévisés les plus regardés. En France, les bulletins météo sur TF 1 rassemblent entre 8 millions et 11 millions de téléspectateurs. Au Canada comme aux Etats-Unis, l'information météorologique tourne parfois à l'obsession. « *Les Nord-Américains y sont plus sensibles car ils sont touchés plus violemment dans leur vie quotidienne par les caprices du climat* », explique François Fandeux, créateur du Festival international de la météo, dont la 9e édition a eu lieu à Québec, du 15 au 18 avril.

Mais les bulletins de prévisions sont aux carrefours stratégiques des grilles de programmes dans toutes les télévisions du monde. Y compris dans les pays que l'on croit abonnés au ciel bleu. Mustapha Esbmawi, présentateur-vedette de la chaîne publique saoudienne, sourit : « *En fait, il y a de la neige sur le nord de notre pays en hiver, des zones pluvieuses, des orages et des vents de sable très violents.* » Sur les chaînes généralistes d'Amérique du Nord, les rendez-vous les plus importants avec la météo ont lieu le matin et vers 18 h 30, lorsqu'on se met à table.

Ici, certains désertent le traditionnel fond bleu du studio, qui sert d'horizon à tous les présentateurs du monde, pour descendre dans la rue. Al Rocker, la vedette de NBC, par exemple, y harangue la foule avec la force de conviction d'un prédicateur. Valerie Vos, sur CNN, ou Jocelyne Blouin, de Radio-Canada, font aussi partie des personnalités marquantes d'un secteur où, estime François Fandeux, « *les présentateurs sont moins starisés qu'en France* ».

Si le bulletin prend parfois l'allure d'un show, il ne sacrifie rien à la rigueur scientifique, car le grand public, pétri de culture météorologique, est exigeant. Inutile de montrer le sens du vent avec des flèches à un téléspectateur canadien, il fait spontanément sa propre lecture des isobars. En revanche, il ne saurait se contenter d'une température sous abri : le facteur vent, le taux d'humidité ou le point de rosée lui sont indispensables pour aller vaquer à ses activités de plein air.

Cette boulimie d'informations sur le temps a permis le développement de télévisions spécialisées. Aux Etats-Unis, The Weather Channel, chaîne câblée du groupe Landmark Communications, est la pionnière. Implantée à Atlanta, elle diffuse vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dont vingt-deux heures en direct, depuis dix-sept ans. La chaîne emploie aujourd'hui quelque 500 personnes. « *C'est la CNN de la météo* », résume fièrement Heather Tesch, l'une de ses présentatrices. Au Canada, Météo-Média, chaîne spécialisée francophone dont les studios sont à Montréal, et The Weather Network, son équivalent anglophone basé à Toronto, viennent de fêter leur dixième anniversaire. « *Nous desservons 9 millions des 11,5 millions de foyers canadiens et notre audience hebdomadaire atteint 10 millions de téléspectateurs* », annonce Pierre Morrissette, PDG de Pelmorex Inc., le groupe propriétaire des deux réseaux (300 salariés).

MOINS CHÈRES

A Météo-Média, une trentaine de présentateurs se succèdent pour répercuter, au rythme de vingt bulletins par tranche horaire, les informations préparées et vérifiées par une équipe maison de quarante météorologues. Cette idée d'intégrer des prévisionnistes aux équipes de télévision a été reprise en France, il y a quatre ans, par les créateurs de La Chaîne météo (LCM). « *Nous utilisons les informations de Météo-France pour le court terme, mais nous fabriquons nos propres prévisions à plus de trois jours*, explique Louis Bodin, chef d'édition météo à LCM. *Et nous sommes fiers de constater qu'elles sont au moins aussi performantes que celles de Météo-France.* »

Aussi fiables, mais surtout moins coûteuses que les services fournis par Météo-France. Les données météo coûtent cher, en effet, et certains représentants de chaînes s'en sont plaint, au cours des débats du Festival de la météo, auprès de Jean-Pierre Beysson, PDG de Météo-France. Les prévisionnistes des chaînes nord-américaines ont l'habitude de les obtenir gratuitement ou presque des organismes gouvernementaux, ainsi qu'en puisant dans les réserves illimitées d'Internet. Outre l'accès à la base de données de l'organisme, il faut aussi payer la mise en images et les reconstitutions informatiques, qu'elles soient développées par Météo-France ou par le privé. Les coûts élevés et la lenteur du retour sur investissement ont dissuadé les chaînes spécialisées nord-américaines de poursuivre leurs projets en Europe. Pelmorex avait été le premier à créer des clones de Météo-Média en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Italie. Il les a rapidement cédés à son concurrent américain Landmark, qui n'a pas tardé à les fermer. Restait La Chaîne météo, en France, dont Pelmorex était un des partenaires fondateurs avec France Télécom : elle a été reprise, le 15 mars, par le groupe Lagardère.

Pierre Morrissette souhaite conserver un partenariat technique et commercial avec le nouveau propriétaire. « *Nous préférons ce type d'entente à une participation minoritaire* », explique-t-il, car il a décidé de concentrer la totalité de ses investissements au développement et à la diversification de ses chaînes au Canada, en particulier dans des services interactifs sur Internet. Pour cela, le groupe est en train de négocier la vente des seize radios qu'il possède. Créé depuis quatre ans, son site Web gratuit offre des prévisions détaillées sur un millier de micro-régions de 10 kilomètres carrés. Il enregistre 40 000 visites chaque jour. Pour aller plus loin dans l'interactivité, M. Morrissette vient de lancer un site payant destiné aux agriculteurs, et ouvrira début mai un second service en ligne dédié au golf, avec des prévisions pour chacun des 2 000 parcours du pays.

« *Dans trois ans, nous aurons une dizaine de services comme ceux-ci*, annonce-t-il. *Et dans cinq ans, notre activité principale ne sera plus la télévision traditionnelle, mais les services interactifs, qu'ils soient sur l'écran de la télé ou sur celui de l'ordinateur.* » Le même cheminement vers « *l'information spécialisée sur demande* » est suivi par le leader mondial américain Landmark Communications. Ce dernier détient désormais 50 % du capital du groupe canadien (30 % des droits de vote). De la concurrence stérile du début des années 90, on est passé à une démarche de synergie : « *Avec la convergence entre télévision et Internet, les frontières deviennent une notion très artificielle*, avance M. Morrissette. *Nous préférons jouer sur la force et la complémentarité de nos marques commerciales respectives.* »

J.-J. B.

TF 1 récompensée

Le *Grand Prix du Festival international* de la météo, qui couronne le meilleur présentateur météo, a été attribué, dimanche 18 avril à Québec, à Evelyne Dhéliat, de TF 1. Les autres prix ont été décernés à Karoly Vissy de MTV (Hongrie), Philippe Jeanneret de TSR (Suisse), Steve Swiencowski de WLFL-TV (Etats-Unis), Frank Cavallaro de CFCF (Canada), Luc Trullemans de RTL-TVI (Belgique), Jocelyne Blouin de SRC (Canada) et Aziz Diop de RTS (Sénégal) ; le Prix radio est revenu à Denis Collard de la RTBF (Belgique).

Plus de cent chaînes de télévision représentant cinquante pays *participaient à la compétition officielle. Après cette première expé*rience au Québec, le Festival international d'Issy-les-Moulineaux se tiendra désormais une année sur deux dans un pays étranger.

TROIS QUESTIONS À...

ÉVELYNE DHÉLIAT

1 Que représente, pour la présentatrice météo sur TF 1 que vous êtes, le Grand Prix que vous a décerné un jury international de professionnels ?

Ce trophée, qui salue à la fois la qualité de la présentation et celle du contenu scientifique, est surtout la récompense des investissements consentis par TF 1 pour ce programme, que la chaîne juge important. Nous avons nos propres graphistes, qui retravaillent les fonds de cartes pour en améliorer la lisibilité et leur donner une identité TF 1. Les téléspectateurs attendent deux choses : une information fiable et un contact agréable. Le rôle du présentateur est important, car il doit vulgariser l'information sans trahir la rigueur des scientifiques avec qui il travaille.

2 Le statut de la météo à la télévision a-t-il changé ?

Elle n'est plus considérée comme un simple tremplin pour faire une carrière. Tous les lauréats du Festival international de la météo, cette année, sont des professionnels expérimentés, à l'instar du Belge Luc Trullemans, qui a fait le routage du ballon de Bertrand Piccard *[lors de son tour du monde]*. A TF 1, nous considérons que c'est une information dont la qualité doit être à l'égale de celle du journal télévisé. Nous faisons partie de la rédaction, et notre rôle est primordial lors de certaines situations critiques, comme cet hiver, avec les fortes chutes de neige et les avalanches dans les Alpes. En fonction des prévisions de Météo-France, nous permettons à la rédaction d'anticiper l'envoi d'équipes sur place. Nous pouvons aussi intervenir dans le JT pour donner des explications.

3 La présentation de la météo va-t-elle évoluer sur les chaînes généralistes ?

Contrairement aux chaînes spécialisées, on a peu de temps. Un bulletin dure 2 min 30 au maximum sur TF 1. La difficulté est d'être clair et concis, tout en respectant la diversité des climats du pays. Techniquement, nous sommes à un tournant. Depuis cinq ans, beaucoup de produits nouveaux sont apparus sur le marché, comme les reconstitutions d'images satellitaires ou les cartes de masses d'air. Ils vont se multiplier. L'avenir de la présentation sera de ne pas céder à la tentation du gadget et de faire un choix quotidien entre ces produits, pour ne retenir que les mieux adaptés à l'explication de la situation météorologique du jour.

Propos recueillis par Jean-Jacques Bozonnet

Jean-Louis Servan-Schreiber préfère « Psychologies » à « L'Expansion »

AVANT, Jean-Louis Servan-Schreiber semblait vivre à cent à l'heure. Dans les années 60, de retour des Etats-Unis, il joue un rôle déterminant dans la transformation de *L'Express* en « *news magazine* ». Dans les années 70, il développe *L'Expansion*, anime une émission de télévision et multiplie les projets. Dans les années 80, il se lance dans la presse quotidienne en reprenant *La Tribune* et *L'Agefi*, publie plusieurs ouvrages. Dans les années 90, il revend les quotidiens à Georges Ghosn et le groupe qu'il a créé à CEP-Communication de Christian Brégou.

Depuis, il donnait peu de nouvelles. Il a passé quelques années au Maroc, à la tête de *La Vie économique*. Il y a déclenché une polémique en publiant les chiffres de diffusion de ses concurrents. De retour à Paris (« *Je regrette beaucoup le climat* », soupire-t-il), il a repris, avec son épouse Perla, le mensuel *Psychologies*, qu'il a relancé avec succès, en mars 1998.

Il est égal à lui-même. Costume sombre sur polo noir, il déjeune d'une salade verte, ne se sépare jamais de son teckel, qui pose avec lui en photo, pour signer ses éditoriaux de *Psychologies*. Il est heureux. « *Je m'intéresse plus à l'humain qu'à l'économie* », s'aperçoit-il aujourd'hui. Il a quitté d'ailleurs, mercredi 21 avril, la présidence du conseil de surveillance de *L'Expansion*.

PLUS TERRE À TERRE

A *Psychologies*, en 1997, il arrive dans un journal assez abîmé, marqué par l'appartenance de ses anciens propriétaires à une secte. « *Pendant un an, on a préparé la nouvelle formule, qu'on a lancée sans moyens, avec quatre paris : garder le titre, le prix (25 francs), la même équipe et augmenter les tarifs de publicité.* » L'équipe était traumatisée par les polémiques, le titre pouvait paraître rebutant, et le prix dissuasif quand de nombreux journaux de la presse féminine sortent à 10 francs. La diffusion France payée est passée de 75 483 exemplaires en 1997 à 120 384 exemplaires en 1998, une progression due principalement à la vente en kiosque. Le chiffre d'affaires a doublé en un an, à 14 millions de francs en 1998. Il prévoit d'atteindre 20 millions en 1999. « *On avait prévu une perte de 1,5 million de francs. En fait, on l'a gagné* », souligne « JLSS ». Désormais, on voit des jeunes femmes dans les aéroports lire sans complexe le magazine. « *Les gens adorent qu'on leur parle d'eux. C'est un marché qui est en train de s'ouvrir. Il y a un manque de repères et souvent un manque d'interlocuteur.* »

JLSS s'est-il assagi ? Il se souvient de cette phrase de Robert Hersant, quand il l'avait interviewé pour *L'Expansion* : « *Je préfère avoir des dettes que des actionnaires.* » « *J'ai essayé d'appliquer la même méthode, mais finalement j'ai eu les deux !* » Il ne se lance plus dans des projets de développement tous azimuts, caresse juste l'idée d'éditions internationales. Avant de préciser que, avec le temps, il est devenu raisonnable, plus terre à terre : « *Mon chien me rappelle au réel.* »

Alain Salles

TPS et Canal Plus devraient négocier un accord global sur le cinéma

MOTUS. Les professionnels du cinéma et les chaînes de télévision semblent s'être donné le mot pour s'abstenir de réagir officiellement après la signature d'un protocole d'accord entre Canal Plus et le Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC), fraction dissidente du Bureau de liaison des industries du cinéma (BLIC). Chez TPS, le PDG, Patrick Le Lay, a donné ordre de ne faire « *aucun commentaire* ». Ce silence devrait perdurer jusqu'à la mi-juin, date de la décision de la cour d'appel saisie par Canal Plus après sa condamnation par le Conseil de la concurrence pour abus de position dominante.

Dans la coulisse, certains articles clefs du protocole signé par Canal Plus et le BLOC suscitent les critiques des opérateurs et des professionnels. Les télévisions généralistes, regroupées dans le tour de table de TPS, refusent, par exemple, à la chaîne cryptée le droit d'établir, à leur encontre, une réglementation qui les concerne. Il s'agit plus particulièrement de l'article interdisant le passage en deuxième fenêtre, dans le cas d'un préachat, des films coproduits par des télévisions généralistes. Selon elles, cette disposition revient à interdire la deuxième fenêtre pour 50 % des films. La chaîne cryptée rétorque que si TPS veut les mêmes films que Canal Plus, il doit en payer le prix. Les chaînes hertziennes ou TPS pourraient saisir, à nouveau, le Conseil de la concurrence.

TERRAIN D'ENTENTE

Reproche aussi est fait à Canal Plus de lier la chronologie de la diffusion des films à la durée des exclusivités, ce qui aurait pour effet d'ôter au gouvernement le droit de fixer cette durée par décret. De fait, le projet de loi sur l'audiovisuel intègre une telle disposition. Selon Canal Plus, la directive « Télévision sans frontières » (TSF) a déjà enlevé aux gouvernements le droit de fixer la chronologie des médias et elle les a aussi privés de la possibilité de réglementer la durée des droits.

L'autre point de friction est l'abattement de 20 % consenti à Canal Plus pour ses frais de décodeurs hertziens. A cause de la migration des abonnés vers le numérique, le cinéma français pourrait perdre 70 millions de francs par an.

Malgré leurs divergences, Canal Plus et le BLOC, d'un côté, TPS et le BLIC, de l'autre, ne ferment pas la porte à une prochaine négociation. Tous ont intérêt à trouver un terrain d'entente. A défaut, ils laisseraient au gouvernement le soin de réglementer à leur place. Une telle extrémité sonnerait le glas de la politique contractuelle observée jusqu'à maintenant. Les deux parties ne devraient pas en arriver là. Déjà des convergences existent entre les deux accords. Tant TPS que Canal Plus ont entériné la chronologie des médias. Il leur reste à faire une vraie place à la deuxième fenêtre. Les deux opérateurs ont aussi accepté de consacrer un pourcentage quasi équivalent de leur chiffre d'affaires à l'acquisition de films européens et français. Enfin, ils ont adopté la « *prime au succès* », chère aux producteurs.

Guy Dutheil

DÉPÊCHES

■ **RADIO : Albert Algoud, un des animateurs de « Nulle part ailleurs »** sur Canal Plus, succède à Jean-Luc Hees, directeur de France Inter, qui cesse la production de son magazine quotidien « Synergie ». La nouvelle émission sera diffusée à partir du 26 avril à 18 h 15.

■ **Skyrock demande que le comité radio de Médiamétrie**, qui se réunira jeudi 10 juin, organise un vote pour que les sondages d'audience soient étendus aux 11-14 ans. « *Première radio des moins de 20 ans* », Skyrock, qui réalise 6,9 % d'audience, est écoutée par 3,2 millions d'auditeurs.

■ **PRESSE : le magazine *Men's Health*,** édité par le groupe américain Rodale dans onze pays, a été lancé en France. Vendu 20 francs, ce bimensuel destiné à un public masculin prévoit de devenir mensuel à l'automne et vise les 100 000 exemplaires.

■ **AUDIOVISUEL : le groupe luxembourgeois CLT-UFA a réduit sa perte nette en 1998 à** 14 millions d'euros, contre 71 millions d'euros en 1997, a indiqué le premier groupe audiovisuel européen, jeudi 22 avril dans un communiqué.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SANOFI-SYNTHELABO : la Commission européenne a décidé le 22 avril de rouvrir le** dossier concernant la fusion des deux groupes pharmaceutiques français, car une partie de la transaction, concernant les produits opiacés, n'avait pas été correctement notifiée. Cependant, la Commission a accordé une dérogation aux deux groupes, les autorisant à poursuivre leur rapprochement selon le calendrier prévu. En contrepartie, ils s'engagent à céder l'activité de Synthélabo dans ce domaine, qui représente 20 millions de francs de chiffre d'affaires.

● **TOTAL et ELF : les groupes pétroliers français proposeront,** lors de leurs assemblées générales respectives le 11 mai et le 28 mai, un programme de rachat d'actions portant jusqu'à 10 % de leur capital.

● **ESPACE : le premier tir commercial de la fusée Ariane-5** aura lieu début juillet. Le lanceur européen mettra en orbite Telkom-1, satellite de télécommunications indonésien, et le satellite de radiodiffusion directe AsiaStar, de la société Worldspace. Après avoir explosé lors de son vol inaugural, le 4 juin 1996, Ariane-5 a connu le succès pour ses deux autres tirs de qualification.

● **ST Microelectronics : le fabricant franco-italien de composants** va coopérer avec son concurrent nippon Hitachi pour fabriquer de nouveaux microprocesseurs pour l'électronique de loisirs (télévisions numériques, décodeurs).

● **VOLKSWAGEN : le constructeur automobile allemand et le syndicat IG Metall** se sont entendus sur une hausse de salaire de 3,2 % à partir du 1er août pour les 100 000 salariés d'Allemagne de l'Ouest. Aux termes de cet accord, valable quatorze mois, les salariés percevront aussi une prime de 1 600 marks (818 euros) pour 1998 au titre de la participation.

● **ISUZU : le constructeur japonais de poids lourds devrait afficher** pour l'exercice clos le 31 mars une perte de 4,5 milliards de yens (35 millions d'euros), au lieu du petit bénéfice espéré. Ce dérapage s'explique par la situation très difficile sur les marchés asiatiques, et par les provisions passées pour restructurer certaines filiales.

SERVICES

● **AT&T : l'opérateur téléphonique américain propose de racheter le** quatrième câblo-opérateur du pays, MediaOne, pour 62,5 milliards de dollars (59 milliards d'euros), surenchérissant sur l'offre de Comcast Corp (56,5 milliards de dollars). En avril, AT&T a déjà pris le contrôle du deuxième câblo-opérateur américain, Tele-communications Inc.

● **GUCCI : la chambre commerciale de la cour d'appel d'Amsterdam a,** le 22 avril, renvoyé au 3 juin son jugement sur le fond du différend entre le maroquinier italien Gucci et le géant français du luxe, Moët Hennessy-Louis Vuitton (LVMH).

● **AIR FRANCE : le conflit à l'aéroport de Nice-Côte d'Azur** est sur la voie de l'apaisement, après l'amorce d'une négociation, jeudi, entre les représentants syndicaux du personnel au sol en grève depuis huit jours et la direction régionale de la compagnie. Le mouvement a été reconduit pour 24 heures.

FINANCE

● **BANCA DI ROMA : la banque a refusé jeudi l'offre publique d'échange de San Paolo-IMI, à** l'issue de la réunion de son conseil d'administration, déclarant l'offre « *hostile* » et « *absolument insuffisante* ». Le conseil, qui avait déjà refusé une fusion avec Comit, a convoqué une assemblée générale les 19 et 20 mai et proposera un rachat d'actions de 10 % du capital.

● **UBS : un an après son annonce, la fusion de l'Union de banques suisses et de la Société de banque suisse est** loin d'être achevée, a reconnu jeudi le patron du groupe, Marcel Ospel, lors de l'assemblée générale : « *Le transfert des affaires clients dans la nouvelle plate-forme informatique demande beaucoup de temps.* »

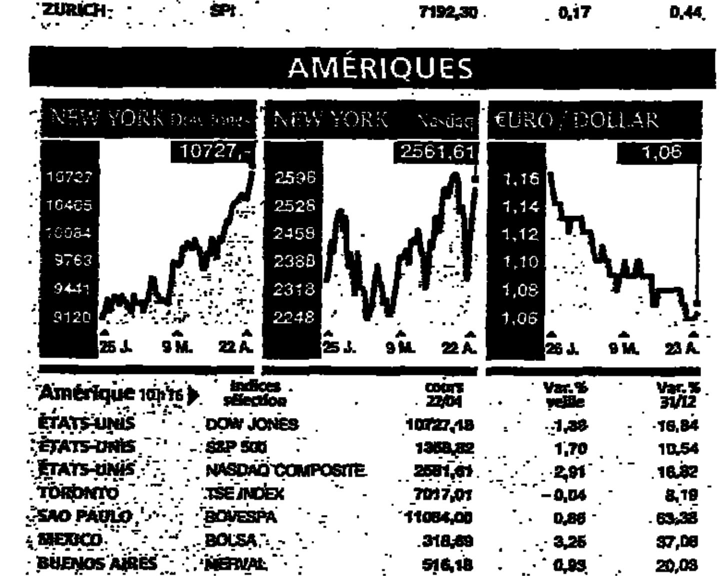
● **NOMURA : les maisons de titres japonaises Nomura Securities, Daiwa Securities et Nikko Securities** ont terminé l'exercice achevé fin mars dans le rouge, le record revenant à Nomura avec une perte de 397,5 milliards de yens (3,1 milliards d'euros).

EUROPE

FRANCFORT DAX 30 : 5196,88 — LONDRES FT 100 : 6428,10 — PARIS CAC 40 : 4279,43

Europe 12h30	Indices sélection	cours 23/04	Var. % 22/04	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3682,85	−0,37	9,59
EUROPE	STOXX 50	3654,77	−0,07	10,08
EUROPE	EURO STOXX 324	316,04	−0,35	5,82
EUROPE	STOXX 653	305,49	−0,04	8,42
PARIS	CAC 40	4279,43	−0,29	8,54
PARIS	MIDCAC	1686,42	0,88	−2,35
PARIS	SBF 120	2883,88	−0,21	8,57
PARIS	SBF 250	2718,80	0,13	8,75
PARIS	SECOND MARCHÉ	1841,72	−0,09	−7,99
AMSTERDAM	AEX	560,90	−0,12	4,19
BRUXELLES	BEL 20	3245,13	−0,28	−7,88
FRANCFORT	DAX 30	5196,88	−0,38	3,93
LONDRES	FTSE 100	6428,10	0,23	9,27
MADRID	STOCK EXCHANGE	9799,06	0,04	−0,38
MILAN	MIBTEL 30	36307,00	−0,80	3,29
ZURICH	SPI	7192,30	0,17	0,44

AMÉRIQUES



Amérique 10h15	Indices sélection	cours 22/04	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10727,18	1,38	16,84
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1358,82	1,70	10,54
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2561,61	2,91	16,82
TORONTO	TSE INDEX	7017,01	−0,04	8,19
SAO PAULO	BOVESPA	11064,00	0,86	63,38
MEXICO	BOLSA	318,69	3,25	37,06
BUENOS AIRES	MERVAL	516,18	0,93	20,03
SANTIAGO	IPSA GENERAL	124,52	−2,33	61,71
CARACAS	CAPITAL GENERAL	8099,43	2,19	8,49

ASIE - PACIFIQUE

TOKYO Nikkei : 16923.25 — HONGKONG Hang Seng : 12905.30 — €URO / YEN : 127,29

Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 23/04	Var. % 22/04	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16923,25	1,54	22,26
HONGKONG	HANG SENG	12905,30	−0,22	28,43
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	33,53
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	88,07	1,38	35,62
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3121,70	0,11	10,96
BANGKOK	SET	30,14	−0,10	17,37
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3388,91	−9,58	10,82
WELLINGTON	NZSE-40	2231,30	0,28	8,04

ÉCONOMIE

Le président de la Banque mondiale critique l'attitude des investisseurs privés

LES CRÉANCIERS privés des pays en développement ne peuvent en même temps exiger des primes de risque très élevées et espérer s'en sortir sans aucun dommage en cas de problème, a estimé, jeudi 22 avril, le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn. Interrogé sur le risque, souvent évoqué par les investisseurs privés, que cette attitude puisse assécher les prêts privés aux pays en développement, M. Wolfensohn, a déclaré : « *Il est tout simplement impossible que des institutions financières qui font des prêts avec des primes de risque de 6 % à 7 % viennent demander à être tirées d'affaire dès qu'il y a un problème.* »

■ **EUROPE : La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu ses taux directeurs**, jeudi 22 avril, comme attendu par la communauté financière. Tommaso Padoa-Schioppa, membre du directoire de la BCE, a indiqué qu'il ne voyait pas de raison de baisser de nouveau les taux d'intérêt en Europe après la baisse qui avait été initiée le 8 avril 1999.

■ **FMI : le directeur général du FMI**, Michel Camdessus, a estimé que les parités actuelles du yen, du dollar et de l'euro étaient appropriées, dans un entretien à la chaîne de télévision japonaise NHK. « *La structure actuelle des taux de change est plus ou moins appropriée* », a souligné M. Camdessus, en ajoutant : « *Le Japon ne bénéficierait pas d'un yen plus fort, l'Europe ne bénéficierait pas actuellement d'un euro trop fort et les Etats-Unis peuvent se permettre un dollar fort sur le moyen terme.* »

■ **ALLEMAGNE : le nouveau ministre des finances allemand,** Hans Eichel, a fait savoir, jeudi, qu'il ne croyait plus que la croissance du produit intérieur brut (PIB) en Allemagne atteindrait les 2 % initialement prévus par le gouvernement, fin janvier. Ces propos font suite suite à ceux du ministre de l'économie, Werner Müller, qui avait estimé, mardi, que l'Allemagne ne parviendrait pas à son objectif. « *Nous n'atteindrons pas les 2 %, ce ne sera toutefois pas beaucoup moins* », avait-il alors déclaré.

■ **ITALIE : l'inflation a été estimée à 1,3 % en avril en Italie** en rythme annuel, sur la base de données provisoires communiquées, jeudi, par un groupe de six villes retenues pour composer un échantillon représentatif au niveau national. Sur un mois, les prix ont augmenté de 0,1 %, selon cette estimation. L'indice officiel sera communiqué par l'Institut national des statistiques jeudi 29 avril.

■ **GRANDE-BRETAGNE : selon l'Office des statistiques nationales (ONS), les ventes de détail** ont augmenté de 0,4 % en mars, en volume et en données corrigées des variations saisonnières, et de 1,9 % par rapport à mars de l'année dernière. Les analystes prévoyaient en moyenne une hausse de 0,2 % par rapport à février et de 1,6 % en glissement annuel. La hausse annuelle était de 1,3 % en février après une baisse de 0,3 % par rapport à janvier.

■ **JAPON : la Banque du Japon (BoJ) a décidé de laisser sa politique monétaire inchangée**, selon un communiqué diffusé, jeudi, à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire. Le taux d'escompte japonais reste ainsi au niveau historiquement bas de 0,5 % fixé depuis septembre 1995.

■ **Le premier ministre japonais, Keizo Obuchi,** réfléchit à un nouveau plan de relance pour sortir définitivement le pays de sa plus grave récession depuis la fin de la seconde guerre mondiale, affirmait, vendredi, le *Yomiuri Shimbun*, le plus grand quotidien nippon. Ces informations ont été démenties par plusieurs ministres. Selon le journal, M. Obuchi fera part de l'état de ses réflexions au président américain, Bill Clinton, lors de leur prochaine rencontre, prévue le 3 mai à Washington.

■ **BRÉSIL : le pays n'est pas encore sorti de la crise** qui a ébranlé son économie en janvier, et il connaîtra des difficultés pendant encore quelques mois, a prévenu, jeudi, le ministre brésilien des finances, Pedro Malan. « *Le monde est devenu plus difficile à partir de 1997 et le Brésil n'est pas sorti de ces difficultés. (...) Nous devons répondre à la crise avec des actions nationales et internationales* », a ajouté M. Malan lors d'une conférence organisée par la Banque mondiale.

■ **OCDE : un accord est intervenu sur le budget 1999** de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) entre les 29 pays industrialisés qui composent cette organisation basée à Paris, après des mois d'âpres négociations entre Américains, Européens et Japonais. Le budget 1999 de l'OCDE est de l'ordre de 1,2 milliard de francs.

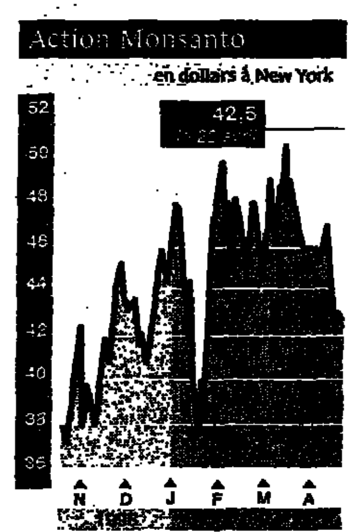
VALEUR DU JOUR

Monsanto dédommagera Rhône Poulenc

LORSQUE l'agrochimiste américain Monsanto a annoncé, jeudi 22 avril, une chute de son bénéfice net trimestriel de près de 33 %, à 132 millions de dollars (123,36 millions d'euros) contre 196 millions de dollars sur celui de 1998, le cours de l'action n'a quasiment pas réagi, s'établissant à 42,5 dollars à la clôture de Wall Street. Les investisseurs avaient déjà anticipé le mouvement, le cours ayant plongé à la mi-avril de plus de 10 %, de 47 à 42 dollars. Mais, alors que les analystes tablaient sur un bénéfice net par action de 16 cents, il est ressorti à 20 cents.

Monsanto a expliqué, dans un communiqué publié à Saint-Louis du Missouri, la baisse de ses résultats trimestriels par le paiement d'intérêts plus élevés sur des emprunts et l'importance des amortissements. Son PDG, Robert Shapiro, s'est dit « *encouragé par les développements du début 1999* », notamment la mise sur le marché en janvier aux Etats-Unis du Celebrex, un médicament contre l'arthrose qui contribue déjà pour 11 % aux ventes de l'entreprise. Ce produit est susceptible d'atteindre très rapidement 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires annuel. « *De plus, nous intégrons les sociétés de semences récemment acquises, nous enregistrons une demande solide pour des cultures à caractère biotechnologique, et nous continuons d'observer des performances solides pour nos activités de base, comme l'herbicide Roundup* », a t-il précisé.

Action Monsanto



Le même jour, était rendu public le jugement d'un tribunal de Caroline du Nord reconnaissant les droits de Rhône-Poulenc sur l'utilisation d'un gène de résistance à cet herbicide dans le maïs. Cette technologie, qui permet de désherber un champ sans nuire à la culture, a été développée par Rhône-Poulenc avec le semencier américain Dekalb, racheté par Monsanto en 1994. L'entreprise de Saint-Louis a été contrainte, selon ce jugement, de verser 50 millions de dollars de pénalités et 15 millions de dollars au titre des dommages directs au groupe français. Alain Godard, directeur général de Rhône-Poulenc Agro s'est déclaré « *ouvert à toutes propositions* » afin que Monsanto puisse continuer d'utiliser sa technologie.

Véronique Lorelle

SUR LES MARCHÉS

PARIS

VENDREDI 23 AVRIL, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris effaçait ses gains de la matinée, perdant 0,16 %, à 4284,97 points, en milieu de séance. Jeudi, l'indice était resté stable, marquant une progression de 0,01 %, à 3 291,85 points. L'approche de la liquidation mensuelle et la baisse de l'action France Télécom en fin de séance ont pesé sur le CAC 40.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort cédait 0,36 %, à 5 207,68 points, vendredi 23 avril en milieu de séance, après avoir ouvert en hausse de 0,57 %. Jeudi, le DAX avait terminé en hausse de 0,99 %, à 5 226,64 points, profitant des sommets atteints par Wall Street.

LONDRES

DOPÉE par les nouveaux records affichés à Wall Street et par la perspective de fusion dans le secteur des télécommunications, la Bourse de Londres a clôturé en hausse jeudi 22 avril. L'indice Footsie 100 a terminé en progression de 1,63 %, à 6 413,6 points.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo, soutenue par des informations – parues dans la presse – laissant espérer un nouveau plan de relance gouvernemental de l'économie pour l'automne, a progressé, vendredi 23 avril, de 1,5 %. L'indice Nikkei 225 a fini à 16 923,25 points, à quelques encablures des 17 000 points.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES (DJIA) de la Bourse de New York a de nouveau battu des records jeudi 22 avril grâce à l'envolée de l'action IBM qui a propulsé le DJIA à 10 727,18 points (+ 1,38 %). Riche en valeurs technologiques, l'indice composite Nasdaq a de son côté gagné 72,63 points (+ 2,92 %), à 2 561,71 points, enregistrant la huitième plus forte hausse en points de son histoire. L'indice Standard and Poor's 500 a également fini la séance en hausse, à 1 358,82 points, soit avec un gain de 1,70 %.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens étaient mal orientés à l'ouverture vendredi 23 avril. Les taux de rendement des emprunts d'Etat français et allemand à dix ans, qui évoluent à l'inverse du prix, s'inscrivaient respectivement à 3,973 % et à 3,874 %.

MONNAIES

APRÈS S'ÊTRE vivement apprécié depuis le début de la semaine, le dollar s'est replié face au yen et à l'euro en début de matinée vendredi 23 avril, après l'évocation d'une offre de Slobodan Milosevic qui accepterait le principe d'une présence internationale au Kosovo sous l'égide de l'ONU. La devise nippone qui avait perdu du terrain ces derniers jours profitait également de l'éventualité d'un plan de relance au Japon évoqué par la presse japonaise. Le dollar se traitait à 119,56 yens et l'euro se négociait 1,0675 dollar.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35386
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre ▶	22/04
COURONNE DANOISE	7,4327
COUR. NORVÉGIENNE	8,2645
COUR. SUÉDOISE	8,9090
COURONNE TCHÈQUE	37,882
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6366
DOLLAR CANADIEN	1,5730
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9392
DRACHME GRECQUE	326,70
FLORINT HONGROIS	249,49
ZLOTY POLONAIS	4,2841

Cours de change croisés

23/04 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	—	0,83623	1,06370	0,16218	1,61450	0,66445
YEN	119,58500	—	127,28500	19,39500	193,07000	79,47500
€URO	0,94011	0,78558	—	0,15245	1,51780	0,62450
FRANC	6,16615	5,15680	6,55957	—	9,95720	4,09630
LIVRE	0,61939	0,51795	0,65885	0,10045	—	0,41145
FRANC SUISSE	1,50500	1,25850	1,60100	0,24415	2,43080	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 22/04 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,45	2,46	3,98	4,85
ALLEMAGNE	2,44	2,56	3,85	4,82
GDE-BRETAG.	5,50	5,08	4,52	4,48
ITALIE	2,93	2,90	4,09	5,06
JAPON	0,07	0,07	1,49	....
ÉTATS-UNIS	4,86	4,87	5,22	5,57
SUISSE	0,83	0,83	2,42	3,79
PAYS-BAS	2,46	2,57	4	4,89

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 23/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	7498	96,06	96,16
Euribor 3 mois			
JUIN 99	1581	97,41	97,41

Matières premières

En dollars ▶	Cours 22/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1583	−0,06
ALUMINIUM 3 MOIS	1322,5	−0,11
PLOMB 3 MOIS	534,5	0,28
ETAIN 3 MOIS	5485	−0,18
ZINC 3 MOIS	1053,5	0,05
NICKEL 3 MOIS	5190	−0,29
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,17	—
PLATINE A TERME	80893,77	−0,87
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	258	−0,49
MAÏS (CHICAGO)	220,5	0,48
SOJA TOURTEAU (CHG.)	130,1	0,54
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	989	−5,18
CAFÉ (LONDRES)	1472	—
SUCRE BLANC (PARIS)	169	—

Pétrole

En dollars ▶	Cours 22/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	16,13	—
WTI (NEW YORK)	17,78	—
LIGHT SWEET CRUDE	18,02	−0,03

Or

En €uros ▶	Cours 22/04	Var % 21/04
OR FIN KILO BARRE	8590	−0,12
OR FIN LINGOT	8820	+1,17
ONCE D'OR (LO) $	283,40	+0,05
PIÈCE FRANCE 20 F	48,30	−1,40
PIÈCE SUISSE 20 F	50,70	−1,93
PIÈCE UNION LAT. 20 F	48,40	−1,98
PIÈCE 10 DOLLARS US	265	−1,85
PIÈCE 20 DOLLARS US	466	−0,43
PIÈCE 50 PESOS MEX.	320,25	−0,31

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action **Banco Bilbao Vizcaya** est restée relativement stable, jeudi 22 avril, après que la banque espagnole eut annoncé une augmentation de ses profits au premier trimestre de 25,1 % à 38,5 milliards de pesetas. Ces résultats étant attendus par les analystes financiers, le titre n'a cédé que 0,76 % à 14,45 euros.

● La valeur **Iberdrola** s'est appréciée de 2,8 % jeudi à 13,39 euros. La seconde compagnie d'électricité espagnole a indiqué qu'elle devrait pouvoir compenser l'impact de la réduction des prix de l'électricité de 1,5 % annoncée par le gouvernement la semaine dernière.

● L'action **Deutsche Telekom** a perdu 1,25 % à 35,50 euros lors de la séance du jeudi 22 avril, réagissant aux conditions de financement proposées par la compagnie de télécommunications allemande pour s'associer à Telecom Italia *(lire page 17)*.

● Les valeurs du secteur de la distribution au Royaume-Uni se sont vivement appréciées jeudi en réaction à la publication d'une amélioration plus forte qu'attendue des ventes au détail en mars dans le pays. Le titre **Kingfisher** a pris 5 % à 809,5 pence.

● Le titre **Superdiplo** a gagné 1,8 % à 21,97 euros jeudi, après que la chaîne de supermarché espagnole eut annoncé un triplement de ses bénéfices au premier trimestre.

STOXX 653

315 – 294 – 273 – 253 – 232 – 212

1er MAI – 22 OCT. – 23 AVRIL

305,49

L 308,93 – M 301,51 – M 302,45 – J 305,61 – V 305,19

EURO STOXX 50

3725 – 3464 – 3202 – 2941 – 2680 – 2419

23 AVRIL – 22 OCT. – 23 AVRIL

3662,35

L 3705,63 – M 3613,96 – M 3642,99 – J 3676,61 – V 3662,05

23/04 12 h 38 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	32,60	-5,08
BASF AG	BE •	40,4	-2,42
BMW	DE •	659	+1,07
CONTINENTAL AG	DE •	22,9	-0,22
DAIMLERCHRYSLER	DE •	91,95	-1,34
FIAT	IT •	3,26	+1,58
FIAT PRIV.	IT •	1,6	-1,23
LUCAS VARITY	GB	4,34	....
MICHELIN-B- /RM	FR •	44,95	-0,11
PEUGEOT /RM	FR •	160,1	-0,87
PIRELLI	IT •	2,9	-0,34
RENAULT	FR •	36,88	-0,86
VALEO /RM	FR •	82,1	+0,98
VOLKSWAGEN	DE •	70,55	-0,83
VOLVO -A-	SE	24,41	-0,23
VOLVO -B-	SE	24,97	....
▶ DJ E STOXX AUTO P		288,29	-0,61

BANQUES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	20,46	-1,54
ABN AMRO HOLDIN	NL •	21,55	+0,47
ALLIED IRISH BA	GB	14,99	+0,41
ALPHA CREDIT BA	GR	60,30	....
ARGENTARIA R	ES •	22,29	+1,32
B PINTO MAYOR R	PT •	16,45	....
BANCO ESSI R	PT •	10,47	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	57,44	+0,33
BANK OF IRELAND	GB	19,07	-0,87
BANK OF PIRAEUS	GR	24,30	....
BANKINTER R	ES •	36,8	+1,80
BARCLAYS PLC	GB	29,02	+2,47
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	60,5	+1
BCA FIDEURAM	IT •	5,32	-3,45
BCA INTESA	IT •	5,41	-0,37
BCA ROMA	IT •	1,54	-2,53
BCO BILBAO VIZC	ES •	14,36	-0,62
BCO POPULAR ESP	ES •	65,65	+0,84
BCO SANTANDER C	ES •	20,27	-1,03
BCP R	PT •	26,35	....
BNP /RM	FR •	73	+0,21
CCF /RM	FR •	91,8	-0,43
CHRISTIANIA BK	NO	3,82	-0,32
COMIT	IT •	7,26	-0,95
COMM.BANK OF GR	GR	160,58	....
COMMERZBANK	DE •	30,35	+1,34
DEN DANSKE BK	DK	98,87	....
DEN NORSKE BANK	NO	3,61	....
DEUTSCHE BANK A	DE •	52,38	+2,50
DEXIA CC	BE •	147,5	-0,14
DEXIA FCE RM	FR •	128,8	-1,30
DRESDNER BANK	DE •	38,6	+1,85
ERGO BANK	GR	76,22	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	576	....
FOERENINGSSB A	SE	24,13	+0,47
FOKUS BK	NO	9,07	....
HALIFAX	GB	13,56	+0,90
HSBC HOLDS	GB	34,02	-1,75
IONIAN BK REG.S	GR	51,29	....
JYSKE BANK REG	DK	71,31	-0,28
KAPITAL HOLDING	DK	33,84	....
KBC BANCASSURAN	BE •	58	-1,69
LLOYDS TSB	GB	14,65	-0,82
MERITA	FI •	5,24	+1,16
NAT BANK GREECE	GR	59,72	....
NATEXIS	FR •	50	....
NATL WESTM BK	GB	22,29	-0,20
NORDBANKEN HOLD	SE	6,67	-0,98
ROLO BANCA 1473	IT •	22,35	-1,54
ROYAL BK SCOTL	GB	21,50	+0,43
S-E-BANKEN -A-	SE	12,01	-0,93
STE GENERAL-A-/	FR •	160,5	+0,63
SV HANDBK -A-	SE	34,01	-0,49
UBS REG	CH	320,42	+0,79
UNICREDITO ITAL	IT •	4,91	-1,80
UNIDANMARK -A-	DK	58,79	-0,85
XIOSBANK	GR	26,31	....
▶ DJ E STOXX BANK P		282,71	+0,15

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	70,86	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,83	-1,70
ASSIDOMAEN AB	SE	20,32	....
AVESTA	SE	3,91	-0,29
BEKAERT	BE •	454	-0,15
BILTON	GB	4,60	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	51,72	-1,77
BRITISH STEEL	GB	2,13	-5,41
BUHRMANN NV	NL •	17,35	-0,29
BUNZL PLC	GB	4,37	-1,71
CART.BURGO	IT •	6,57	-0,76
ELKEM ASA, OSLO	NO	15,79	+0,77
ELVAL	GR	10,87	....
INPARSA	PT •	15,79	....
JOHNSON MATTHEY	GB	6,43	-0,54
MAYR-MELNHOF KA	AT •	45	+0,02
METSAE-SERLA A	FI •	7,9	....
MODO B FR	SE	23,80	-0,70
NORSKE SKOGIND-	NO	33,27	+1,85
OUTOKUMPU OY -A	FI •	10,7	+5,94
PECHINEY-A-	FR •	37,6	-0,53
PORTUCEL INDUST	PT •	5,57	....
RAUTARUUKKI K	FI •	5,7	+1,52
RIO TINTO	GB	15,58	+2,70
SIDENOR	GR	23,11	....
SILVER & BARYTE	GR	27,41	....
SMURFIT JEFFERS	GB	2,40	-2,47
SONAE INDUSTRIA	PT •	10,14	....
SOPORCEL	PT •	8,88	....
SSAB SW ST A FR	SE	11,88	-0,98
STORA ENSO -A-	FI •	10,55	+0,39
STORA ENSO -R-	FI •	10,8	+0,28
SVENSKA CELLULO	SE	23,07	+2,75
THYSSEN	DE •	174	....
TRELLEBORG B	SE	8,87	-8,14
UNION MINIERE	BE •	33,4	-0,30
UPM-KYMMENE COR	FI •	27,5	+0,18
USINOR	FR •	14,12	-1,26
VIOHALCO	GR	27,55	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	30,05	+0,37
▶ DJ E STOXX BASI P		172,72	-0,61

CHIMIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	12,57	-2,18
AGA -B-	SE	12,52	-2,19
AIR LIQUIDE /RM	FR •	151	-0,98
AKZO NOBEL	NL •	....	....
BASF AG	DE •	40,4	-2,42
BAYER AG	DE •	39,5	-1,99
BOC GROUP PLC	GB	15,61	-0,68
CIBA SPEC CHEM	CH	76,98	-0,40
CLARIANT N	CH	483,45	-1,15
DEGUSSA-HUELS	DE •	38,2	-1,51
DYNO INDUSTRIER	NO	17,12	-0,35
EMS-CHEM HOLD A	CH	4615,87	+0,27
HENKEL KGAA VZ	DE •	70	....
ICI	GB	9,73	-4,47
KEMIRA	FI •	6,15	-0,81
LAPORTE	GB	11,28	-0,54
PERSTORP -B-	SE	10,86	-1,04
SNIA	IT •	1,2	-1,64
SOLVAY	BE •	64,5	-1,07
TESSENDERLO CHE	BE •	46,55	-3,02
▶ DJ E STOXX CHEM P		340,78	-2,11

CONGLOMÉRATS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	12,77	+0,86
CGIP /RM	FR •	48,45	-0,32
CIR	IT •	1,02	-1,92
D'IETEREN SA	BE •	436,1	-1,29
GAZ ET EAUX /RM	FR •	41,6	+0,82
GBL	BE •	172,9	-0,06
GENL ELECTR CO	GB	8,76	+1,76
GEVAERT	BE •	66,5	-0,67
HAGEMEYER NV	NL •	33,1	-0,75
INCHCAPE PLC	GB	2,23	-8,13
INVESTOR -A-	SE	41,76	....
INVESTOR -B-	SE	42,32	-0,26
KVAERNER -A-	NO	18,57	-0,97
LVMH / RM	FR •	242,7	-0,94
MYTILINEOS HOLD	GR	12,18	....
NORSK HYDRO	NO	40,90	-8,70
OERLIKON-BUEHRL	CH	138,16	-0,69
ORKLA -A-	NO	16,21	+1,52
ORKLA -B-	NO	14,04	-0,43
SONAE INVESTIME	PT •	34,35	....
VEBA AG	DE •	49,4	+0,51
▶ DJ E STOXX CONG P		288,35	-0,84

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	15,19	+0,70
CABLE & WIRELES	GB	12,77	+3,19
DEUTSCHE TELEKO	DE •	35,4	-0,28
EUROPOLITAN HLD	SE	89,80	+1,14
FRANCE TELECOM	FR •	74,7	+0,74
HELLENIC TELE (	GR	20,37	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	42,35	+3,42
CAMDEN NATIONAL	GR	....	....
PORTUGAL TELECO	PT •	40,85	....
SWISSCOM N	CH	340,41	+3,02
TELE DANMARK	DK	95,12	-0,70
TELECEL	PT •	149,58	....
TELECOM ITALIA	IT •	9,96	+1,22
TELECOM ITALIA	IT •	4,87	-0,81
TELEFONICA	ES •	41,73	+0,60
TIM	IT •	5,82	-2,43
VODAFONE GROUP	GB	17,98	+4,41
▶ DJ E STOXX TCOM P		643,01	-0,50

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCIONA	ES •	47	-1,26
ACESA REG	ES •	11,99	+0,25
AKTOR SA	GR	14,23	....
ASKO OY	FI •	16,3	+2
AUMAR R	ES •	20,69	+1,37
AUTOSTRADE	IT •	6,71	-0,45
BCA INTESA	IT •	5,41	-0,37
BICC PLC	GB	1,73	+5,56
BLUE CIRCLE IND	GB	6,18	+1,50
BOUYGUES /RM	FR •	224,1	+0,04
BPB	GB	4,88	-1,23
CARADON	GB	2,17	-1,38
CBR	BE •	87,9	+0,46
CHARTER	GB	6,67	-1,13
CIMPOR SGPS R	PT •	25,51	....
COLAS /RM	FR •	173,5	-1,88
CRH PLC	GB	18,27	-0,08
CRISTALERIA ESP	ES •	48,7	+0,36
DRAGADOS CONSTR	ES •	32,3	+0,31
FOM CON CONTRAT	ES •	58,5	+0,36
GROUPE GTM	FR •	87,8	....
HANSON PLC	GB	8,88	-0,51
HEIDELBERGER ZE	DE •	63,75	-0,39
HELL.TECHNODO.R.	GR	9,96	....
HERACLES GENL R	GR	22,34	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	34	-1,45
HOLDERBANK FINA	CH	282,34	+1,20
HOLDERBANK FINA	CH	1164,50	-2,32
IMETAL /RM	FR •	117,5	-0,42
ITALCEMENTI	IT •	10,3	-1,44
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,45	-0,22
LAFARGE /RM	FR •	90,65	-0,71
MICHANIKI REG.	GR	7,98	....
PARTEK	FI •	10,5	-1,41
PHILIPP HOLZMAN	DE •	143	....
PILKINGTON PLC	GB	1,23	+1,25
RMC GROUP PLC	GB	13,85	....
RUGBY GRP	GB	1,79	-0,84
SAINT GOBAIN /R	FR •	162,4	-1,04
SEMAPA	PT •	18,35	....
SKANSKA -B-	SE	35,81	-0,93
SUPERFOS	DK	11,97	-1,11
TARMAC	GB	1,72	-1,74
TAYLOR WOODROW	GB	2,99	....
TECHNIP /RM	FR •	100,9	+0,90
TITAN CEMENT RE	GR	55,50	....
UNICEM	IT •	10	-2,44
URALITA	ES •	6,75	+0,57
VALENCIANA CEM	ES •	9,18	-0,97
WIENERB BAUSTOF	AT •	173,5	+0,46
WILLIAMS	GB	6,32	-0,48
▶ DJ E STOXX CNST P		197,6	-0,51

CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR •	234	-0,17
ADIDAS-SALOMON	DE •	84,3	+0,36
ALITALIA	IT •	3,02	-1,63
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	32	-1,08
BANG & OLUFSEN	DK	63,41	+0,07
BARRATT DEV PLC	GB	5,33	-1,96
BEAZER GROUP	GB	3,25	-0,93
BENETTON GROUP	IT •	1,69	-1,17
BERKELEY GROUP	GB	10,89	+0,56
BRITISH AIRWAYS	GB	7,78	-0,39
BRYANT GROUP PL	GB	2,11	-0,71
CHARGEURS RM	FR •	61,55	+0,10
CLUB MED. /RM	FR •	86,5	-3,89
COATS VIYELLA	GB	0,71	+2,17
COMPASS GRP	GB	10,24	+2,12
COURTAULDS TEXT	GB	2,79	+11,25
DT.LUFTHANSA N	DE •	22,85	-1,93
ELECTROLUX -B-	SE	18,87	+0,85
EMI GROUP	GB	7,26	-1,24
EURO DISNEY /RM	FR •	1,2	+0,34
FINNAIR	FI •	5,38	....
G WIMPEY PLC	GB	2,55	-0,64
GRANADA GROUP P	GB	20,83	-0,72
HERMES INTL	FR •	75	-0,27
HPI	IT •	0,61	-1,61
HUNTER DOUGLAS	NL •	35	-0,15
KLM	NL •	27,15	-3,04
LADBROKE GRP	GB	4,66	+0,33
MOULINEX /RM	FR •	10,14	-2,12
NCL HLDG	NO	2,45	....
PATHE /RM	FR •	228	-0,88
PENTLAND GRP	GB	1,67	+1,85
PERSIMMON PLC	GB	3,61	-1,24
PREUSSAG AG	DE •	47,2	+0,96
RANK GROUP	GB	3,93	-1,52
SAIRGROUP N	CH	216,49	-0,29
SAS DANMARK A/S	DK	9,89	+0,68
SEB /RM	FR •	66,65	-1,77
THE SWATCH GRP	CH	602,75	+1,58
THE SWATCH GRP	CH	131,17	-0,24
WILLIAM BAIRD	GB	1,90	+4,17
WILSON BOWDEN	GB	11,77	-0,13
WOLFORD AG	AT •	44,4	+0,68
WWW UK UNITS	GB	0,91	-1,64
▶ DJ E STOXX CYC GO P		163,59	-0,63

PHARMACIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	19,53	+1,75
ASTRA -B-	SE	19,31	+2,39
ELAN CORP	GB	58,03	....
GLAXO WELLCOME	GB	26,86	-1,31
HOECHST AG	DE •	41,9	+0,12
NOVARTIS N	CH	1302,86	+0,22
NOVO NORDISK B	DK	96,12	-2,48
ORION A	FI •	19,4	-0,51
ORION B	FI •	19,05	-0,52
RHONE POUL/RM	FR •	43,3	-1,14
ROCHE HOLDING	CH	16602	-0,37
ROCHE HOLDING G	CH	10836,96	-0,49
SANOFI /RM	FR •	148,6	-0,34
SCHERING AG	DE •	105,05	-0,66
SMITHKLINE BEEC	GB	12,79	-0,36
ZENECA GROUP	GB	....	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		380,13	-0,01

ÉNERGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	10,53	-0,57
BG	GB	5,35	-2,77
BP AMOCO	GB	16,84	-0,54
BURMAH CASTROL	GB	16,90	+0,72
CESPA	ES •	31,41	+0,19
ELECTRAFINA	BE •	114,5	+0,44
ELF AQUITAINE /	FR •	133	+0,91
ENI	IT •	5,97	-1,86
ENTERPRISE OIL	GB	6,38	-3,67
F.OLSEN ENERGY	NO	9,01	+7,19
LASMO	GB	2,17	-0,68
OMV AG	AT •	88,88	-0,13
PETROFINA SA BR	BE •	524	+0,38
PETROLEUM GEO-S	NO	15,25	+4,13
PRIMAGAZ /RM	FR •	68,65	+2,54
PROSAFE	NO	7,28	+1,69
REPSOL	ES •	45,3	....
ROYAL DUTCH CO	NL •	51,75	+0,19
SAGA PETROLEUM	NO	10,41	-0,58
SAIPEM	IT •	3,92	-2,97
SHELL TRANSP &	GB	6,61	-0,23
SMEDVIG -A-	NO	12,70	+3,96
TOTAL /RM	FR •	117,4	-0,51
▶ DJ E STOXX ENGY P		270,7	-0,16

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	10,58	+0,43
ALMANIJ	BE •	63	-1,56
ALPHA FINANCE	GR	30,30	....
AMVESCAP	GB	9,45	+1,14
BAIL INVEST /RM	FR •	124,7	+0,32
BPI-SGPS R	PT •	25,29	....
BRITISH LAND CO	GB	8,66	+0,53
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,83	-0,52
COBEPA	BE •	65	+0,39
CORP FIN ALBA	ES •	142,8	-0,28
CPR /RM	FR •	45,05	-0,97
CS GROUP N	CH	180,82	....
EURAFRANCE /RM	FR •	473,5	+0,02
FONCIERE LYONNA	FR •	121,6	-2,02
GECINA /RM	FR •	103	-0,96
HAMMERSON	GB	7,24	+2,14
KAPITAL HOLDING	DK	33,84	....
LAND SECURITIES	GB	12,57	+0,12
LIBERTY INT.HDG	GB	6,91	+1,79
MEDIOBANCA	IT •	11,6	-2,52
MEDIOLANUM	IT •	6,2	-2,36
MEPC PLC	GB	7,05	+1,53
METROVACESA	ES •	20,9	....
MEDIOLANUM	NL •	6,2	-2,36
PARIBAS	FR •	97	....
PROVIDENT FIN	GB	16,39	+0,57
RODAMCO NV	NL •	22,75	-0,87
SCHRODERS PLC	GB	21,28	-0,36
SEFIMEG N /RM	FR •	62,5	+0,56
SIMCO N /RM	FR •	81,7	-0,06
SLOUGH ESTATES	GB	5,08	+0,61
UNIBAIL /RM	FR •	125,1	+0,89
UNIM	IT •	0,51	+2
VALLEHERMOSO	ES •	9,7	+1,04
WOOLWICH PLC	GB	6,12	-0,25
▶ DJ E STOXX FINS P		257,34	-0,41

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	7,58	....
ASSOCIATE BRIT	GB	6,45	+0,95
BASS	GB	14,20	+2,97
BBAG OE BRAU-BE	AT •	41,5	+0,73
BONGRAIN /RM	FR •	350	+0,57
BRAU-UNION	AT •	47,6	+0,32
CADBURY SCHWEPP	GB	13,32	-1,90
CARLSBERG -B-	DK	39,42	+1,08
CARLSBERG AS -A	DK	39,02	-0,17
CHR. HANSEN HLD	DK	96,30	-3,50
CULTOR -1-	FI •	17,5	+0,29
DANISCO	DK	41,71	+0,97
DANONE /RM	FR •	240,5	-1,64
DELTA DAIRY	GR	19,88	....
DIAGEO	GB	10,64	-1
ELAIS OLEAGINOU	GR	19,91	....
ERID.BEGH.SAY /	FR •	134	-0,45
GREENCORE GROUP	GB	4,72	....
HEINEKEN	NL •	48,05	-1,31
HELLENIC BOTTLI	GR	24,56	....
HELLENIC SUGAR	GR	7,35	....
HUHTAMAEKI I/R	FI •	32,7	....
KERRY GRP-A-	GB	12,69	....
MONTEDISON	IT •	0,91	....
NESTLE N	CH	1740,16	+0,40
PARMALAT	IT •	1,41	-1,40
PERNOD RICARD /	FR •	61,45	+1,07
RAISIO GRP V	FI •	9,5	+1,15
RIEBER & SON -B	NO	6,29	....
TATE & LYLE	GB	6,47	-0,78
UNICER R	PT •	21,35	....
UNIGATE PLC	GB	4,94	-0,55
UNILEVER	NL •	64,95	+0,08
UNILEVER	GB	8,96	-3,06
▶ DJ E STOXX F & BV P		[illegible]	[illegible]

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	12,63	-1,32
ABB AB -B-	SE	12,63	-0,88
ABB BADEN	CH	1329,17	....
ADECCO CHESEREX	CH	475,29	+1,47
ALSTOM	FR •	29	-1,69
ALUSUISSE LON G	CH	1101,29	+0,28
ASSOC BR PORTS	GB	4,27	-1,75
ATLAS COPCO -A-	SE	24,32	-0,90
ATLAS COPCO -B-	SE	24,08	-1,15
ATTICA ENTR SA	GR	7,86	....
BAA	GB	9,72	-0,31
BBA GROUP PLC	GB	7,46	-1,80
BERGESEN	NO	14,46	+0,85
BONHEUR	NO	27,26	+4,65
CMB	BE •	38,6	-1,86
CMG	GB	24,36	+2,85
COOKSON GROUP P	GB	2,61	-3,51
DAMPSKIBS -A-	DK	7000,61	....
DAMPSKIBS -B-	DK	7803,35	-1,69
DAMSKIBS SVEND	DK	11032,35	-2,36
DELTA PLC	GB	2,55	-1,18
DET SONDENFJ NO	NO	8,06	+6,78
ELECTROCOMPONEN	GB	7,87	-0,38
EQUANT NV	DE •	78	....
FINNLINES	FI •	27	+0,87
FKI	GB	2,69	-1,16
FLS IND.B	DK	21,28	....
FLUGHAFEN WIEN	AT •	39,2	+0,32
GKN	GB	16,08	-0,09
GLYNWED INTL PL	GB	3,38	-2,78
HALKOR	GR	6,11	....
HAYS	GB	10,46	....
HEIDELBERGER DR	DE •	55,5	+0,18
HELLAS CAN SA P	GR	22,97	....
IFIL	IT •	3,83	....
IMI PLC	GB	4,71	-0,32
ISS INTL SERV-B	DK	55,69	-0,97
KOEBENHAVN LUFT	DK	98,89	....
KON.NEDLLOYD	NL •	24,5	-2
KONE B	FI •	97	....
LAHMEYER	DE •	45,3	+0,67
LEGRAND /RM	FR •	221,3	-0,32
LEIF HOEGH	NO	12,22	....
LINDE AG	DE •	572	-3,88
MAN AG	DE •	30,4	-0,49
MANNESMANN AG	DE •	116,3	-5,30
METALLGESELLSCH	DE •	18,3	....
METRA A	FI •	20	-0,94
MORGAN CRUCIBLE	GB	4,31	-0,70
NFC	GB	3,22	-0,68
NKT HOLDING	DK	72,65	+3,96
OCEAN GROUP	GB	14,61	+1,69
PENINS.ORIENT.S	GB	14,03	-0,11
PREMIER FARNELL	GB	3,64	+0,40
RAILTRACK	GB	18,69	-1,12
RANDSTAD HOLDIN	NL •	45,15	-0,77
RATIN -A-	DK	147,99	....
RATIN -B-	DK	159,07	+0,87
RAUMA OY	FI •	12,31	-1,12
RENTOKIL INITIA	GB	3,44	+0,56
REXAM	GB	3,92	+1,18
REXEL /RM	FR •	74,5	-2,96
RHI AG	AT •	27,3	-0,55
RIETER HLDG N	CH	550,01	+0,29
SANDVIK -A-	SE	20,45	-3,44
SANDVIK -B-	SE	20,80	-3,42
SAURER ARBON N	CH	530,29	+0,59
SCANIA AB -A-	SE	24,36	-1,58
SCANIA AB -B-	SE	24,47	-0,91
SCHINDLER HOLD	CH	1405,49	+0,40
SCHINDLER HOLD	CH	1530,29	....
SCHNEIDER /RM	FR •	55,55	+0,68
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,13	....
SECURICOR	GB	8,73	+8,28
SECURITAS -B-	SE	14,59	-1,89
SGS GENEVA BR	CH	871,38	-0,29
SHANKS & MCEWAN	GB	3,45	....
SIDEL /RM	FR •	81,8	+5,55
INVENSYS	GB	5,19	+2,09
SITA /RM	FR •	194,5	+1,83
SKF -A-	SE	15,27	-1,45
SKF -B-	SE	16,22	-0,34
SOPHUS BEREND -	DK	27,04	-0,74
STORK NV	NL •	21,3	-1,16
SULZER FRAT.SA1	CH	613,99	-1,11
SVEDALA	SE	17,17	+2
SVENDBORG -A-	DK	10404,17	....
T.I.GROUP PLC	GB	6,86	+0,67
TOMRA SYSTEMS	NO	38,08	+0,82
VA TECHNOLOGIE	AT •	91,5	-3,89
VALMET	FI •	11,5	-1,29
▶ DJ E STOXX IND GO P		[illegible]	[illegible]

ASSURANCES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR •	47,94	-0,50
ALLEANZA ASS	IT •	10,70	-1,83
ALLIANZ AG	DE •	292	+1,46
ALLIED ZURICH	GB	13,27	+0,75
ASPIS PRONIA GE	GR	14,65	....
AXA /RM	FR •	119,9	-0,58
CGU	GB	14,18	+0,21
CNP ASSURANCES	FR •	29,1	-0,20
CORP.MAPFRE REG	ES •	18,96	+0,32
ERGO VERSICHERU	DE •	111,5	+2,78
ETHNIKI GEN INS	GR	40,40	....
FONDIARIA ASS	IT •	5	-2,15
FORSIKRING CODA	DK	90,81	+1,50
FORTIS AMEV NV	NL •	....	....
GENERALI ASS	IT •	36,1	-0,69
GENERALI HLD VI	AT •	187	-4,81
INA	IT •	2,62	-0,40
IRISH LIFE	GB	8,43	....
LEGAL & GENERAL	GB	10,61	-1,14
MUENCH RUECKVER	DE •	184	....
NORWICH UNION	GB	6,77	+2,53
POHJOLA YHTYMAE	FI •	43,5	-1,14
PRUDENTIAL CORP	GB	12,35	....
RAS	IT •	9,94	-0,60
ROYAL SUN ALLIA	GB	7,70	-0,59
SAMPO -A-	FI •	28,5	+0,19
SWISS RE N	CH	2051,84	-0,33
SEGUROS MUNDIAL	PT •	36,2	....
SKANDIA INSURAN	SE	17,73	-0,32
STOREBRAND	NO	7,26	+0,85
SWISS LIFE BR	CH	622,74	-0,20
TOPDANMARK AS	DK	162,79	+0,33
TRYG-BALTICA	DK	22,06	-2,08
ZURICH ALLIED N	CH	588,51	-0,62
▶ DJ E STOXX INSU P		384,23	-0,09

MEDIAS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	8,32	-1,44
CANAL PLUS /RM	FR •	262,1	+2,17
CARLTON COMMUNI	GB	8,26	-2,24
ELSEVIER	NL •	12,35	-1,07
HAVAS ADVERTISI	FR •	182,5	+0,44
INDEPENDENT NEW	IR •	4,7	-1,05
LAGARDERE SCA N	FR •	33,13	-0,96
MEDIASET	IT •	7,96	-0,25
PEARSON	GB	19,97	+1,15
REED INTERNATIO	GB	8,68	-1,80
REUTERS GROUP	GB	13,08	+1,29
SCHIBSTED	NO	12,86	-0,93
TELEWEST COMM.	GB	4,38	+8,71
TF1	FR •	183	....
UNITED NEWS & M	GB	9,16	+1,17
WOLTERS KLUWER	NL •	160,2	+0,56
WPP GROUP	GB	8,43	+2,02
▶ DJ E STOXX MEDIA P		373,14	[illegible]

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL •	35,5	-1,25
ASDA GROUP PLC	GB	2,92	-0,52
ATHENS MEDICAL	GR	16,99	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	69,01	+2,47
BEIERSDORF AG	DE •	66	....
BIC /RM	FR •	46,76	+1,41
BRIT AMER TOBAC	GB	7,71	+3,67
CASINO GP /RM	FR •	94,55	+0,59
CFR UNITS -A-	CH	1433,48	+0,58
CPT MODERNES /R	FR •	564	....
DELHAIZE	BE •	83,3	-0,54
ESSILOR INTL /R	FR •	298	-0,85
ETS COLRUYT	BE •	675	-0,07
FYFFES	IR •	2,05	-0,90
GIB	BE •	37,13	+2,57
GOODYS	GR	22,48	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,32	+0,66
KESKO OY	FI •	12,9	-0,71
L'OREAL /RM	FR •	595	-1,33
MODELO CONTINEN	PT •	16,65	....
PAPASTRATOS CIG	GR	13,91	....
PROMODES /RM	FR •	594	-0,33
RECKITT & COLMA	GB	11,25	+2,49
SAFEWAY	GB	4,06	-0,35
SAINSBURY J. PL	GB	6,07	-0,89
SEITA /RM	FR •	54,6	-1,62
SMITH & NEPHEW	GB	2,51	+1,85
STAGECOACH HLDG	GB	3,36	-0,91
TABACALERA REG	ES •	17,63	-0,56
TAMRO	FI •	4,17	+1,71
TESCO PLC	GB	2,59	-2,06
TNT POST GROEP	NL •	25,6	+5,23
▶ DJ E STOXX N CY G P		[illegible]	[illegible]

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	3,77	-0,40
BOOTS CO PLC	GB	12,88	-1,40
CARREFOUR /RM	FR •	742,5	-1,26
CASTO.DUBOIS /R	FR •	218	+0,47
CENTROS COMER P	ES •	18,15	-0,55
CONTINENTE	ES •	23,12	-0,90
DIXONS GROUP PL	GB	20,48	+0,52
GEHE AG	DE •	47	....
GREAT UNIV STOR	GB	10,98	-2,82
GUILBERT /RM	FR •	129	+0,39
HENNES & MAURIT	SE	85,08	-1,56
JERONIMO MARTIN	PT •	31,3	....
KARSTADT AG	DE •	392	-1,01
KINGFISHER	GB	12,32	+0,12
MARKS & SPENCER	GB	6,62	-1,13
METRO	DE •	66,8	+2,11
NEXT PLC	GB	11,88	-0,38
PINAULT PRINT./	FR •	181,4	+0,73
RINASCENTE	IT •	7,43	-0,40
STOCKMANN A	FI •	18	+1,69
VALORA HLDG N	CH	219,24	+2,63
W.H SMITH GRP	GB	11,27	+1,64
WOLSELEY PLC	GB	7,82	-1,90
▶ DJ E STOXX RETL P		360,74	-0,84

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR •	120	-0,83
ALTEC SA REG.	GR	12,40	....
BAAN COMPANY	NL •	8,15	+1,24
BARCO	BE •	165,5	+0,85
BRITISH AEROSPA	GB	6,65	+1,15
CAP GEMINI /RM	FR •	134,2	-2,40
COLOPLAST B	DK	92,83	....
COLT TELECOM NE	GB	16,28	-3,07
DASSAULT SYST./	FR •	36,38	+1,59
FINMECCANICA	IT •	0,91	-2,15
FRESENIUS MED C	DE •	60,5	+1
GAMBRO -A-	SE	9,43	+7,01
GETRONICS	NL •	36,05	-0,14
GN GREAT NORDIC	DK	32,69	-0,92
INTRACOM N	GR	52,68	....
KON. PHILIPS EL	NL •	82,45	-1,14
MERKANTILDATA	NO	9,07	+3,45
MISYS	GB	8,81	+2,29
NERA ASA	NO	2	+1,28
NETCOM ASA	NO	28,16	+0,84
NOKIA	FI •	74,7	-3,18
NOKIA -K-	FI •	157,5	....
NYCOMED-AMERSHA	GB	7,84	-0,39
OCE	NL •	28,95	+1,88
OLIVETTI	IT •	3,13	+1,95
ROLLS ROYCE	GB	4,42	+0,34
SAGEM	FR •	499	-0,20
SAP AG	DE •	284	+0,36
SAP VZ	DE •	327	-0,30
SEMA GROUP	GB	9,82	-2,09
SIEMENS AG	DE •	68,55	-1,88
SMITHS IND PLC	GB	14,66	+0,31
STMICROELEC SIC	FR •	103,7	+0,19
TANDBERG DATA A	NO	4,84	....
THOMSON CSF /RM	FR •	28,7	-3,01
WILLIAM DEMANT	DK	61,89	-1,08
▶ DJ E STOXX TECH P		415,23	-1,71

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	10,57	+0,29
BRITISH ENERGY	GB	8,15	-0,56
CENTRICA	GB	1,78	....
EDISON	IT •	8,67	-0,92
ELECTRABEL	BE •	316	+0,96
ELECTRIC PORTUG	PT •	17,67	....
ENDESA	ES •	20,83	+1,41
EVN	AT •	134,4	+0,21
GAS NATURAL SDG	ES •	73,5	+0,34
HAFSLUND -A-	NO	5,93	-1,01
HAFSLUND -B-	NO	3,83	+1,69
IBERDROLA	ES •	13,32	-0,82
ITALGAS	IT •	4,16	-1,19
NATIONAL GRID G	GB	6,48	....
NATIONAL POWER	GB	7,37	-1,82
OESTERR ELEKTR	AT •	147,39	+1,03
POWERGEN	GB	10,90	-0,69
SCOT POWER	GB	8,02	+2,52
SEVERN TRENT	GB	12,22	-1,95
SUEZ LYON EAUX	FR •	159,1	-0,56
SYDKRAFT -A-	SE	25,03	+0,45
SYDKRAFT -C-	SE	17,29	-0,65
THAMES WATER	GB	13,56	+0,90
TRACTEBEL	BE •	147,2	+0,62
UNION EL.-FENOS	ES •	12,79	+0,31
UNITED UTILITIE	GB	10,56	-1
VIAG	DE •	465	+1,11
VIVENDI/RM	FR •	220,4	+0,41
▶ DJ E STOXX PO SUP P		307,84	+0,08

NOUVEAU MARCHÉ

23/04 12 h 38 ▶

AMSTERDAM

	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	24,7	+0,20
ANTONOV	0,84	....
C/TAC	12,75	+0,79
CARDIO CONTROL	8,8	+1,15
CSS	12,95	-1,89
HITT NV	8,4	+2,40
INNOCONCEPTS NV	19,7	-1,50
NEDGRAPHICS HOLD	17	+0,89
POLYDOC	2,2	....
PROLION HOLDING	84,5	-1,74
RING ROSA	6,5	+1,56
RING ROSA WT	0,76	-8,54
UCC HOLDING NV	12,65	-0,78

BRUXELLES

	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,18	....
EASDAQ BELGIUM ABC	26	....
INTERNOC HLD	3,85	-1,52
INTL BRACHYTHER B	13,87	+1,37
LINK SOFTWARE B	13	+0,39
PAYTON PLANAR	2,3	-0,86
SYNERGIA	8,4	-1,18

FRANCFORT

	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	125	-1,57
AIXTRON	217,5	-7,38
AUGUSTA BETEILIGUN	82	+1,64
BB BIOTECH ZT-D	31,6	+0,64
BB MEDTECH ZT-D	18,5	+0,54
BERTRANDT AG	66	-0,72
BETA SYSTEMS SOFTW	14,75	-1,67
CE COMPUTER EQUIPM	175	+1,16
CE CONSUMER ELECTR	413	+1,23
CENIT SYSTEMHAUS	208	-4,69
DRILLISCH	128	-0,40
EDEL MUSIC E 98	385	....
ELSA	53,5	-1,65
EM.TV & MERCHANDI	856	+0,12
EUROMICRON	25,1	+0,40
GRAPHISOFT NV	16,5	+0,61
HOEFT & WESSEL	158	....
HUNZINGER INFORMAT	100	....
INFOMATEC	237	-8,14
INTERSHOP COMMUNIC	217	-0,46
KINOWELT MEDIEN	192	-2,04
LHS GROUP	32	-2,35
LINTEC COMPUTER	134	-3,60
LOESCH UMWELTSCHUT	5,4	....
MENSCH UND MASCHIN	35,35	-1,81
MOBILCOM	195	+4,84
MUEHL PRODUCT & SE	18,35	+0,27
MUEHLBAUER HOLDING	64	+5,29
PFEIFFER VACU TECH	37	....
PLENUM	118	+2,61
PSI	68	+0,74
QIAGEN NV	66,5	-0,60
REFUGIUM HOLDING A	29,55	+0,17
SACHSENRING AUTO	13,2	....
SALTUS TECHNOLOGY	30,25	....
SCM MICROSYSTEMS	88	+4,83
SER SYSTEME	363	-0,87
SERO ENTSORGUNG	6,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	126,1	-1,10
SOFTM SOFTWARE BER	82	....
TDS	87	-2,83
TECHNOTRANS	54	+0,93
TELDAFAX	36	+1,41
TELES AG	189	-1,08
TIPTEL	7,8	....
TRANSTEC	32,8	-2,22
W.E.T. AUTOMOTIVE	45,9	-1,29

★ **CODES PAYS ZONE EURO**

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● L'action **BNP** s'échangeait vendredi 23 avril en hausse de 0,68 % à 73,35 euros, le titre **Société générale** en progression de 0,18 % à 159,8 euros et **Paribas** en hausse de 0,97 % à 97,95 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 157,17 euros et l'action Paribas à 100,85 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 99,87 euros.

● L'action **Vivendi** s'échangeait en hausse de 0,68 % à 221 euros vendredi. Le groupe a décidé, jeudi 22 avril, de porter son émission d'obligations convertibles de 2,6 milliards d'euros (17,05 milliards de francs) à 2,85 milliards d'euros. Cette opération destinée à financer en partie le rachat de US Filter avait été sursouscrite plus de deux fois lors de son lancement, selon le groupe.

● La valeur **Europe 1** reprenait sa cotation vendredi avec un bond de 28 % à 288 euros, après avoir été suspendue le 9 avril lorsque le groupe Lagardère avait annoncé qu'il rachetait les 55 % restants du capital d'Europe 1.

● L'action **France Télécom** prenait 0,33 % à 74,4 euros vendredi matin. Le groupe français a indiqué qu'il ferait toutes les démarches nécessaires pour défendre ses droits après que Deutsche Telekom lui a tourné le dos pour se rapprocher de Telecom Italia. Le titre réagissait également aux rumeurs d'une alliance possible de France Télécom avec Cable & Wireless.

VENDREDI 23 AVRIL — **Cours relevés à 12 h 30**

Liquidation : 23 avril

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
B.N.P. (T.P)	148,60	[illegible]	981,31	—	152
CR.LYONNAIS(TP)	143	[illegible]	938,02	—	1000
RENAULT (T.P.)	408,90	[illegible]	2656,63	− 1,19	1000
SAINT GOBAIN(T.P.	180,80	[illegible]	1193,84	+ 0,68	1000
THOMSON S.A (T.P	148	[illegible]	980,66	+ 1,01	1000
ACCOR	234,40	[illegible]	1536,25	− 0,08	100
AGF	48,18	[illegible]	313,68	− 0,74	30
AIR FRANCE GPE N	16,50	[illegible]	108,99	− 1,15	54
AIR LIQUIDE	152,50	[illegible]	990,50	− 0,98	70
ALCATEL	121	[illegible]	783,87	− 1,23	10
ALSTOM	29,50	[illegible]	189,90	− 1,86	40
ALTRAN TECHNO. #	219	[illegible]	1487,05	+ 3,51	10
ATOS CA	74	[illegible]	491,31	+ 1,21	5
AXA	119,90	[illegible]	781,24	− 0,66	9
BAIL INVESTIS	124,80	[illegible]	817,98	+ 0,32	100
BAZAR HOT. VILLE	109	[illegible]	711,71	− 0,45	50
BERTRAND FAURE	54,70	[illegible]	358,84	− 0,54	5
BIC	46,10	[illegible]	306,22	+ 0,93	25
BIS	85	[illegible]	557,58	—	20
B.N.P.	72,85	[illegible]	477,21	− 0,13	4
BOLLORE	178,50	[illegible]	1184	+ 0,55	50
BONGRAIN	348	[illegible]	2295,85	+ 0,57	50
BOUYGUES	224	[illegible]	1468,06	− 0,22	50
BOUYGUES OFFS	30	[illegible]	201,05	+ 2,16	10
BULL#	6,19	[illegible]	42,84	+ 5	10
CANAL +	285,90	[illegible]	1906,21	+ 1,64	20
CAP GEMINI ■	136,70	[illegible]	878,33	− 2,04	40
CARBONE LORRAINE	49,55	[illegible]	322,07	− 0,90	10
CARREFOUR	752	[illegible]	4880,64	− 1,48	15
CASINO GUICHARD	94	[illegible]	629,54	+ 0,83	10
CASINO GUICH.ADP	58	[illegible]	379,14	− 0,34	10
CASTORAMA DUB.(L	215	[illegible]	1423,43	+ 0,93	25
C.C.F.	92,20	[illegible]	599,67	− 0,81	25
CEGID (LY)	137,20	[illegible]	908,58	+ 0,94	25
CERUS	6,80	[illegible]	44,61	—	45
CGIP	46,60	[illegible]	303,45	− 0,72	2
CHARGEURS	51,50	[illegible]	338,15	+ 0,09	100
CHRISTIAN DALLOZ	44,25	[illegible]	293,67	+ 1,24	10
CHRISTIAN DIOR	123,10	[illegible]	806,52	− 0,24	52
CIC -ACTIONS A.	79,75	[illegible]	518,86	− 0,81	100
CIMENTS FRANCAIS	53,20	[illegible]	352,25	+ 0,93	4
CLARINS	82,55	[illegible]	564,28	+ 2,36	50
CLUB MEDITERRANE	90	[illegible]	567,40	− 3,88	25
CNP ASSURANCES	23,17	[illegible]	151,53	− 0,30	26
COFLEXIP	77,90	[illegible]	523,45	+ 2,43	10
COLAS	177	[illegible]	1138,09	− 1,97	40
COMPTOIR ENTREP.	2,22	[illegible]	14,37	− 1,35	10
CPR	45,49	[illegible]	295,18	− 1,07	50
CRED.FON.FRANCE	15,20	[illegible]	96,11	− 4,80	100
CFF.(FERRAILLES)	34	[illegible]	223,03	—	50
CREDIT LYONNAIS	38,70	[illegible]	243,36	− 4,13	60
CS SIGNAUX(CSEE)	54,70	[illegible]	357,60	− 0,36	100
DAMART	63,10	[illegible]	413,25	− 0,15	1
DANONE	244,50	[illegible]	1574,30	− 1,84	10
DASSAULT-AVIATIO	139,30	[illegible]	896,20	− 3,01	50
DASSAULT SYSTEME	35,70	[illegible]	230,29	+ 1,92	5
DE DIETRICH	48,44	[illegible]	318,20	+ 0,14	25
DEVEAUX(LY)#	71,40	[illegible]	471,63	+ 0,70	20
DEV.R.N-P.CAL LI	10,89	[illegible]	70,91	− 0,73	100
DEXIA FRANCE	130,50	[illegible]	847,50	− 0,99	100
DMC (DOLLFUS MI)	6	[illegible]	39,49	+ 0,33	75
DYNACTION	28,48	[illegible]	183,67	− 1,68	25
ECIA	110	[illegible]	737,95	+ 2,27	25
EIFFAGE	63	[illegible]	411,61	− 0,39	50
ELF AQUITAINE	131,30	[illegible]	877,67	+ 1,51	8
ERAMET	36,80	[illegible]	237,98	− 1,41	20
ERIDANIA BEGHIN	134,60	[illegible]	882,92	—	66
ESSILOR INTL	295,60	[illegible]	1915,39	− 1,18	20
ESSILOR INTL.ADP	294,20	[illegible]	2019,13	+ 4,31	20
ESSO	80,30	[illegible]	514,93	− 2,24	50
EURAFRANCE	473,40	[illegible]	3094,97	− 0,65	200
EURO DISNEY	1,19	[illegible]	7,87	+ 0,84	5
EUROPE 1	225	[illegible]	1887,19	+ 27,86	100
EUROTUNNEL	1,48	[illegible]	9,58	—	—
FIMALAC SA	98,50	[illegible]	642,84	− 0,50	140
FINEXTEL	18,38	[illegible]	119,58	− 0,70	100
FIVES-LILLE	71,30	[illegible]	462,45	− 1,12	50
FRANCE TELECOM	74,15	[illegible]	492,95	+ 1,34	25
FROMAGERIES BEL	683	[illegible]	4460,61	− 0,43	50
GALERIES LAFAYET	1150	[illegible]	7425,43	− 1,56	100
GASCOGNE	78	[illegible]	505,09	− 1,28	80
GAUMONT #	59,60	[illegible]	400,13	+ 2,34	50
GAZ ET EAUX	41,26	[illegible]	272,22	+ 0,58	5
GECINA	104	[illegible]	675,64	− 0,96	100
GEOPHYSIQUE	45,50	[illegible]	296,23	− 0,74	10
GRANDVISION	23,85	[illegible]	158,74	+ 1,48	10
GROUPE ANDRE S.A.	121	[illegible]	809,45	+ 1,98	50
GR.ZANNIER (LY)	19,28	[illegible]	125,94	− 0,31	10
GROUPE GTM	87,80	[illegible]	577,24	+ 0,22	50
GPE VALFOND ACT.	45,16	[illegible]	294,52	− 0,61	100
GROUPE PARTOUCHE	62,80	[illegible]	411,61	− 0,07	91
GUILBERT	128,50	[illegible]	846,18	+ 0,38	10
GUYENNE GASCOGNE	394,50	[illegible]	2604,15	+ 0,63	100
HACHETTE FILL.ME	211	[illegible]	1410,31	+ 1,89	20
HAVAS ADVERTISIN	181,70	[illegible]	1184,66	− 0,60	8
IMETAL	118	[illegible]	784,19	− 1,27	50
IMMEUBLES DE FCE	16,01	[illegible]	106	+ 0,93	10
INFOGRAMES ENTER	67,50	[illegible]	446,05	+ 0,74	20
INGENICO	20,24	[illegible]	133,49	+ 0,54	10
INTERBAIL	22,10	[illegible]	144,97	—	100
INTERTECHNIQUE	313,50	[illegible]	2158,10	+ 4,94	100
ISIS	66,95	[illegible]	434,90	− 0,97	50
JEAN LEFEBVRE	87,15	[illegible]	564,78	− 1,20	50
KLEPIERRE	81,90	[illegible]	534,60	− 0,48	50
LABINAL	217	[illegible]	1431,30	+ 0,55	100
LAFARGE	91,30	[illegible]	596,92	− 0,32	25
LAGARDERE	33,45	[illegible]	217,12	− 1,04	40
LAPEYRE	66	[illegible]	439,49	+ 1,51	10
LEBON (CIE)	41,98	[illegible]	269,27	− 2,21	60
LEGRAND	222	[illegible]	1451,63	− 0,31	2
LEGRAND ADP	122,10	[illegible]	806,17	+ 0,65	2
LEGRIS INDUST.	40,70	[illegible]	269,60	+ 0,98	20
LOCINDUS	118,50	[illegible]	778	− 0,16	150
L'OREAL	603	[illegible]	3909,50	− 1,16	10
LVMH MOET HEN.	245	[illegible]	1585,94	− 0,69	10
MARINE WENDEL	158,90	[illegible]	1029,85	− 1,19	100
METALEUROP	5,11	[illegible]	34,44	+ 2,73	25
MICHELIN	45	[illegible]	294,13	− 0,35	12
MONTUPET SA	32	[illegible]	213,84	+ 1,87	10
MOULINEX	10,38	[illegible]	66,78	− 1,73	10
NATEXIS	50	[illegible]	325,03	− 0,90	100
NEOPOST	16,25	[illegible]	114,46	+ 7,38	4
NORBERT DENTRES.	27,30	[illegible]	177,04	− 1,13	10
NORD-EST	26,25	[illegible]	172,19	—	50
NORDON (NY)	73,10	[illegible]	455,89	− 4,92	70
NRJ #	186,90	[illegible]	1225,33	− 0,05	10
OLIPAR	7,90	[illegible]	51,23	− 1,13	60
PARIBAS	97	[illegible]	638,28	—	100
PATHE	228	[illegible]	1482,46	− 0,87	—
PECHINEY ACT ORD	37,80	[illegible]	247,30	− 0,26	100
PERNOD-RICARD	60,80	[illegible]	408,33	+ 2,38	20
PEUGEOT	161,50	[illegible]	1060,19	− 0,86	35
PINAULT-PRINT.RE	150,30	[illegible]	993,77	+ 0,79	20
PLASTIC OMN.(LY)	78,70	[illegible]	513,61	− 0,50	20
PRIMAGAZ	66	[illegible]	442,12	+ 3,69	10
PROMODES	599	[illegible]	3893,69	− 0,75	20
PUBLICIS #	160	[illegible]	1049,53	—	25
REMY COINTREAU	15,06	[illegible]	98,38	− 0,39	10
RENAULT	37	[illegible]	240,47	− 0,91	25
REXEL	76,90	[illegible]	484,75	− 3,90	5
RHODIA	16,23	[illegible]	107,90	+ 1,35	15
RHONE POULENC A	43,80	[illegible]	285,34	− 0,68	3
ROCHEFORTAISE CO	100	[illegible]	662,52	+ 1	10
ROCHETTE (LA)	2,61	[illegible]	17,38	+ 1,53	10
ROYAL CANIN	51,35	[illegible]	337,82	+ 0,29	20
RUE IMPERIALE (L	1054	[illegible]	6874,43	− 0,56	200
SADE (NY)	37,40	[illegible]	246,98	+ 0,26	100
SAGEM SA	500	[illegible]	3279,79	—	50
SAINT-GOBAIN	164,10	[illegible]	1061,99	− 1,34	100
SALVEPAR (NY)	74	[illegible]	476,88	− 1,75	50
SANOFI	149,10	[illegible]	970,82	− 0,73	25
SAUPIQUET (NS)	49,05	[illegible]	320,76	− 0,30	50
SCHNEIDER SA	55,50	[illegible]	364,71	+ 0,18	50
SCOR	47,15	[illegible]	306,99	− 0,74	—
S.E.B.	67,85	[illegible]	433,26	− 2,65	20
SEFIMEG CA	62,15	[illegible]	409,97	+ 0,56	100
SEITA	55,50	[illegible]	359,79	− 1,17	50
SELECTIBANQUE	10,30	[illegible]	66,71	− 1,26	100
SFIM	37	[illegible]	242,70	—	160
SGE	39,50	[illegible]	262,71	+ 1,39	85
SIDEL	77,50	[illegible]	530,01	+ 4,25	15
SILIC CA	155	[illegible]	997,05	− 1,93	100
SIMCO	81,75	[illegible]	535,92	− 0,06	100
S.I.T.A.	191	[illegible]	1273,87	+ 1,67	50
SKIS ROSSIGNOL	12,40	[illegible]	79,70	− 2,01	25
SOCIETE GENERALE	159,50	[illegible]	1054,12	+ 0,75	5
SOC.FONC.LYON.#	124	[illegible]	796,99	− 2,01	50
SODEXHO ALLIANCE	150,80	[illegible]	1035,10	+ 0,63	100
SOGEPARC (FIN)	69,80	[illegible]	458,51	+ 0,14	50
SOMMER-ALLIBERT	25,65	[illegible]	170,55	+ 1,36	5
SOPHIA	38,73	[illegible]	253,07	− 0,39	75
SPIR COMMUNIC. #	57,40	[illegible]	370,62	− 1,56	20
STRAFOR FACOM	81	[illegible]	531,99	+ 0,12	25
SUEZ LYON.DES EA	160	[illegible]	1039,69	− 0,93	10
SYNTHELABO	192,40	[illegible]	1257,47	− 0,38	10
TECHNIP	100	[illegible]	664,48	+ 1,30	20
THOMSON-CSF	29,58	[illegible]	188,39	− 2,94	20
TOTAL	118	[illegible]	768,78	− 0,67	50
UNIBAIL	124	[illegible]	819,95	+ 0,80	100
UNION ASSUR.FDAL	109,30	[illegible]	721,55	+ 0,64	10
USINOR	14,30	[illegible]	93,01	− 0,63	20
VALEO	81,30	[illegible]	535,26	+ 0,36	20
VALLOUREC	35,07	[illegible]	231,75	+ 0,74	100
VIA BANQUE	27,90	[illegible]	183,67	+ 0,35	100
VIVENDI	219,50	[illegible]	1445,07	+ 0,38	16
WORMS (EX.SOMEAL	13,20	[illegible]	86,52	− 0,07	10
ZODIAC EX.DT DIV	210	[illegible]	1367,67	− 0,71	10

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
AMERICAN EXPRESS	128,90	[illegible]	845,63	+ 1,57	—
A.T.T. #	82,40	[illegible]	524,77	− 2,91	1
BARRICK GOLD #	17,12	[illegible]	115,84	+ 3,15	—
CROWN CORK ORD.#	30,13	—	—	—	5
DE BEERS #	20,81	[illegible]	143,26	+ 4,84	—
DU PONT NEMOURS	64	[illegible]	405,71	− 3,35	—
ERICSSON #	23,45	[illegible]	152,26	− 1,02	2
FORD MOTOR #	59,25	[illegible]	388,65	—	1
GENERAL ELECT. #	106,10	[illegible]	692,69	− 0,47	—
GENERAL MOTORS #	82,95	[illegible]	550,68	+ 1,20	1
HITACHI #	6,54	[illegible]	43,89	+ 1,83	50
I.B.M #	183,10	[illegible]	1181,38	− 1,63	—
ITO YOKADO #	61,95	[illegible]	397,18	− 2,25	50
MATSUSHITA #	17,32	[illegible]	121,02	+ 6,52	50
MC DONALD'S #	42,45	[illegible]	270,52	− 2,85	—
MERCK AND CO #	71	[illegible]	483,44	+ 3,80	—
MITSUBISHI CORP.	6,55	[illegible]	42,97	—	50
MOBIL CORPORAT.#	92,75	[illegible]	623,16	+ 2,42	1
MORGAN J.P. #	132,30	[illegible]	869,80	+ 0,22	2
NIPP. MEATPACKER	13,30	—	—	—	50
PHILIP MORRIS #	31,97	[illegible]	210,69	+ 0,46	—
PROCTER GAMBLE	93	[illegible]	602,82	− 1,16	—
SEGA ENTERPRISES	18,05	[illegible]	118,07	− 0,27	50
SCHLUMBERGER #	56,40	[illegible]	389,31	+ 5,23	—
SONY CORP. #	90,15	[illegible]	596,26	+ 0,83	50

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros ; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

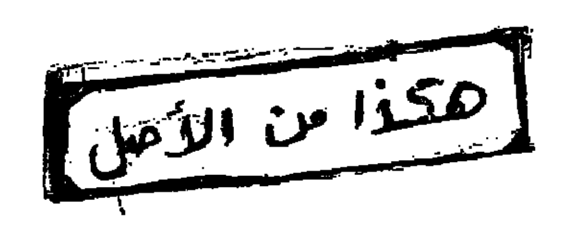
VENDREDI 23 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
GUILLEMOT #	[illegible]	339,13	− 2,45
GUYANOR ACTI	[illegible]	2,89	− 4,34
HF COMPANY	[illegible]	514,93	—
HIGH CO.	[illegible]	333,88	− 0,19
HOLOGRAM IND.	[illegible]	329,95	+ 4,78
IGE + XAO	[illegible]	25,25	+ 1,31
ILOG #	[illegible]	34,37	− 2,05
IMECOM GROUP ♦	[illegible]	14,10	—
INFONIE	[illegible]	116,76	+ 0,56
INFOTEL #	[illegible]	150,87	− 3,76
CGBI	[illegible]	193,51	− 2,31
CLAYEUX (LY) ●	[illegible]	49,98	—
CNIM CA#	[illegible]	261,01	—
COFITEM-COFI	[illegible]	364,38	+ 0,09
CIE FIN.ST-H	[illegible]	419,81	—
C.A. PARIS I	[illegible]	970,82	− 0,80
C.A.ILLE & V.	[illegible]	322,40	+ 0,20
C.A.LOIRE AT	[illegible]	331,26	+ 2,53
C.A.MORBIHAN	[illegible]	321,35	+ 0,10
C.A.DU NORD# ●	[illegible]	462,45	− 2,48
C.A. OISE CC ●	[illegible]	391,61	+ 0,25
GUYOMARC H N	[illegible]	298,97	− 3,21
HERMES INTL	[illegible]	483,77	− 1,92
HYPARLO #(LY	[illegible]	665,80	+ 1,50
I.C.C.#	[illegible]	186,95	—
IMMOB.BATIBA	[illegible]	327,91	+ 0,98
IMS(INT.META	[illegible]	65,60	—
INFO REALITE	[illegible]	231,88	+ 0,85
INT. COMPUTE	[illegible]	37,46	+ 3,62
JET MULTIMED	[illegible]	609,38	+ 4,49
LATECOERE #	[illegible]	596,92	− 1,88
L.D.C.	[illegible]	680,88	+ 0,28

(Publicité)

Bora. Tous les prétextes sont bons



SPORTS L'AS Saint-Etienne, *qui survole le championnat de football de deuxième division, assurerait officiellement son retour en première division en s'imposant, samedi 24 avril, à Laval.* ● LES VERTS possèdent un palmarès national inégalé, avec dix titres de champion de France, entre 1957 et 1981, et six Coupes de France, entre 1962 et 1977. ● LA POPULARITÉ du club stéphanois, née de ses exploits européens, avec notamment une finale de Coupe des champions en 1976, n'a pas été entamée par les crises sportive et financière qui l'ont conduit jusqu'à la relégation, en 1996. ● ALAIN BOMPARD, qui a repris un club exsangue pour un franc symbolique, le 7 décembre 1997, rêve d'en faire la vitrine sportive du centre de la France, malgré la réussite actuelle de l'Olympique lyonnais. ● PATRICK GUILLOU, le défenseur latéral de l'équipe stéphanoise, symbolise le renouveau d'un club qui redécouvre l'ambition.

La fièvre verte s'empare à nouveau de Saint-Etienne

Trois saisons après sa relégation en deuxième division, l'AS Saint-Etienne est sur le point de retrouver l'élite du football français. C'est en renouant avec les valeurs de leur glorieux passé que les Verts ont surmonté une grave crise financière et sportive

SAINT-ÉTIENNE
de notre envoyé spécial

Leur profession de foi tient en une vingtaine de feuilles volantes fixées sur toute la longueur du mur de gauche en entrant dans les vestiaires du stade Geoffroy-Guichard. Devant chaque nom de joueur ont été couchés des mots-clés et des associations d'idées. « Convivialité », « solidarité », « honnêteté », « vérité », « amour du maillot », « don de soi », « tolérance ». Rares sont ceux à ne pas s'arrêter devant ce manifeste. Samedi 24 avril, en déplacement à Laval, tous s'y référeront. Une victoire, et les Verts, trois ans après avoir quitté la première division, retrouveront l'élite du football français.

Ces mots jetés en vrac sont le fruit d'un débat lors d'un stage de préparation au Puy, en juillet 1998. La plupart des joueurs s'accordent à dire, aujourd'hui, que *« tout s'est construit là. »* C'est Yves Brécheteau, l'adjoint de l'entraîneur, Robert Nouzaret, qui a eu l'idée de procéder à cet exercice très prisé dans les séminaires pour cadres supérieurs en mal de motivation. *« Nous avions en face de nous un groupe de perdants »*, se souvient Robert Nouzaret. Quelques mois plus tôt, l'AS Saint-Etienne échappait de justesse à une relégation en National (l'ancienne division 3). Quatre saisons consécutives de résultats médiocres et de querelles intestines entre les dirigeants avaient réduit à néant le moral des troupes au maillot vert.

Robert Nouzaret allait relancer la machine. Avant de venir dans le Forez, le technicien goûtait une fin de carrière tranquille. Sélectionneur de l'équipe nationale de Côte-d'Ivoire, il s'était fait à l'idée que le football français l'avait oublié. En garant sa voiture à côté du stade Geoffroy-Guichard, en ce jour de mai 1998, afin de discuter de la proposition que lui ont faite les dirigeants stéphanois, l'homme n'est pas loin de faire demi-tour. *« Ici, on hait les Lyonnais et on hait les Marseillais, on est des Stéphanois »*, clame un vieux graffiti sur un mur du parking. Robert Nouzaret est lyonnais d'origine et il est né à Marseille voilà cinquante-cinq ans. *« Dès les premiers matches amicaux, quelque chose d'inexplicable s'est passé*, raconte-t-il. *Des petites bagarres ont éclaté sur le terrain et tous les joueurs s'y trouvaient mêlés. Une forme de solidarité était en train de naître, spontanément. »* Pour avoir été trop directif et trop autoritaire dans le passé, l'entraîneur sait combien est précieuse l'unité d'un groupe. Robert Nouzaret choisit alors de limiter ses interventions au domaine tactique et de laisser s'installer un système d'autogestion pour tout ce qui concerne la vie en commun. Kader Ferhaoui est ainsi désigné capitaine après un vote à main levée. Les horaires d'entraînement, le choix du matériel ou encore la préférence des moyens de locomotion pour les déplacements sont également l'objet de consultations générales. De la même façon, il est décidé de placer chaque jeune joueur sous la coupe d'un plus ancien. En tuteur attentif, Robert Nouzaret laisse faire. Tout juste s'autorise-t-il, un matin, de brancher un énorme ghetto-blaster dans un coin des vestiaires. La pratique est courante en Angleterre : rien de tel qu'un peu de musique – les Gipsy Kings et le rappeur Eagle-Eye Cherry, dans le cas présent – avant d'entrer sur le terrain.



SAM

Le match le plus important de l'histoire des Verts : la finale de la Coupe d'Europe des champions, perdue (1-0) contre le Bayern Munich le 13 mai 1976.

RÉSURRECTION

L'alchimie va alors se prolonger sur la pelouse. Tout au long de la saison, l'AS Saint-Etienne va donner l'image d'une équipe soudée, fidèle aux vertus d'entraide et de vaillance qui ont fait la légende du club. Le public ne s'y trompe pas. A l'automne, près de 100 000 spectateurs se rendent à Geoffroy-Guichard durant la même semaine pour suivre deux matches de championnat et un tour de Coupe de la Ligue. En neuf mois, les fameuses sections des « associés supporteurs » – présentes partout en France – passent de 60 à 85. Les lettres affluent au siège du club, comme au bon vieux temps. Gérard Soler, le président délégué, et Didier Lacombe, le directeur administratif, décident de répondre à tous les courriers.

Cette résurrection du mythe stéphanois était l'objectif prioritaire d'Alain Bompard. Ancien maire-adjoint (RPR) de Megève, ce patron d'une agence de communication parisienne a réussi son pari. Lorsqu'il se porte acquéreur du club pour un franc symbolique avec trois de ses amis, le 7 décembre 1997, l'AS Saint-Etienne est au bord du précipice. Six mois plus tard, le passif de 37 millions de francs (5,64 millions d'euros) est épongé. Le transfert de deux grands espoirs, David Grondin à Arsenal et Zoumana Camara à l'Inter Milan, a permis de rembourser plus de la moitié de la dette. Alain Bompard et ses associés y sont allés également de leur poche, le président apportant 5 millions de francs (762 000 euros) à titre personnel.

Le retour en D1 ouvre maintenant d'autres horizons. Alain Bompard rêve de faire de l'ASSE le *« grand club du centre de la France »*. *« Nous avons acheté au son du canon, nous vendrons au son du violon »*, indique-t-il d'une formule destinée à faire comprendre qu'il cédera les Verts, un jour ou l'autre, à un grand groupe industriel, comme on le voit actuellement dans de nombreuses places fortes du football français. Avant cela, l'homme veut prendre son temps et asseoir le club dans la durée. Plusieurs projets ont déjà été lancés. *« Le plus avancé concerne l'exportation de notre savoir-faire : la formation de jeunes joueurs »*, précise Gérard Soler. Un accord a déjà été signé avec Arsenal, qui finance la moitié du fonctionnement du centre de formation (entre 2,5 et 3 millions de francs par an) : en échange, le club d'Arsène Wenger a le droit de recruter, en priorité, un jeune Stéphanois chaque année.

Mais Gérard Soler et Alain Bompard regardent également plus loin. Ils envisagent d'ouvrir des centres de préformation au Canada, aux Etats-Unis, au Japon, en Chine, en Afrique, et de s'associer à des clubs locaux qui pourraient devenir des filiales des Verts. Avec l'Olympique de Marseille, l'AS Saint-Etienne est l'un des rares clubs français bénéficiant d'une certaine notoriété à l'étranger. La remontée en première division est le préambule à ces vastes desseins.

F. P.

TROIS QUESTIONS À...
JEAN-NOËL BLANC

1 En tant que sociologue originaire de Saint-Etienne, écrivain, et auteur de romans sur le thème du football, que vous inspire le probable retour des Verts en première division ? Les rapprochements avec les années 70 sont-ils judicieux ?

Je crois que le public qui se déplace aujourd'hui au stade Geoffroy-Guichard n'est plus le même. Au début des années 70, déjà, les spectateurs n'étaient pas tous des ouvriers, comme on a tendance à le croire. J'avais réalisé une étude qui montrait qu'il y avait aussi des cadres parmi les supporteurs. Vingt ans plus tard, la ville a changé et son public aussi. La plupart des symboles sont partis, comme Manufrance. Saint-Etienne n'est plus une ville industrielle, mais tertiaire.

Le rapport à l'équipe professionnelle a donc évolué. Dans les années 70, le succès des Verts était vécu comme la revendication d'existence d'une ville sous-estimée. Je n'ai pas l'impression que la remontée en première division soit aujourd'hui l'affaire de toute une ville. Cela me semble plus artificiel.

2 Existe-t-il une analogie avec le style de jeu pratiqué ?

Je ne le crois pas, non plus. A l'origine, le jeu stéphanois est un jeu posé, un peu comme à Nantes. Ce sont Albert Batteux et Jean Snella qui l'ont créé. Dans les années 70, Robert Herbin y a ajouté de l'enthousiasme à l'anglaise. Il y avait de la sueur sur le terrain, on criait « à la mine ! » à ceux qui ne mouillaient pas assez le maillot, ce qui n'empêchait pas d'avoir un contenu de qualité. D'une certaine manière, on jouait avec des gants blancs tout en ayant mis un bleu de travail. Aujourd'hui, si les joueurs ont gardé cette forme d'enthousiasme, le fonds de jeu n'est pas aussi brillant.

3 Comment expliquer l'engouement qui continue d'entourer ce club ?

Parce qu'il s'agit d'un mythe. Les jeunes supporteurs, très nombreux à Geoffroy-Guichard, veulent revivre ce mythe que leurs parents ont vécu. Il y a un phénomène d'imitation. J'ajouterai à cela le fait que le football reste, quand même, un moyen de parler de la ville d'une autre façon. Ces dernières années, les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois ont beaucoup été mises en avant dans les médias.

Propos recueillis par Frédéric Potet

Patrick Guillou a quitté les tribunes de Geoffroy-Guichard pour fortifier l'équipe

« OUI, JE SUIS un joueur populaire. » La phrase est lancée d'entrée de jeu, en toute simplicité, mais Patrick Guillou a-t-il besoin de se justifier ? Toute la ville le dit : aucun autre que lui ne symbolise mieux la fabuleuse saison réalisée par l'AS Saint-Etienne. A vingt-neuf ans, cet arrière latéral n'ayant encore jamais joué en première division est le chouchou du stade Geoffroy-Guichard. Son nom est scandé à chaque match. Qu'ils soient Magic Fans, Green Angels ou « associés supporteurs » de l'ASSE, les fans des Verts ont élu dans leur coeur ce défenseur à la longue chevelure bouclée et au tempérament de chien fou. Beaucoup d'anciens voient en lui un « Oswaldo Piazza des temps modernes », référence au stoppeur argentin de la grande époque. *« Cela me flatte d'entendre cela, mais je suis loin d'être encore à son niveau*, confie-t-il. *Je crois que le public a vu que j'étais un travailleur sur le terrain et que je respectais un certain nombre de valeurs, comme la fidélité, l'honneur, la vaillance. Et que je cultivais l'amour du maillot. »* Le maillot, Patrick Guillou en parle avec des yeux embués. Né en Forêt-Noire d'une mère allemande et d'un père militaire dans l'armée française, il devient très tôt un supporteur des Verts grâce à des voisins qui lui inoculent le virus. En 1976, quand Saint-Etienne atteint la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, contre le Bayern Munich, il n'a que six ans. *« Parce que nous vivions en Allemagne et parce que ma mère est bavaroise, le club préféré de la famille a toujours été le Bayern. Mais j'étais trop jeune à l'époque pour vivre ce dilemme. D'ailleurs je ne me souviens même pas d'avoir vu le match à la télé. »*

Recruté en 1997 par le club du Forez, Patrick Guillou doit également sa popularité à sa présence dans les rangées du célèbre « Chaudron » de Geoffroy-Guichard. Son métier de footballeur professionnel l'a conduit à Bochum (en première division allemande, où il joua neuf matches), au Stade rennais, à la Berrichonne de Châteauroux et au Red Star. Son statut de fan l'a ramené dans le virage nord chaque fois que l'occasion s'est présentée de suivre un match de D1 ou de D2. *« J'ai eu la chance de pouvoir jouer une mi-temps dans chaque camp : j'ai été du côté des supporteurs ; je suis maintenant du côté des joueurs. Je n'ignore donc rien des contraintes de ceux qui nous soutiennent, que ce soit le prix des billets, des déplacements ou les escortes policières. C'est pour cela qu'après chaque match je vais voir nos supporteurs. Ils ont besoin de toucher leurs joueurs favoris. Je me prête au jeu, car je sais que c'est important pour eux. »*

AVEC PUDEUR ET SANS NAÏVETÉ

Dépositaire de l'imagerie du footballeur stéphanois, Patrick Guillou est, de loin, le joueur le plus sollicité. Lors d'un récent week-end, il s'est déplacé dans un village de l'Ardèche, Satillieu, à l'invitation d'une des nombreuses sections de supporteurs installées hors de Saint-Etienne. *« Les gens m'ont offert deux bouteilles de vin et un saucisson. Rien ne pouvait me faire plus plaisir. Cela me ressemble tellement. »* Patrick Guillou s'autorise également des visites régulières au local des Magic Fans, situé dans le centre-ville. Il a même pris sa carte d'adhérent. C'est vers lui, enfin, que les dirigeants de l'AS Saint-Etienne sont allés, au lendemain de la mort de la mère d'un joueur issu du centre de formation, victime d'un accident de voiture : deux mois plus tard, il continue d'héberger, dans sa maison, le jeune Julien Sablé, âgé de dix-huit ans.

Patrick Guillou n'en dira pas plus. L'ancien joueur anonyme du championnat de France de deuxième division goûte aux joies de la célébrité avec pudeur et sans naïveté : *« Il y a un an, l'équipe était au bord de la descente en National. On jetait alors des pierres sur nos voitures. Là, nous sommes adulés. Je sais parfaitement que tout peut aller très vite, dans un sens comme dans l'autre. »*

F. P.

DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL : Zalgiris Kaunas (Lituanie) a enlevé, jeudi 22 avril à Munich, la finale de l'Euroligue** aux dépens du champion sortant, Kinder Bologne (Italie), en s'imposant 82-74. C'est la première fois qu'un club lituanien s'adjuge un titre de champion d'Europe. Le match pour la troisième place a été gagné 74-63 par l'Olympiakos (Grèce) face à Teamsystem Bologne (Italie).

■ **DOPAGE : Hein Verbruggen, le président de l'Union cycliste internationale**, sera entendu par le SRPJ de Lille, le 10 mai, à la demande du juge Patrick Keil, qui, dans le cadre de l'affaire Festina, a mis en examen Daniel Baal, le président de la Fédération française de cyclisme, et Roger Legeay, le président de la Ligue professionnelle de cyclisme.

■ **FOOTBALL : le Real Majorque (Espagne) disputera, le 19 mai à Birmingham (Angleterre), la finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes** face à la Lazio Rome (Italie). En demi-finales retour, le club espagnol a éliminé, jeudi 22 avril, les tenants du trophée, les Londoniens de Chelsea (1-0), alors que les Italiens ont sorti à l'économie les Russes du Lokomotiv Moscou (0-0 après le 1-1 de l'aller).

■ **Zinedine Zidane, le meneur de jeu français de la Juventus Turin**, a révélé dans *L'Equipe* du vendredi 23 avril qu'il resterait une saison supplémentaire dans le club italien, ce qui met un terme aux rumeurs d'un départ pour l'Espagne. Par ailleurs, le Paris - Saint-Germain a finalisé l'arrivée pour quatre ans du défenseur central nigérian du RC Strasbourg, Godwin Okpara. Il remplacera l'Allemand Christian Wörns, qui retourne dans son pays natal, au Borussia Dortmund.

Garhi, fils putatif de Lucy et possible premier artisan

Découverte en Ethiopie d'un australopithèque vieux de 2,5 millions d'années qui pourrait être l'ancêtre direct de l'homme

IL SE NOMME *Australopithecus garhi*. Il vivait il y a 2,5 millions d'années en Ethiopie, dans la vallée de l'Awash, près du petit village de Bouri. Il pourrait bien être l'ancêtre direct du premier représentant de la lignée humaine – *Homo abilis* – et descend peut-être de la célèbre Lucy. Il a été découvert par une équipe de paléontologues américains, éthiopiens et japonais dirigée par Tim White (université de Berkeley, Californie) et Berhane Asfaw (service de recherche de la vallée du Rift, Ethiopie), qui le décrivent dans l'édition du 23 avril du magazine *Science*.

« Il se trouve au bon endroit et au bon moment pour être l'ancêtre du plus ancien Homo *connu. Et rien dans sa morphologie ne l'empêche de tenir ce rôle »*, écrit Tim White dans cet article de présentation. Son crâne et ses dents témoignent, selon lui, d'une filiation directe avec l'*Australopithecus afarensis*, espèce dont fait partie Lucy, qui vivait dans la même région 700 000 ans avant lui. Un détail particulièrement intéressant pour les spécialistes qui, depuis plusieurs années, discutent chaudement pour savoir de quel australopithèque descend la lignée *Homo*.

LE SCEPTICISME D'YVES COPPENS

La bipédie faisant l'homme, ils estiment généralement que le meilleur candidat à ce rôle est le « plus bipède » du lot. Lucy l'*afarensis*, qui faisait figure de favorite dans les années 80, a été évincée au profit de l'*Australopithecus anamensis*. Mais de sérieux challengers subsistent. Parmi eux, un australopithèque vieux de plus de 3,2 millions d'années découvert en Afrique du Sud et surnommé « *Little foot* », dont le pied et la cheville paraissent très « humains », mais dont l'espèce n'a pas encore été bien définie (*Le Monde* du 12 décembre 1998). Si Lucy a eu un descendant plus bipède qu'elle, susceptible de faire la jonction avec *Homo abilis*, le classement de cette course à l'ancêtre pourrait être remis en cause. Yves Coppens, codécouvreur de Lucy, qui a vu les fossiles de Garhi, estime néanmoins qu'il descend plus probablement d'*Anamensis*...

OUTILS IMPORTÉS

Les australopithèques avaient – comme les singes – des bras longs par rapport à leurs jambes, alors qu'*Homo erectus* (vieux de 1,7 million d'années) possédait les avant-bras plus courts et les fémurs longs des hommes modernes. Les ossements découverts non loin du crâne de Garhi dénotent une anatomie située entre les deux, qui aurait donc évolué vers une morphologie plus humaine. Mieux encore : ils gisaient au milieu de pierres taillées et d'os d'animaux qui avaient visiblement été décharnés et brisés à l'aide de ces outils. Le terrain environnant étant dépourvu de pierres adéquates pour les fabriquer sur place, ces outils ont probablement été apportés là. Sans doute, estiment Tim White et ses collègues, depuis le « gisement » proche de Gona, une carrière dont l'exploitation était jusqu'à présent attribuée – faute de fossiles trouvés sur place – à *Homo abilis*...

Les découvreurs de Garhi reconnaissent néanmoins que ces premières déductions doivent être confirmées par d'autres indices. En effet, bien qu'ils se trouvaient dans des terrains datant de la même période, rien ne permet, pour l'instant, d'affirmer de manière certaine que les fossiles gisant parmi les outils de pierre appartiennent à la même espèce que les fragments de crâne et les dents de Garhi. Il aurait fallu, pour cela pouvoir attribuer tous ces ossements au même individu, ce qui n'est pas le cas. Le débat reste ouvert...

Jean-Paul Dufour

Un réacteur nucléaire de Civaux a franchi sans bogue toutes les dates à risques

Un test grandeur nature a simulé le passage du 9-9-99, de l'an 2000 et du 29 février 2000

Le nucléaire civil est l'un des secteurs sensibles à l'irruption dans les systèmes informatiques du double zéro de l'an 2000 (« Le Monde interactif » du 14 avril). EDF consacre 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) aux études visant à garantir la sûreté de son parc. Pour un essai, un de ses réacteurs les plus récents, entièrement informatisé mais pas encore en service, vient de fonctionner quatre jours « dans l'an 2000 ».

CIVAUX (Vienne)
de notre envoyé spécial

La centrale nucléaire de Civaux (Vienne) a effectué début mars un curieux voyage dans le temps. L'horloge centrale du réacteur numéro 2, en voie d'achèvement sur les rives de la Vienne, a été avancée jusqu'au 8 septembre 1999 – la veille du 9-9-99 – et a passé ce cap jugé délicat par nombre d'informaticiens. Elle a ensuite fait un saut jusqu'au 31 décembre 1999 afin d'affronter prématurément la date fatidique du passage à l'an 2000. Enfin, elle a anticipé sur le 29 février 2000, autre échéance redoutée. *« Nous avons fonctionné quatre jours dans l'an 2000 »*, résumait Jean-Michel Peyrouton, du Centre national d'équipement nucléaire, en présentant à Civaux le test effectué par EDF. Puis il a fallu revenir au présent, opération tout aussi cruciale en cas de « pépin informatique ». *« Le test a montré qu'un saut en arrière dans le temps était possible, et qu'il permettrait de gérer la crise le moment venu »*, précise Jean-Michel Peyrouton, pour qui la nécessité d'un tel repli temporel paraît cependant *« peu probable »*.

Des essais *« complets et représentatifs »* ont été menés sur les systèmes centralisés du « contrôle commande » de la tranche, chargé de piloter la réaction nucléaire. Bilan : *« Aucun dysfonctionnement n'a été constaté »*, hormis sur un système *« non vital »*. Pour Yves Corre, qui supervise le passage à l'an 2000 à la direction d'EDF, le test de Civaux *« conforte la méthodologie suivie par EDF »* pour prévenir le bogue du millénaire, l'une des *« priorités »* de l'électricien, qui consacre au total 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) à la question.

REPASSER EN MODE MANUEL

Le nucléaire civil fait en effet partie des secteurs jugés sensibles à l'irruption dans les systèmes informatiques du double zéro de l'an 2000. EDF doit pouvoir garantir la sûreté de son parc nucléaire, mais aussi la fourniture de l'électricité à ses clients le jour « J ». *« Le risque nous paraît maîtrisé, sans qu'on puisse parler de risque zéro »*, explique Yves Corre. On prépare déjà les équipes de crise et les personnels devant rester sur le pont le soir du réveillon seront désignés avant les vacances d'été. Le 31 décembre, EDF suivra aussi avec attention le comportement de la centrale chinoise de Daya Bay, une réplique du palier 900 MW, qui entrera dans l'an 2000 avec huit heures d'avance sur la France.

Pourquoi avoir réservé le seul test en vraie grandeur à un réacteur encore à l'arrêt ? Parce que le cœur de Civaux 2 n'a pas encore reçu son combustible nucléaire, et qu'un éventuel dérapage était donc sans conséquence. Parce que, surtout, il appartient, avec les réacteurs de Chooz B 1 et B 2 et son clone Civaux 1, au « palier N 4 », la dernière génération, entièrement informatisée, du parc électronucléaire français. Les paliers plus anciens sont moins sensibles au risque informatique. L'attention s'est donc concentrée sur le système de conduite du N 4, qui s'appuie sur 47 calculateurs reliés aux automates disposés dans 200 armoires et totalisant 7 000 cartes électroniques, lesquels dirigent eux-mêmes 3 000 actionneurs de vannes, pompes et autres clapets.

Selon Jean-Michel Peyrouton, environ un quart des systèmes étaient concernés par le passage à l'an 2000 et ont nécessité des modifications. Un taux relativement faible qui serait dû à un souci de robustesse des systèmes dès la conception. Actuellement, les corrections seraient effectives à 80 %. *« L'objectif est de les achever avant l'été »*, assure Yves Corre. Si d'aventure un bogue devait survenir, l'équipe de conduite aurait toujours la possibilité de passer en commande analogique, troquant claviers et souris pour des boutons-poussoirs insensibles aux caprices des 0 et 1 du langage binaire.

A l'Institut pour la sûreté des installations nucléaires (IPSN), où l'on suit pas à pas les travaux d'EDF, on attend avec intérêt les détails du test de Civaux. La méthode initiale de l'électricien, qui consistait à recenser en sept lots l'ensemble des systèmes sensibles, a été jugée nécessaire, mais pas suffisante. Il lui a aussi été demandé d'envisager différents scénarios de défaillance « en profondeur » des systèmes assurant la sûreté des réacteurs. Sur 533 systèmes élémentaires, 40 % doivent être mobilisables en moins de vingt-quatre heures en cas d'incident ou d'accident. *« Pour l'heure, nous n'avons pas reçu tous les éléments »*, indique Jean-Christophe Niel, adjoint du chef du département évaluation de sûreté de l'IPSN, qui juge que les délais *« sont courts »* pour donner un avis à l'autorité de sûreté avant l'été.

Hervé Morin

Le scénario de l'incident réseau généralisé

Les spécialistes de la sûreté portent la plus grande attention à ce type d'« incident réseau généralisé » (IRG), lorsqu'une défaillance locale occasionne la perte de l'alimentation électrique d'une région entière, et la déconnexion en cascade des réacteurs. Même à l'arrêt, ceux-ci doivent conserver assez d'énergie pour refroidir leur cœur. L'« flotage » (lorsque le réacteur s'alimente lui-même à faible puissance), est délicat et échoue dans 20 à 30 % des cas. Il faut alors passer sur alimentation diesel et solliciter le réseau de refroidissement à l'arrêt (RRA), récemment modifié pour cause de fuites à la centrale de Civaux.

Ce genre d'incident peut aussi avoir pour origine une défaillance d'un gros client ou d'un électricien étranger. EDF est donc en relation avec le Club informatique des grandes entreprises françaises et avec ses gros clients. Ses centrales sont jumelées avec leurs homologues européennes et des pays de l'Est (à l'exception des réacteurs RBMK, de type Tchernobyl). En dépit de toutes ces précautions, les responsables d'EDF reconnaissent qu'il leur reste treize scénarios à « *valider* » pour cerner les risques d'IRG.

Le premier arbre moderne poussait il y a 370 millions d'années

C'ÉTAIT le roi des forêts du dévonien. Voilà quelque 370 millions d'années, bien avant l'apparition de la forêt houillère du carbonifère, il avait colonisé de vastes territoires, de l'équateur aux latitudes boréales. *Archaeopteris* pouvait atteindre 30 mètres de haut et le diamètre de son tronc dépasser 1 mètre. Comme la majorité des plantes de son époque, il se reproduisait à l'aide de spores, à l'image des fougères et des prêles actuelles : les plantes à graines n'allaient se développer que plus tard. Mais il ressemblait déjà aux arbres modernes.

La parenté entre *Archaeopteris* et les conifères actuels avait été mise en évidence par les paléobotanistes depuis le début des années 60. Mais les fossiles retrouvés jusqu'alors n'en donnaient qu'une vision très fragmentaire. On savait simplement que, comme ses contemporains arborescents, il émettait des branches par division de son extrémité (apex), qui se partageait en deux sections, la plus grosse prolongeant le tronc, l'autre donnant naissance à une branche horizontale à feuilles planes, selon une disposition bien adaptée à la capture de la lumière. Ces rameaux avaient une durée de vie assez brève et tombaient spontanément, ainsi que le révèle l'absence de cicatrices sur les troncs fossiles exhumés.

VICTIME DE SON SUCCÈS ?

La découverte, dans des sédiments marins de la région d'Erfoud (Sud-Est marocain), de la plus importante collection de troncs, racines, branches et rameaux fossilisés d'*Archaeopteris* connue à ce jour – cent cinquante échantillons y ont été prélevés au printemps 1998 –, dans un état de conservation exceptionnel, permet aujourd'hui aux scientifiques d'affiner ce portrait. Dans la livraison du 22 avril de la revue *Nature*, Brigitte Meyer-Berthaud (laboratoire de paléobotanique de l'université de Montpellier), Stephen Scheckler (département de biologie de l'institut polytechnique de Virginie) et Jobst Wendt (institut de géologie et de paléontologie de l'université de Tübingen) reconstituent, à partir de l'observation des vascularisations des tissus ligneux, sa structure et son processus de croissance.

Outre ses ramifications caduques similaires aux frondes des fougères, *Archaeopteris* développait aussi des branches latérales pérennes, comme les arbres actuels. Sans doute augmentait-il de cette manière ses chances de survivre à une détérioration de son apex et c'est peut-être pourquoi ces organes adventifs allaient ensuite être sélectionnées par l'évolution. L'expansion de ce pionnier pourrait aussi s'expliquer par une autre innovation de son appareil végétatif, capable, comme le sont aujourd'hui de nombreux arbres tels que les saules, de se multiplier par bouturage.

Après avoir régné en maître sur notre planète, *Archaeopteris* allait pourtant s'éteindre, entre le dévonien et le carbonifère, il y a environ 360 millions d'années. Les chercheurs s'interrogent sur les raisons de sa disparition. Peut-être, avance Brigitte Meyer-Berthaud, fut-il victime de son succès : *« Les premières forêts ont contribué à la formation de niches écologiques propices à l'apparition de nouvelles espèces. Cette biomasse végétale, en piégeant le gaz carbonique de l'atmosphère, a eu aussi pour effet de réduire l'effet de serre. »* Le climat s'est alors refroidi, conduisant aux glaciations de la fin du dévonien qui pourraient lui avoir été fatales.

Pierre Le Hir

Trois défis à relever pour l'Europe spatiale

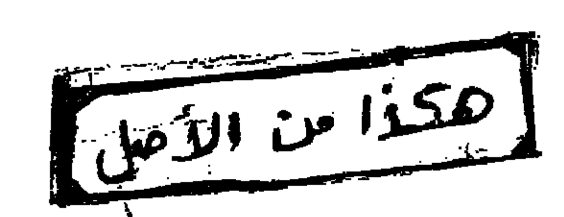
« SI ELLE veut jouer au siècle prochain un rôle politique et économique en rapport avec sa taille, ses richesses et son héritage culturel », l'Europe doit se doter d'une politique et de *« programmes spatiaux ambitieux, car, sans espace, il n'y a pas d'avenir »*, a expliqué Peter Creola, président du comité sur la politique spatiale à long terme de l'Agence spatiale européenne (ESA), en présentant, mercredi 21 avril, le deuxième rapport d'orientation de son comité.

Lors du prochain siècle, l'Europe doit, selon le comité, relever trois défis. Il lui faut en priorité s'affirmer face au leadership écrasant d'une Amérique qui a consacré 21,21 milliards d'euros à l'espace en 1997, quand l'Europe en dépensait 4,06, le Japon 1,85 et la Russie 1,16. L'Europe a su s'imposer sur le marché des lanceurs spatiaux avec Ariane, mais elle doit consolider ses positions et combler des manques criants, notamment dans le secteur des satellites de reconnaissance ou de navigation.

Elle doit aussi relever un second défi en participant à une meilleure gestion du *« vaisseau Terre »*. De nouveaux outils sont nécessaires pour prévenir des dangers comme le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles ou encore la rencontre possible avec un astéroïde. Enfin, et c'est le troisième défi, elle doit participer à l'exploration du système solaire pour trouver les ressources nécessaires aux générations futures.

Pour répondre à ces trois défis, le comité propose vingt actions, dont la recherche de planètes extra-solaires, l'accès moins coûteux à l'espace, un système de navigation par satellites, la réalisation de micro-satellites et de satellites de détection des catastrophes naturelles, la participation à un programme lunaire international, la *« manipulation des conditions météorologiques »* depuis l'espace ou encore l'exploitation minière d'astéroïdes.

C. Ga.



Les jardins sur la voie de la fantaisie

Luminaires, statues et petites folies décoratives agrémentent espaces verts et terrasses

QUE FAIRE une fois les meubles de jardin achetés ? Aller de l'avant. *Décorer.* Oser les accessoires qui personnalisent un peu plus l'espace vert ou la terrasse. Choisir une ligne esthétique ou mélanger les styles. Les possibilités sont infinies. Les fabricants ont pensé à tout. Ils sont aptes à meubler votre jardin de toutes les manières et en toutes matières. Ils peuvent aussi vous proposer de l'agrémenter d'éléments les plus divers, des plus nécessaires aux plus superflus.

Sérieuse ou ludique, pratique ou gratuite, la décoration de jardin se décline à loisir, pour un passe-temps qui touche de plus en plus d'adeptes. La consommation des ménages en produits de jardin a atteint, en 1997, les 31,5 milliards de francs (4,8 milliards d'euros). Spécialistes du marché et sociologues s'accordent pour estimer que le jardin est aujourd'hui devenu un prolongement de la maison – meubles et objets passent d'ailleurs facilement de l'intérieur à l'extérieur et inversement –, un lieu de plaisir, de convivialité et de bien-être. La quête du « vivre mieux », le rejet du stress et d'une atmosphère polluée s'exprime dans cet espace naturel que l'on agrémente sans compter.



Deux Salons ouverts sur le plein air

A la Foire de Paris (du 28 avril au 9 mai à la porte de Versailles), qui accueille un Salon du jardin et de la piscine, le visiteur pourra découvrir de nombreux produits et beaucoup de nouveautés. Parmi elles : le bain chaud suédois, *storvatt* (prononcer « chtourvatt »), un caisson en cèdre rouge canadien doté d'un poêle immergé qui assure le chauffage (au feu de bois) de l'eau de bain.

Une référence pour les professionnels et les amateurs, l'Art du jardin (du 27 au 31 mai à l'hippodrome de Longchamp, à Paris) innove cette année avec un parcours de découvertes olfactives. Senteurs et fragrances seront à l'honneur chez les 350 exposants du Salon. Et, comme chaque année, une vingtaine de jardins éphémères transformeront l'hippodrome.

Après les salons de jardin en teck, qui viennent très souvent, en deuxième achat, remplacer la table et les chaises en plastique, les accessoires de décoration envahissent le marché. Premier d'une longue liste de produits décoratifs, le luminaire existe sous toutes les formes. Au Cèdre rouge, le cristal de Murano sert une collection de lanternes dont l'armature en fer forgé souligne discrètement des formes d'une élégance classique. Pour sa série « Duomo », l'enseigne a fait se rencontrer créateur et artisan : Sophie Labayle a porté un œil contemporain (courbes étirées, mouvement épuré) à des fabrications et des matières traditionnelles. La lanterne en teck (colonne carrée coiffée d'un petit toit pointu) de chez Despalles vient compléter la gamme de produits en bois de l'enseigne. AM PM La Redoute privilégie les douces ambiances avec des photophores en verre et laiton nickelé, à poser ou à suspendre, tout comme Habitat, qui propose lampions colorés, bougies translucides et petits pots en céramique avec bougie. Nortène jardin donne un côté rétro aux balcons et terrasses avec ses bornes, appliques et potelets en vert bronze patiné.

INFLUENCES ÉTRANGÈRES

Pots et jardinières sont aussi les grands gagnants de l'aménagement du jardin et des terrasses. On n'en finit plus de découvrir couleurs, dimensions, formes et matières nouvelles. Elles viennent souvent d'autres pays et des siècles passés. L'Italie est présente dans nos jardins à travers ses poteries toscanes, mais aussi le Portugal (avec ses azulejos), l'Asie et dernièrement l'Afrique, grâce à une toute jeune enseigne, Terra Domus, qui fait voyager une équipe basée au Maroc. Sa mission : trouver *« de belles choses »*. Premières destinations : la Mauritanie et le Mali. De cette Afrique viennent des réceptacles d'une grande beauté, aux formes gracieusement inégales et à la patine naturelle. Terra Domus préfère l'importation des produits (moins chers) que la copie. Une invitation directe au voyage, dans le temps et l'espace.

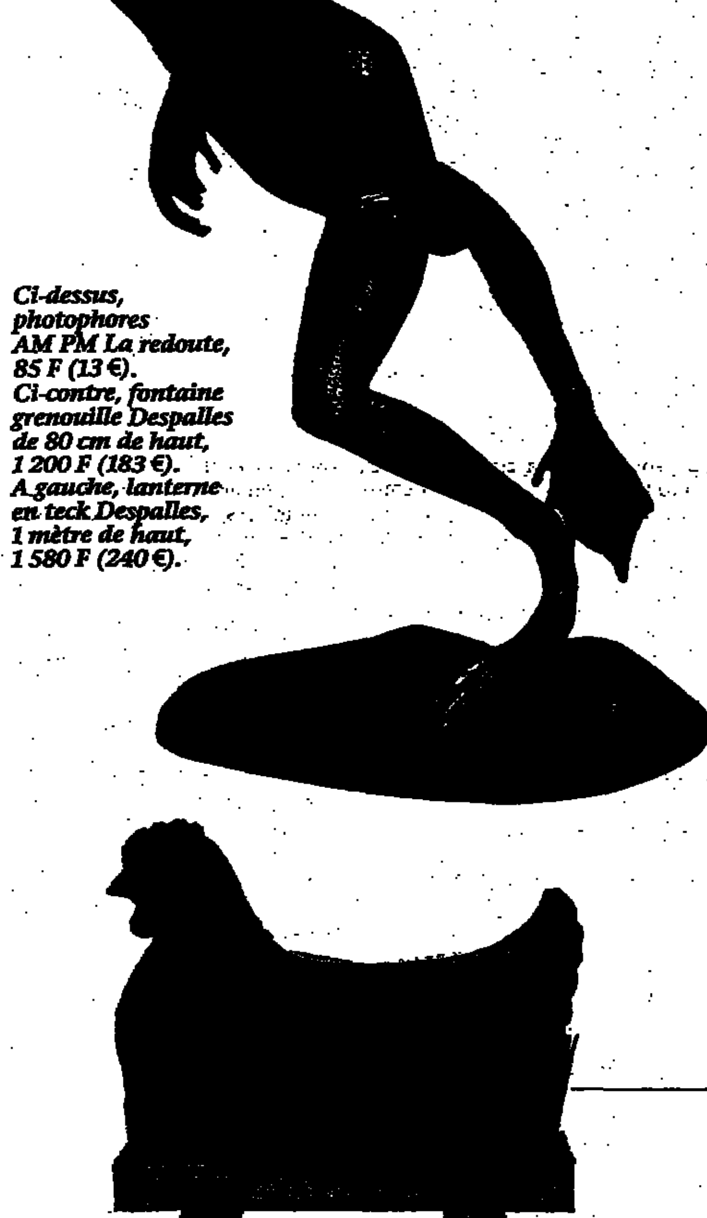
Après ces choix d'un goût sûr, on peut décider d'emprunter une voie plus audacieuse, celle du clin d'œil, du second degré et du superflu joyeusement assumé. Sur l'achat non utilitaire, les Français sont en retard. Mais ils devraient bientôt s'y risquer, à en croire les prévisions de Philippe Brunon, PDG de Despalles : *« Le complexe du nain de jardin est très fort chez nous, mais il devrait s'atténuer grâce à l'influence des Anglais, qui, eux, n'hésitent pas à décorer leur jardin avec des animaux, des fontaines et des statues. Nos concitoyens ont commencé par un jardin très architecturé (dit à la française), puis ils ont appris, par l'Angleterre, à aller vers un jardin naturel et plus sauvage. Maintenant, nous pouvons copier leur fantaisie en matière de décoration. »*

Chez Despalles, on y croit. Et l'entreprise n'hésite pas à proposer des gloriettes en fer forgé, des fontaines-grenouilles, des animaux (en fonte, pierre ou plomb), des grenouilles de bienvenue qui coassent dès que l'on passe devant elles et… des statues en pied d'hommes et de femmes. *« En matière de fleurs, on revient beaucoup aux couleurs vives. Cela va forcément avoir une incidence sur la décoration. Aujourd'hui, on met davantage en scène le jardin »*, précise Philippe Brunon.

Les boutiques spécialisées s'attachent de plus en plus à ces mille et un détails qui aménagent un jardin comme une pièce de la maison. Il n'y a que l'embarras du choix : bordurettes aux arabesques fort élégantes, bornes de tuyaux en terre cuite et en forme de boule, fleur de lys, pomme de pin ou flamme, porte-tuyau grenouille en métal laqué époxy vert, gratte-pieds poule en fonte garni d'une brosse permettant de nettoyer ses chaussures crottées, cale-porte chouette (le Cèdre rouge) ; suspension d'encens en spirale pour embaumer le jardin et éloigner les moustiques, girouette-coq en cuivre patiné (Nature et découvertes) ; cordeau en fer forgé (copie d'un modèle du XIXe siècle), sceaux galvanisés, porte-tuyau en laiton frappé aux armes de l'enseigne (le Prince jardinier)… La liste est loin d'être exhaustive. De quoi faire de l'ombre aux nains de jardin, désormais confrontés à une rude concurrence.

Véronique Cauhapé





Ci-dessus, photophores AM PM La redoute, 85 F (13 €). Ci-contre, fontaine grenouille Despalles de 80 cm de haut, 1 200 F (183 €). A gauche, lanterne en teck Despalles, 1 mètre de haut, 1 580 F (240 €).

Gratte-pieds poule en fonte peinte munie d'une brosse en fibres naturelles. Le Cèdre rouge, 470 F, 72 €.



Adresses

● **Le Cèdre rouge.** 22, avenue Victoria, 75001 Paris (tél. : 01-42-33-71-05) ; 25, rue Duphot, 75008 Paris (tél. : 01-42-61-81-81) ; 1, boulevard Emile-Augier, 75016 Paris (tél. : 01-45-24-62-62) ; 116, rue du Bac, 75007 Paris (tél. : 01-42-84-84-00). En province : parvis de la Treille, 59000 Lille (tél. : 03-20-51-96-96) ; 17, avenue de Saxe, 69006 Lyon (tél. : 04-72-83-01-31) ; 6, avenue de Verdun, 06000 Nice (tél. : 04-93-16-83-10). Vente par correspondance au 08-00-77-04-55.
● **Despalles.** Village royal, 26, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris (tél. : 01-49-24-05-65) ; 87, avenue Niel, 75017 Paris (tél. : 01-47-66-52-99) ; 76, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris (tél. : 01-43-54-28-98).
● **Catalogue AM PM La Redoute.** 08-03-34-93-49.
● **Nortène jardin.** Dans les jardineries et les grandes surfaces de bricolage (tél. : 01-30-67-12-31).
● **Nature et découvertes.** Caroussel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris (tél. : 01-47-03-47-43) ; Forum des Halles, 75001 Paris (tél. : 01-40-28-42-16) ; 109, rue Saint-Lazare, 75009 Paris (tél. : 01-42-82-72-80) ; 24, place d'Italie, 75013 Paris (tél. : 01-45-88-28-28) ; 61, rue de Passy, 75016 Paris (tél. : 01-42-30-53-87).
● **Le Prince jardinier.** Le Bon Marché, 24, rue de Sèvres, 75007 Paris. Tél. : 01-44-39-80-00. Pour connaître les points de vente à Paris et en province, téléphoner au 02-47-50-89-34.
● **Terra Domus.** Distribué au Cèdre rouge et chez certains fleuristes.

Des montres pour apprendre à lire l'heure

LA MARQUE Flik-Flak, du groupe suisse SMH (Swatch, Omega, Longines, Tissot, etc.), est devenue un « must » avec 18 millions de montres vendues depuis 1987. Etanches et antichocs, ces modèles à quartz conviennent aux enfants dès l'âge de quatre ans. Antiallergiques avec leur bracelet de tissu et leur cadran en aluminium, elles sont aussi lavables en machine.

Quand d'autres fabricants se contentent de proposer des montres-jouets, Flik-Flak met l'accent sur la pédagogie. Animées par des personnages immédiatement identifiables par les enfants, les aiguilles arborent des couleurs qui se retrouvent sur les cadrans. *« Pour les enfants de trois à sept ans, les montres doivent être lisibles, ludiques et colorées. Les parents rejettent les montres digitales pour habituer à la lecture des aiguilles »*, explique Jean-Claude Lambert, directeur des magasins Royal Quartz et fondateur (avec ses frères) de la marque Louis Pion, qui assure 15 % de ses ventes en volume avec les montres junior.

Sur les cadrans, les héros de dessins animés et de BD semblent indétrônables. Premier distributeur européen de montres sous licence (Disney, le Petit Prince, Tex Avery, Barbie, etc.), Avronel a vendu 650 000 montres en 1998. Si Disney reste en tête, la Coupe du monde a promu d'autres envies (200 000 montres vendues entre mars et juin 1998). *« Les enfants sont versatiles et gardent leur montre six mois en moyenne »*, constate Richard Avron, directeur général d'Avronel. Ces consommateurs sont de plus en plus jeunes à courir après les tendances. Pour les huit-dix ans, Flik-Flak a lancé la gamme Youngster, de gros modèles sportifs à lunette tournante. Baptisés « Half pipe » ou « Camouflage », ils s'inspirent de la mode de rue et des codes de la glisse.

RETOUR DES DIGITALES

A douze ans, ils s'intéressent déjà aux mastodontes de plastique, au design de mangas japonais (Air Pro de Seiko, Spoon de Pulsar). *« Il y a trois ans, les montres digitales n'avaient aucun succès. Elles reviennent en force, plus pour des raisons d'esthétique que de fonctions »*, assure Jean-Claude Lambert, car ces engins sont parfois de vrais ordinateurs de poignet.

Pour les familles très aisées qui souhaitent offrir une montre d'exception, plus bijou que jouet ou indicateur du temps qui passe, les grands joailliers de la place Vendôme acceptent les commandes spéciales. La plus petite montre platine du monde fut réalisée par Cartier en 1938, et offerte par le président Albert Lebrun à la jeune Elizabeth II d'Angleterre, alors âgée de douze ans.

Mauboussin est le seul à proposer, depuis 1997, une vraie collection de montres haute-joaillerie pour enfants. Entièrement faite main, chaque pièce demande six semaines de travail. Vendus entre 80 000 et 200 000 francs, clowns ou lapins pavés de diamants, de rubis et de saphirs font le bonheur chaque année d'une poignée d'enfants des Emirats.

Anne-Laure Quilleriet

Guide

● **Bestiaire.** Montres Flik-Flak « Jungle Fever » avec les animaux de la jungle, de 160 à 200 F, 24 à 30 €. Points de vente au 03-81-48-14-15.
● ***Détournement.*** Clin d'œil au monde de l'enfance adopté par les adultes, la montre « Be Mine » de Swatch, parfumée au chocolat (400 F, 61 €). Naïves et ludiques, les montres Happy Watch, 295 F, 45 €. Points de vente au 01-43-33-31-91.
● **Animées.** Montres Panthère rose, 395 F, 60 € et Snoopy « premier âge » avec bracelet en nubuck, 295 F, 45 €. Renseignements chez Opex au 01-48-63-21-90.
● **Haute joaillerie.** Mauboussin, 20, place Vendôme 75001 Paris, tél. : 01-44-55-10-00.

Lente atténuation des pluies

SAMEDI, la pluie continue à toucher les régions situées au nord de la Loire, ainsi que la plupart des reliefs, où la neige fait quelques apparitions. Plus au sud, ainsi que dans les régions de l'ouest, le temps est plus clément. Les régions méditerranéennes bénéficient d'un bon ensoleillement au prix d'un fort vent.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le temps est sec, avec un ciel qui se partage tout au long de la journée entre passages nuageux et périodes de soleil. Le maximum de température se situe vers 13 degrés à la côte, 15 ou 16 dans l'intérieur.

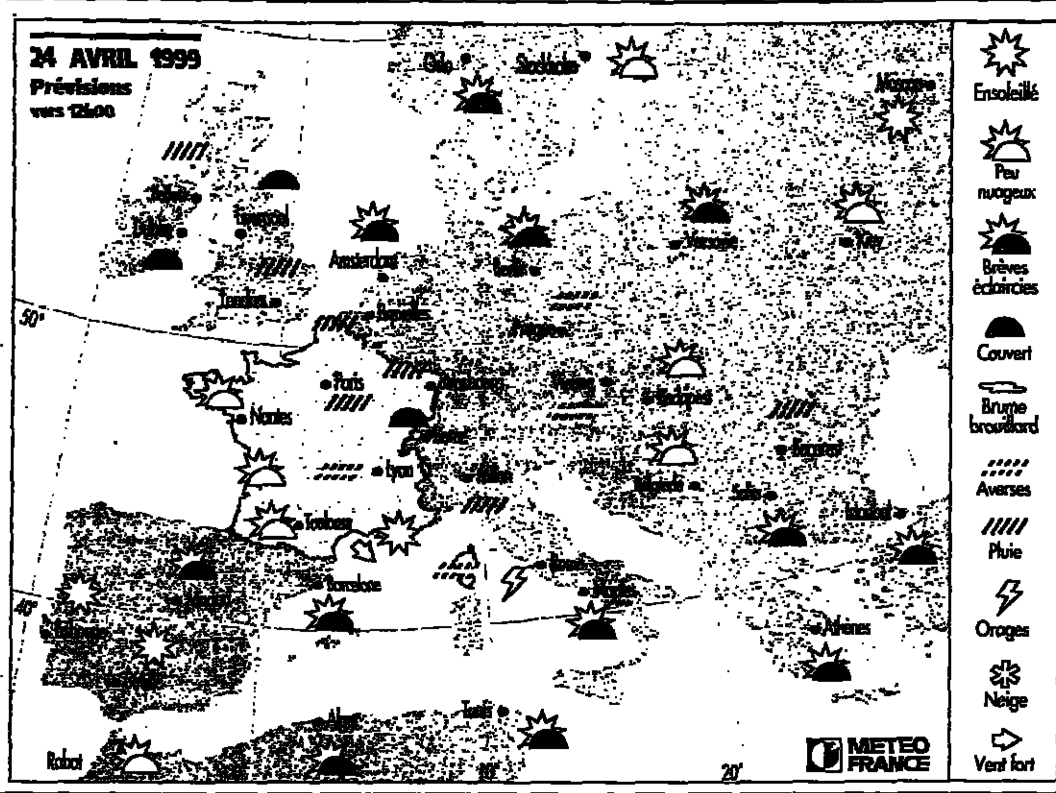
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Dans le Centre, les nuages laissent passer par moments le soleil. Dans les autres régions, la matinée est grise, avec de la pluie. L'après-midi une amélioration se produit par le sud-ouest, mais seules l'Ile-de-France et la Haute-Normandie en bénéficient. Il fera de 13 à 15 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les nuages dominent en toutes régions et donnent par moments de la pluie. Il fera de 13 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Dans les Pyrénées, les nuages s'accrochent, et peuvent donner par moments un petit peu de pluie, ainsi qu'un peu de neige au-dessus de 1700 m. Partout ailleurs, nuages et soleil se partagent équitablement le ciel. Il fera de 13 à 16 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – En région de plaine, le soleil réussit à se glisser entre les nuages. En région montagneuse, les nuages dominent le plus souvent, et peuvent donner de la neige au-dessus de 1000 m. Il fera de 11 à 14 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Les régions côtières bénéficient d'un bon ensoleillement, mais le vent d'ouest ou nord-ouest souffle jusqu'à 70 ou 80 km/h en rafales. Il fera de 15 à 17 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	24/30 N	KIEV	9/16 N	VENISE	9/15 P	LE CAIRE	14/27 S
				POINTE-A-PIT.	23/30 S	LISBONNE	11/18 S	VIENNE	9/15 P	MARRAKECH	12/29 C
				ST-DENIS-RÉ.	22/29 S	LIVERPOOL	8/14 C	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/26 S
				EUROPE		LONDRES	9/15 P	BRASILIA	17/27 S	PRETORIA	16/26 S
				AMSTERDAM	7/16 S	LUXEMBOURG	5/13 N	BUENOS AIR.	14/18 P	RABAT	12/20 N
FRANCE métropole		NANCY	7/16 P	ATHENES	15/22 N	MADRID	8/21 N	CARACAS	23/27 N	TUNIS	13/21 S
AJACCIO	9/14 P	NANTES	7/15 S	BARCELONE	9/18 N	MILAN	11/15 P	CHICAGO	1/10 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	8/14 S	NICE	8/16 N	BELFAST	7/13 P	MOSCOU	5/18 S	LIMA	17/22 N	BANGKOK	25/29 P
BORDEAUX	8/17 S	PARIS	6/13 P	BELGRADE	9/19 N	MUNICH	6/13 P	LOS ANGELES	10/17 S	BOMBAY	25/33 S
BOURGES	6/13 P	PAU	5/13 S	BERLIN	10/15 S	NAPLES	9/16 S	MEXICO	14/26 S	DJAKARTA	26/31 C
BREST	7/12 S	PERPIGNAN	9/17 S	BERNE	4/10 N	OSLO	6/12 S	MONTREAL	1/10 C	DUBAI	25/36 S
CAEN	9/11 S	RENNES	7/15 S	BRUXELLES	8/15 N	PALMA DE M.	8/19 S	NEW YORK	5/13 S	HANOI	26/35 S
CHERBOURG	8/12 S	ST-ETIENNE	6/11 P	BUCAREST	8/20 P	PRAGUE	7/14 P	SAN FRANCS.	11/17 S	HONGKONG	23/27 S
CLERMONT-F.	6/13 S	STRASBOURG	6/15 P	BUDAPEST	9/15 N	ROME	10/15 P	SANTIAGO/CHI	14/23 C	JERUSALEM	14/25 N
DIJON	6/14 P	TOULOUSE	7/14 S	COPENHAGUE	7/14 N	SEVILLE	11/27 S	TORONTO	2/10 S	NEW DEHLI	21/40 S
GRENOBLE	4/11 P	TOURS	7/14 S	DUBLIN	6/14 C	SOFIA	8/17 S	WASHINGTON	6/14 S	PEKIN	11/17 C
LILLE	7/13 P	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	10/15 S	ST-PETERSB.	9/13 P	**AFRIQUE**		SEOUL	12/18 C
LIMOGES	5/11 P	CAYENNE	23/28 P	GENEVE	6/11 N	STOCKHOLM	5/12 N	ALGER	8/20 N	SINGAPOUR	26/31 N
LYON	6/12 P	FORT-DE-FR.	24/29 N	HELSINKI	4/12 S	TENERIFE	13/19 S	DAKAR	20/25 N	SYDNEY	14/20 N
MARSEILLE	8/14 S	NOUMEA	21/26 S	ISTANBUL	12/19 N	VARSOVIE	8/15 S	KINSHASA	22/29 N	TOKYO	15/19 P

Situation le 23 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 25 avril à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PÊCHE.** Parution de l'édition 1999 du guide national des *Gîtes et logis de pêche* (60 F ou 70 F par correspondance, tél. : 01-49-70-75-75) répertoriant 401adresses de séjour dans 71départements français. Il s'agit de maisons rurales, gîtes d'étape (hébergement collectif) ou de séjour (bâtisses à louer), chambres d'hôtes et hôtels situés à proximité des lieux de pêche et aménagés à propos : local pour entreposer le matériel, vivier pour conserver les appâts, documentation, cartes, etc.

■ **HÔTELS.** La maison de couture italienne Versace a décidé de se lancer dans l'hôtellerie haut de gamme avec l'ouverture d'un premier établissement en Australie, sur la Gold Coast, avant l'ouverture des JO de Sydney, en l'an 2000. Autres destinations envisagées : la Floride, la Californie et les îles grecques. Ces hôtels porteront la griffe de la maison de couture qui en signera le design et la décoration.

SPORTS D'HIVER

Grande glisse de fin de saison

DES CHUTES DE NEIGE et un temps frais maintiennent des conditions favorables pour la pratique du ski. Les pistes orientées au nord sont couvertes d'une neige poudreuse, légère comme en hiver. Celles exposées au sud dégèlent. La neige ainsi « transformée », fondue sur quelques centimètres, douce sous les skis, est facile à pratiquer. La meilleure glisse s'apprécie autour de 2 000 m d'altitude, entre 10 et 14 heures. En deçà, la neige, gorgée d'eau, colle aux planches. Mieux vaut choisir les stations d'altitude qui demeurent ouvertes jusqu'au 2 mai (voire plus). Certaines remettront les remontées mécaniques en service pour les week-ends des 8-9 mai. Consulter le 3615 En Montagne.

● **A Val-d'Isère**, les « semaines privilèges », incluant sept jours d'hôtel avec remontées mécaniques, accès à la piscine et assurance-annulation, oscillent de 2 820 F (317 €) avec un confort deux étoiles à 4 295 F (655 €) pour un standard quatre étoiles. En prime, la station offre les matinées de ski avec les moniteurs pour une découverte du domaine, ainsi que l'accueil gratuit de deux enfants de moins de douze ans. Val Hôtel : 04-79-06-18-90.

● **A Tignes**, l'ouverture du funiculaire pour le glacier de la Grande Motte est annoncée pour les 8-9 mai avec une formule « studio et ski » à 864 F, 132 € (tél. : 04-79-40-03-03). A Val-Thorens, où l'on chausse les skis à 3 200 m, au sommet de la cime Caron, le « tout-compris », hôtel en demi-pension et remontées pour une semaine, coûte 3 000 F (457 €) en deux étoiles (tél. : 04-79-00-06-49).

● **Aux Arcs**, forfait pour la location d'un studio à partir de 1 150 F (175 €) la semaine, par personne, en partant à deux (centrale de réservation : 04-79-07-68-00), avec les remontées mécaniques. Les enfants de moins de sept ans bénéficient d'un accès gratuit aux jardins des neiges.

● **Dans les Hautes-Alpes**, le glacier de la Meije, accessible par un téléphérique, depuis le village de la Grave (hôtels deux étoiles en demi-pension : moins de 300 F (46 €) par personne, tél. : 04-76-79-92-46), offre une exceptionnelle descente sur plus de 2 000 m de dénivelé.

Fl. E.

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement du jeudi 22 avril. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne, et sur Internet : www.skifrance.fr.

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE
L'Alpe-d'Huez : 175-350 ; Alpe-du-Grand-Serre : n.c. ; Auris-en-Oisans : n.c. ; Autrans : 50-110 ; Chamrousse : 130-160 ; Le Collet d'Allevard : 80-150 ; Les Deux-Alpes : 80-400 ; Lans-en-Vercors : n.c. ; Méaudre : n.c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : n.c. ; Les Sept-Laux : 80-160 ; Villard-de-Lans : 100-250.

HAUTE-SAVOIE
Avoriaz : n.c. ; Les Carroz-d'Arâches : 48-690 ; Chamonix : 70-370 ; Châtel : 100-310 ; La Clusaz : 30-330 ; Combloux : n.c. ; Les Contamines-Montjoie : 15-220 ; Flaine : 170-690 ; Les Gets : 60-220 ; Le Grand-Bornand : n.c. ; Les Houches : 20-150 ; Megève : 60-250 ; Morillon : 0-680 ; Morzine-Avoriaz : 10-310 ; Praz-de-Lys-Sommand : 130-210 ; Praz-sur-Arly : n.c. ; Saint-Gervais : n.c. ; Samoëns : n.c. ; Thollon-les-Mémises : n.c.

SAVOIE
Les Aillons : 25-240 ; Les Arcs : 80-350 ; Arêches-Beaufort : 20-295 ; Aussois : n.c ; Bonneval-sur-Arc : 90-180 ; Bessans : n.c. ; Le Corbier : 85-145 ; Courchevel : 127/279 ; La Tania : n.c. ; Crest-Voland-Cohennoz : 110-230 ; Flumet : n.c. ; Les Karellis : n.c. ; Les Menuires : 75-210 ; Saint-Martin-Belleville : 25-210 ; Méribel : 60-250 ; La Norma : n.c. ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 80-175 ; La Plagne : 150-350 ; La Rosière 1 850 : 150-315 ; Saint-François-Longchamp : n.c. ; Saint-Sorlin-d'Arves : 55-150 ; Les Saisies : 60-260 ; Tignes : 143-280 ; La Toussuire : n.c. ; Val-Cenis : 30-180 ; Val-Fréjus : n.c. ; Val-d'Isère : 85-180 ; Valloire : 30-200 ; Valmeinier : n.c. ; Valmorel : n.c. ; Val-Thorens : 90-250.

ALPES-DU-SUD
Auron : n.c. ; Beuil-les-Launes : n.c. ; Isola 2000 : 55-140 ; Montgenèvre : 40-50 ; Orcières-Merlette : 35-175 ; Les Orres : 50-110 ; Pra-Loup : 40-130 ; Puy-Saint-Vincent : 0-150 ; Risoul 1 850 : n.c. ; Le Sauze-Super-Sauze : 15-150 ; Serre-Chevalier : 10-130 ; Superdévoluy : 80-180 ; Valberg : n.c. ; Val d'Allos/Le Seignus : 0-0 ; Val d'Allos/La Foux : 0-0 ; Vars : 20-65.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : 20-100 ; Font-Romeu : n.c. ; Gourette : 40-210 ; Luchon-Superbagnères : n.c. ; Luz-Ardiden : n.c. ; La Mongie : 40-140 ; Piau-Engaly : 40-80 ; Saint-Lary-Soulan : 0-80.

AUVERGNE
Besse/Superbesse : n.c. ; Le Mont-Dore : 30-150 ; Superlioran : n.c.

JURA
Métabief : 25-95 ; Mijoux-Lélex-la-Faucille : 45-180 ; Les Rousses : n.c.

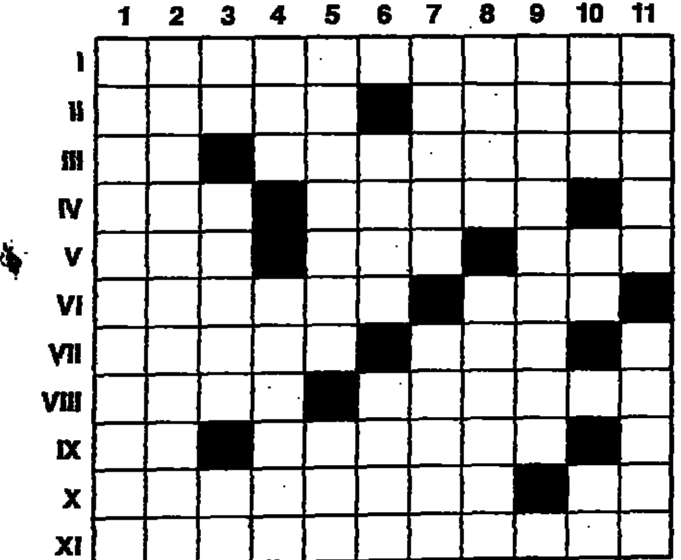
VOSGES
Le Bonhomme : n.c. ; La Bresse-Hohneck : n.c. ; Gérardmer : n.c. ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : n.c.

■ **UN CHALET AU QUÉBEC.** Vacances Air Canada propose de découvrir, en famille, la province du Québec et de séjourner dans la région de la Mauricie, non loin du lac Chrétien, dans un chalet du domaine de Sainte-Flore. En avril et en mai, la location d'un chalet pour six personnes coûte 170 F (26 €) par jour, pour un adulte, et 119 F (18 €) pour les enfants de six à douze ans (gratuit pour les moins de six ans). Un forfait 9 jours/7 nuits en Mauricie est proposé à 4 760 F (726 €) pour un chalet (hébergement seul) pouvant accueillir quatre « grands » et deux moins de six ans. A ajouter, le vol A/R Paris-Montréal, jusqu'au 30 avril à 2 590 F (395 €) hors taxes, pour un adulte et 1 943 F (296 €) pour les moins de six ans. Renseignements dans les agences et au 01-40-15-15-15.

■ **RANDONNÉE EN QUAD.** La station des Carroz (Haute-Savoie) organise les samedi 1er et dimanche 2 mai une randonnée découverte par groupe de dix quads (motos à quatre roues tout-terrain) avec guides sur un parcours touristique enneigé à 90 %. Cette Transnowquad, respectueuse de l'environnement, se présente comme une *« balade de détente et de convivialité »*. Hébergement samedi et repas dans la station, renseignements au 04-79-54-43-68.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 99097

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Passe d'un problème à l'autre. – II. Théâtre couvert. Inspira Goethe et Tournier. – III. Tradition nippone. S'amuser du bout des doigts. – IV. Séparation. Point de départ de la traite. – V. Rincer à moitié. Changement de ton. Tombent si on ne les accroche pas. – VI. Vous entraînent dans la tourmente. Fait tache au soleil. – VII. Dame de bonne culture. Solide. – VIII. Sa voie est toute tracée. Mise en valeur des formes. – IX. Voyelles. Contributions directes. – X. Mis en prise directe. Informateur masqué. – XI. S'ouvrent devant le succès.

VERTICALEMENT

1. Trop tendues. – 2. Agréable en diffusion. – 3. Négation. Renvoie plus loin. Signent les pistes. – 4. A la bonne heure. Passager clandestin en haute mer. – 5. Problèmes qui ne sont souvent que des jeux. Diplôme. – 6. Au complet. Une seule voie pour les voix. – 7. Garder à l'intérieur. Couteau de plage. – 8. S'enroule pour se défendre. Point à l'horizon. – 9. Elles ont fait le vide et leurs graines ont soigné les petits grains. – 10. Vitrine de la presse. Meurt en décembre. Dit tout et n'importe quoi. – 11. Blanc d'Espagne. Ici même.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99096

HORIZONTALEMENT
I. Précautions. – II. Remonte. Pat. – III. Epars. Etuve. – IV. Peines. Oser. – V. Arlésien. Tc. – VI. Râ. XL. Aso. – VII. Agitation. – VIII. Télexés. ENA. – IX. Esip (Pise). Il. – X. Futur. Osier. – XI. Sassa. Navre.

VERTICALEMENT
1. Préparatifs. – 2. Repérage. Ua. – 3. E-mail. Ilots. – 4. Cornette. Us. – 5. Anses. Axera. – 6. Ut. Sixtes. – 7. Tee. Elision. – 8. Ton. PSA. – 9. Opus. Ane. Iv. – 10. Navets. Nier. – 11. Stercoraire.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHILATÉLIE

Une Camargue sauvage et naïve

LE THÈME de la Camargue, sujet du timbre-poste à 3 F qui sera émis lundi 26 avril, n'est pas inédit. En effet, des flamants roses illustrent un timbre de Robert Cami, en 1970. En 1978, la série artistique propose les *Chevaux de Camargue* d'Yves Brayer. En 1995, un timbre d'usage courant, dessiné et gravé par Jacques Jubert, reprend un paysage de Camargue. En 1998 enfin, dans une série consacrée aux chevaux mise en page par Roxane Jubert, le camarguais figure en compagnie de l'ardennais, du trotteur et du pottock.

Ce timbre, de 36 mm sur 26 mm, dessiné par Christian Broutin, est imprimé en héliogravure en feuilles de quarante. La vente anticipée aura lieu les 24 et 25 avril : à Strasbourg, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'Hôtel du Département, place du Quartier-Blanc ; à Arles, au bureau de poste temporaire ouvert au parc de la Camargue, mas du Pont-du-Rousty, route des Saintes-Maries-de-la-Mer.

P. J.

Les timbres français de l'an 2000

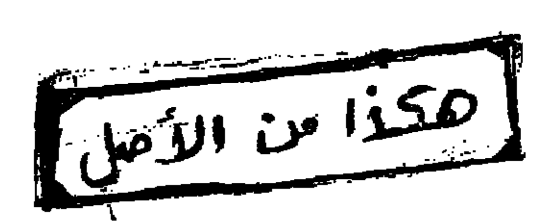
LE SECRÉTAIRE D'ETAT à l'industrie, Christian Pierret, a signé l'arrêté fixant la première partie du programme philatélique de l'an 2000.

● **Timbres-poste avec surtaxe au profit de la Croix-Rouge :** Journée du timbre (sans doute Tintin) ; personnages célèbres : Alexandra David-Neel (1868-1969), Norbert Casteret (1897-1987), Paul-Emile Victor (1907-1995), Jacques-Yves Cousteau (1910-1997), Haroun Tazieff (1914-1998), Eric Tabarly (1931-1998) ; Croix-Rouge.

● **Timbres-poste sans surtaxe :** Botticelli (1445-1510), Camille Claudel (1864-1943) ; Europa ; nature de France, spectacle du monde vivant (quatre timbres) ; cité de Carcassonne ; émission commune France - Nouvelle-Zélande ; bicentenaire du corps préfectoral ; folklores de France ; collection jeunesse (dix timbres) : voitures anciennes.

Une nouvelle série intitulée « Mémoire du XXe siècle » est destinée à retracer les grandes évolutions de la vie quotidienne, des sciences et techniques et de la médecine au cours du XXe siècle. Cette série, qui comprendra dix timbres par an, s'étalera de 2000 à 2002.

Entre outre, deux hors-programme paraîtront en 1999 : le centenaire de l'école de Nancy ; le cinquantenaire de la fondation Emmaüs.



هكذا من الأصل

HISTOIRE La fièvre éditoriale ne faiblit pas sur l'affaire de Caluire et la figure de Jean Moulin. ● APRÈS LES TRAVAUX de Jacques Baynac (Seuil) et Pierre Péan (Fayard), et en attendant la biographie du « patron » de la Résistance intérieure par Jean-Pierre Azéma (Perrin), Daniel Cordier livre une somme plus ambitieuse encore avec Jean Moulin, la République des catacombes. Après une conférence sur « Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance » qui fit événement, l'ancien secrétaire de « Max » a entrepris une monumentale biographie de L'Inconnu du Panthéon, dont trois des six volumes sont déjà parus (Lattès, 1989-1993). ● DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, Daniel Cordier explique sa démarche : *« Si tant est que je sois capable de faire un petit travail d'historien, je le dois d'abord à la mémoire de mes camarades, à l'honneur de mes camarades. »*

La première somme critique sur la Résistance des chefs

Avec « Jean Moulin, la République des catacombes » qui paraît chez Gallimard, Daniel Cordier, acteur-témoin devenu historien, tente – et réussit – une gageure : rendre intelligible l'épopée tragique des responsables de la France combattante

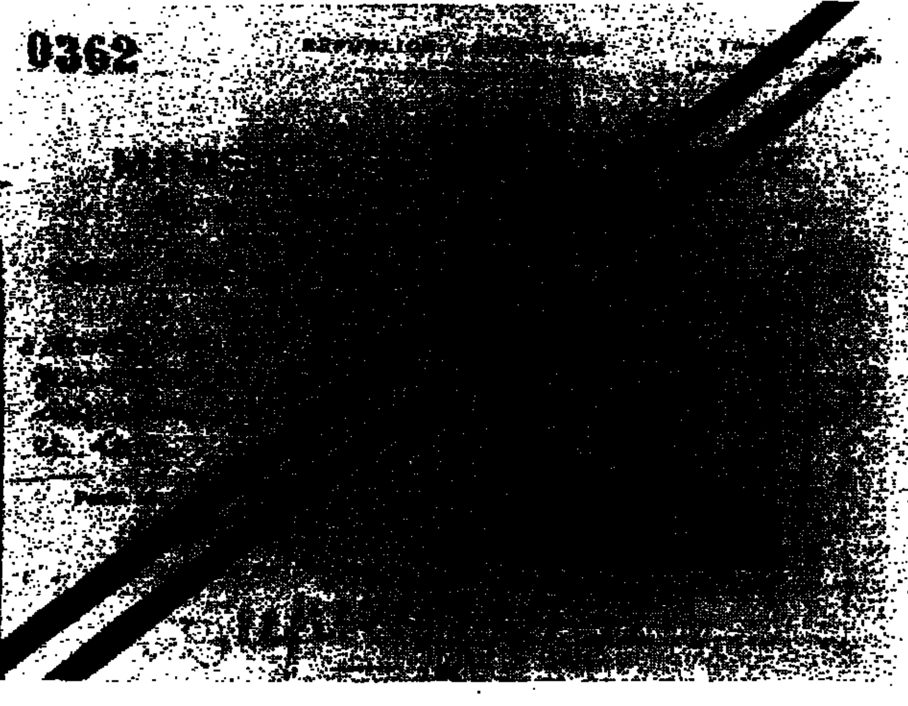
AVEC TROIS TOMES consacrés à Jean Moulin, parus en 1989 et 1993, Daniel Cordier avait fait une irruption remarquée dans l'historiographie de la Résistance. Au terme de quelque 3 000 pages, l'auteur laissait cependant Jean Moulin en décembre au seuil de sa mission... et ses lecteurs dans l'expectative d'une suite annoncée en trois autres volumes.

La synthèse que Daniel Cordier propose aujourd'hui en un unique livre, *Jean Moulin, la République des catacombes*, à l'occasion du centenaire de la naissance de Moulin fera date. Couronnement de vingt années de recherches, c'est une somme. Cette biographie de Moulin s'inscrit sur fond d'une vaste fresque de *« la République des catacombes »* suivie par une documentation archivistique de premier ordre et une connaissance intime du petit monde clos de la Résistance des chefs.

C'est que Bip W – indicatif du radio Daniel Cordier au Bureau central de renseignements et d'action – fut secrétaire de Jean Moulin *d'août 1942 à juin 1943, puis de* Claude Serreulles jusqu'en mars 1944. A la Libération, il fut l'un des auteurs du Livre blanc du BCRA, première synthèse demeurée inédite, conçue pour faire pièce aux critiques qui pleuvaient sur l'action de ce service secret de la France libre. Lorsqu'il entreprit de retracer cette histoire au début des années 80, Cordier n'était donc en rien un novice. Son expérience personnelle lui est d'ailleurs d'un précieux secours. Entreprenant de démêler l'écheveau des arrestations de Caluire du 21 juin 1943, il avertit : *« Parmi les différents témoignages d'un même acteur, j'ai adopté la version qui me semblait la plus plausible selon ma propre expérience de la Résistance. »*

Le développement synthétique sur la période 1940-1941 pointe les éléments essentiels, même s'il réserve la portion congrue à la mission exploratoire de Morandat, premier émissaire politique mandaté de la France libre. Mais c'est sur les années 1942-1944 que portent la nouveauté et l'intérêt de son propos. Cumulant les titres, dont chacun correspondait à la *réussite d'un objectif et confortait* sa stature, Moulin fit fusionner en dix-huit mois les trois principaux





A gauche : Daniel Cordier.
A droite : la carte d'identité de Jean Moulin.

CENTRE NATIONAL JEAN MOULIN/KEYSTONE

mouvements de zone Sud, créa des services communs, mit sur pied l'armée secrète, fédéra mouvements, partis et syndicats dans le Conseil national de la Résistance. Œuvre titanesque accomplie en dépit de difficultés inouïes : inertie et obstructions des chefs de mouvement, difficultés des liaisons avec Londres, extrême indigence des moyens mis à sa disposition jusqu'au bout, rivalités, querelles de préséance et désaccords de fond avec d'autres responsables de la France libre, etc.

L'étude que Cordier consacre *aux quatorze mois menant* de Caluire à la libération de Paris est plus neuve encore. Les conditions dans lesquelles Claude Serreulles, fraîchement arrivé de Londres pour épauler Moulin, dut assurer du jour au lendemain l'intérim, coupé de tout lien avec Londres qui opposa un silence obstiné à ses interrogations réitérées et pressantes : la bataille au couteau qui mit aux prises Serreulles et Brossolette ; l'intermède pathétique et courageux assuré par Jacques Bingen quand Serreulles et Brossolette furent sommés de venir vider leur querelle à *Londres* ; *le jeu complexe* des résistants de l'intérieur pour tirer avantage de ces zizanies étalées *sur la place clandestine* ; *tout cela*, qui est passablement compliqué, est exposé avec une clarté remarquable. Il en va de même de la mise au pas de la résistance intérieure par le général de Gaulle, qui n'était pas homme à lui pardonner aussi aisément ses tentatives d'émancipation et qui se faisait du rétablissement de la légalité républicaine une idée qui laissait peu de place à ses initiatives jugées brouillonnes.

On saura gré à Daniel Cordier de revenir, comme il le fait, sur l'affaire de Caluire, ce *« fait divers tragique »* si souvent malmené. *Remontant aux sources du drame*, dévidant ses cheminements jusqu'à la Libération, il décortique les deux procès de René Hardy, soupesant les dispositions des uns et des autres, disposant en écho les réactions de la presse. Il conclut *« en son âme et conscience »* à la trahison de René Hardy.

Restent les âpres disputes autour de Moulin, de son rôle et de son statut dans la mémoire collective. Outre la réfutation convaincante des thèses de Frenay, le lecteur apprendra beaucoup sur la manière dont la mémoire de la Résistance *s'est élaborée, ce qui ne manque* pas de soulever une question épineuse : qui de Brossolette ou de *Moulin pouvait incarner cette* mémoire ?

A dire vrai, l'opposition de ces deux personnalités d'exception est une des clefs de l'ouvrage. Sur la route de Moulin, comme sur celle de son biographe, ne cesse de se

> Cordier risque une formule assassine pour Brossolette, dont il fait l'antithèse de l'homme d'Etat Moulin : « Prométhée n'avait pu rivaliser avec Richelieu »

dresser la figure de Brossolette. Tout en saluant ce martyr entré dans la mort délibérément pour ne pas parler, Cordier en dresse un *portrait à charge. S'il concède qu'il* y avait de la *« noblesse »* dans certaines de ses prises de position, *c'est pour les juger tout aussitôt « politiquement suicidaires »*. Ne manquant jamais de montrer les insuffisances et les suffisances d'un Brossolette dont il fait l'antithèse de l'homme d'Etat Moulin, Cordier risque une formule assassine : *« Prométhée n'avait pu rivaliser avec Richelieu. »* Il y a sûrement quelque injustice à présenter Brossolette, cacique de sa promotion à la rue d'Ulm, journaliste de réputation, qui sut caractériser et célébrer le combat de la clandestinité dans des textes inégalés, comme un éternel second. La comparaison *elle-même laisse songeur : au plan* de l'histoire de l'humanité, ne se retourne-t-elle pas contre celui qu'elle est censée magnifier ? Au lecteur de juger grâce aux pièces que Cordier lui présente et selon la place que chacun assigne dans son système de valeurs au cardinal et au demi-dieu.

Le traitement peu amène du cas Brossolette n'est pas unique : Frenay, d'Astier, André Philip, dont il stigmatise au passage telle *« pitoyable »* remarque, le colonel Passy et beaucoup d'autres ne sont pas mieux lotis. Ils ont en commun *d'avoir été, à un moment ou à un* autre, en opposition avec Moulin.

Cordier s'est fait le chantre intraitable de la prééminence des textes contemporains des événements sur les reconstructions postérieures, qu'elles soient écrites ou orales. Il lui arrive pourtant, quand il s'agit de croiser le fer avec les adversaires de Moulin, de situer sur un même plan pièces d'époque, souvenirs mis en forme et témoignages oraux. Pour ne prendre qu'un exemple, le recours au *Verbatim III* de Jacques Attali pour démontrer l'antigaullisme des chefs de la résistance intérieure étonne *et détonne* : un propos tardif, de François Mitterrand de surcroît, était-il le plus approprié pour évoquer des divergences dont les textes d'époque ne sont pas avares ? L'effet est certes assuré mais n'est-ce pas ce qu'on appelle un effet de réel ?

On aura compris que, comme toute œuvre véritable, le travail de Cordier est vertébré par un point de vue ferme. En prenant position fortement, rudement parfois, Cordier démontre, à sa façon, combien le *« brandon incandescent tiré de cette fournaise de la Résistance qui nous dévorait tous »* brûle encore. Et c'est bien cette passion intacte qui lui inspire quelques-unes de ses plus belles pages, sans rien ôter au *« labeur incessant d'une reconstitution chronologique fondée sur des archives »* qui commande le respect.

La même passion lui fait regretter qu'*« en mettant la mémoire de leurs gestes en lambeaux, les résistants aient trahi le souvenir de la Résistance »*. Le propos n'est pas celui de l'historien mais de l'acteur des luttes de ce temps. Dans cette tension entre la rigueur corsetée de l'historien et la fougue de l'acteur, qui court à travers tout le travail de Daniel Cordier, réside le trait le plus singulier d'une œuvre dont on n'a pas fini de mesurer les implications et de discuter les conclusions. L'histoire de la Résistance, passionnée et passionnelle, a encore de beaux jours devant elle. L'œuvre de Daniel Cordier y occupera, à n'en pas douter, une place de choix.

L. Do.

★ ***Jean Moulin, la République des catacombes*, de Daniel Cordier. Gallimard, « La Suite des Temps », 1 008 p., 195 F (29,72 €)**

Daniel Cordier, secrétaire et biographe de Jean Moulin

« Le dernier héros de l'histoire proprement française »

« Tout au long de votre somme, vous saluez avec émotion comportements héroïques et courages admirables, mais vous semblez estimer, comme Emmanuel d'Astier, que cette période n'a produit que deux hommes d'Etat, Moulin et de Gaulle. Pouvez-vous préciser votre analyse et peut-être éclairer le sous-titre de votre ouvrage ?

– *La République des catacombes*, c'est à cause de la clandestinité et des martyrs. Ces disputes, ces conflits, ces déchirements sont la preuve que la démocratie était vivante au sein de la Résistance. Parce que si tout le monde avait été au garde-à-vous, comme dans une armée, il n'y aurait pas eu de démocratie. C'est d'ailleurs bien ce que tous les adversaires de De Gaulle lui reprochaient à Londres. *On débattait de tout*, âprement, quelles que soient les circonstances et quels que soient les dangers. Au fond, on devrait s'en féliciter au lieu de le condamner.

– Vous suivez donc l'analyse d'Astier ?

– Pleinement. S'agissant de De Gaulle, je ne ferai pas de commentaires. A partir de 1947, j'ai été un anti-gaulliste primaire, ce qui me permet de défendre pleinement l'engagement de ma jeunesse. Quant à Moulin, je dirai que ce qui m'a frappé, c'est au fond sa manière de "désencombrer" les problèmes de l'accessoire. C'est pour moi la vision de l'homme d'Etat et c'est ce que de Gaulle a montré. En juin 40, il ne s'agit pas d'ouvrir le procès de la République, mais de savoir comment on allait continuer. A chaque étape, cette préoccupation fut la priorité de Moulin pour le Conseil de la Résistance.

– Ce qui fait que vous qualifiez de Gaulle et Moulin d'hommes d'Etat, n'est-ce pas qu'ils incarnent, entre la IIIe République et la phase de rétablissement de la légalité, l'Etat dans toute sa légitimité ?

– Oui. Ils ont compris ce à quoi il fallait appliquer son énergie à ce moment-là. C'est ce que j'appelle "désencombrer". Un homme d'Etat a besoin de simplifier : il n'a pas d'états d'âme et laisse de côté sinon des principes du moins certaines conceptions.

– Les polémiques autour de Moulin non seulement continuent mais continuent de plus belle. Quelle réaction cette manière de broder sur le thème de Caluire vous inspire-t-elle ?

– Si j'étais cynique – c'est difficile de l'être face à un tel drame – je vous dirais que Caluire a été la bouée de sauvetage de la mémoire de Moulin, en ce sens que je ne suis pas sûr que, sans Caluire, elle n'aurait pas sombré corps et biens. Malheureusement, les faits divers intéressent beaucoup plus que *l'héroïsme ou que l'histoire*. En permanence, vous aurez des découvertes sur Caluire, des hypothèses. A partir du moment où il y a tant de témoignages contradictoires, l'imagination peut sans fin reconstruire la tragédie. Mais c'est vrai que j'ai essayé de comprendre cette permanence des polémiques et c'est pour cela que j'ai été amené à dire que Moulin était un héros *paradoxal : si le débat rebondit* c'est que ce n'est pas un héros tout d'une pièce. Il est fait de morceaux rapportés dans lesquels chacun se reconnaît et, par conséquent, plusieurs aussi ne se reconnaissent pas. Il y a donc combat.

» Moulin était un homme de gauche qui est devenu un gaulliste – de guerre – intégral. Pour la France, Moulin est le grand héros de la deuxième guerre mondiale et, disons le mot, le dernier héros de l'histoire proprement française. Après lui, c'est l'Europe qui commence. La Résistance, ça ne *concerne pas les Français*. Pour les Français, la Résistance n'est pas un idéal. Ils ont compris à la Libération qu'il fallait s'engouffrer là-dedans parce que c'était un passeport pour vivre tranquilles, *et puis* pour laver la honte, les remords. Il faut bien en revenir là : la France n'a pas été résistante et la Résistance n'est pas un acte national. Et, par conséquent, bien que de Gaulle ait imposé Moulin au Panthéon pour en faire un héros national, Moulin n'en est pas un. C'est le symbole des martyrs et du martyre de la Résistance. C'est très limité, très étroit. Comme une secte qui se reconnaît pleinement en lui et qui l'honore. Les Français n'ont aucune raison de se reconnaître en lui puisqu'ils n'ont pas adhéré à cette cause.

– Caluire a fait couler beaucoup d'encre et vous vous opposez avec une espèce de rage méthodique à tout ce qui est inexact, ou grossièrement faux, sur l'épisode.

– C'est un devoir de mémoire. C'est inacceptable de voir qu'on accuse Passy, le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) ou Brossolette d'avoir livré Moulin à la Gestapo, voire de Gaulle comme l'a fait Kerillis... C'est inacceptable de dire que c'est Frenay ou que ça a été un complot des chefs de Combat. C'est monstrueux d'avoir le moindre soupçon à l'égard des Aubrac. Si je ne répondais pas à cela, je me considérerais comme un salaud. Si tant est que je sois capable de faire un petit travail d'historien, je le dois d'abord à la mémoire de mes camarades, à l'honneur de mes camarades. »

Propos recueillis par Laurent Douzou

Tom Waits, la passion animale du blues

Après six ans d'absence, le chanteur revient avec « Mule Variations », disque de plaisirs simples

EST-CE un hasard ? Après le romantisme beat des années 70 pour le label Asylum, après les expériences surréalistes de la période Island dans les années 80, Tom Waits est aujourd'hui hébergé par une maison de disques à dominante punk, Epitaph, qui a la particularité de posséder un label, Fat Possum, refuge de vieux bluesmen – R. L. Burnside, Johnny Farmer, T-Model Ford... – parmi les plus âpres et rustiques d'Amérique. *Mule Variations* – après la Guerre de sécession, ne promettait-on pas à chaque esclave affranchi, *« seven acres and a mule »* ? –, son premier album depuis six ans, est bien le disque d'un franc-tireur radical, enraciné dans la vase du Mississippi. Tom Waits y récapitule les différentes façons dont il a envisagé cette musique ancestrale depuis trente ans.

A commencer par là où il avait abouti avec *Bone Machine* (1992), l'album qui précéda ses collaborations avec Jim Jarmush – *Night on Earth* – et Bob Wilson – *The Black Rider* –, un disque obsédé par la mort, l'apocalypse et la rédemption. Plusieurs morceaux de *Mule Variations* – *Lowside of the Road*, *Eyeball Kid*, *Filipino Box Spring Hog* – semblent joués sur cette « machine à os » qui décarcasse, concasse et met en scène le blues des origines. Des forçats cassent des cailloux, frappent sur des gamelles, une voix rongée par l'alcool et la nicotine chante dans le tuyau d'un poêle. Le tout pourrait être enregistré par Alan Lomax, ethnomusicologue américain des années 30, mais la stylisation anguleuse et foldingue de ce « primitivisme » est le dernier reliquat du cabaret dadaïste ouvert par Tom Waits au moment de *Swordfishtrombones*, *Raindogs* et *Frank's Wild Years*. A l'époque, le pianiste inventait, à la manière d'Harry Partch, ses propres instruments. Aujourd'hui, il demande à un DJ improbable, M. Mark « The III Media » Reitman, de scratcher avec des gramophones.

POULES ET ABOIEMENTS

Mais ces « variations » sont aussi un glissement vers moins d'abstraction. Le blues n'est pas simplement détourné au profit d'inventions instrumentales et poétiques. Sa représentation « figurative » la plus dénudée, la plus campagnarde (dans *Chocolate Jesus*, on entend même des poules) permet au musicien de retrouver la jouissance d'un swing cru, d'une passion animale. Le groove compressé de *Big in Japan*, les aboiements rauques de *Get behind the Mule*, la verve péquenaude de *Chocolate Jesus*, accompagnés par l'harmonica de Charlie Musselwhite, parient sur l'efficacité des plaisirs simples. On avait rarement autant dansé sur un disque de Tom Waits. Sur cette trame rêche, dans ces ambiances de *juke joints* du Delta, le Howlin'Wolf californien exprime tout son talent de conteur. Dans un exercice de narration pure, le drôlatique et paranoïaque *What's he Building*, il fricote à nouveau avec le théâtral et le fantastique. Mais ces chansons sont surtout l'occasion de ressusciter une galerie de personnages mythiques : paumé du petit matin, marin ou paysan alcoolique, clochard céleste, taulard, *hobo* hurlant à la lune tel un vieux coyote...



ANTON CORBIJN/EPITAPH

Tom Waits. De nouveaux haillons sur des personnages familiers.

Inspiré par Jack Kerouac et William Burroughs, le pianiste a depuis longtemps façonné ces archétypes. Il les a personnifiés au point de souvent les incarner lui-même dans la vingtaine de films auxquels il a participé, du *Down by Law* de Jim Jarmush au *Short Cuts* de Robert Altman. Cette imagerie a d'ailleurs eu le temps d'imprégner d'autres disciples : Nick Cave, Sparklehorse, Beck... Les risques de caricature pourraient être son épée de Damoclès. Mais, avec Kathleen Brennan, sa femme et sa collaboratrice depuis *Swordfishtrombones*, l'héritier de la *beat generation* et de Captain Beefheart sait encore sculpter des mots et des images inédites pour habiller ses vieilles figures de nouveaux haillons. On reste saisi, par exemple, devant sa *Black Market Baby*, cette « fille du marché noir », « diamant qui veut rester charbon »...

Dans cet album, Tom Waits pousse parfois le « post-modernisme » jusqu'à retrouver ses sensations de pilier de piano-bar. Sur le clavier, les doigts réapprennent des langueurs noctambules. La bure du blues rural se pare du velours du jazz. Le timbre cabossé cherche à s'éclaircir. Dans *Take it with Me*, la voix rouillée a des blancheurs d'aube. *House Where Nobody Lives*, *Georgia Lee* semblent lancer des regards nostalgiques vers *The Heart of Saturday Night*, *Nighthawks at the Diner*, albums des années 70. Le classicisme peaufine les mélodies. Dans le très beau *Hold On*, la guitare brute de Marc Ribot, éternel complice, trouve des scintillements de ballade « springsteenienne ». Certains parleront de régression. Voyageant à travers les humeurs bleues qui l'ont inspiré durant sa longue carrière, Tom Waits a peut-être pensé que 1999 était une bonne année pour boucler une boucle.

Stéphane Davet

★ *Mule Variations*, 1 CD Epitaph, 6547-2. Distribué par PIAS.

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA : la sélection officielle du Festival de Cannes** (*Le Monde* du 23 avril) s'est enrichie *in extremis* d'un autre film, hors compétition, *Adieu plancher des vaches* d'Otar Iosseliani, et de *Judy Berlin*, premier film de l'Américain Eric Mendelsohn, qui sera présenté dans Un certain regard. Par ailleurs, la Semaine de la critique a annoncé sa sélection, entièrement consacrée à des premiers et deuxièmes films : *Hold Back the Night*, de Philip Davis (Grande-Bretagne) ; *Belo Odelo*, de Lazar Ristovski (Yougoslavie) ; *Siam Sunset*, de John Polson (Australie) ; *Flores de otro mundo*, d'Iciar Bollain (Espagne) ; *7/25*, de Wataru Hayakawa (Japon) ; *Gemide*, de Serdar Akar (Turquie) ; *Strange Pits of Passion*, d'Elise McCredie (Australie).

■ **TOP-IFOP/TITE-LIVE : deux semaines après sa sortie, *Hors Saison*, de Francis Cabrel, nº 1 au** Top, est déjà double disque de platine (plus de 600 000 exemplaires vendus). Il coiffe Mylène Farmer, qui prend le chemin des écoliers à la 2e place, avec *Innamoramento*. Entrée fracassante, néanmoins attendue, de Supertramp avec un live qui ne présente pas que du neuf, *It Was The Best of Times*, 3e. Suivent, dans l'ordre : le rap tendance *« la belette »* de Manau, le romantique *Sogno* du ténor-pop Andrea Bocelli, *Toujours moi* d'Axelle Red, la night-clubeuse Cher, la gentillette Hélène Segara, Céline (Dion) et, 10e, *Notre-Dame-de-Paris*. En tête des singles, Larusso, *Tu m'oublieras*.

■ **ROCK : le chanteur et guitariste Tom Petty** a annoncé le 21 avril, lors de la présentation à Londres de son nouvel album *Echo* (avec The Heartbreakers, chez Warner Bros.), que le groupe The Traveling Wilburys devrait se reformer. Outre Petty, cette formation avait réuni Bob Dylan, George Harrison et Jeff Lynne. Ensemble, ils avaient enregistré deux albums, l'un en 1988 (avec Roy Orbison), l'autre en 1990. La reformation de The Traveling Wilburys pourrait aboutir à une tournée.



SÉLECTION DISQUES

PHILIPPE FÉNELON
Dix-huit madrigaux d'après des poèmes de Rilke
André Pons-Valdès (violon), Gilles Deliège (alto), Elena Andreyev (violoncelle), Caroline Delume (théorbe), Les jeunes solistes, Rachid Safir (direction)

Temps fort du Festival d'automne 1996, le cycle des *Madrigaux* de Fénelon inspiré des *Duisener Elegien* de Rilke confirme au disque son statut d'exception dans la production lyrique de cette fin de siècle. Ces dix-huit miniatures s'apparentent à des fenêtres symboliquement ouvertes sur l'infini d'un dialogue sensible (du poète, du compositeur, de l'auditeur) avec soi-même. Le style confine à l'effacement ; du concept d'inédit comme de la notion d'époque. L'écriture vocale serpente entre Monteverdi et Holliger. Les ponctuations instrumentales revendiquent encore plus de liberté à l'image du théorbe, ancré par son timbre dans un passé de légende (celui de la lyre) et par son expression mélodique (très itinérante), dans le seul présent qui compte : celui d'un texte capable de parler à tout un chacun. *Pierre Gervasoni*

★ 1 CD Grave GRCD 10. Distribué par Concord.

CHRISTOPH WILLIBALD GLUCK
Armide
avec Mireille Delunsch, Charles Workman, Laurent Naouri, Yann Beuron, Brett Polegato, Nicole Heaton, Ewa Podles, Françoise Masset, Chœur et Ensemble Les musiciens du Louvre, Marc Minkowski (direction)

Marc Minkowski insuffle à l'opéra de Gluck son habituelle énergie. Ferraillant dans les marches militaires, soulevant les orages ou fouaillant les enfers, il entraîne avec lui ses Musiciens du Louvre au meilleur de leur forme : vents pimpants, cordes tout à tour tendres ou féroces. Dans cette œuvre où la féerie le dispute au drame amoureux, il est aussi à l'aise dans les deux registres. Mireille Delunsch, un peu froide au début, s'empare du personnage d'Armide avec une émotion, une flamme, une rage qui éclatent dans le grand récitatif et l'air final. La chaleur de la voix de Renaud (Charles Workman) a, il est vrai, de quoi l'émouvoir. Les autres rôles sont parfaitement distribués, tant pour la complémentarité des timbres (Yann Beuron et Brett Polegato, les deux chevaliers, Nicole Heaton et Françoise Masset, le duo des suivantes) que pour la virtuosité vocale (Ewa Podles dans le grand air de « La Haine »). Leur diction est impeccable, ce qui permet d'apprécier la poésie du livret de Quinault que Gluck a « piqué », *post mortem*, à Lully. *Pierre Moulinier*

★ 2 CD Archiv Produktion 459-616-2.

JOHANNES BRAHMS
Concerto pour violon et orchestre
Sonate pour violon et piano nº 3
Maxim Vengerov (violon), Orchestre symphonique de Chicago, Daniel Barenboïm (piano et direction)

On a souvent été déçu, voire choqué, par le relâchement de la direction de Barenboïm. Il sait, à l'occasion, remarquablement organiser une matière sonore que, le lendemain ou la veille, il laissera aller à vau-l'eau. Tel est cet imprévisible et infatigable musicien. Ce soir d'octobre 1997, au Symphony Hall de Chicago, l'envie et l'énergie de faire de la musique étaient là. Maxim Vengerov (qui peut aussi laisser gâcher si facilement les choses) concentre son discours, son émotion. Barenboïm dirige et accompagne (le beau mouvement lent, si émouvant, avec la participation obligée d'un hautbois – qui agaça tant Joseph Joachim quand il lut l'oeuvre pour la première fois – ici sublimement joué par le « nouveau » hautbois solo de l'orchestre, Alex Klein) à l'unisson. Le troisième mouvement est cursif et non cette lourde danse qu'on en fait souvent. La *Sonate op. 108*, enregistrée, elle, en studio, un an plus tard, n'est pas inoubliable.

Renaud Machart

★ 1 CD Teldec 0630-17144-2.

MILT JACKSON, THE CLAYTON-HAMILTON ORCHESTRA
Explosive

C'est un big band à l'ancienne (cinq trompettes, cinq trombones, cinq saxophones, une rythmique), avec un répertoire éprouvé d'arrangements de standards et de compositions récentes, un soliste en invité, le vibraphoniste Milt Jackson (l'homme du Modern Jazz Quartet, des rencontres décisives avec Thelonious Monk, John Coltrane, Miles Davis, Ray Charles ou Ray Brown). Hors du temps, hors des modes, *Explosive* a le titre évocateur. Quelle classe, quelle envie de jouer de la part de tous les musiciens, quelle entente. Jackson prend des soli éblouissants de distinction et de swing, l'orchestre s'emporte avec lui (superbe *Evidence*), les arrangements de John Clayton Jr. (*Deed I Do*, *Along Came Betty*) relèvent d'une tradition où le goût de la danse et le sens du tempo juste rendent lisibles chaque partie (Count Basie, Benny Carter, Quincy Jones). Rarement l'air de « c'est dans les vieux pots... » n'aura paru aussi adéquat dans le jazz actuel. *Sylvain Siclier*

★ 1 CD QWest 9362-47286-2. Distribué par WEA.

THREE WINDOWS + TWO
A Portrait of Jimmy Giuffre

Début juin 1998, l'Association pour le jazz et la musique improvisée (AJMI) à Avignon fêtait à la Manutention, à l'ombre du Palais des papes, son vingtième anniversaire. Parmi les événements musicaux, deux concerts étaient dédiés à la musique de Jimmy Giuffre, clarinettiste, flûtiste et saxophoniste né à Dallas en 1921. Cinq solistes en accord avec la délicatesse de ce découvreur et défricheur discret de formes du jazz moderne, chez qui prime l'attention à la mélodie. Les auteurs de cette union qui tient autant de la formation de chambre que du combo West Coast sont le clarinettiste et saxophoniste André Jaume – depuis plusieurs années ami et interlocuteur de Giuffre –, le guitariste Rémy Charmasson, le batteur Randy Kaye, le trompettiste Jean-François Canape et le contrebassiste Bob Harrison. Des artistes dont le lyrisme et la générosité sont le plus franc des hommages à un maître. *S. Si.*

★ 1 CD CELP C39. Distribué par Harmonia Mundi.

JASON FALKNER
Can You Still Feel ?

Avec *Presents Author Unknown* (1996), Jason Falkner avait trouvé la Toison d'or, signant un des plus excitants disques de power-pop de la décennie. Secondé pour son deuxième essai par Nigel Godrich, producteur du *O.K. Computer* de Radiohead, le Californien se présente, sur la pochette, sur une piste d'aéroport, prêt à décoller. Le staccato au kérosène de *Author Unkwown* provoque l'envol, avant la descente de *Revelation*, slow envoûtant bercé de cordes. Puis, l'album se fige en position stationnaire dans le ciel. En panne sèche d'innovation – mais jamais d'inspiration –, Jason Falkner livre un disque dont tous les titres auraient pu figurer sur le précédent. Douze chansons bien ficelées mais aux arrangements roués tant le multi-instrumentiste, en quête du mur du son de Phil Spector, se complaît à empiler six-cordes énervées, claviers volés aux Cars et aux Motors et chœurs beatlemaniaques. Ces réserves faites, *Can You Still Feel* est infiniment plus recommandable que n'importe quel Lenny Kravitz.

Bruno Lesprit

★ 1 CD Elektra/Warner 7559 62205-2.

MYLÈNE FARMER
Innamoramento

La construction de la mécanique d'apparence fragile des chansons de Mylène Farmer repose sur un credo philosophique : l'ivresse des profondeurs – les siennes. Tout, musicalement, traduit cet intérêt quasi exclusif pour le chavirement, phase de préplaisir, qui permet tous les murmures et suggestions verbales (*« J'ouïs tout ce que tu sussures, et l'essaim bat la mesure »*, dans *L'âme-Stram-Gram*). Ces points de passage entre la vie et la *« petite mort »* de la jouissance sont traduits par des nappes de brume synthétique, des vents, des orages, des voix en flûte angélique, des sons électroniques, et une rythmique très abdominale (de la dance organique). *Innamoramento*, l'amour naissant en italien, sert de parade aux dérives mélodramatiques d'*Anamorphosée*, paru en 1995. Militante de la féminité diaphane, auteur de tubes *(Pourvu qu'elles soient douces, Libertine, Sans contrefaçon, Désenchantée)* depuis la fin des années 80, Mylène Farmer confie à son habitude la responsabilité de la musique à Laurent Boutonnat. *Innamoramento* navigue entre efficacité dance (*L'amour naissant*) où la voix se noie, insupportables scies pour FM marchandes (*Dessine-moi un mouton*) et jolies chansons frêles (*Je te rends ton amour*, *Innamoramento*, *Serais-tu là*), où Farmer cultive un charme d'adolescente pècheresse.

Véronique Mortaigne

★ 1 CD 547373-2 Polydor.

PARIS COMBO
Living Room

Un combo, c'est d'abord une joyeuse troupe d'heureux mélangeur de jazz, de musette, de tango renversé et de swing manouche. Le combo parisien, dont la chanteuse s'appelle Belle du Berry et le directeur musical David Lewis (un Australien), tourne aux Etats-Unis qui l'apprécient pour son charme très parisien (au sens du jazz). Cette musique de copains, à jouer au salon (le living-room, la pièce à vivre) séduit par son naturel. Elle est directe et puise dans une tradition du bal et du réalisme à la française, que la voix sans faille de Belle du Berry mène au front de l'humour distancié. Guitare, contrebasse, trompette et dérivés, percussions, Paris Combo est une machine bien huilée, légère, qui tourne vite, avec l'esprit de la gouaille pour carburant. Plus affirmé que le premier album, ce *Living Room* est une tranche de rectitude, de bonne humeur – ce qui n'exclut pas le coup de griffe (*« Nous sommes tous nés d'amour dans de vieux pays, où seuls de vieux, de très vieux singes sont assis aux commandes de nos libertés, aux manettes de nos intégrités »*, dans *Living Room*). David Lewis, d'abord trompettiste d'Arthur h, est un musicien ingénieux, subtil. Belle du Berry assure avec une souplesse très Double Six la défense de la griffe *made in France*. *V. Mo.*

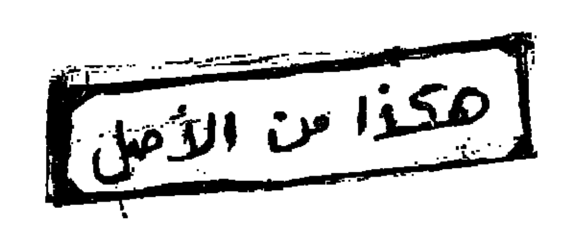
★ 1 CD Boucherie Productions BP3412. Distribué par P.I.A.S.

SHIVKUMAR SHARMA
Sampradaya

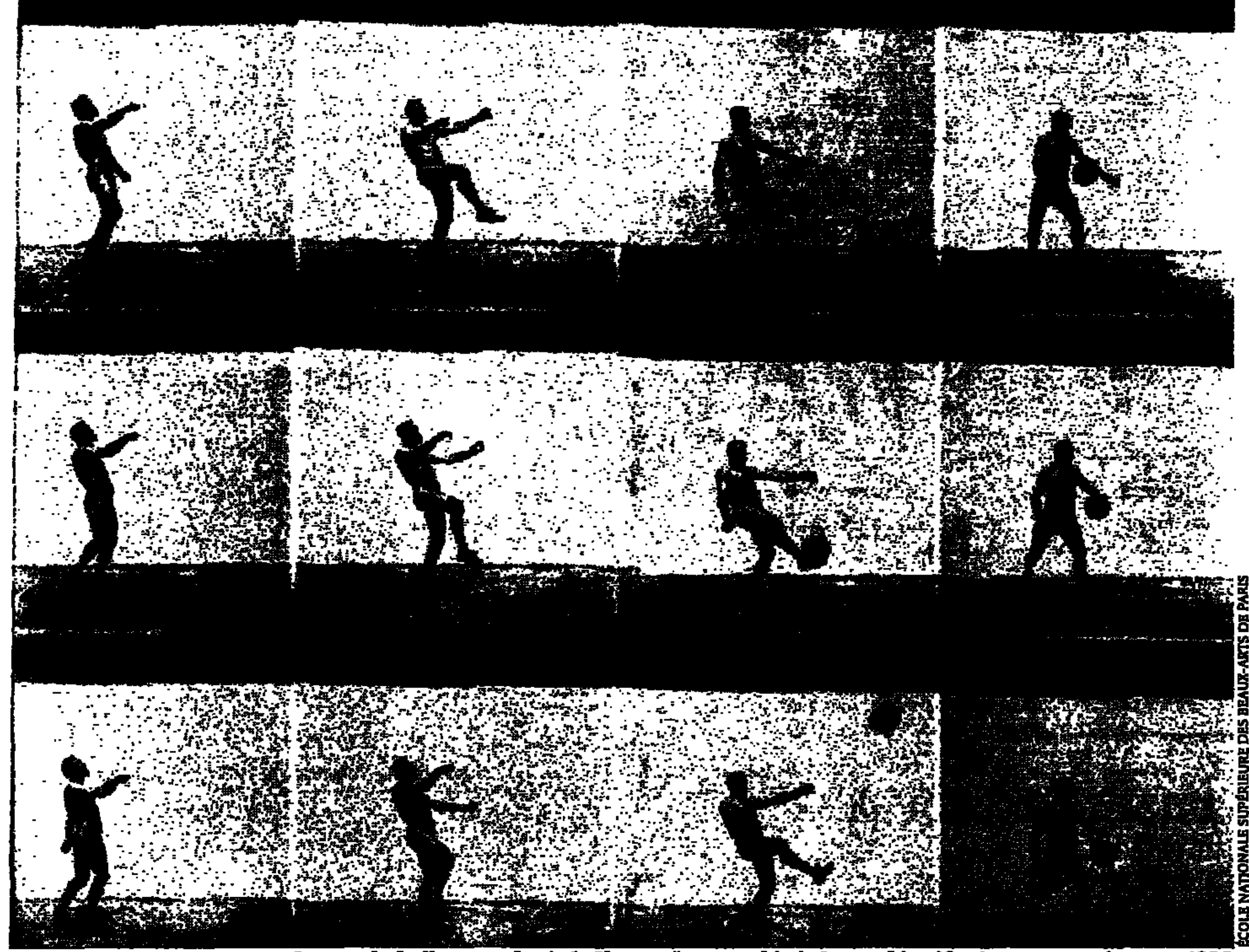
Né au Cachemire en 1938, Shivkumar Sharma apprend d'abord le chant puis le tabla, avant de découvrir à quatorze ans, grâce à son père, le santour. Fasciné par la sonorité et les possibilités de ce cymbalum d'origine iranienne, il l'élève au rang d'instrument de scène en adaptant son jeu aux techniques de la musique savante hindoustanie (de l'Inde du Nord). En 1955, il donne à Bombay le premier récital de chant *khyal* transposé sur un santour. C'est un succès et le début d'une reconnaissance pour cette cithare à cent cordes, dans un monde qui lui était jusqu'alors étranger. Depuis, Shivkumar Sharma est devenu un virtuose fêté sur les scènes du monde entier où il se présente depuis peu en compagnie de son fils qu'il a lui-même formé au santour. Enregistré dans les studios de Peter Gabriel, cet album exhale la parfaite connivence entre le maître et l'élève, autant dans les subtiles oscillations des mouvements lents que lors des moments d'exubérance exaltée. Un duo entre père et fils tout aussi passionnant que celui que nous avaient offert dans un registre différent un autre maître, le joueur d'*oud* irakien Munir Bashir, en conversation avec son élève Omar Bashir (CD chez Ethnic-Auvidis).

Patrick Labesse

★ 1 CD Real World 89561722. Distribué par Virgin.



هكذا من الأصل



ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS DE PARIS

Lancer du ballon avec le pied. Chronophotographie à douze objectifs, tirage sur papier, vers 1895.

Albert Londe, « touriste de la science » et pionnier de l'instantané

ALBERT LONDE, Mission du patrimoine photographique, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Tél. : 01-42-74-47-75. Mo Saint-Paul. Tous les jours de 10 heures à 18 h 30. Fermé le lundi. 25 F et 15 F. Jusqu'au 6 juin. « Albert Londe », texte d'André Gunthert, Nathan, coll. Photo Poche, 144 p., 64 photos, 57 F.

C'est une curiosité qui est présentée à l'Hôtel de Sully, en la personne d'Albert Londe, photographe méconnu de la fin du XIXe siècle, un touche-à-tout, dont la passion conductrice est la photographie, portée par un goût pour les expérimentations et l'invention de machines optiques. L'œuvre ? Elle désoriente. Parce qu'elle est à la fois grave et légère, millimétrée et insouciante.

Albert Londe (1858-1917) avait son quartier général à l'hôpital de la Salpêtrière à Paris, où il occupait le poste de directeur du service photographique. Ce service, tout en étant étroitement associé à celui du docteur Charcot, avait son autonomie, son personnel et des moyens importants. On imagine donc que Londe était, un peu comme Marey, Janssen ou Duchenne de Boulogne, un de ces savants ou médecins qui ont utilisé la photographie à des fins médicales, notamment pour l'observation de cas. Londe en effet, après Muybridge et Marey, s'est lancé dans une analyse photographique du mouvement (chronophotographie) en profitant des progrès techniques en matière d'instantané. Il est vrai aussi qu'il a enregistré et décrit toutes sortes de soubresauts hystériques.

L'exposition, forte de deux cents tirages originaux, offre une large part aux planches de couleur verdâtre sur lesquelles Albert Londe collait des images rehaussées de textes relatifs à la personnalité du patient et à la nature de la pathologie. Ces images nouvelles pour l'époque provoquaient une solide réticence de la part de l'institution hospitalière mais elles servaient à illustrer les cours de Charcot, ainsi qu'aux médecins et aux étudiants qui accouraient de l'Europe entière pour les consulter.

Un public de spécialistes ou d'amateurs, animé par la curiosité, voire un soupçon de voyeurisme, trouvera aujourd'hui son compte devant des images médicales que l'on attend plutôt dans un livre et qui, accrochées sur les cimaises comme un tableau, deviennent ambiguës.

Mais il y a plus que cela chez Albert Londe parce qu'il n'était justement ni scientifique ni médecin, mais un *« touriste de la science »*, comme le qualifie joliment André Gunthert, dans l'ouvrage qui accompagne l'exposition. Ce dernier ajoute : *« Il est celui qui transpose les acquis expérimentaux de la chronophotographie dans le vocabulaire de la pratique amateur. Il peut, à ce titre, être considéré comme l'un des inventeurs de la photographie instantanée comme genre. »*

Albert Londe a par exemple mis au point un appareil à douze objectifs, qui lui a permis de décomposer la marche d'un patient, rendue heurtée par une déviation effrayante de la colonne vertébrale. Les médecins, semble-t-il, ont été peu convaincus. En revanche, et nous sommes loin de l'hôpital, l'amateur de photographie prendra du plaisir devant quelques séquences consacrées au tennis, au football, à la course à pied, voire à l'étude du geste du forgeron, dont on peut supposer qu'elles avaient quelque utilité pour les étudiants en histoire de l'art.

UTILE ET FACILE

Albert Londe était aussi le fondateur, en 1887, de la Société d'excursions des amateurs photographes (SEAP), bande de joyeux drilles si l'on en croit une image qui montre six de ses adhérents s'amuser à sauter une barrière de la Salpêtrière – archétype de l'instant suspendu. Les membres de la SEAP se rendaient en forêt de Fontainebleau ou à l'hippodrome de Paris pour capter la vie, comme le ferait un reporter d'aujourd'hui. Mais ces instantanés sont à relativiser. Londe a photographié *« tout ce qui bouge »*, dit André Gunthert. Mais il s'agit plutôt d'*« instantanés répétés et attendus »* à une époque où capter une image dans la rue, sans préparation, était impossible.

En fait, Londe, en militant et pédagogue de la photographie – il a multiplié les conférences et les livres –, voulait montrer combien la photographie était utile et qu'elle pouvait être pratiquée par M. Tout-le-Monde. Que c'est un outil de son temps. Au-delà de la médecine et de la criminologie – il a collaboré avec Alphonse Bertillon –, elle pouvait servir à montrer la tour Eiffel en construction, une momie égyptienne, un feu d'artifice, un numéro d'éléphants au cirque…

Reste que si Londe est un pionnier, il ne fut pas le seul, et que son œuvre ne méritait sans doute pas autant d'images répétitives au mur. En ce sens, l'ouvrage d'accompagnement est plus adapté. C'est en fait au tournant du siècle, une quinzaine d'années plus tard, que surgira le premier grand amateur génial, qui fera virevolter la photographie : Jacques-Henri Lartigue.

Michel Guerrin

« La Dame de pique » en un huis clos psychiatrique

LA DAME DE PIQUE, de Tchaïkovski. Vladimir Galouzin (Hermann), Maria Gavrilova (Lisa), Helga Demesch (La Comtesse), Mariana Tarasova (Pauline), Pavlo Hunka (Comte Tomsky), Victor Torres (Prince Jeletzky), l'Orchestre et le Chœur du Théâtre communal, Semyon Bychkov (direction), Lev Dodine (mise en scène), David Borovski (décor), Chloé Obolenski (costumes).
FLORENCE, Théâtre communal. Prochaines représentations les 24, 27, 29 avril, à 20 h 30. Tél. : 00-39-055-27-791.

FLORENCE
de notre envoyé spécial

Le spectacle débute là où le récit de Pouchkine s'achève et où la partition de Tchaïkovski a refusé d'entrer : dans la chambre numéro 17 de l'hôpital psychiatrique Obuhov de Saint-Pétersbourg. Et c'est là que nous resterons. Il n'y aura ni campagne, ni printemps, ni plongeon de Lisa dans la Neva. Il n'y a que les murs, le lit, les camisoles de force, les cauchemars de Hermann, qui ne se suicide pas mais reste enfermé à l'asile. Un flash-back aussi réel qu'une vraie représentation, *La Dame de pique* devient du *Marat-Sade*. Une fois de plus, l'oppression déchaîne l'imagination de Lev Dodine, le metteur en scène russe qui signe ce spectacle inaugural du Maggio Musicale florentin, coproduction de Florence, de l'Opéra d'Amsterdam et de l'Opéra de Paris qui le présentera à l'automne.

Le public ne lui a pas pardonné ce choix, il a hué Dodine et ses collaborateurs, réservant des applaudissements chaleureux aux chanteurs et à Semyon Bychkov (direction). La rage a été motivée par le retrait de certains moments musicaux et par l'adjonction de nouveaux vers au livret.

Au XIXe siècle, les chanteurs adaptaient les partitions au gré de leurs caprices, de leurs exigences propres et de leurs limites. Ce sont maintenant les metteurs en scène qui réécrivent la dramaturgie des opéras. Y a-t-il des limites à ce genre d'intervention et la liberté est-elle totale ? Toute nouveauté est-elle possible ? Est-ce la force de la tradition qui explique que les réactions soient plus violentes dans les salles d'opéra que dans les théâtres de prose, ou l'art musical est-il plus délicat que l'art de la parole ?

« UN SPECTACLE COURAGEUX »

« C'est un spectacle courageux et cohérent qui crée une très forte tension dramatique », déclare Bychkov prenant la défense de Dodine. Il est difficile de dire s'il s'agit d'une conviction réelle ou de solidarité entre artistes russes. Dans sa direction d'orchestre transparaissent les mondes musicaux de Tchaïkovski, son amour pour Mozart, l'attirance pour le folklore russe, l'aspect obsessionnel et visionnaire qui casse l'atmosphère de divertissement : le souffle et l'angoisse, la blague et la tragédie.

Il est cependant pénible d'écouter le chœur des jeunes filles en regardant de tristes folles emmaillotées dans leurs camisoles. Et la dernière partie de cartes n'est pas jouée dans une salle de jeu élégante mais sur ce lit omniprésent et simplement recouvert d'un tapis vert. Dodine est un dramaturge génial qui court le risque de rester prisonnier de ses obsessions. Combien de temps encore les cauchemars du passé vont-ils limiter la créativité des artistes de l'ex-Union soviétique ?

Le ténor Vladimir Galouzin, ancien acteur de théâtre et d'opérette, a une voix sûre, souple, consciente de ses moyens et douée d'un talent récitatif admirable : il accompagne son chant de gestes, de tics, de névroses, de regards de fou révélateurs de sa parfaite imprégnation du personnage. Maria Gavrilova est correcte, quelques aigus étant un peu trop grinçants. Helga Demesch – qui fête sur scène ses soixante-dix ans ! – joue merveilleusement désinvolte avec le fantôme de la voix de La Comtesse au point de la rendre presque irréelle. Elle meurt elle aussi sur ce lit, en camisole blanche. Sans doute la folie de Hermann est-elle contagieuse.

Sandro Cappelletto
(Traduit de l'italien par Andriana Cavalletti)

SORTIR

PARIS

Orchestre philharmonique de Radio-France
Un monde sépare Hindemith de Bruckner. Le *Concerto* du premier nous vaudra d'entendre la Russe Natalia Gutman, qui est assurément « la » violoncelliste de notre époque : son jeu austère mais toujours expressif devrait faire paraître l'œuvre de Hindemith sous son meilleur jour. Quant à Marek Janowski, il a la connaissance intime de l'orchestre brucknerien et devrait soulever d'enthousiasme le public de la salle Pleyel dans une symphonie réellement exaltante… quand elle est maîtrisée.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e. Mo Ternes. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Baster
Repéré aux Découvertes du Printemps de Bourges en 1994 où il représentait la Réunion, ce groupe, formé autour du guitariste Thierry Gauliris, fut l'un des premiers à donner du ressort électrique au maloya dès le début des années 80. La jeunesse réunionnaise plébiscite ses textes incisifs et sa musique ouverte sur le reggae.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Mo Château-d'Eau. Le 23, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Thierry Lang
Pianiste originaire de Fribourg, Thierry Lang est un jeune soliste brillant et un compositeur plutôt inspiré dans le registre du jazz. Son groupe comprend le bassiste Heiri Känzig et le violoncelliste Daniel Pezzotti. Deux bons signes.
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1er. Mo Châtelet. Les 23 et 24, 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Juan Carmona, Jose Mendez, Ensemble Borboreo
Installé dans le sud de la France, Juan Carmona est un guitariste flamenco dont le discours musical révèle un don d'invention radieux et captivant (albums disponibles chez l'Empreinte Digitale-Harmonia Mundi). Il a, entre autres distinctions, accompagné le chanteur Agujetas au cours de sa tournée en 1991.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16e. Mo Passy. Le 24, à 17 h 30. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Le Complexe de Toulon
de Jean-Claude Biette. Français, 1995 (1 h 21).
Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Docteur Folamour
de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Vidéodrome
de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).
MK2 Beaubourg, 3e (08-36-68-14-07, 2,23 F/min).

RÉTROSPECTIVES

Aki Kaurismaki
A l'occasion de la sortie de *Juha* (*Le Monde* du 15 avril), le cinéma MK2 Beaubourg présente une rétrospective du cinéaste finlandais Aki Kaurismaki. Au programme : *Crime et Châtiment* (1983), *Shadows in Paradise* (1986), *Hamlet Goes Business* (1987), *Ariel* (1988), *Leningrad Cow Boys Go America* (1989). *La Vie de bohême* (1992), *La Fille aux allumettes* (1990), *J'ai engagé un tueur* (1990), *Les Leningrad Cow Boys rencontrent Moïse* (1994), *Tiens ton foulard Tatiana* (1994), *Au loin s'en vont les nuages* (1996).
MK2 Beaubourg, 50, rue Rambuteau, Piazza Beaubourg, Paris 3e. Mo Rambuteau. Tél. : 08-36-68-14-07 (2,23 F/mn). Tous les jours à 11 h 30. 29 F.

Clint Eastwood
A l'occasion de la sortie de *Jugé coupable* (*Le Monde* du 22 avril), le cinéma Action Ecoles présente une rétrospective du cinéaste américain Clint Eastwood. Au programme : *Josey Wales hors-la-loi* (1976), *Honky Tonk Man* (1982), *Pale Rider* (1985), *Chasseur blanc, cœur noir* (1990), *Impitoyable* (1992), *Un monde parfait* (1993), *Sur la route de Madison* (1995).
Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5e. Mo Cardinal-Lemoine. Tél. : 01-43-29-79-89. Jusqu'au 27 avril. 32 F et 42 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGE

Claus Goedicke, Julian Schnabel
Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 23 avril au 29 mai. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Paco Sery Group
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 23 et 24, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Cake
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. Le 23, à 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00.
Jean Guidoni
Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris 15e. Mo Porte-de-Vanves. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-45-31-10-96. 140 F. Jusqu'au 9 mai.
Karim Kacel
Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris 19e. Mo Porte-de-la-Villette. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-40-36-55-65. 120 F. Jusqu'au 1er mai.
Maurane
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra. Le 23 et 24, à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 160 F à 230 F.

RÉSERVATIONS

Moi… Pas moi
Désir et permis de conduire & Je veux rester à la surface, d'Elfriede Jelinek (mise en scène de Matthias Fontheim) ; *La Sainte Femme*, de Jean-Claude Carrière (mise en scène Margarethe Von Trotta), avec Hanna Schygulla.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. Du 4 au 22 mai. De 55 F à 140 F.
Pièces de guerre
d'Edward Bond, mise en scène de Jean-Pierre Vincent.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. Du 8 mai au 13 juin. De 55 F à 140 F.
Casimir et Caroline
d'Odon von Horvath, mise en scène de Jacques Nichet.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Mo Gambetta. Du 7 mai au 13 juin. 01-44-62-52-52. 110 F.
François René Duchâble (piano)
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 9 mai, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. 60 F et 120 F.
Hopkinson Smith (luth)
Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9e. Mo Grands Boulevards. Le 10 mai. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F.
Stefano Di Battista, Flavio Boltro Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Du 11 au 14 mai. Tél. : 01-40-26-46-60.
Beastie Boys
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9e. Le 11 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-44-68-44-68. 198 F.
Eagle Eye Cherry
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Mo Opéra. Le 13 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 159 F.
Underworld + Rinôçérôse
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 17 mai. Tél. : 01-42-08-60-00.
Jewel
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Mo Opéra. Le 18 mai, à 20 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 170 F.
Jan Lauwers
No Beauty for Me There Where Human Life is Rare : création pour huit acteurs-danseurs. Jan Lauwers (chorégraphie).
Théâtre de la Ville, Les Abbesses, 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Du 18 au 20 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.

DERNIERS JOURS

25 avril :
Le Grand Cabaret de la peur et Richard III
deux nouvelles créations de Geneviève de Kermabon.
Espace chapiteau du parc de La Villette, Paris 19e. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F.
Mark Rothko
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 01-53-67-40-00. 35 F et 45 F.
Surfeurs
de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur.
King
de Michel Vinaver, mise en scène d'Alain Françon.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Tél. : 01-44-62-52-52. De 80 F à 160 F.
L'Inspecteur général
de Nikolaï Gogol, mise en scène de Matthias Langhoff.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. De 55 F à 140 F.
26 avril :
Un ami de Cézanne et de Van Gogh : le docteur Gachet (1828-1909)
Galeries nationales du Grand Palais, avenue Winston-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, Paris 8e. Tél. : 01-44-13-17-17. 35 F et 48 F.

VENDREDI 23 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.25 Les Compagnons du devoir. Forum Planète
23.20 L'Occident à la rencontre de l'Orient. Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Avec Christophe Lambert ; Sarah Michelle Gellar ; Paul Westerberg. Canal +
19.00 Tracks. Arte
19.15 Le Rendez-vous. LCI
20.55 Thalassa. La Route des glaces. France 3
22.05 Faut pas rêver. France : Théâtre à domicile. Thaïlande : Le train de la mort. Espagne : Les déesses du printemps. Invitée : Anaïs Jeanneret. France 3
22.35 Bouillon de culture. L'amour à tout âge. Invités : Jean-Denis Bredin ; Pierre Hebey ; Anaïs Jeanneret ; Sophie de Vilmorin ; Guillaume Le Touze ; Marie et Jean-Louis Trintignant. France 2
23.10 Sans aucun doute. Les femmes d'exception. TF 1
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. De Gaulle-Churchill, mémoires de guerre [1/2]. France 3

DOCUMENTAIRES

20.15 Palettes, Antoine Watteau. La farandole du désir : «Le Pèlerinage à l'île de Cythère». Arte
20.45 Lieux mythiques. [1/20]. Chichen Itza : une cité maya. Histoire
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [5/13]. TV 5
21.15 Lieux mythiques. [2/20]. Teotihuacan. Histoire
21.25 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [4/4]. Contre vents et marées. Planète
21.45 Conférences de presse. 9 septembre 1968 [2/3]. Histoire
22.05 L'Australasie sauvage, terre des futurophages. Les mangeurs d'avenir. Odyssée
22.20 Grand format. Montoneros, une histoire argentine. Arte
22.25 Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. [8/12]. Planète
23.00 Paul-Emile Victor : un rêveur dans le siècle. [1/3]. Les années eskimo. Odyssée
23.50 Pays d'octobre. [2/4]. Planète

SPORTS EN DIRECT

20.00 Football. Championnat de D 2. Guingamp - Troyes. Eurosport

DANSE

20.45 La Fin d'un rêve. Chorégraphie de Christopher Bruce. Musique de John Lennon. Par le Cullberg ballet. Mezzo
21.40 Portrait de famille. Chorégraphie de Birgit Cullberg. Musique de Piotr Ilitch Tchaïkovski. Par le Cullberg ballet. Mezzo

MUSIQUE

20.59 Soirée Laurent de Wilde. Nice Jazz Festival 1998. Muzzik
21.55 Robert Devereux ou le Comte d'Essex. Opéra de Donizetti. Par L'orchestre de l'Opéra San Carlo de Naples, dir. Alain Guingal. Paris Première
22.45 Haydn. *Les Symphonies nos 94, 97, 100 et 103.* Mezzo
22.55 Beethoven. *Symphonies nº 7, 8 et 9.* Par le New Philharmonia Orchestra, dir. Otto Klemperer. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 Petits nuages d'été. Olivier Langlois. Festival
20.45 Liaisons à haut risque. Sigi Rothemund. Arte
20.55 Au bénéfice du doute. Williams Crépin [2/2]. France 2
22.05 Léopold. Joël Seria. Festival

SÉRIES

20.50 Les Nouveaux Professionnels. Episode pilote : Retour en force. M 6
22.45 X-Files, l'intégrale. Les vampires. ○. Coma. M 6
0.30 Star Trek, Deep Space Nine. Les devises de l'acquisition (v.o.). Canal Jimmy
0.35 Murder One, l'affaire Rooney. Chapitre I. M 6
1.15 Star Trek, la nouvelle génération. Cauchemars (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

16.25 Boomerang ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min) ○. Ciné Classics
17.55 Le Comédien ■ ■ Sacha Guitry (France, 1947, N., 95 min) ○. Cinétoile
18.55 Dédée d'Anvers ■ ■ Yves Allégret (France, 1947, N., 85 min) ○. Ciné Classics
21.00 Serial Lover ■ ■ James Huth. Avec Michèle Laroque, Albert Dupontel (France, 1998, 80 min) ○. Canal +
21.00 Portrait de femme ■ ■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 145 min) ○. Ciné Cinéma 1
21.00 La Comédie de Dieu ■ ■ Joao Cesar Monteiro (Fr. - Port., 1995, v.o., 165 min) ○. Ciné Cinéma 2
21.00 Un pyjama pour deux ■ ■ Delbert Mann (Etats-Unis, 1961, v.o., 105 min) ○. Ciné Cinéma 3
21.10 En suivant la flotte ■ ■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 115 min) ○. Cinétoile
21.20 Petits meurtres entre amis ■ ■ Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, 90 min) ○. Cinéstar 1
22.50 Mac ■ ■ John Turturro (Etats-Unis, 1992, 115 min) ○. Cinéstar 1
23.45 La Double Vie de Véronique ■ ■ ■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) ○. Ciné Cinéma 2
0.15 Le Miraculé ■ ■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987, 85 min) ○. Ciné Cinéma 3
0.35 Traces ■ ■ Hamid Benani (Maroc, 1970, 100 min) ○. France 2
2.05 Le Prête-nom ■ ■ Martin Ritt (Etats-Unis, 1976, v.o., 95 min) ○. Cinétoile
3.35 La Planète des singes ■ ■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, 105 min) ○. Canal +

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Années tubes.
23.10 Sans aucun doute. Les femmes d'exception.
1.00 Les Coups d'humour.

FRANCE 2

18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Au bénéfice du doute. Téléfilm. Williams Crépin [2/2]. ○.
22.35 Bouillon de culture. L'amour à tout âge.
23.50 Journal, Météo.
0.10 Ciné-club. Cycle Maroc.
0.15 Al Oued. Film. Daoud Aoulad Syad. ○.
0.35 Traces ■ ■ Film. Hamid Benani. ○.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La nouveau.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. La Route des glaces.
22.05 Faut pas rêver.
23.10 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. De Gaulle-Churchill, mémoires de guerre [1/2].
0.30 Libre court *Nocturne.* Hossein Haghiri. ○.
1.00 La Case de l'Oncle Doc. Les Temps du Mont-Saint-Michel.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 21.00
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Serial Lover ■ ■ Film. James Huth. ○.
22.20 Les Ailes de l'enfer ■ Film. Simon West. ○.
0.10 Pour une poignée de dollars ■ Film. Bob Robertson (v.o.). ○.
1.50 Pour une nuit ■ Film. Mike Figgis (v.o.). ○.

ARTE

19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Antoine Watteau (1684-1721).
20.45 Liaisons à haut risque. Téléfilm. Sigi Rothemund. ○.
22.15 Contre l'oubli.
22.20 Grand format. Montoneros, une histoire argentine.
23.55 Kill Me, Cop ! ■ Film. Jacek Bromski (v.o.). ○.
1.50 Le Dessous des cartes. Le retour des frontières.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. ○.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. ○.
20.40 Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 Les Nouveaux Professionnels. Retour en force. ○. Destination Tripoli. ○.
22.45 X-Files, l'intégrale. Les vampires. ○. Coma. ○.
0.35 Murder One, l'affaire Rooney. ○.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Christine Bard.
21.00 Black And Blue. Joe Lovano.
22.10 Fiction. *Parade*, ballet cubiste, de Jean Cocteau, Pablo Picasso et Erik Satie.
23.00 Nuits magnétiques (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert franco-allemand. Par le Chœur de Radio France, Norbert Balatsch, chef de chœur et l'Orchestre national de France, dir. Riccardo Muti : Œuvres de Mendelssohn, Liszt, Scriabine.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Maratka, Lesage.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Sonate pour violon et piano* op. 13, de Grieg. 20.40 François-Antoine Habeneck. Œuvres de Beethoven, Viotti, Rossini, Berlioz, Cherubini, Meyerbeer, etc.
23.00 Les Brigands. Opéra d'Offenbach, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. John Eliot Gardiner.

Le Monde TÉLÉVISION

PLANÈTE

20.35 Les Chiens de guerre

Paumés, déserteurs, ex-légionnaires, voire ex-journalistes, ils se sont engagés du côté croate pendant la guerre en ex-Yougoslavie. Stephen Lambert, réalisateur britannique, les a retrouvés à l'est de la Croatie. Sur le front ou dans l'intimité de leur QG, il les scrute, les écoute et essaie de comprendre ce qui les a poussés à devenir mercenaires. Une série de portraits sans complaisance.

CANAL +

21.00 Serial Lover ■ ■

Titre anglais pour humour noir français. On a reproché à ce premier film un scénario « mince comme un fil ». Ce n'est pas exact. L'enchaînement des situations est bien structuré. A coups de gags macabres, d'accidents stupides et de comique déjanté, James Huth invente un ton et un esthétisme nouveaux. Talent à suivre. Michèle Laroque est l'héroïne de cette comédie de meurtres à surprises.

FRANCE 3

23.30 Les Dossiers de l'Histoire

Ce sont les relations entre deux monstres sacrés qu'évoque *De Gaulle - Churchill, Mémoires de guerre*, le documentaire de Patrick Jeudy décliné en deux volets : *1940-1942* et *1942-1945* (qui sera diffusé vendredi 30 avril). Les Mémoires des deux hommes d'Etat, publiés chez Plon, servent de fil d'Ariane. Mais l'exercice, en forme de pari, ne convainc pas, car le téléspectateur est vite noyé.

SAMEDI 24 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Thème : la crise du gaullisme. Invités : Yves Mény ; Nicolas Tenzer. LCI
21.30 Stan Getz, du jazz à la bossa nova. Invités : Paul Benkimoun ; Sylvain Beuf ; André Clergeat ; Bernard Lubat ; Henri Renaud ; Félix Sportis. Forum Planète

MAGAZINES

13.10 Sindbad. Essaouira, entre l'oubli et l'espoir. TV 5
13.45 Savoir plus santé. Alcool, plus jamais ça. France 2
16.55 Zapping Zone. Disney Channel
17.05 Reflets, images d'ailleurs. Spécial Maroc. TV 5
18.15 Thalassa. Escale au Maroc. TV 5
19.00 T.V. +. Canal +
20.40 Histoire parallèle spéciale. Gerhard Schröder et cinquante années de social-démocratie. Invité : Gerhard Schröder. Arte
20.50 Plein les yeux. TF 1
21.35 Metropolis. Spécial littérature belge. Arte
21.50 Ciné-Cinécourts. Rapports entre enfants et adultes. Invités : Manuel Flèche ; Eric Atlan ; Josiane Morand ; Firmine Richard ; Stéphane Xhouret. Ciné Cinémas
22.40 T'as pas une idée ? Invité : Yves Coppens. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

17.05 La Chine, dragon millénaire. La rivière des perles. Odyssée
17.20 Le Printemps sud-africain. [2/2]. Planète
17.25 Sur les chemins du monde. Hach Winik, les hommes en robe blanche. La Cinquième
17.40 Tracks. D'une forêt à l'autre, la recette. TSR
18.00 Bretagne, le chant d'un peuple. Muzzik
18.05 Global Family. L'Archipel hawaïen du Pacifique. Odyssée
18.35 Les Réalisateurs. Ron Howard. Ciné Cinémas
19.00 Vatikan. [3/5]. Paul VI et la pilule. Odyssée
19.05 Trois voix pour un chant, la Gwerz. Muzzik
19.35 Les Grandes Batailles du passé. [25/28]. Mafeking 1899-1900. Planète
19.50 Paul-Emile Victor : un rêveur dans le siècle. [1/3]. Les années eskimo. Odyssée
20.30 Stan Getz. People Time. Forum Planète
20.35 Dancing in the Street. [9/10]. Make it Funky. Planète
20.35 Planète animal. L'arche, 2 000 ans après [15/16] : Les tortues. TMC
20.45 Histoire de l'eau. [3/4]. La dimension religieuse. Odyssée
21.35 Promenades sous-marines. [12/26]. Saba, joyau des Caraïbes. Planète
21.35 Inde, naissance d'une nation. Une société en pleine mutation. Odyssée
21.40 Planète Terre. L'Ouest américain [7/8] : Une terre d'espoir [2/2]. TMC
22.00 Yma Sumac. La Castafiore Inca. Muzzik
22.30 Dans les coulisses de... Notre ambassade à Cotonou. France 3
22.30 La Cagoule. Enquête sur une conspiration d'extrême droite. Forum Planète
22.55 Chiens de guerre. Planète
22.55 Carnets de vol. Les cargos aériens. Odyssée
23.00 Les Descendants. [11/13]. Les Bourbons d'Espagne. Histoire
23.50 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [4/4]. Contre vents et marées. Planète
23.50 Voix indiennes. Odyssée
23.55 Un siècle d'aviation. [3/4]. Un siècle d'aviation civile mondiale. Histoire

SPORTS EN DIRECT

14.00 Rugby. Top 16. Agen - Stade toulousain. Canal +
14.00 Tennis. Tournoi messieurs de Monte-Carlo (1re demi-finale). Eurosport
15.10 Cyclisme. Amstel Gold Race. France 2
16.30 Handball. Coupe de France. Finale : Toulouse - Montpellier. Eurosport
20.25 Basket. Pro A : Play off. PSG-Racing - Pau-Orthez Canal+ Vert
3.00 Boxe. Réunion de Washington. Championnat du monde WBC des Poids moyens. Hacine Cherefi - Keith Holmes. Canal +
4.00 Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse. Grand Prix du Japon des 125, 250 et 500cc. Eurosport

MUSIQUE

17.40 Beethoven. *Triple concerto et Fantaisie pour piano.* Avec Daniel Barenboïm, piano ; Itzhak Perlman, violon ; Yo-Yo Ma, violoncelle. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Daniel Barenboïm. Mezzo
18.30 Haydn. *Les Symphonies nos 94, 97, 100 et 103.* Mezzo
20.30 Oedipe Roi. Opéra de Stravinsky. Par l'Orchestre du Saito Kinen, dir. Seiji Ozawa. Mezzo
21.00 Cecilia Bartoli. Récital à Londres. Muzzik
21.30 Stravinsky et Beethoven par Ozawa. Avec Martha Argerich, piano et l'Orchestre symphonique du Bayerischer Rundfunk. Mezzo
22.05 Storytellers. Phil Collins. Paris Première
22.30 Thomas Hampson. Amsterdam, 1995. Avec Wolfram Rieger, piano. Muzzik
23.05 Beethoven. *Symphonie nº 8.* Par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Seiji Ozawa. Mezzo
23.35 Beethoven. *Sonate pour piano «Au clair de lune».* Avec Daniel Barenboïm, piano. Mezzo
0.55 Ute Lemper. Montreux, 1993. Muzzik

VARIÉTÉS

20.55 Tapis rouge à Francis Cabrel et Patricia Kaas. France 2

TÉLÉFILMS

20.30 Le Siècle des Lumières. Humberto Solas. Festival
20.45 Créature. Stuart Gillard [2/2]. ○. RTBF 1
20.55 Un assassin irrésistible. Marvin Chomsky [1 et 2/2]. Téva
22.35 Corée. Cathal Black. Arte
22.35 Le Héros de la patrouille. Savage S. Holland. Disney Channel
23.10 Attirance fatale. Daniel Raskov. ○. TF 1

SÉRIES

18.10 Les Nouveaux Professionnels. Mission au Cap. M 6
20.00 3e planète après le Soleil. [2/2]. 36-24-36 Dick (v.o.). Série Club
20.05 Daria. Lentilles ou lunettes. Canal +
20.40 New York Undercover. Pipeline. Pièces de rechange. ○. 13ème Rue
20.55 Docteur Sylvestre. Lycée en crise. France 3
21.45 South Park. L'homme des glaces. ○. Canal +
21.55 The Practice. Burden of Proof. Ties That Bind (v.o.). Série Club
22.13 High Incident. Un père sait tout (v.o.). 13ème Rue
22.40 C-16. Fils à papa. M 6
1.35 Friends. Celui qui vivait mal la rupture (v.o.). France 2

FILMS

13.10 Dick Tracy ■ ■ Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, 105 min) ○. Cinéstar 2
13.10 Un pyjama pour deux ■ ■ Delbert Mann (Etats-Unis, 1961, 105 min) ○. Ciné Cinéma 2
14.10 To be or not to be ■ ■ ■ Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1942, N., 100 min) ○. Cinétoile



16.00 Infidèlement vôtre ■ ■ Preston Sturges. Avec Rex Harrison, Linda Darnell (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 100 min) ○. Ciné Classics
23.00 La Prisonnière espagnole ■ ■ David Mamet (Etats-Unis, 1997, 104 min) ○. Canal +
23.00 Big Fella ■ John Elder Wills (Grande-Bretagne, 1937, N., v.o., 75 min) ○. Ciné Classics
23.00 A fleur de peau ■ Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1995, 100 min) ○. Ciné Cinéma 1
23.00 Marion ■ ■ Manuel Poirier (France, 1996, 100 min) ○. Cinéstar 1
23.00 Nell ■ Michael Apted (Etats-Unis, 1994, 110 min) ○. Cinéstar 2
0.15 Boomerang ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 90 min) ○. Ciné Classics



0.35 La Nuit du chasseur ■ ■ ■ Charles Laughton. Avec Robert Mitchum, Shelley Winters (EU, 1955, N., v.o., 95 min) ○. Cinétoile
0.35 Le Miraculé ■ ■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987, 85 min) ○. Ciné Cinéma 2
0.45 Trop (peu) d'amour ■ Jacques Doillon (France, 1997, 115 min) ○. Canal +
0.45 Un flic sur le toit ■ Bo Widerberg (Suède, 1976, v.o., 110 min) ○. Arte
1.45 Gli ultimi della strada ■ Domenico Paolella (Italie, 1939, N., v.o., 75 min) ○. Ciné Classics
2.00 Petits meurtres entre amis ■ ■ Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min) ○. Cinéstar 1
2.45 L'Homme le plus dangereux du monde ■ ■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, v.o., 95 min) ○. Ciné Cinéma 1
2.50 La Double Vie de Véronique ■ ■ ■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) ○. Ciné Cinéma 3

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

17.10 Xéna la guerrière. ○.
18.05 Sous le soleil. ○.
19.05 Beverly Hills. ○.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Plein les yeux.
23.10 Hollywood Night. Attirance fatale. Téléfilm. Daniel Raskov. ○.
0.45 Formule foot.

FRANCE 2

17.10 Péril en plein ciel. Téléfilm. Roger Young. ○.
18.45 et 19.05 Samedi sur canapé.
18.50 Friends. ○.
19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Le monde est petit.
19.45 et 20.45 Tirage du Loto.
19.50 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Tapis rouge à Francis Cabrel et Patricia Kaas.
23.25 Union libre.
1.10 100 ans de sport.
1.15 Journal, Météo.
1.35 Friends. Celui qui vivait mal la rupture. ○.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Feuilleton de la vie. [1/6] Vendeurs de robots.
20.35 Tout le sport.
20.55 Docteur Sylvestre. Lycée en crise. ○.
22.30 Dans les coulisses de... Notre ambassade à Cotonou.
23.25 Météo, L'Euro, Soir 3.
23.50 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.25 et 3.35 Saturnales. Journal des spectacles. 0.35 Le Dernier Chant d'Orphée. Trisha Brown et l'Orfeo in Musica. 1.30 *Orfeo*. Opéra de Monteverdi.

CANAL +

16.05 Basket NBA.
17.05 Arliss. ○.
17.30 Ned et Stacey. ○.
▶ En clair jusqu'à 20.35
17.55 Décode pas Bunny.
18.30 Toonsylvania. ○.
19.00 T.V. +.
20.03 Jean-Luc et Faipassa. ○.
20.05 Daria. ○.
20.25 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie. 20.35 Evamag. Bidon. ○. 21.00 Spin City. Paulo le fou. ○. 21.20 A la une. Le sandwich. ○. 21.45 South Park. L'homme des glaces. ○.
22.05 Jour de foot.
23.00 La Prisonnière espagnole ■ ■ Film. David Mamet. ○.
0.45 Trop (peu) d'amour ■ Film. Jacques Doillon. ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.00 Sur les chemins du monde. Histoire de la Terre. Le grand gel [6/8]. 16.55 Exploration planète. [17/17]. Les mystères de l'océan. 17.25 Hach Winik, les hommes en robe blanche.
18.25 Va savoir.
19.00 Court-circuit spécial. Les 45e Journées internationales du court métrage d'Oberhausen.
19.45 Météo, Arte info.
20.00 Le Dessous des cartes. Antarctique : le retour des pionniers.
20.15 100 % kascher. [4/6]. ○.
20.40 Histoire parallèle spéciale. Gerhard Schröder et cinquante années de social-démocratie.
21.35 Metropolis. Spécial littérature belge : Hugo Claus. Les Belles Etrangères : Lettres de Belgique. A vos musées. Hou Hsiao Hsien.
22.35 Corée. Téléfilm. Cathal Black (v.o.). ○.
23.50 Music Planet. Spice Girls.
0.45 Un flic sur le toit ■ Film. Bo Widerberg (v.o.). ○.

M 6

17.10 Mission casse-cou. ○.
18.10 Les Nouveaux Professionnels. ○.
19.10 Turbo.
19.45 Warning.
19.50 Mieux vaut prévenir.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.50 La Trilogie du samedi. 20.50 Charmed. La sorcière de Salem. ○. 21.45 The Sentinel. Le duel. ○. 22.40 C-16. Fils à papa. ○.
23.35 La Revanche d'une femme flic. Téléfilm. Armand Mastroianni. ○.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Profession spectateur.
20.00 Fiction. *La Mauvaise*, de Catherine Zambon. Catherine Zambon : un portrait.
22.35 Opus (rediff.).
0.05 Le Gai Savoir.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 La Saison des opéras Euroradio. *La Somnambule*. Opéra de Bellini. Par le Chœur de l'Opéra de Lausanne, Véronique Carrot, chef de chœur et l'Orcheste de chambre de Lausanne, dir. Evelino Pido.
23.07 Présentez la facture. Invités : Pierre Hamon et Pascal Coté.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Smetana, Dvorak.
20.00 Salavador Dali, le journal d'un génie. *Guillaume Tell* (ouverture), de Rossini, par l'Académie of St Martin-in-the-Fields, dir. N. Marriner ; Œuvres de De Falla, Wagner, Mompou, Poulenc, etc.
22.00 Da Capo. Sviatoslav Richter, piano. Œuvres de Liszt, Rachmaninov, R. Schumann, Hindemith, Schubert.

Le Monde TÉLÉVISION

CINÉ CLASSICS

16.00 Infidèlement vôtre ■ ■

Un chef d'orchestre, très jaloux, croit que sa femme l'a trompé. En dirigeant un concert, il rumine sa vengeance. Preston Sturges imagine les fantasmes du maestro, auquel les morceaux qu'il conduit inspirent, tour à tour, un crime parfait, un pardon généreux et la solution de la « roulette russe ». La séquence de la mise en pratique est encore plus drôle que celles des fantasmes. Diffusion en v.o.

FRANCE 3

20.05 Vendeurs de robots

Jean-Luc Léon a le goût et le talent pour ce qu'il appelle la « comédie documentaire ». Son nouveau feuilleton, en six épisodes, nous conduit dans le petit monde des vendeurs à domicile. Les plus efficaces sont ceux qui instaurent avec l'acheteur potentiel une relation où le naturel et l'humour ont leur place. C'est la nature de cette relation qui rend ses personnages si attachants.

FRANCE 3

22.30 Notre ambassade à Cotonou

Irène Richard a filmé l'ambassadeur de France au Bénin et ses collaborateurs. En toute liberté, étant entendu que le documentaire ne contreviendrait pas à l'obligation de réserve observée par les diplomates. L'acceptation de cette règle produit l'impression d'un monde sans grand enjeu, mais souligne le souci permanent de donner de la France la meilleure image.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
○ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
○ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

هكذا من الأمل

Le Monde
SAMEDI 24 AVRIL 1999

Omar Bongo, le président gabonais, soutient Roland Dumas

DANS UN ENTRETIEN diffusé par France Inter, vendredi 23 avril, Omar Bongo, président du Gabon, actuellement aux Etats-Unis, a apporté son soutien à Roland Dumas à propos de l'affaire Elf.

« Roland Dumas, c'est un gars bien, c'est un homme qui a toujours été très élégant », a-t-il indiqué en évoquant les soupçons portés sur les cadeaux offerts par Christine Deviers-Joncour au président du Conseil constitutionnel, actuellement en congé de sa fonction.

« Les histoires de tableaux, de statuettes, de chaussures..., c'est comme si Roland Dumas était un chômeur qui, à cause d'elle, se trouve avec des pantalons, des chemises, des costumes, alors qu'elle a succombé à son charme. »

M. Bongo a par ailleurs précisé que M. Dumas n'était pas le seul à *« avoir bouffé de l'argent »* d'Elf, sans toutefois révéler le nom d'autres personnalités. Enfin, concédant que Mme Deviers-Joncour avait eu *« le courage de parler comme ça »*, il a ajouté : *« M. Dumas, je le connais, cet homme est très pudique. »*

Le juge espagnol Baltasar Garzon enquête sur une persécution des juifs en Argentine

Entre 1976 et 1983, ils auraient été très nombreux parmi les « disparus »

MADRID
de notre correspondante

En attendant que se dénoue le long et compliqué processus judiciaire qui s'achèvera peut-être un jour par l'extradition vers l'Espagne d'Augusto Pinochet, le juge madrilène Baltasar Garzon, à l'origine de l'arrestation du vieux général, continue d'instruire ses dossiers sur les anciennes dictatures chilienne et argentine. Et c'est un épisode peu connu qu'il est en train d'excaver des oublis de la mauvaise conscience argentine : celui d'une répression « antisémite » particulièrement organisée au sein de la répression générale.

Le 5 mars, le juge a reçu un rapport détaillé de deux cents pages, qui lui est parvenu grâce au travail effectué depuis plusieurs années par la Commission de solidarité avec les familles des prisonniers politiques, des disparus et des morts en Argentine (Cosofam), une organisation basée à Barcelone qui existe depuis 1977. La Cosofam, qui a enquêté en Argentine, a porté plainte auprès de la justice espagnole pour *« la violation des droits de l'homme des juifs argentins durant le régime militaire »*. Il ressort de ses enquêtes, qu'au temps de la dictature militaire (entre 1976 et 1983), les juifs d'Argentine, qui ne représentaient qu'un peu plus de 1 % de la population, ont représenté jusqu'à 12 % et plus des trente mille disparus.

« Il ne s'agit pas de distinguer qui est juif ou non juif, a expliqué un des avocats de la Cosofam, *mais de fournir, à travers ce document, un apport supplémentaire, dans la lutte contre les méfaits de dictatures qu'il faut attaquer de tous côtés. »*

SYMBOLES NAZIS

Pour étayer ce dossier, le juge Garzon avait convoqué une dizaine de témoins, lundi 19 et mardi 20 avril, à Madrid. Certains étaient venus avec la photo d'une fille disparue, épinglée au revers de la veste, ou le souvenir très présent de vexations qu'ils ne peuvent oublier. *« Les détenus juifs, ils les faisaient marcher à quatre pattes, et certains ont été obligés de crier : nous ne sommes que des chiens de juifs »*, raconte l'un d'eux, tandis qu'un autre ajoute : *« Il y avait des symboles nazis partout, dans certains centres de détention, ils obligeaient les juifs à saluer bras tendu et à crier des slogans hitlériens. »* A en croire ces témoins, dont Daniel Goldman, rabbin de Buenos Aires, le journaliste argentin Herman Schiller, qui créa le Mouvement juif des droits de l'homme, ou Matilde Mellibosky, une des fondatrices des Mères de la place de mai, être juif pouvait suffire à se faire emprisonner. Herman Schiller posséderait dans sa documentation les preuves de ce qu'une vingtaine de personnes ont été séquestrées contre rançon. Quitte à ce que seulement leurs cadavres soient restitués, une fois la somme acquittée.

En tout, le juge Garzon a recueilli des informations sur près de deux cents cas avérés de disparitions. Un premier aperçu de ce que semble avoir été la repression contre les juifs. Une sorte de « plan d'urgence », pour évacuer les trois cent cinquante mille juifs d'Argentine, à travers le Brésil, avait même été mis sur pied par des organisations juives des Etats-Unis, et des milliers de visas déjà demandés. Ce plan ne fut jamais appliqué.

Marie-Claude Decamps

A Sainte-Marie-aux-Mines (Vosges), un tunnel routier est fermé au trafic

LA PRÉFECTURE des Vosges, en accord avec la préfecture du Haut-Rhin, a décidé, jeudi 22 avril, de fermer à la circulation le tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines (Vosges) pendant au moins cinq jours. Une anomalie sur le moteur d'un extracteur d'air a été constatée lors d'une visite hebdomadaire d'entretien des installations de sécurité, et la fermeture a été ordonnée sur proposition *de la Société des autoroutes* Paris-Rhin-Rhône (SAPRR), a précisé la préfecture des Vosges, dans un communiqué.

La fermeture de cet ouvrage, long de 7 kilomètres, durera jusqu'à la remise en état des installations, dont la date exacte sera connue sous 48 heures. Ancien passage ferroviaire ouvert à la circulation routière en 1976, le tunnel de Sainte-Marie-aux Mines est emprunté par 3 000 véhicules par jour, dont 30 % de poids lourds. A la suite du drame du tunnel du Mont-Blanc, des élus du conseil général avaient interpellé, fin mars, le préfet des Vosges, *Dominique Schmitt, sur la sécurité* de ce boyau, une structure monotube, comme celui du Mont-Blanc.

L'Etat verse son financement aux partis politiques

UN DÉCRET publié au *Journal officiel* du 20 avril fixe le montant des aides versées par l'Etat aux partis politiques pour l'année 1999. Inchangée depuis 1995, la somme globale que se partagent 54 formations est de 526,5 millions de francs (79,7 millions d'euros). Sa répartition, qui est fonction du nombre de parlementaires de chaque parti et du nombre de voix obtenues aux législatives de 1997, ne varie que très peu par rapport à 1998. Les modifications proviennent essentiellement des élections sénatoriales de septembre 1998 et des législatives partielles.

Le PS et le PRG perçoivent, conjointement, la plus grosse dotation, 169 millions de francs (25,8 millions d'euros). Ils sont suivis par le RPR (112,9 millions de francs, ou 17,1 millions d'euros), l'UDF et Démocratie libérale (105 millions de francs, ou 16 millions d'euros) qui, en dépit de leur séparation en 1998, continuent de percevoir cette somme dans une structure commune, le PCF (40,6 millions de francs, ou 6,19 millions d'euros), le FN (41,1 millions de francs, ou 6,27 millions d'euros) et les Verts (11,7 millions, ou 1,78 millions d'euros). Les autres partis perçoivent moins de 10 millions (1,52 million d'euros).

DÉPÊCHES

■ **HÔPITAUX : 85 % des Français estiment que la qualité de vie en milieu hospitalier est satisfaisante** selon un sondage de l'IFOP rendu public jeudi 22 avril par la Fondation hôpitaux de Paris-hôpitaux de France. Neuf personnes hospitalisées sur dix partagent cet avis favorable. Le plus fort sujet de mécontentement porte sur la mise à disposition de lieux d'accueil pour les familles (51 % d'insatisfaction), l'information du patient (46 %) et l'accueil aux urgences (40 %). En tête des attentes, figure le soulagement de la douleur (64 % de réponses).

■ **SANTÉ : répondant au mouvement de grève des internes des hôpitaux**, engagé lundi 19 avril, la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry et le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, ont rappelé dans un communiqué, jeudi 22 avril, que *« les gardes étaient payées »*. La garantie du paiement des jours de garde figurera dans un arrêté que le gouvernement s'engage à publier très prochainement.

■ **SERVICE PUBLIC : La Poste a annoncé, jeudi, une série de mesures** comme la réduction de l'attente à cinq minutes maximum d'ici 2003 et la modulation des horaires selon les bureaux. Une enquête réalisée par la Sofres avait indiqué que le temps d'attente était la principale cause d'insatisfaction des 3,5 millions de clients quotidiens de La Poste.

■ **EMPLOI : le tribunal de grande instance** (TGI) de Caen, siégeant en audience de référé, a ordonné jeudi la suspension du plan social de Moulinex qui vise à supprimer 190 emplois à Falaise (Calvados) et à Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe). Le tribunal de Caen a estimé que *« le plan social (...) n'est pas conforme à la loi »*.

La CFTC maintient sa candidate à la présidence de la CNAF

LA CFTC a décidé, jeudi 22 avril, de maintenir la candidature de Nicole Prud'homme à la présidence de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), en dépit de la polémique suscitée par cette nomination. Dans un communiqué diffusé jeudi soir, la CFTC a souligné que *« la respectabilité de Nicole Prud'homme, établie par les nombreux mandats qu'elle a déjà assumés, notamment en tant que présidente du Comité interministériel de l'action sociale de la fonction publique, justifie le choix fait sur elle »*.

Présentée, dans un tract anonyme circulant parmi les administrateurs de la CNAF, comme une proche des milieux catholiques intégristes, Mme Prud'homme doit remplacer Jean-Paul Probst, vice-président de la CFTC, démis de son mandat de président de la CNAF en février dernier, et privé, jeudi, de son mandat de responsable politique du groupe protection sociale au sein de la confédération pour s'être publiquement opposé au président de la CFTC, Alain Deleu.

L'assemblée générale de la Société des lecteurs du « Monde »

LA SOCIÉTÉ des lecteurs du *Monde* tiendra son assemblée générale annuelle le samedi 8 mai à 15 heures au CNIT, 2, place de La Défense (92053 Paris - la Défense). Les actionnaires qui n'auraient pas reçu de convocation sont priés de se faire connaître auprès du secrétariat de la société (21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cédex 05. Tél. : 01-42-17-25-01 ; télécopie : 01-42-17-21-17. Les pouvoirs ou votes par correspondance doivent parvenir au secrétariat de la Société des lecteurs avant le 6 mai.

Pour la première fois, tous les lecteurs du *Monde* auront la possibilité de suivre les débats de l'assemblée générale qui seront diffusés en direct à partir de 15 heures sur le site Internet du journal (http ://www.lemonde.fr). Les sociétaires (et eux seuls) pourront par ce moyen poser des questions sur la marche de l'entreprise et sur les activités de la société. Il ne leur est pas possible, en revanche, de voter.

Les documents de l'assemblée générale (rapport de gestion, résolutions, comptes) sont consultables sur le site à partir du 5 mai ainsi que les articles du numéro 32 (avril 1999) de la *Lettre d'information* de la SDL.

Tirage du *Monde* daté vendredi 23 avril 1999 : 531 010 exemplaires.